

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX)

Société d'investissement à capital variable

**Prospectus
Septembre 2023**

INFORMATIONS IMPORTANTES

Généralités

Les Actions de la Société sont offertes sur la base des informations et déclarations contenues dans la version actuelle du Prospectus accompagné du ou des KID PRIIP, du rapport annuel dans sa version la plus récente et du rapport semestriel s'il est paru après le rapport annuel dans sa version la plus récente ainsi que des documents mentionnés dans les présentes, lesquels peuvent être examinés par le public dans les bureaux de la Société, de la Société de gestion et de l'Agent administratif.

En outre, les investisseurs doivent se référer aux Sections spéciales jointes au Prospectus. Chaque Section spéciale énonce les objectifs, la politique et les autres caractéristiques spécifiques du Compartiment sur lequel elle porte ainsi que les risques qu'il implique et d'autres informations qui le concernent de façon spécifique.

Aucune Personne n'est autorisée à émettre aucune publicité, donner aucune information ou effectuer aucune déclaration à propos de l'offre, du placement, de la souscription, de la vente, de l'arbitrage ou du rachat d'Actions autres que celles qui figurent dans le présent Prospectus et le ou les KID PRIIP et, si une telle publicité, information ou déclaration est émise, donnée ou effectuée, il ne doit pas y être ajouté foi comme si elle avait été autorisée par la Société ou le Dépositaire. Ni la remise du présent Prospectus ou du/des KID PRIIP, ni l'offre, le placement, la souscription ou l'émission de quelconques Actions ne constituera en aucun cas une quelconque déclaration selon laquelle, ou qui laisse entendre que, les renseignements fournis dans le présent Prospectus et dans le ou les KID PRIIP sont exacts à une quelconque date postérieure à la date des présentes.

Les membres du Conseil d'administration, dont le nom apparaît dans la rubrique « Direction et Administration », assument conjointement la responsabilité des informations et déclarations contenues dans le présent Prospectus et dans le ou les KID PRIIP. Ils se sont entourés de toutes les précautions raisonnables pour s'assurer qu'à leur connaissance les informations contenues dans le présent Prospectus et dans le ou les KID PRIIP sont exactes et véridiques à tous points de vue importants et que sont mentionnés tous les autres faits importants dont l'omission rendrait trompeuse une quelconque déclaration figurant dans les présentes, qu'elle porte sur un fait ou une opinion à la date indiquée sur ce Prospectus.

Sous réserve de la législation en vigueur, les investisseurs sont libres d'investir dans tout Compartiment proposé par la Société. Les actionnaires doivent choisir le Compartiment qui convient le mieux à leurs propres attentes en matière de risque et de rentabilité et à leurs besoins de diversification ; ils sont invités à solliciter l'avis d'un conseiller indépendant à ce sujet. Un ensemble d'actifs distinct sera constitué pour chaque Compartiment et investi conformément à la politique d'investissement de celui-ci dans le but d'atteindre son objectif d'investissement. Il est prévu que la Valeur liquidative et les performances des Actions varieront en fonction des différents Compartiments et de leurs catégories d'actions. Il convient de garder présent à l'esprit le fait que le prix des Actions et les revenus qu'elles engendrent (s'ils existent) sont tout autant susceptibles de baisser que de monter et il ne peut être donné aucune assurance ni garantie que l'objectif d'investissement affiché d'un Compartiment sera atteint.

Tout investissement dans la Société comporte des risques, notamment ceux qui sont décrits dans la Section 7 du présent document. En outre, les investisseurs doivent se référer à la Section « Facteurs de risque spécifiques » de la Section spéciale relative au Compartiment dans lequel ils investissent afin d'évaluer les risques découlant d'un investissement dans ce Compartiment et de s'en informer.

La Société est autorisée à investir dans des instruments financiers dérivés. Quoique, utilisés avec prudence, les produits dérivés puissent être fort utiles, ils comportent des risques différents de ceux que comportent les placements plus classiques, et parfois plus grands. Une description plus détaillée des risques inhérents à l'emploi d'instruments dérivés figure plus bas dans la Section 7.

Tous les Actionnaires ont droit au bénéfice des dispositions du Prospectus, des Sections spéciales et des Statuts et sont liés par elles et réputés en avoir été avisés.

Définitions

Sauf si le contexte en décide autrement, ou si le présent Prospectus en dispose autrement, les mots et expressions commençant par une lettre majuscule revêtiront la signification qui leur est attribuée en vertu de la Section 1 de la Section générale.

Restrictions sur la vente

La distribution de ce Prospectus, et l'offre et l'achat des Actions peuvent être soumises à restrictions dans certains États. Le présent Prospectus et le ou les KID PRIIP ne constituent pas une offre de, ni une invitation à souscrire ou acquérir de quelconques Actions dans un quelconque État où une telle offre ou invitation est interdite, n'est pas autorisée ou serait illégale. Les Personnes recevant un exemplaire de ce Prospectus ou du/des KID PRIIP dans un quelconque État ne doivent pas considérer ce Prospectus ou KID PRIIP comme une offre ou invitation à souscrire des Actions nonobstant le fait qu'une telle offre ou invitation puisse être faite légalement dans cet État sans se conformer à une quelconque obligation d'enregistrement ou autre exigence légale. Il est de la responsabilité de toute Personne en possession de ce Prospectus ou KID PRIIP ainsi que de toute Personne souhaitant souscrire des Actions de s'informer de tous les règlements et lois en vigueur dans tout État concerné et de les respecter. Les Personnes envisageant de souscrire des Actions doivent s'informer des exigences légales liées à cette souscription ainsi que de toute réglementation sur le contrôle des changes et des impôts qui sont en vigueur dans le pays dont elles ont la nationalité ou dans lequel elles résident ou ont leur domicile.

Luxembourg – La Société est agréée selon la partie I de la Loi de 2010. Cependant, cet agrément n'oblige aucune autorité du Luxembourg à se prononcer sur l'adéquation ou l'exactitude de ce Prospectus ou des actifs détenus par les différents Compartiments de la Société. Toute déclaration contraire est non autorisée et illégale.

Union européenne – La Société a le statut d'OPCVM et peut demander à être agréée selon la Directive sur les OPCVM afin d'être commercialisée auprès du public dans certains États membres de l'EEE.

États-Unis – Les Actions n'ont pas été enregistrées conformément au United States Securities Act de 1933 (le « **Securities Act** »), ni en vertu des lois de tout État américain portant sur les valeurs mobilières. Un tel enregistrement n'est d'ailleurs pas envisagé. L'exception prévue par l'art. 4(a)(2) du Securities Act et par le Règlement D y afférent s'applique en effet à leur offre et à leur vente. Par conséquent, les Actions ne peuvent être revendues ou transférées que si une telle revente ou un tel transfert est exempté(e) d'obligation d'enregistrement, telle qu'énoncée dans le Securities Act et dans les lois de tout État américain portant sur les valeurs mobilières. En outre, la Société bénéficie de l'exemption d'enregistrement prévue par le United States Investment Company Act de 1940 (l'« **Investment Company Act** »), ce qui signifie qu'aucun transfert d'Actions exigeant l'enregistrement de la Société ou de la Société de gestion en tant que « société de gestion », tel que requis par cette loi, ne pourra être effectué. Dans un souci de conformité avec les réglementations américaines (ce qui comprend les réglementations fiscales et toute réglementation en matière de *compliance*), il est interdit de transférer des Actions achetées par un Ressortissant des États-Unis sans l'accord écrit préalable de la Société et de la Société de gestion.

Il est possible que le Conseil d'administration et la Société de gestion autorisent la vente des Actions à des Ressortissants des États-Unis qui sont considérés comme des « investisseurs agréés » au sens du Règlement D relatif au Securities Act, comme des « acquéreurs admissibles » ou des « collaborateurs avertis » au sens de l'Investment Company Act et comme des « investisseurs qualifiés » au sens de la Loi américaine de 1940 sur les conseillers financiers (Investment Advisers Act), telle qu'amendée. Les demandes d'autorisation seront examinées au cas par cas. Il est formellement interdit de vendre des Actions aux États-Unis ou à un Ressortissant des États-Unis qui n'est pas un investisseur éligible, ainsi que de promouvoir ou de conseiller un tel investissement.

Langue

La distribution de ce Prospectus et du ou des KID PRIIP dans certains pays peut être subordonnée à la traduction de ces documents dans la langue officielle de ces pays. En cas de contradiction entre les traductions de ce Prospectus, la version anglaise de ce dernier l'emportera.

Financial Industry Regulatory Authority (FINRA)

La Société peut soit souscrire des Actions d'OPC ou d'OPCVM susceptibles d'investir dans des offres publiques initiales de titres de participation américains (les **Offres publiques initiales américaines**), soit investir directement dans ces Offres publiques initiales américaines. En vertu de ses règles 5130 et 5131 (les **Règles**), la Financial Industry Regulatory Authority (**FINRA**), une société américaine de droit privé ayant pour mission la protection des investisseurs américains, a édicté des interdictions concernant l'éligibilité de certaines Personnes à participer à des Offres publiques initiales américaines lorsque le ou les propriétaires effectifs des comptes concernés sont des professionnels du secteur des services financiers (y compris, sans s'y limiter, les patrons ou les collaborateurs d'une société membre de la FINRA ou des gestionnaires de fortune) (une **Personne non autorisée**), ou des cadres dirigeants ou des responsables de sociétés américaines ou non américaines susceptibles d'entretenir des relations d'affaires avec une société membre de la FINRA (une **Personne couverte**). Par conséquent, tout investisseur considéré comme une Personne non autorisée ou une Personne non couverte au sens des Règles n'est pas autorisé à investir dans la Société. En cas de doute concernant votre statut, nous vous invitons à consulter votre conseiller juridique.

Échange de renseignements à des fins fiscales

En vertu de la Loi FATCA et de la Loi NCD (telles que définies ci-après), la Société est susceptible d'être traitée comme un Établissement financier (étranger) déclarant. À ce titre, la Société peut demander à tous les investisseurs de fournir des documents attestant de leur résidence fiscale et toutes autres informations jugées nécessaires pour respecter les lois susmentionnées.

Si la Société doit être assujettie à une retenue fiscale et/ou des pénalités en raison d'un non-respect des termes de la Loi FATCA et/ou à des pénalités en raison d'un non-respect des termes de la Loi NCD, la valeur des Actions détenues par tous les Actionnaires peut être sensiblement affectée.

En outre, la Société peut également être tenue de retenir de l'impôt à la source sur certains paiements à ses Actionnaires qui ne satisferaient pas aux obligations de la FATCA (c'est-à-dire l'obligation de retenue fiscale sur les paiements dits indirects étrangers (foreign passthru payments)).

Protection des données

Conformément à la loi luxembourgeoise sur la protection des données applicable et, à compter du 25 mai 2018, au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« **Loi sur la protection des données** »), la Société, agissant en tant que responsable du traitement, collecte, conserve et traite, par des moyens électroniques ou autres, les données fournies par les Actionnaires au moment de leur souscription aux fins d'assurer les services requis par les Actionnaires et de respecter ses obligations légales.

Les données traitées comprennent le nom, l'adresse et le montant investi de chaque Actionnaire (les **Données à caractère personnel**). Si l'investisseur est une personne morale, les données traitées peuvent comprendre les Données à caractère personnel des personnes de contact et/ou du ou des bénéficiaires effectifs. L'investisseur peut, à sa discrétion, refuser de communiquer lesdites Données à caractère personnel à la Société. Dans ce cas, toutefois, la Société peut rejeter sa demande de souscription d'Actions de la Société.

Les Données à caractère personnel fournies par l'investisseur sont traitées afin de conclure et d'exécuter la souscription à la Société, aux fins de servir les intérêts légitimes de la Société et de respecter ses obligations légales. En particulier, les données fournies par les Actionnaires sont traitées aux fins (i) de tenir le registre des Actionnaires, (ii) de traiter les souscriptions, rachats et conversions d'Actions et les paiements de

dividendes aux Actionnaires, (iii) d'effectuer les contrôles de pratiques de late trading et de market timing et (iv) de respecter les règles de lutte contre le blanchiment de capitaux applicables. De plus, les Données à caractère personnel peuvent être traitées à des fins de commercialisation. Chaque Actionnaire a le droit de s'opposer à l'utilisation de ses Données à caractère personnel à des fins de commercialisation en écrivant à la Société.

Les Données à caractère personnel peuvent également être traitées par les sous-traitants de la Société (les **Sous-traitants**) qui, dans le contexte des finalités mentionnées ci-dessus, sont la Société de Gestion et l'Agent administratif. Tous les Sous-traitants sont situés dans l'Union européenne. Les Données à caractère personnel peuvent également être communiquées au Distributeur général, au Dépositaire, au Réviseur agréé et aux conseillers juridiques agissant en qualité de responsables du traitement distincts à leurs propres fins (c'est-à-dire aux fins de leurs intérêts légitimes propres et/ou du respect d'une obligation légale à laquelle ils sont tenus), qui sont tous situés dans l'Union européenne. La Société de gestion et l'Agent administratif peuvent également agir en tant que responsables du traitement distincts. Les Données à caractère personnel peuvent également être transférées à des tiers tels que des organismes d'État ou de réglementation, y compris des administrations fiscales, conformément à la législation et à la réglementation applicables. En particulier, les Données à caractère personnel peuvent être communiquées à l'administration fiscale luxembourgeoise qui peut, à son tour, en qualité de responsable du traitement, les communiquer à des administrations fiscales étrangères (y compris à des fins de respect des obligations en vertu de la FATCA / NCD).

Conformément aux conditions stipulées par la Loi sur la protection des données, les Actionnaires reconnaissent leur droit :

- d'accéder à leurs Données à caractère personnel ;
- de rectifier leurs Données à caractère personnel lorsqu'elles sont inexactes ou incomplètes ;
- de s'opposer au traitement de leurs Données à caractère personnel ;
- de demander l'effacement de leurs Données à caractère personnel ;
- de demander la portabilité de leurs Données à caractère personnel.

Les Actionnaires peuvent exercer leurs droits ci-dessus en écrivant à la Société à l'adresse suivante : 15 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les Actionnaires reconnaissent également l'existence de leurs droits d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (**CNPD**).

Les Données à caractère personnel ne seront pas conservées pendant des périodes plus longues que nécessaire aux fins de leur traitement, sous réserve de tous délais de prescription légaux.

DIRECTION ET ADMINISTRATION

Siège social

FundPartner Solutions (Europe) S.A.
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Conseil d'administration de la Société

Président

M. Jean Keller
Associé-gérant
Quaero Capital S.A.

Membres

M. Francesco Cristoforo Samson
Chief Operating Officer
Quaero Capital S.A.

M. Dominique Dubois
Quaero Capital (Luxembourg) S.A.

M. Yvar Claude Mentha
Administrateur indépendant

Mme Rachel Nancy Hill
Administrateur indépendant

M. Thierry Callault
Responsable du développement commercial
Quaero Capital SA

Société de gestion

FundPartner Solutions (Europe) S.A.
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Administrateurs de la Société de gestion

M. Marc Briol
CEO Pictet Asset Services
Banque Pictet & Cie, SA., Genève
60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73
Suisse

M. Dorian Jabob,
Chief Executive Officer,
FundPartner Solutions (Europe) S.A., Luxembourg,
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

M. Geoffroy Linard De Guertechin, administrateur indépendant
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Mme Christel Schaff, administratrice indépendante
15, avenue J.F. Kennedy,
L-1855 Luxembourg,
Grand-Duché de Luxembourg

**Directeurs opérationnels de la
Société de gestion**

M. Dorian Jacob, Chief Executive Officer,
FundPartner Solutions (Europe) S.A.
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

M. Abdellali Khokha
Conducting Officer in charge of Risk Management,
Conducting Officer in charge of Compliance
FundPartner Solutions (Europe) S.A.
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Pierre Bertrand
Conducting Officer in charge of Investment Management Oversight
Fund Administration of Classic Funds and Valuation,
FundPartner Solutions (Europe) S.A.
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Frédéric Bock
Conducting Officer in charge of Fund Administration of Alternative
Funds
FundPartner Solutions (Europe) S.A.
15, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Dépositaire

Bank Pictet & Cie (Europe) AG, succursale de Luxembourg
15A, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Agent administratif	FundPartner Solutions (Europe) S.A. 15, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg
Gestionnaire des investissements et Distributeur général	Quaero Capital S.A. 20bis, rue de Lausanne CH - 1201 Genève Suisse
Réviseur d'entreprises agréé	PricewaterhouseCoopers, <i>société coopérative</i> 2, rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg
Conseiller juridique	Arendt & Medernach S.A. 41A, Avenue J. F. Kennedy L-2082 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

INFORMATIONS IMPORTANTES	2
PARTIE A – SECTION GÉNÉRALE.....	15
1. DÉFINITIONS	16
2. LA SOCIÉTÉ	30
3. ACTIONS	30
4. COMPARTIMENTS, CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES	31
5. RESTRICTIONS SUR LES INVESTISSEMENTS	32
6. COGESTION ET REGROUPEMENT	44
7. FACTEURS DE RISQUE	45
8. CONFLITS D'INTÉRÊTS ET RÉOLUTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS	71
9. SOUSCRIPTIONS	73
10. RACHATS.....	80
11. CONVERSIONS	82
12. TRANSFERT D' ACTIONS.....	83
13. <i>MARKET TIMING</i> ET <i>LATE TRADING</i>	84
14. DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ.....	84
15. LA SOCIÉTÉ DE GESTION	85
16. GESTION DES INVESTISSEMENTS.....	88
17. DÉPOSITAIRE	89
18. DISTRIBUTEURS ET ACTIONNAIRES MANDATAIRES.....	91
19. FRAIS, RÉMUNÉRATION ET DÉPENSES	92
20. DIVIDENDES	95
21. ASPECTS FISCAUX	96
22. CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE.....	100
23. SUSPENSION DU CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE, DE L'ÉMISSION, DU RACHAT ET DE LA CONVERSION D' ACTIONS.....	104
24. INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	104
25. LIQUIDATION ET FUSION DE COMPARTIMENTS, CATÉGORIES ET SOUS- CATÉGORIES	106
26. COMMUNICATIONS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ.....	108
PARTIE B – SECTIONS SPÉCIALES	110
SECTION SPÉCIALE I : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – ARGONAUT	111
1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	111
2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE	112
3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	112
4. SOUSCRIPTIONS COURANTES	113
5. RACHAT.....	114
6. CONVERSION	114
7. HEURES LIMITEES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	115
8. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	115
9. GESTION DES RISQUES	118

10.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	118
11.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES	119

SECTION SPÉCIALE II : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – WORLD OPPORTUNITIES 120

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	120
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	123
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	123
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	124
5.	RACHAT.....	124
6.	CONVERSION	125
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	125
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION	126
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	126
10.	GESTION DES RISQUES	129
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	129
12.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES	130

SECTION SPÉCIALE III : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – BAMBOO131

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	131
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	133
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	133
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	134
5.	RACHAT.....	135
6.	CONVERSION	135
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	135
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION	136
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	136
10.	GESTION DES RISQUES	140
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	140
12.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES	140

SECTION SPÉCIALE IV : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – INTERNATIONAL EQUITIES.....142

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	142
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	143
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	143
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	144
5.	RACHAT.....	144
6.	CONVERSION	145
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	145
8.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE.....	146
9.	GESTION DES RISQUES	146
10.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	146
11.	FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES	146

SECTION SPÉCIALE V : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – GLOBAL BALANCED.....149

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	149
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	151
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	151
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	152
5.	RACHAT.....	152
6.	CONVERSION	152
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	153
8.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE.....	153
9.	GESTION DES RISQUES	153
10.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	154
11.	FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES	154

SECTION SPÉCIALE VI : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – INFRASTRUCTURE SECURITIES.....155

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	155
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	156
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	157
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	158
5.	RACHAT.....	158
6.	CONVERSION	158
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	159
8.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE.....	159
9.	GESTION DES RISQUES	159
10.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	159
11.	FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES	160

SECTION SPÉCIALE VII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – YIELD OPPORTUNITIES 162

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	162
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	163
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	163
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	164
5.	RACHAT.....	165
6.	CONVERSION	165
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	166
8.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	166
9.	GESTION DES RISQUES	169
10.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	169
11.	FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES	169

SECTION SPÉCIALE VIII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – ACCESSIBLE CLEAN ENERGY.....174

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	174
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	176
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	176
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	177

5.	RACHAT.....	177
6.	CONVERSION	178
7.	HEURES LIMITEES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	178
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION	178
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	179
10.	GESTION DES RISQUES	183
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	183
12.	FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES	183

SECTION SPÉCIALE IX : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – NEW EUROPE184

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	184
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	185
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	185
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	187
5.	RACHAT.....	187
6.	CONVERSION	187
7.	HEURES LIMITEES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	188
8.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	189
9.	GESTION DES RISQUES	191
10.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	192
11.	FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES	192

SECTION SPÉCIALE X : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – CHINA.....196

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	196
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	197
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	197
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	198
5.	RACHAT.....	199
6.	CONVERSION	199
7.	HEURES LIMITEES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	200
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION	200
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	200
10.	GESTION DU RISQUE.....	204
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	204
12.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES	205

SECTION SPÉCIALE XI : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – CULLEN ESG US VALUE..207

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	207
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	208
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	208
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	209
5.	RACHAT.....	210
6.	CONVERSION	210

7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	210
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION.....	211
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE.....	211
10.	GESTION DU RISQUE.....	211
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE.....	212
12.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES.....	212

SECTION SPÉCIALE XII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – GLOBAL CONVERTIBLE BONDS213

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT.....	213
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE.....	215
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES.....	215
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES.....	216
5.	RACHAT.....	216
6.	CONVERSION.....	217
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	217
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION.....	217
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE.....	218
10.	GESTION DES RISQUES.....	221
11.	PROFIL TYPE DE L'INVESTISSEUR.....	221
12.	FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES.....	221

SECTION SPÉCIALE XIII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – TAIKO JAPAN223

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT.....	223
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE.....	224
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES.....	224
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES.....	225
5.	RACHAT.....	226
6.	CONVERSION.....	226
7.	HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	226
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION.....	227
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE.....	227
10.	GESTION DU RISQUE.....	228
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE.....	228
12.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES.....	228

SECTION SPECIALE XIV : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – QUAERONAUT SMALL & MID CAP.....230

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT.....	230
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE.....	231
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES.....	231
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES.....	233
5.	RACHAT.....	233

6.	CONVERSION	233
7.	HEURES LIMITEES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	234
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DELEGATION	234
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE.....	235
10.	GESTION DES RISQUES	235
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	235
12.	FACTEURS DE RISQUES SPECIFIQUES	235

SECTION SPECIALE XV : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – NET ZERO EMISSION.....237

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	237
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	238
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	238
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	240
5.	RACHAT.....	240
6.	CONVERSION	241
7.	HEURES LIMITEES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	241
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION	242
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	242
10.	GESTION DU RISQUE.....	246
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	246
12.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES	246

SECTION SPÉCIALE XVI: QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – BOND INVESTMENT

OPPORTUNITY.....247

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	247
2.	MONNAIE DE RÉFÉRENCE	248
3.	CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES	248
4.	SOUSCRIPTIONS COURANTES	249
5.	RACHAT.....	250
6.	CONVERSION	250
7.	HEURES LIMITEES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	251
8.	GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION	251
9.	COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE	251
10.	GESTION DU RISQUE.....	255
11.	PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE	255
12.	FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES	256

PARTIE C : ANNEXES SFDR

259

INFORMATIONS POUR LES INVESTISSEURS EN SUISSE.....326

PARTIE A – SECTION GÉNÉRALE

La Section générale s'applique à tous les Compartiments de la Société. Chaque Compartiment est soumis à des règles spécifiques, lesquelles sont énoncées dans la Section Spéciale.

1. DÉFINITIONS

Dans le présent Prospectus, les termes définis ci-après auront la signification suivante :

« ABS »	Signifie les titres adossés à des actifs (<i>asset backed securities</i>) ;
« Actionnaire »	Signifie toute personne inscrite dans le registre des actionnaires en tant que titulaire d'Actions de la Société ;
« Actions 144A »	Signifie les Actions vendues à des Ressortissants des États-Unis (U.S. Persons) ayant la qualité de « qualified institutional buyers » (vendeurs institutionnels qualifiés) au sens de la Rule 144A en vertu du Securities Act et de « qualified purchasers » (acheteurs qualifiés) au sens de la Section 2 (a) (51) de l'Investment Company Act ;
« Actions »	Signifie les actions de la Société faisant partie de telles Catégories, libellées dans telles monnaies et se rapportant à tels Compartiments que la Société pourra émettre de temps à autre ;
« Administrateurs »	Signifie les administrateurs de la Société dont le nom figure dans le présent Prospectus et/ou les rapports annuels et semestriels ;
« Agence de notation »	Signifie une agence de notation statistique reconnue internationalement ;
« Agent d'OFT »	Désigne toute personne impliquée dans des OFT et/ou des TRS en qualité d'agent, de courtier, d'agent des sûretés ou de prestataire de service et qui perçoit des honoraires, commissions, frais ou débours sur les actifs de la Société ou de tout Compartiment (qui peut être la contrepartie d'un Compartiment à une OFT et/ou un TRS) ;
« Agent administratif »	Signifie FundPartner Solutions (Europe) S.A. agissant en qualité d'agent d'administration centrale, d'agent de registre et de transfert, d'agent payeur et d'agent domiciliataire de la Société ;
« A titre accessoire »	Signifie, en cas d'utilisation dans le contexte de la description de la politique d'investissement d'un Compartiment (mais pas dans le contexte de la description de la détention de Liquidités par un Compartiment), un investissement de 25 % maximum de l'actif net du Compartiment concerné ;

« Catégorie »	Signifie une catégorie d'Actions relative à un Compartiment à laquelle des caractéristiques spécifiques relatives à la structure des frais, aux distributions, aux souscripteurs visés ou à d'autres éléments particuliers peuvent s'appliquer. Les caractéristiques détaillées de chaque Catégorie seront décrites dans la Section spéciale qui la concerne ;
« Charges d'exploitation »	Signifie tous les coûts, frais, honoraires et dépenses encourus en lien avec le fonctionnement de la Société tels qu'ils sont déterminés dans la Section 19.2 de la Section générale ;
« CHF »	Signifie franc suisse, c'est-à-dire la monnaie de la Confédération helvétique ;
« Circulaire 04/146 »	Signifie la circulaire de la CSSF n° 04/146 sur la protection des OPC et de leurs actionnaires contre les pratiques relevant du Late Trading et du Market Timing ;
« Circulaire 18/698 »	Signifie la circulaire de la CSSF n°18/698 sur l'agrément et l'organisation des sociétés de gestion luxembourgeoises conformément au chapitre 15 de la Loi de 2010 ;
« Clearstream »	Signifie Clearstream Banking, société anonyme ;
« CNH »	Signifie le renminbi chinois (RMB) utilisé en dehors de la RPC (marché offshore) et négocié principalement à Hong Kong ;
« CNY »	Signifie le renminbi chinois (RMB) utilisé sur le territoire de la RPC (marché onshore) ;
« Commission de conversion »	Signifie la commission de conversion qui peut être prélevée par la Société à l'occasion de la conversion dans toute Catégorie de tout Compartiment et qui est décrite en détail dans la Section spéciale qui la concerne ;
« Commission de la Société de gestion »	Signifie la commission de la Société de gestion à verser à FundPartner Solutions (Europe) en sa qualité de société de gestion de la Société, telle qu'indiquée dans chacune des Sections spéciales ;
« Commission de performance »	Signifie la commission de performance à laquelle le Gestionnaire des investissements peut avoir droit conformément à la Section spéciale concernée ;
« Commission de rachat »	Signifie la commission de rachat prélevée par la Société à l'occasion du rachat d'Actions de toute Catégorie de tout Compartiment et qui est décrite en détail dans la Section spéciale qui la concerne ;
« Commission de souscription »	Signifie la commission de souscription prélevée à l'occasion de la souscription d'Actions de toute Catégorie de tout Compartiment et qui est décrite en détail dans la Section spéciale qui la concerne ;

« Commission du Dépositaire »	Signifie la commission du dépositaire à verser à Bank Pictet & Cie (Europe) A.G. succursale de Luxembourg en sa qualité de dépositaire de la Société, telle qu'indiquée dans chacune des Sections spéciales ;
« Compartiment »	Signifie un portefeuille d'actifs à part constitué pour une ou plusieurs Catégories de la Société et qui est investi selon un objectif d'investissement spécifique. Les spécifications de chaque Compartiment seront décrites dans la Section spéciale qui le concerne ;
« Conseil d'administration »	Signifie le conseil d'administration de la Société ;
« Convention d'administration centrale »	Signifie la convention d'administration entre l'Agent administratif et la Société, telle qu'amendée, complétée ou autrement modifiée en tant que de besoin ;
« Convention de dépôt »	Signifie la convention conclue entre la Société et le Dépositaire telle qu'amendée, complétée ou autrement modifiée en tant que de besoin ;
« Convention(s) de distribution »	Signifie la ou les convention(s) conclue(s) entre la Société, la Société de gestion et le ou les Distributeur(s) telles qu'elles pourront être amendées, complétées ou autrement modifiées en tant que de besoin ;
« Convention de distribution générale »	Signifie la convention de distribution générale conclue entre la Société, la Société de gestion et le Distributeur général, telle qu'amendée, complétée ou autrement modifiée en tant que de besoin ;
« Convention de gestion »	Signifie la convention entre la Société et la Société de gestion, telle qu'elle pourra être amendée, complétée ou autrement modifiée en tant que de besoin ;
« CSSF »	Signifie la Commission de Surveillance du Secteur Financier, c'est-à-dire l'autorité de surveillance du Luxembourg ;
« Délai de paiement »	Signifie le délai applicable au paiement des montants de souscription ou de rachat ou, dans le cas d'une conversion, le délai applicable aux conversions ;
« Demande de rachat »	Signifie une demande écrite adressée par un Actionnaire ayant pour objectif le rachat par la Société de tout ou partie de ses Actions ;
« Dépositaire »	Signifie Bank Pictet & Cie (Europe) A.G., succursale de Luxembourg, agissant en qualité de dépositaire de la Société ;
« Directive 2007/16/CE »	Signifie la Directive de la Commission 2007/16/CE du 19 mars 2007 transposant la Directive 85/611/CEE sur la coordination de la législation, de la réglementation et des dispositions administratives relatives aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières, telle qu'amendée ;

« Directive 78/660/CEE »	Signifie la Directive du Conseil 78/660/CEE du 25 juillet 1978 et fondée sur l'Article 54 (3) g) du Traité qui porte sur les comptes annuels de certains types de sociétés, telle qu'elle pourra être amendée de temps à autre ;
« Directive 83/349/CEE »	Signifie la Directive du Conseil 83/349/CEE du 13 juin 1983 et fondée sur l'Article 54 (3) g) du Traité qui porte sur les comptes consolidés, telle qu'elle pourra être amendée de temps à autre ;
« Directive de l'UE sur l'épargne »	Signifie la Directive du Conseil 2003/49/CE du 3 juin 2003 sur la taxation des revenus de l'épargne sous la forme de paiements d'intérêts ;
Directive MiFID II	Signifie la Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la Directive 2002/92/CE et la Directive 2011/61/UE ;
« Directive sur les OPCVM »	Signifie la Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), telle qu'amendée ;
« Distributeur général »	Signifie Quaero Capital S.A. ;
« EEE »	Signifie l'Espace économique européen ;
« Essentiellement »	Signifie, en cas d'utilisation dans le contexte de la description de la politique d'investissement d'un Compartiment, un investissement d'au moins 50 % de l'actif net du Compartiment concerné ;
« État membre de l'OCDE »	Signifie l'un quelconque des États membres de l'OCDE ;
« État membre de l'UE »	Signifie un État membre de l'UE ;
« États-Unis »	Signifie les États-Unis d'Amérique (y compris les États, le District de Columbia et le Commonwealth de Porto Rico), leurs territoires, leurs possessions et toutes autres zones soumises à leur juridiction ;
« EUR »	Signifie l'euro, c'est-à-dire la monnaie unique des États membres de l'UE qui ont fait de l'euro leur monnaie ayant cours légal ;
« Euroclear »	Signifie Euroclear Bank S.A./N.V. en tant qu'exploitant du Système Euroclear ;
« Europe de l'Est »	Signifie tous les pays qui ont adhéré à l'UE depuis le 1 ^{er} mai 2004 ainsi que les nouveaux candidats officiels à l'adhésion à l'UE ;
« Facteurs de durabilité »	Désigne des questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

« FATCA »	Signifie les dispositions relatives à la conformité fiscale des comptes étrangers du <i>Hiring Incentives to Restore Employment (HIRE) Act</i> des États-Unis du 18 mars 2010, exposées aux sections 1471 à 1474 du Code, et tous règlements du Trésor américain émis en vertu de ces dispositions, toutes ordonnances de l'administration fiscale américaine (Internal Revenue Service) ou autres directives officielles y relatives ;
« FINMA »	Signifie l'Autorité de surveillance des marchés financiers suisse ;
« Fonds cibles »	Signifie les Fonds cibles alternatifs et les Fonds cibles traditionnels ;
« Fonds cible alternatif »	Signifie un OPCVM ou un autre OPC, au sens de l'art. 41(1) (e) de la Loi de 2010 et de l'art. 1 (2) (a) et (b) de la Directive sur les OPCVM, dont les investissements sont effectués conformément à une stratégie de placement alternative autorisée par le cadre juridique propre aux OPCVM, telle que macroéconomique (Macro), couverture d'actions (Equity Hedge), événementielle (Event Driven), valeur relative (Relative Value), Protection et/ou offrent une exposition à des catégories d'actifs alternatives, telles que l'immobilier, les devises, les matières premières, les titres de créance en détresse ou en situation de défaut, les ABS/MBS et les obligations convertibles ou convertibles conditionnelles et les actifs non-traditionnels ; Signifie un OPCVM au sens de l'article 41 (1) (e) de la Loi de 2010 et de l'article 1 (2) (a) et (b) de la Directive sur les OPCVM, dont les investissements sont effectués conformément à une stratégie d'investissement alternative dans le cadre juridique propre aux OPCVM, et peuvent être, notamment, des titres assurantiels (obligations catastrophe ou « CAT Bonds ») ;
« Fonds cibles traditionnels »	Signifie les OPCVM et les autres OPC qui ne sont pas des Fonds cibles alternatifs ;
« Frais d'établissement et de lancement »	Signifie tous les coûts et dépenses encourus en lien avec la constitution de la Société et le lancement du Compartiment initial tels qu'ils sont décrits dans la Section 19.4 de la Section générale ;
« GBP »	Signifie la livre sterling, c'est-à-dire la monnaie du Royaume-Uni ;
« Gestionnaire des investissements par délégation »	Signifie toute entité que, de temps à autre, le Gestionnaire des investissements nomme gestionnaire des investissements par délégation d'un Compartiment donné, tel que décrit dans la Section spéciale concernée ;
« Gestionnaire des investissements »	Signifie Quaero Capital S.A. ;
« Heure limite de conversion »	Signifie le délai relatif à la soumission de demandes de conversion, tel qu'indiqué pour chaque Compartiment dans la Section spéciale concernée ;
« Heure limite de souscription »	Signifie le délai relatif à la soumission de demandes de souscription, tel qu'indiqué pour chaque Compartiment dans la Section spéciale concernée ;

« Indice de performance »	Signifie l'indice de référence en fonction duquel la performance d'un Compartiment est mesurée afin de calculer la Commission de performance d'une Catégorie particulière, comme décrit plus en détail dans la Section spéciale correspondant au dit Compartiment ;
« Institutions de premier ordre »	Signifie des établissements financiers de premier ordre ayant leur siège social dans un État membre de l'UE ou qui sont soumis à des règles de surveillance prudentielle que la CSSF tient pour équivalentes à celles que prescrit le droit communautaire et qui se spécialisent dans ce type de transactions aux fins des transactions sur Instruments dérivés de gré à gré et de celles recourant aux Techniques GEP ;
« Instrument dérivé de gré à gré »	Signifie tout instrument financier dérivé négocié de gré à gré ;
« Instruments du marché monétaire »	Signifie les instruments normalement négociés sur un marché monétaire qui sont liquides et dont la valeur peut être déterminée avec précision à tout instant ;
« Investissements éligibles »	Signifie les investissements dans lesquels peuvent investir les OPCVM au sens de l'Article 41 (1) de la Loi de 2010 ;
« Investisseur de détail »	Signifie tout investisseur ne remplissant pas les conditions requises pour avoir le statut d'Investisseur institutionnel ;
« Investisseur éligible »	Signifie, à propos de chaque Catégorie de chaque Compartiment, un investisseur satisfaisant aux critères pertinents pour investir dans la Catégorie en question conformément aux stipulations de la Section spéciale concernée ;
« Investisseur étranger qualifié » (<i>Qualified Foreign Investor</i> , QFI)	Désigne un investisseur institutionnel étranger approuvé par la China Securities Regulatory Commission (la « CSRC ») qui utilise des capitaux étrangers pour investir dans des titres et des futures en Chine;
« Investisseur institutionnel »	Signifie tout investisseur remplissant les conditions requises pour avoir le statut d'investisseur institutionnel aux fins de l'article 174 de la Loi de 2010 ;
« Investment Company Act »	Signifie le U.S. Investment Company Act de 1940 (loi américaine sur les sociétés d'investissement) tel qu'amendé ;
« <i>Investment grade</i> »	Signifie les titres à revenu fixe notés Baa (y compris Baa1, Baa2 et Baa3) ou plus par Moody's, BBB (y compris BBB+ et BBB-) ou plus par Standard & Poor's ou dont la note attribuée par au moins une Agence de notation est équivalente aux notes précitées ;
« InvStG »	Signifie la réforme de la loi allemande sur la fiscalité de l'investissement (<i>Investmentsteuerreformgesetz</i>) votée par le Bundesrat ;
« Jour de calcul de la Valeur liquidative »	Signifie le Jour ouvré où la Valeur liquidative est calculée au titre d'un Jour de valorisation spécifique, tel que déterminé dans la Section spéciale se rapportant au Compartiment concerné ;

« Jour de valorisation »	Signifie chaque Jour où la Valeur liquidative sera calculée pour chaque Catégorie de chaque Compartiment, tel qu'il est stipulé dans la Section spéciale qui s'y rapporte ;
« Journal Officiel du Luxembourg »	Signifie le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ou le Recueil Électronique des Sociétés et Associations (RESA) ;
« Jour ouvré »	Signifie, sauf définition contraire concernant un Compartiment spécifique, dans la Section spéciale pertinente, un jour où les banques sont ouvertes (pendant toute la journée) au Luxembourg ;
« KID PRIIP »	Signifie document d'information clé au titre de chaque Compartiment ou Catégorie (le cas échéant) ;
« Late Trading »	Signifie l'acceptation de demandes de souscription, de conversion ou de rachat après l'heure limite à laquelle les demandes sont acceptées le jour concerné et l'exécution de ces demandes au prix basé sur la valeur liquidative applicable à ce même jour ;
« LBA/LFT »	Signifie la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme ;
« Liquidités »	Désigne les actifs liquides détenus à titre accessoire visés à l'article 41(2) de la Loi de 2010 qui sont des dépôts bancaires à vue (tels que les liquidités détenues sur un compte courant auprès d'une banque accessible à tout moment), mais exclut toute liquidité détenue comme garantie en rapport avec des produits financiers dérivés ;
« Loi de 1915 »	Signifie la loi sur les sociétés commerciales datée du 10 août 1915, telle qu'amendée ;
« Loi de 2004 »	Signifie la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, telle que modifiée ;
« Loi de 2010 »	Signifie la loi sur les organismes de placement collectif datée du 17 décembre 2010, telle qu'amendée ;
« Loi FATCA »	Désigne la loi luxembourgeoise du 24 juillet 2015 portant application de l'Accord intergouvernemental de Modèle I entre le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'information communément appelées le « Foreign Account Tax Compliance Act » (FATCA) ;

« Loi NCD »	Signifie la Loi luxembourgeoise du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (« NCD ») portant transposition de la Directive du Conseil 2014/107/UE du 9 décembre 2014 en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et portant application de l'accord multilatéral entre autorités compétentes de l'OCDE relatif à l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers signé le 29 octobre 2014 à Berlin et prenant effet le 1 ^{er} janvier 2016 ;
« Luxembourg »	Signifie le Grand-Duché de Luxembourg ;
« Mandataire »	Signifie toute Personne qui contrôle cette Personne, est contrôlée par cette Personne ou est soumise au contrôle d'un tiers avec cette Personne, que ce soit directement ou indirectement (à savoir par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires), sauf dans les cas où il s'agit d'une société ou d'une entité dans laquelle la Société détient un Investissement. L'adjectif « affilié(e)s » doit être interprété de la même manière ;
« Marché réglementé »	Signifie un marché réglementé tel qu'il est défini dans la Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil datée du 21 avril 2004 sur les marchés d'instruments financiers, telle qu'amendée, ou tout autre marché établi dans l'EEE qui est réglementé, fonctionne régulièrement, est reconnu et ouvert au public ;
« Market Timing »	Signifie toute pratique relevant du market timing au sens de la Circulaire 04/146 ou au sens que ce terme pourra prendre s'il est amendé ou révisé par la CSSF dans toute circulaire postérieure, c'est-à-dire une méthode d'arbitrage au moyen de laquelle un investisseur demande systématiquement la souscription, le rachat ou la conversion de parts ou d'actions d'un même organisme de placement collectif de droit luxembourgeois en un court laps de temps de manière à tirer avantage de décalages et/ou d'imperfections ou de déficiences de la méthode de calcul de la valeur liquidative de cet OPC ;
« MBS »	Signifie les titres adossés à des créances hypothécaires (<i>mortgage backed securities</i>) ;
« Mémorial »	Signifie le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg ;
« Monnaie de référence »	Signifie, pour chaque Compartiment, la monnaie dans laquelle est calculée la Valeur liquidative de ce Compartiment selon les modalités décrites dans la Section spéciale qui le concerne ;
« Montant minimum de souscription »	Signifie, pour chaque Catégorie de chaque Compartiment, le montant dont la Section spéciale concernée stipule qu'il est le montant total minimum que doit payer un Actionnaire ou souscripteur lorsqu'il souscrit à une Catégorie donnée d'un Compartiment dans laquelle cet Actionnaire ou souscripteur ne détient pas d'Actions de cette Catégorie spécifique avant la souscription en question. Cette restriction peut être levée par le Conseil d'administration à son entière discrétion ;

« NCD »	Signifie la Norme commune de déclaration d'Échange automatique de renseignements fiscaux relatifs aux comptes financiers comme stipulé dans la Loi NCD ;
« Obligation convertible ou échangeable classique »	<p>Signifie une obligation qui est une sous-catégorie d'obligation convertible ;</p> <p>À l'échéance ou avant l'échéance de l'obligation, le détenteur de l'obligation a le droit, sans y être obligé, de convertir intégralement son obligation en actions. Si les actions sont émises par la société émettrice de l'obligation, il s'agit d'une structure d'obligation « convertible classique ». Si les actions sont émises par une société autre que la société émettrice de l'obligation, il s'agit d'une structure d'obligation « échangeable classique ». Si le détenteur de l'obligation n'opte pas pour la conversion, l'obligation sera rachetée en espèces à l'échéance ;</p> <p>Par contre, les structures convertibles telles qu'obligations convertibles obligatoires (qui imposent la conversion), obligations remboursables par anticipation (dont la conversion peut être obligatoire), structures synthétiques / obligations assorties d'options (deux titres distincts) ne sont pas considérées comme des « convertibles classiques » ;</p>
« OCDE »	Signifie l'Organisation de coopération et de développement économiques ;
« OPC »	<p>Signifie un organisme de placement collectif au sens de l'article 1, paragraphe (2), points a) et b) de la Directive sur les OPCVM, qu'il soit situé dans un État membre de l'UE ou non, sous réserve que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cet OPC soit autorisé en vertu de lois stipulant qu'il est soumis à une surveillance que la CSSF tient pour équivalente à celle qui est prévue par le droit de l'UE et qu'une coopération suffisante soit assurée entre les autorités ; • le niveau de protection garantie aux détenteurs d'unités, parts ou actions de ces OPC soit équivalent à celui qui est prévu pour les porteurs de parts d'un OPCVM, et notamment que les règles sur la ségrégation des actifs, les emprunts, les prêts et les ventes à découvert de Valeurs mobilières et d'Instruments du marché monétaire soient équivalentes à celles de la Directive sur les OPCVM ; • l'activité de ces OPC soit déclarée dans des rapports annuels et semestriels afin que leurs éléments d'actif et de passif, leurs bénéfices et leurs opérations puissent être évalués sur la période couverte par ces rapports ;
« OPCVM »	Signifie un organisme de placement collectif en valeurs mobilières selon la Directive sur les OPCVM ;

« Opération d'achat-revente ou Opération de vente-rachat »	Désigne une opération par laquelle une contrepartie achète ou vend des titres ou des droits garantis relatifs à la propriété de titres en s'engageant, respectivement, à revendre ou racheter à une date ultérieure des titres ou des droits garantis de même nature à un prix convenu, cette opération constituant une opération d'achat-revente pour la contrepartie qui achète les titres ou les droits garantis et une opération de vente-rachat pour la contrepartie qui les vend et n'étant pas régie par une Opération de mise en pension ou une Opération de prise en pension au sens de la Section 5.5 de la Section générale ;
« Opération de financement sur titres ou OFT »	Désigne (i) Une Opération de mise en pension ; (ii) un Prêt de titres et Emprunt de titres ; (iii) une Opération d'achat-revente ou une Opération de vente-rachat et (iv) un contrat d'échange sur rendement global comme défini au ROFT ;
« Opération de mise en pension »	Désigne une opération régie par un accord aux termes duquel une contrepartie transfère des titres ou des droits garantis relatifs à la propriété de titres, lorsque la garantie est émise par un marché reconnu qui détient les droits sur les titres et l'accord ne permet pas à une contrepartie de transférer ou de donner en gage un titre particulier à plus d'une contrepartie à la fois, en s'engageant à les racheter, ou des titres présentant les mêmes caractéristiques, à un prix déterminé et à une date future fixée, ou à fixer, par la contrepartie qui effectue le transfert ; il s'agit d'un contrat d'Opération de mise en pension pour la contrepartie qui vend les titres et d'un contrat d'Opération de prise en pension pour celle qui les achète ;
« OTC »	Signifie de gré à gré ;
« PEA »	Signifie Plan d'Épargne en Actions, catégorie d'investissement de détail en actions réglementée en droit français et admissible à un statut fiscal favorable ;
« Période de calcul »	Signifie une période de 12 mois prenant fin le 31 décembre de chaque année. Nonobstant ce qui précède, concernant chaque Catégorie émise à une date autre que le début de l'année, la Période de calcul initiale pour cette Catégorie sera la période commençant à la date de première émission de cette Catégorie et se terminant le 31 décembre de cette année ;
« Période d'offre initiale » ou « Date de l'offre initiale »	Signifie, pour chaque Catégorie de chaque Compartiment, la première offre d'Actions de la Catégorie en question qui est faite conformément aux termes du Prospectus et de la Section spéciale concernée ;
« Personne »	Signifie toute personne physique ou entité, y compris les sociétés, les partenariats, les associations, les sociétés à responsabilité limitée, les partenariats à responsabilité limitée, les sociétés de capitaux, les fiducies (trust), les associations sans personnalité morale, ainsi que les agences ou autorités gouvernementales ou du gouvernement ;

« Personne soumise à restrictions »	Signifie toute personne dont le Conseil d'administration détermine à sa seule discrétion qu'elle n'a pas le droit de souscrire ou détenir des Actions de la Société ou d'un quelconque Compartiment ou Catégorie si, aux yeux des Administrateurs, (i) cette personne ne remplit pas les conditions d'éligibilité d'une Catégorie ou d'un Compartiment donnés (ii) le fait que cette personne détienne des Actions causerait ou risquerait de causer à la Société un désavantage pécuniaire, fiscal ou réglementaire (iii) le fait que cette personne détienne des Actions aurait pour conséquence ou risquerait d'avoir pour conséquence que la Société enfreigne la législation ou les règles de tout pays ou autorité étatique qui s'appliquent à la Société ;
« Prêt de titres ou Emprunt de titres »	Désigne une opération par laquelle une contrepartie transfère des titres, l'emprunteur s'engageant à restituer des titres équivalents à une date future ou lorsque la contrepartie qui transfère les titres le lui demandera ; cette opération est considérée comme un prêt de titres pour la contrepartie qui transfère les titres et comme un emprunt de titres pour la contrepartie à laquelle ils sont transférés ;
« Principalement »	Signifie, en cas d'utilisation dans le contexte de la description de la politique d'investissement d'un Compartiment, un investissement d'au moins 50 % de l'actif net du Compartiment concerné ;
« Prix de souscription initial »	Signifie, pour chaque Catégorie de chaque Compartiment, le montant stipulé dans la Section spéciale concernée en tant que prix de souscription par Action de la Catégorie en question à propos de la Période d'offre initiale ou de la Date de l'offre initiale ;
« Produits structurés »	Signifie des valeurs mobilières (telles que des billets, des certificats et toute autre valeur mobilière) dont les rendements dépendent des changements relatifs, entre autres, à un indice sélectionné conformément à l'art. 9 du Règlement de 2008, des devises, des taux de change, un panier de valeurs mobilières ou encore un OPC, conformément au Règlement de 2008. Afin de dissiper toute ambiguïté, il convient de préciser que les produits structurés ne comprennent ni les certificats de métaux précieux, en vertu de l'art. 41(2) de la Loi de 2010, ni les produits structurés sur matières premières dans lesquels les OPCVM ne sont pas autorisés à investir ;
« Prospectus »	Signifie le prospectus d'émission relatif à l'émission d'Actions de la Société tel qu'il pourra être amendé de temps à autre ;
« Registre »	Signifie le registre des Actionnaires de la Société ;
« Règlement concernant les indices de référence »	Signifie le Règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement ;
« Règlement de 2008 »	Signifie le Règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à certaines définitions de la Loi de 2010, tel qu'amendé ;

« Règlement délégué complémentaire sur les OPCVM »	Signifie le Règlement délégué de la Commission européenne du 17 décembre 2015 complétant la Directive 2009/65/CE relative aux obligations des dépositaires ;
« Règlement sur la Taxonomie »	Désigne le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 ;
« Règles LBA/LFT »	Signifie les lois internationales et luxembourgeoises applicables en ce qui concerne la LBA/LFT, y compris en particulier la Loi de 2004, le Règlement grand-ducal du 1er février 2010 portant précision de certaines dispositions de la Loi de 2004, telle que modifiée, et le Règlement CSSF n°12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, tel que modifié par le Règlement CSSF n°20-05 ;
« Ressortissant des États-Unis »	Signifie, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le Conseil d'administration, (i) une personne physique qui réside aux États-Unis ; (ii) une société de capitaux ou de personne ou toute autre personne morale autre qu'une société de droit américain constituée principalement en vue d'une activité d'investissement passif et qui a son siège social aux États-Unis ; (iii) une succession ou fiducie dont les revenus sont soumis à l'impôt sur le revenu aux États-Unis quelle que soit la source de ces revenus ; (iv) un régime de retraite constitué au profit des salariés, cadres ou mandants d'une société de droit américain et ayant son siège social aux États-Unis ; (v) une société constituée principalement en vue d'une activité d'investissement passif telle qu'un pool, une société d'investissement ou toute autre entité similaire ; sous réserve que le total des unités de participation détenues dans cette société par des personnes ayant le statut de Ressortissant des États-Unis ou qui sont des personnes éligibles par ailleurs représente au moins dix pour cent des droits aux bénéfices économiques de cette société et que cette société ait été constituée principalement aux fins de l'investissement par ces personnes dans un pool de matières premières dont l'opérateur est dispensé de certaines exigences de la Partie 4 des règlements de la U.S. Commodity Futures Trading Commission du fait que ses participants n'ont pas la qualité de Ressortissants des États-Unis ; ou (vi) tout autre « Ressortissant des États-Unis » tel que ce terme peut être défini dans la Regulation S adoptée en vertu du Securities Act ou dans des règlements adoptés en vertu de l'U.S. Commodity Exchange Act tels qu'amendés ;
« Réviseur d'entreprises agréé »	Signifie PricewaterhouseCoopers, Société coopérative ;
« RMB »	Signifie le renminbi, qui est la devise officielle de la RPC. La monnaie chinoise est ainsi libellée en renminbi, tant sur le marché onshore que sur le marché offshore ;
« ROFT »	Désigne le Règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le Règlement (UE) No 648/2012 ;
« RPC »	Signifie, aux fins des présentes, la République populaire de Chine à l'exception de Hong Kong, de Macao et de Taïwan ;

« Section générale »	Signifie, en l'absence de mention contraire dans l'une quelconque des Sections spéciales, la Section générale du présent Prospectus qui énonce les conditions générales s'appliquant à tous les Compartiments ;
« Section spéciale »	Signifie tout supplément ajouté au présent Prospectus qui décrit les caractéristiques spécifiques à un Compartiment. Tout supplément de ce type devra être considéré comme faisant partie intégrante du Prospectus ;
« Securities Act »	Signifie le U.S. Securities Act de 1933 (loi américaine sur les valeurs mobilières) tel qu'amendé ;
« SEK »	Signifie la couronne suédoise, c'est-à-dire la monnaie de la Suède ;
« Société »	Signifie Quaero Capital Funds (Lux), société anonyme constituée en tant que société d'investissement à capital variable selon la législation du Luxembourg et enregistrée selon la partie I de la Loi de 2010 ;
« Société de gestion »	Signifie Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) ;
« Sous-Catégories »	Signifie chaque sous-catégorie d'Actions qui peut être émise au sein de chaque Catégorie et qui est assortie d'une monnaie de valorisation distincte ;
« Statuts »	Signifie les statuts de la Société tels qu'ils pourront être amendés, complétés ou modifiés de toute autre manière de temps à autre ;
« Stock Connect »	Signifie (i) Shanghai-Hong Kong Stock Connect, le programme d'accès réciproque aux marchés permettant aux investisseurs de négocier une sélection de titres cotés à la Bourse de Shanghai (Shanghai Stock Exchange, SSE) via la Bourse de Hong Kong (Stock Exchange of Hong Kong, SEHK) et une chambre de compensation à Hong Kong (négociation vers le Nord) ; et (ii) Shenzhen-Hong Kong Stock Connect, le programme d'accès réciproque aux marchés permettant aux investisseurs de négocier une sélection de titres cotés à la Bourse de Shenzhen (Shenzhen Stock Exchange, SZSE) via la Bourse de Hong Kong (Stock Exchange of Hong Kong, SEHK) et une chambre de compensation à Hong Kong (négociation vers le Nord) ;
« Techniques GEP »	Signifie les techniques de gestion efficace du portefeuille aux sens de la Section 5.5(j) de la Section générale ;
« Titre de créance en défaut »	Signifie un instrument portant intérêt émis par une entité en faillite et noté D par Standard & Poor's ou C selon la grille de notation à long terme de Moody's. Si le titre obtient deux notes officielles différentes, c'est la note la plus élevée qui prévaut. En l'absence de notation officielle, c'est l'analyse de la qualité de crédit du Gestionnaire des investissements concerné qui fait foi ; « Titre de créance en difficulté »

« Titre de créance en difficulté »	Signifie un instrument portant intérêt émis par une entité au bord de la faillite notée CCC ou moins par Standard & Poor's ou Caa2 ou moins selon la grille de notation à long terme de Moody's. Si le titre obtient deux notes officielles différentes, c'est la note la plus élevée qui prévaut. En l'absence de notation officielle, c'est l'analyse de la qualité de crédit du Gestionnaire des investissements concerné qui fait foi ;
« TRS »	Désigne les contrats d'échange sur rendement global (Total Return Swap), c'est-à-dire les contrats dérivés comme défini au point (7) de l'article 2 du ROFT aux termes duquel une contrepartie cède la performance économique globale d'une obligation de référence, incluant les revenus d'intérêts et les rémunérations, les plus-values et moins-values résultant de fluctuations de prix et les pertes sur créances, à une autre contrepartie ;
« UE »	Signifie l'Union européenne ;
« USD »	Signifie le dollar des États-Unis, c'est-à-dire la monnaie des États-Unis d'Amérique ;
« Valeur liquidative »	Signifie, (i) à propos de la Société, la valeur de l'actif net de la Société, (ii) à propos de chaque Compartiment, la valeur de l'actif net imputable à ce Compartiment et (iii), à propos de chaque Catégorie d'un Compartiment, la valeur de l'actif net qui est imputable à cette Catégorie, laquelle sera calculée dans tous les cas conformément aux dispositions des Statuts et du Prospectus ;
« Valeur liquidative par Action »	Signifie la Valeur liquidative du Compartiment concerné divisée par le nombre d'Actions en circulation au moment où elle est calculée (y compris les Actions dont un Actionnaire a demandé le rachat) ou, si un Compartiment comporte plusieurs Catégories d'actions, la partie de la Valeur liquidative de ce Compartiment qui est imputable à une Catégorie donnée divisée par le nombre d'Actions de cette Catégorie du Compartiment en question qui sont en circulation au moment où elle est calculée (y compris les Actions dont un Actionnaire a demandé le rachat) ;
« Valeurs mobilières »	Signifie <ul style="list-style-type: none"> • des actions et autres titres équivalents à des actions ; • des obligations et autres instruments de créance ; • tous autres titres négociables conférant le droit d'acquérir tous titres négociables de cette sorte par voie de souscription ou d'échange, à l'exclusion de techniques et instruments.

2. LA SOCIÉTÉ

La Société est une société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois constituée le 24 avril 2009 en tant que société d'investissement à capital variable (SICAV) sous la forme d'une société anonyme et agréée selon la partie I de la Loi de 2010.

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146 030. Ses Statuts originaux ont été publiés dans le Journal Officiel du Luxembourg le 18 mai 2009 et modifiés le 12 octobre 2017.

Le fait que la Société soit enregistrée conformément à la Loi de 2010 ne signifie nullement qu'une quelconque autorité du Luxembourg porte un jugement positif ou négatif sur l'adéquation ou l'exactitude de ce Prospectus ou sur les actifs détenus au sein des divers Compartiments.

La Société est soumise aux dispositions de la Loi de 2010 et de la Loi de 1915 dans la mesure où il n'est pas dérogé à cette dernière par la Loi de 2010.

Actuellement, les Actions ne sont pas cotées sur la Bourse de Luxembourg, mais le Conseil d'administration peut décider de faire coter une ou plusieurs Catégories d'un Compartiment sur la Bourse de Luxembourg ou sur tout autre marché réglementé ou Bourse de valeurs.

Le nombre d'Actions qui peuvent être émises n'est soumis à aucune limitation. Les Actions seront émises au profit des souscripteurs sous forme nominative.

Les Actions auront les mêmes droits de vote et ne comporteront aucun droit prioritaire de souscription. En cas de liquidation de la Société, chaque Action a droit à une part identique de l'actif de la Société après que toutes les dettes et dépenses de la Société auront été payées compte tenu des règles de la Société sur l'affectation des éléments d'actif et de passif.

La Société a été constituée pour une durée indéterminée. Son capital initial souscrit s'élevait à 31 000 EUR. Le capital de la Société ne doit jamais être inférieur à 1 250 000 EUR, ce montant devant être atteint dans les six mois suivant l'obtention par la Société de l'autorisation d'exercer son activité en tant qu'OPC. Le capital de la Société est en permanence égal à sa Valeur liquidative. Le capital de la Société est automatiquement modifié lorsque des Actions supplémentaires sont émises ou que des Actions en circulation sont rachetées et aucune annonce ni publicité particulière n'est nécessaire à ce propos.

3. ACTIONS

Il est loisible à toute personne physique ou morale d'acquérir des Actions de la Société moyennant le paiement du prix de souscription tel qu'il est défini dans la Section 9.3 de la Section générale.

Lorsque des Actions nouvelles sont émises, elles ne confèrent aucun droit préférentiel de souscription.

Les Actions sont dépourvues de valeur faciale ; elles sont émises sous forme nominative et consignées dans un registre. Les actionnaires reçoivent une confirmation écrite des Actions inscrites à leur nom, mais aucun certificat représentatif de celles-ci ne sera délivré. Toutes les Actions doivent être entièrement libérées. Des fractions d'Actions peuvent être émises jusqu'à quatre chiffres après la virgule ; elles confèrent des droits proportionnels à la fraction d'Action qu'elles représentent mais sont dépourvues de droit de vote.

Toutes les Actions d'un même Compartiment confèrent les mêmes droits de vote à toutes les assemblées générales des Actionnaires et à toutes les assemblées de ce Compartiment.

Les Sections Spéciales indiquent les Catégories disponibles pour chaque Compartiment et leurs caractéristiques.

Pour chaque Compartiment, le Conseil d'administration ou la Société de gestion peut décider d'interrompre provisoirement ou définitivement la souscription des Actions d'une ou plusieurs Catégories, si elles existent, y compris pour celles qui résultent de la conversion d'Actions d'une autre Catégorie ou d'un autre Compartiment.

Les actionnaires peuvent demander la conversion de tout ou partie des Actions d'une Catégorie qu'ils détiennent dans une autre Catégorie conformément aux dispositions de la Section 11 de la Section générale.

4. COMPARTIMENTS, CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES

La Société est un fonds à compartiments composé d'un ou plusieurs Compartiments. Un portefeuille d'actifs distinct est tenu et investi pour chaque Compartiment conformément à l'objectif et la politique d'investissement de ce Compartiment. L'objectif et la politique d'investissement ainsi que le profil de risque et les autres caractéristiques spécifiques de chaque Compartiment sont décrits dans la Section spéciale qui le concerne.

La Société ne forme qu'une seule et même entité juridique. Cependant, les droits des Actionnaires et des créanciers vis-à-vis d'un Compartiment, ou ceux qui naissent de la création, du fonctionnement et de la liquidation d'un Compartiment ne peuvent être exercés que sur les actifs de ce Compartiment. Les actifs d'un Compartiment sont destinés exclusivement à honorer les droits des Actionnaires relatifs à ce Compartiment et les droits des créanciers dont les créances sont nées en relation avec la création, le fonctionnement et la liquidation dudit Compartiment.

Le Conseil d'administration peut décider de créer, au sein d'un même Compartiment, une ou plusieurs Catégories d'actions dont les actifs seront investis en commun mais qui diffèrent par la structure de frais, la distribution, les objectifs commerciaux, la monnaie et d'autres caractéristiques spécifiques. Il sera calculé pour chaque Catégorie une Valeur liquidative distincte dont le montant pourra différer du fait de ces différences entre les caractéristiques des diverses catégories d'actions.

La Société a la faculté de créer à tout instant des Catégories d'actions supplémentaires dont les caractéristiques pourront être différentes de celles des Catégories existantes et des Compartiments supplémentaires dont l'objectif d'investissement pourra être différent de celui des Compartiments existant au moment où ils sont créés. À la création de nouveaux Compartiments ou Catégories d'actions, le Prospectus sera soit mis à jour si nécessaire, soit complété par une nouvelle Section spéciale.

Les Catégories d'Actions de certains Compartiments mentionnées dans la Section spéciale sur chaque Compartiment peuvent, par une décision du Conseil d'administration, être subdivisées en plusieurs Sous-catégories évaluées dans une monnaie différente. **L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que, selon que des instruments de couverture contre le risque de change sont employés ou non pour chaque Sous-catégorie d'actions, ils peuvent être exposés au risque que la Valeur liquidative d'une Sous-catégorie libellée dans une monnaie d'évaluation donnée fluctue dans un sens défavorable par comparaison avec l'évolution d'une autre Sous-catégorie libellée dans une autre monnaie d'évaluation. Il convient toutefois de noter que toutes les dépenses liées aux instruments financiers, s'ils existent, qui sont employés pour couvrir le risque de change afférent à la Sous-catégorie concernée seront affectées à cette Sous-catégorie. Aux fins des Statuts, toute référence aux Catégories d'actions inclut les Sous-catégories d'actions.**

Les Sections spéciales indiquent pour chaque Compartiment les Catégories et, le cas échéant, les Sous-catégories d'actions disponibles et précisent si les Catégories et Sous-catégories en question présentent des caractéristiques supplémentaires.

Dans la mesure autorisée par le Prospectus, et pour les Sous-catégories libellées dans une monnaie autre que la Monnaie de référence d'un Compartiment, le Gestionnaire des investissements peut (sans que ce soit une obligation) employer des techniques et instruments destinés, dans toute la mesure du possible, à procurer une protection contre les variations de la monnaie dans laquelle est libellée cette Sous-catégorie.

Pour chaque Compartiment, le Conseil d'administration peut décider d'interrompre provisoirement la souscription des Actions d'une ou plusieurs Catégories d'Actions, y compris pour celles qui résultent de la conversion d'Actions d'une autre Catégorie ou d'un autre Compartiment.

A l'heure actuelle, la Société est formée des Compartiments ci-après :

- (i) Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut ;
- (ii) Quaero Capital Funds (Lux) –World Opportunities ;
- (iii) Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo ;
- (iv) Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities ;
- (v) Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced ;
- (vi) Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities ;
- (vii) Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities ;
- (viii) Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy ;
- (ix) Quaero Capital Funds (Lux) – New Europe ;
- (x) Quaero Capital Funds (Lux) – China ;
- (xi) Quaero Capital Funds (Lux) – Cullen ESG US Value ;
- (xii) Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds ;
- (xiii) Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan ;
- (xiv) Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small &Mid Cap;
- (xv) Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission
- (xvi) Quaero Capital Funds (Lux) – Bond Investment Opportunity

Chaque Compartiment est décrit de façon plus détaillée dans la Section spéciale qui s'y rapporte.

Les investisseurs sont toutefois informés que certains Compartiments ou Catégories ne sont pas à la disposition de tous les investisseurs. La Société se réserve le droit de ne proposer à l'achat dans un État donné qu'une ou plusieurs Catégorie d'Actions afin de respecter la législation, les coutumes ou les pratiques commerciales locales, ou pour des raisons fiscales ou toute autre raison. La Société peut en outre réserver un ou plusieurs Compartiments ou Catégories à certains Investisseurs éligibles (tels que, par exemple, les Investisseurs institutionnels).

5. RESTRICTIONS SUR LES INVESTISSEMENTS

La Société et les Compartiments sont soumis aux limites et restrictions sur les investissements énoncées ci-dessous.

La gestion des actifs des Compartiments obéira aux restrictions sur les investissements ci-après. **Tout Compartiment peut être soumis à des restrictions supplémentaires sur ses investissements telles qu'elles sont énoncées dans la Section spéciale qui le concerne. En cas de contradiction, les dispositions de la Section spéciale relative au compartiment concerné l'emporteront.**

5.1 Investissements éligibles

(a) Les seuls investissements autorisés pour la Société sont les suivants :

- (i) Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire admis à la cote officielle sur une Bourse d'un État membre de l'UE ;
- (ii) Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire négociés sur un autre Marché réglementé ;
- (iii) Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une Bourse ou négociés sur un autre Marché réglementé situé dans un autre pays d'Europe de l'Est ou de l'Ouest, d'Asie, d'Océanie, des Amériques ou d'Afrique ;
- (iv) Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire émis récemment, sous réserve que :
 - (A) leurs conditions d'émission incluent un engagement de déposer une demande d'admission à la cote officielle d'une quelconque Bourse ou d'un autre Marché réglementé auxquels il est fait référence dans les alinéas 5.1(a)(i), (ii) et (iii) ;
 - (B) cette admission soit obtenue dans un délai d'un an à compter de leur émission ;
- (v) unités d'OPCVM et/ou autres OPC au sens de l'article 1 paragraphe (2), points a) et b) de la Directive sur les OPCVM, qu'il soit situé dans un État membre de l'UE ou non, sous réserve que :
 - (A) ces autres OPC soient autorisés en vertu de lois stipulant qu'ils sont soumis à une surveillance que l'autorité de surveillance du Luxembourg tient pour équivalente à celle qui est prévue par le droit de l'UE et qu'une coopération suffisante soit assurée entre les autorités ;
 - (B) le niveau de protection garantie aux détenteurs d'unités, parts ou actions de ces autres OPC soit équivalent à celui qui est prévu pour les détenteurs d'unités, parts ou actions d'un OPCVM, et notamment que les règles sur la ségrégation des actifs, les emprunts, les prêts et les ventes non couvertes de Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire soient équivalentes à celles de la Directive sur les OPCVM ;
 - (C) l'activité de ces autres OPC soit déclarée dans des rapports annuels et semestriels afin que leurs éléments d'actif et de passif, leurs bénéfices et leurs opérations puissent être évalués sur la période couverte par ces rapports ;
 - (D) au total, selon les règles ou documents constitutifs de l'OPCVM ou autre OPC dont l'acquisition est envisagée, 10 % au plus de son actif puisse être investi en unités, parts ou actions d'autres OPCVM ou autres OPC ;
- (vi) dépôts auprès d'établissements de crédit qui sont remboursables à vue ou peuvent être retirés et arrivent à échéance au plus tard dans 12 mois, sous réserve que cet établissement de crédit ait son siège social dans un État membre de l'UE ou, si le siège social de cet établissement de crédit est situé dans un pays qui n'est pas un État membre de l'UE, sous réserve qu'il soit soumis à des règles prudentielles que la CSSF considère comme équivalentes à celles que prévoit le droit communautaire ;
- (vii) instruments financiers dérivés, y compris des instruments équivalents réglés au comptant, qui sont négociés sur un Marché réglementé auquel il est fait référence dans les alinéas 5.1 (a)(i), (ii) et (iii) ; et/ou Instruments dérivés de gré à gré sous réserve que :

- (A) l'actif sous-jacent soit constitué d'instruments couverts par le présent paragraphe 5.1(a), d'indices financiers, de taux d'intérêt, de taux de change ou de devises dans lesquels un Compartiment investit conformément à son objectif d'investissement tel qu'il est énoncé dans la Section spéciale qui le concerne ;
 - (B) les contreparties aux transactions sur Instruments dérivés de gré à gré soient des Institutions de premier ordre ; et
 - (C) les Instruments dérivés de gré à gré fassent quotidiennement l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable et puissent être vendus, liquidés ou clôturés à tout instant à leur juste valeur par la Société au moyen d'une transaction symétrique ;
- (viii) Instruments du marché monétaire autres que ceux qui sont négociés sur un Marché réglementé si l'émission elle-même ou l'émetteur de ces instruments lui-même est soumis à une réglementation aux fins de protéger les investisseurs et l'épargne et sous réserve qu'ils soient :
- (A) émis ou garantis par un État central, ses régions ou collectivités locales, la banque centrale d'un État membre de l'UE, la Banque centrale européenne, l'Union européenne ou la Banque européenne d'investissement, un État qui n'est pas un État membre de l'UE ou, dans le cas d'un État fédéral, par l'un des membres composant sa fédération, ou encore par un organisme public international auquel adhèrent un ou plusieurs États membres de l'UE, ou
 - (B) émis par une entreprise dont les titres sont cotés sur une Bourse ou négociés sur des Marchés réglementés auxquels il est fait référence dans les alinéas 5.1(a)(i), (ii) ou (iii), ou
 - (C) émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle conformément aux critères définis par le droit de l'UE, ou par un établissement soumis à et qui se conforme à des règles prudentielles dont la CSSF juge qu'elles sont au moins aussi strictes que celles que prévoit le droit de l'UE ; ou
 - (D) émis par d'autres organismes ressortissant aux catégories approuvées par la CSSF, sous réserve que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs équivalentes à celles qui sont prévues par les premier, deuxième ou troisième alinéas ci-dessus et sous réserve que l'émetteur soit une société dont les fonds propres se montent à au moins dix millions d'euros qui (i) présente et publie ses comptes annuels conformément à la Directive 78/660/CEE, (ii) qu'elle soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, est spécialisée dans le financement de ce groupe ou (iii) qu'elle soit une entité spécialisée dans le financement de véhicules de titrisation et bénéficiant d'une ligne de liquidité bancaire.
- (b) Cependant, il est loisible à chaque Compartiment :
- (i) d'investir jusqu'à 10 % de son actif net en Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire autres que ceux auxquels il est fait référence aux paragraphes 5.1(a)(i) à (a)(iv) et 5.1(a)(viii) ci-dessus ;
 - (ii) et de détenir des liquidités à titre accessoire, une telle détention étant limitée à 20 % de l'actif net d'un Compartiment.

5.2 Diversification des risques

- (a) En vertu du principe de diversification des risques, il n'est pas permis à la Société d'investir plus de 10 % de l'actif net d'un Compartiment en Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire provenant d'un même émetteur. La valeur totale des Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire de chaque émetteur dans lesquels plus de 5 % de l'actif net sont investis ne doit pas dépasser 40 % de la valeur de l'actif net du Compartiment concerné. Cette limite ne s'applique pas aux dépôts confiés à et transactions sur Instruments dérivés de gré à gré effectuées avec des Institutions de premier ordre soumises à une surveillance prudentielle.
- (b) Il n'est pas permis à la Société d'investir plus de 20 % de l'actif net d'un Compartiment dans des dépôts confiés à un même organisme.
- (c) Nonobstant les différentes limites spécifiées dans les paragraphes 5.2(a), 5.2(b) et 5.5(l), un Compartiment ne peut combiner aucun des éléments ci-après :
 - (i) investissements dans des Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire émis par,
 - (ii) dépôts confiés à
 - (iii) et/ou expositions résultant de transactions sur Instruments dérivés de gré à gré effectuées avecun même organisme dès lors qu'ils ou elles dépassent 20 % de son actif net.
- (d) La limite de 10 % fixée au paragraphe 5.2(a) ci-dessus peut être portée à un maximum de 25 % en ce qui concerne les titres de créance éligibles qui répondent à la définition des covered bonds au point (1) de l'article 3 de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE et pour les titres de créance éligibles qui ont été émis avant le 8 juillet 2022 par un établissement de crédit ayant son siège social dans un État membre et soumis par la loi à une surveillance publique spéciale destinée à protéger les détenteurs d'obligations. En particulier, les sommes provenant de l'émission de ces obligations émises avant le 8 juillet 2022 doivent être investies, conformément à la loi, dans des actifs qui, pendant toute la durée de validité des obligations, sont capables de couvrir les créances attachées aux obligations et qui, en cas de faillite de l'émetteur, seraient utilisés en priorité pour le remboursement du principal et le paiement des intérêts courus. En outre, si un Compartiment investit plus de 5 % de son actif net dans les obligations visées au premier alinéa qui sont émises par un seul et même émetteur, la valeur totale de ces actifs ne peut dépasser 80 % de la valeur de l'actif net du Compartiment.
- (e) La limite de 10 % énoncée dans le paragraphe 5.2(a) ci-avant peut être portée à 35 % au maximum pour les Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire qui sont émis ou garantis par un État membre de l'UE ou ses collectivités locales, par un État membre du G20, par un autre État membre de l'OCDE, par Singapour, par Hong Kong ou par des organisations internationales publiques auxquelles adhèrent un ou plusieurs États membres de l'UE.
- (f) Les Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire tombant sous le coup de la règle spéciale énoncée dans les paragraphes 5.2(d) et 5.2(e) ne sont pas pris en compte dans le calcul du plafond de 40 % pour la diversification des risques qui est mentionné dans le paragraphe 5.2(a).
- (g) Les limites stipulées dans les paragraphes 5.2(a) à 5.2(e) ci-dessus ne peuvent être combinées, de telle sorte que les investissements dans des Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire émis par un même organisme ou dans des dépôts confiés à ou des instruments dérivés négociés avec cet organisme ne pourront en aucun cas dépasser au total 35 % de l'actif net d'un Compartiment.

- (h) Les sociétés faisant partie d'un même groupe aux fins de l'établissement de ses comptes consolidés tels qu'ils sont définis par la directive 83/349/CEE ou par les règles comptables internationalement reconnues sont considérées comme un seul et même organisme aux fins du calcul des limites stipulées dans la présente Section 5.2).
- (i) Un Compartiment peut investir cumulativement jusqu'à 20 % de son actif net dans des Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire émis par un même groupe.

5.3 Exceptions

- (a) Sans préjudice des limites énoncées au paragraphe 5.7, les limites énoncées au paragraphe 5.2 peuvent être portées à 20 % au maximum pour les investissements en actions et/ou obligations provenant d'un même émetteur si, en vertu de la Section spéciale sur le Compartiment concerné, l'objectif et la politique d'investissement de ce Compartiment consistent à reproduire la composition d'un certain indice d'actions ou de titres de créance qui est reconnu par la CSSF aux conditions ci-après :
 - (i) sa composition est suffisamment diversifiée,
 - (ii) l'indice est un indice de référence reflétant fidèlement le marché auquel il se rapporte,
 - (iii) il est publié de façon appropriée.

Le plafond de 20 % ci-dessus est porté à 35 % au maximum, mais uniquement pour un seul émetteur, si cela s'avère justifié par des conditions de marché exceptionnelles, en particulier sur les Marchés réglementés où certains Instruments du marché monétaire et Valeurs mobilières tiennent une place prédominante.

- (b) **La Société est autorisée, conformément au principe de diversification des risques, à investir jusqu'à 100 % de l'actif net d'un Compartiment en Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire provenant de diverses offres qui sont émis ou garantis par un État membre de l'UE ou ses collectivités locales, par un État membre du G20, par un autre État membre de l'OCDE, par Singapour, par Hong Kong ou par des organisations internationales publiques auxquelles adhèrent un ou plusieurs États membres de l'UE. Ces titres doivent être répartis entre au moins six émissions différentes, les titres d'une même émission ne devant pas excéder 30 % de l'actif net total d'un Compartiment.**

5.4 Investissement dans des OPCVM et/ou autres OPC

- (a) Un Compartiment peut acquérir des unités, parts ou actions d'OPCVM et/ou d'autres OPC auxquels il est fait référence dans le paragraphe 5.1(a)(v) à condition que 20 % au plus de son actif net soit investi en unités, parts ou actions d'un même OPCVM ou autre OPC. Si un OPCVM ou autre OPC a des compartiments multiples (au sens de l'article 181 de la Loi de 2010) et si les actifs d'un compartiment ne peuvent être employés que pour honorer les droits de ses investisseurs liés à ce compartiment et des créanciers dont la créance est née en relation avec la création, le fonctionnement ou la liquidation de ce compartiment, chaque compartiment est considéré comme un émetteur distinct aux fins de l'application de la limite ci-dessus.
- (b) Les investissements en unités, parts ou actions d'OPC autres que des OPCVM ne doivent pas dépasser à eux tous 30 % de l'actif net de ce Compartiment.
- (c) Si un Compartiment a acquis des unités, parts ou actions d'OPCVM et/ou autres OPC, il n'est pas nécessaire de combiner les actifs de ces OPCVM ou autres OPC pour calculer les limites énoncées au paragraphe 5.2.

- (d) Si un Compartiment investit dans les unités, parts ou actions d'OPCVM et/ou d'autres OPC qui sont gérés, directement ou par délégation, par la même société de gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de gestion est liée par une direction ou un contrôle commun ou par une participation substantielle, directe ou indirecte (c'est-à-dire plus de 10 % du capital ou des droits de vote), cette société de gestion ou autre société n'a pas le droit de prélever de commissions de souscription, de rachat ou de conversion au titre des investissements du Compartiment dans les unités, parts ou actions de ces OPCVM et/ou autres OPC.
- (e) Si un Compartiment investit une proportion substantielle de son actif dans d'autres OPCVM et/ou OPC, le niveau maximal des commissions de gestion qui pourront être facturées tant au Compartiment lui-même qu'aux autres OPCVM et/ou OPC dans lesquels il a l'intention d'investir sera divulgué dans la Section spéciale qui s'y rapporte.
- (f) Le rapport annuel de la Société indiquera pour chaque Compartiment la proportion maximale des commissions de gestion qui pourront être facturées à ce Compartiment et aux OPCVM et/ou autres OPC dans lesquels il investit.
- (g) Un Compartiment (ci-après le **Compartiment investisseur**) peut souscrire, acquérir et/ou détenir des actions à émettre ou émises par un ou plusieurs Compartiment (ci-après le **Compartiment cible**) soumis aux exigences de la Loi de 1915 aux conditions suivantes :
 - (i) le Compartiment cible ne peut pas lui-même investir dans le Compartiment investisseur ;
 - (ii) 10 % au plus des actifs nets du Compartiment cible dont l'acquisition est envisagée peuvent être investis en actions d'autres OPC ;
 - (iii) les éventuels droits de vote associés aux Actions concernées du Compartiment cible sont suspendus tant qu'ils sont détenus par le Compartiment investisseur concerné et sans préjudice du traitement adéquat dans les comptes et rapports périodiques ; et
 - (iv) dans tous les cas, tant que ces Actions sont détenues par le Compartiment investisseur, leur valeur ne sera pas prise en compte dans le calcul de l'actif net de la Société aux fins de la vérification du seuil minimum d'actif net de la Société imposé par la Loi de 2010.

5.5 Investissements en instruments financiers dérivés et recours aux Techniques GEP

- (a) La Société doit employer (i) une procédure de gestion des risques lui permettant de contrôler et mesurer à tout instant le risque de ses positions et leur contribution au profil de risque du portefeuille et (ii) une procédure pour faire évaluer avec précision la valeur des Instruments dérivés de gré à gré par un expert indépendant.
- (b) Chaque Compartiment veillera à ce que son exposition globale aux instruments dérivés n'excède pas la valeur nette totale de son portefeuille.
- (c) L'exposition est calculée en prenant en compte la valeur actuelle des actifs sous-jacents, le risque de contrepartie, les évolutions futures du marché et le temps restant pour liquider les positions. Cette règle s'appliquera aussi aux alinéas suivants.
- (d) Dans le cadre de sa politique d'investissement, tout Compartiment peut investir dans des instruments financiers dérivés sous réserve que l'exposition totale aux actifs sous-jacents n'excède pas les limites d'investissement énoncées au paragraphe 5.2. En aucun cas ces opérations n'amèneront un Compartiment à s'écarter de ses objectifs d'investissement tels qu'ils sont énoncés dans le Prospectus et la Section spéciale qui le concerne. Lorsqu'un Compartiment investit dans des instruments financiers dérivés dont le sous-jacent est un indice, il n'est pas tenu de respecter les limites énoncées au paragraphe 5.2.

- (e) Si un instrument dérivé est intégré dans une Valeur mobilière ou un Instrument du marché monétaire, cet instrument dérivé doit être pris en compte dans le calcul des limites à respecter qui sont énoncées dans la présente Section.
- (f) Les rapports annuels de la Société contiendront, au titre de chaque Compartiment ayant investi dans des instruments financiers dérivés durant la période sous revue, des informations sur :
 - l'exposition sous-jacente obtenue via les instruments financiers dérivés ;
 - l'identité de la ou les contrepartie(s) à ces instruments financiers dérivés ;
 - le type et le montant des garanties reçues afin de réduire l'exposition au risque de contrepartie.
- (g) Les Compartiments sont autorisés à recourir à des techniques et à des instruments au titre des Valeurs mobilières ou des Instruments du marché monétaire, pour autant que :
 - (i) ces techniques et instruments soient économiquement appropriés, en ce sens que leur mise en œuvre est rentable ;
 - (ii) ces techniques et instruments soient utilisés en vue d'atteindre un ou plusieurs des objectifs suivants :
 - (A) réduction des risques ;
 - (B) réduction des coûts ;
 - (C) génération de capital ou de revenus supplémentaires pour le Compartiment concerné assortis d'un niveau de risque conforme à son profil de risque et aux règles de répartition des risques applicables.
 - (iii) les risques associés à ces techniques et instruments soient gérés de manière adéquate par le processus de gestion des risques de la Société ; et
 - (iv) ils sont pris en compte par la Société de gestion dans le développement de son processus de gestion du risque de liquidité afin de garantir que la Société est en mesure de satisfaire à tout moment à ses obligations de rachat.
- (h) La Société et chacun de ses Compartiments peuvent en particulier conclure des contrats de swap relatifs à tous instruments ou indices financiers, notamment des TRS. Un TRS implique l'échange du droit de recevoir le rendement global, c'est-à-dire les coupons plus les plus ou moins-values, d'un actif, indice ou panier d'actifs de référence spécifié, contre le droit d'effectuer des paiements fixes ou variables. L'utilisation de TRS ou d'autres dérivés présentant des caractéristiques similaires permet d'obtenir une exposition synthétique à certains marchés ou actifs sous-jacents sans y investir directement (et/ou intégralement).
- (i) La Société et chacun de ses Compartiments peuvent utiliser des OFT pour réduire les risques (couverture), pour créer un capital ou un revenu supplémentaire ou pour réduire les coûts. Tout recours à des OFT ou à des TRS à des fins d'investissement sera conforme au profil de risque et aux règles de diversification du risque applicables à tout Compartiment. Les investisseurs doivent consulter les facteurs de risque figurant à la Section 7 de la Section générale pour les facteurs de risque spécifiques applicables à l'utilisation d'OFT ou de TRS.

- (j) Les techniques de gestion efficace du portefeuille (**Techniques GEP**) auxquelles peuvent avoir recours les Compartiments conformément au paragraphe 5.5(i) ci-avant comprennent les OTF soumises aux conditions ci-après :
- (i) Lors de la conclusion d'un contrat de Prêt de titres, la Société s'assurera qu'elle est, en tout temps, en mesure de récupérer tout titre prêté ou d'annuler le contrat de Prêt de titres.
 - (ii) Lors de la conclusion d'un contrat d'Opération de prise en pension, la Société s'assurera qu'elle est, en tout temps, en mesure de récupérer :
 - (A) le montant total des espèces ou d'annuler le contrat de prise en pension, soit selon la méthode de la comptabilité d'exercice, soit selon sa valeur de marché. Si la seconde méthode est utilisée, en tout temps, il conviendra de recourir à la valeur de marché du contrat d'Opération de prise en pension pour calculer la valeur de l'actif net du Compartiment en question ; et/ou
 - (B) tout titre concerné par le contrat d'Opération de mise en pension, ou d'annuler le contrat d'Opération de mise en pension qu'elle a conclu.
 - (iii) Les contrats d'Opération de mise en pension et d'Opération de prise en pension à échéance fixe qui n'excèdent pas sept jours seront considérés comme des contrats dont les conditions permettent à la Société de récupérer les actifs à tout moment.
- (k) La Société de gestion prend en compte ces Techniques GEP dans le développement de son processus de gestion du risque de liquidité afin de garantir que la Société est en mesure de satisfaire à tout moment à ses obligations de rachat.
- (l) Le pourcentage maximum et prévu des actifs pouvant faire l'objet d'OFT et de TRS, ainsi que les types d'actifs faisant l'objet d'OFT et de TRS, seront stipulés pour chaque Compartiment dans la Section spéciale pertinente. Au moment de la publication du présent Prospectus, les Compartiments n'utilisent pas d'OFT ou de TRS relevant du champ d'application du ROFT. Si cette situation évolue, le Prospectus sera actualisé en conséquence.
- (m) Sauf stipulation contraire dans la Section spéciale pertinente, tous les revenus résultant des Techniques GEP seront intégralement restitués à la Société après déduction des coûts/commissions directs et indirects du Dépositaire, du Gestionnaire des investissements et du Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant). Les revenus (le cas échéant) liés aux TRS seront intégralement alloués au Compartiment concerné et seront inclus dans la valorisation des TRS. Aucun frais ni aucune commission spécifique aux TRS imputés à un Compartiment ne constituera un revenu pour la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation concerné (le cas échéant). Tous les revenus résultant de Techniques GEP et de TRS seront communiqués dans les rapports annuels de la Société. Les commissions de tout agent impliqué dans des Techniques GEP ou des TRS ne peuvent pas dépasser 20 % du produit total généré par ces Techniques GEP ou TRS. Le solde du produit reviendra au Compartiment concerné. Aucun des Agents d'OFT et aucune des contreparties aux opérations sur Instruments dérivés de gré à gré (TRS compris) ne sont affiliés à la Société ou à la Société de gestion.
- (n) Les contreparties aux OFT et aux TRS seront sélectionnées et agréées selon un processus de sélection rigoureux, seront établies dans des États membres de l'OCDE et seront notées au moins BBB- ou l'équivalent par toute agence de notation majeure. L'équipe de gestion du risque de la Société de gestion évaluera la solvabilité des contreparties proposées, leur expertise des opérations pertinentes, les coûts de service et autres facteurs relatifs à l'exécution au mieux conformément à la politique d'exécution de la Société de gestion.
- (o) Les actifs faisant l'objet d'OFT et de TRS seront gardés par le Dépositaire.

- (p) Le rapport annuel de la Société contiendra les informations suivantes :
- (i) l'exposition résultant de l'emploi des Techniques GEP ;
 - (ii) l'identité de la ou les contrepartie(s) à ces Techniques GEP ;
 - (iii) le type et le montant des garanties reçues par la Société afin de réduire l'exposition à la contrepartie ;
 - (iv) l'identité des émetteurs ayant fourni des garanties supérieures à 20 % de la Valeur liquidative d'un Compartiment ;
 - (v) si un Compartiment a été entièrement garanti en titres émis ou garantis par un État membre ; et
 - (vi) les revenus découlant de l'utilisation de Techniques GEP pour la période sous revue, ainsi que les coûts et frais opérationnels directs et indirects encourus.
- (q) Les rapports semestriels et annuels de la Société comporteront en outre des informations complémentaires sur l'utilisation des OFT et des TRS conformément à la Section À de l'Annexe du ROFT.
- (r) Lorsque la contrepartie est un établissement de crédit domicilié dans l'UE ou dans un pays dont les réglementations en matière de surveillance sont considérées par la CSSF comme équivalentes à celles de l'UE, le risque de contrepartie découlant des Instruments dérivés de gré à gré et des Techniques GEP ne pourra pas excéder 10 % des actifs d'un Compartiment. La limite s'élèvera à 5 % dans les autres cas.
- (s) Le risque de contrepartie d'un Compartiment à l'égard d'une contrepartie est égal à la valeur de marché positive de l'ensemble des opérations sur Instruments dérivés de gré à gré et de celles utilisant des Techniques GEP avec cette contrepartie, pour autant que :
- (i) si des accords de compensation légalement applicables sont en place, l'exposition au risque découlant des opérations sur Instruments dérivés de gré à gré et de celles utilisant des Techniques GEP avec la même contrepartie puisse être compensée ; et
 - (ii) si des garanties sont déposées en faveur d'un Compartiment et qu'elles sont conformes en tout temps aux critères énoncés au paragraphe 5.5(t) ci-dessous, le risque de contrepartie de chaque Compartiment soit réduit du montant de ces garanties.
- (t) Les risques associés à l'utilisation d'OFT et de TRS, ainsi que ceux associés à la gestion de garantie, tels que les risques d'exploitation, de liquidité, de contrepartie, de conservation et juridiques et, le cas échéant, les risques découlant de sa réutilisation, sont décrits plus en détail ci-après à la Section 7 de la Section générale.
- (u) Les garanties reçues par un Compartiment doivent en tout temps satisfaire aux critères suivants :
- (i) Liquidité – Les garanties reçues autrement qu'en espèces doivent être particulièrement liquides et se négocier sur un marché réglementé ou au sein d'un système de négociation multilatéral dont la méthode de fixation des prix est transparente, de manière à ce qu'elles puissent être vendues rapidement à un prix comparable à leur valorisation préalable. Les garanties reçues doivent en outre satisfaire aux limites d'acquisition énoncées au paragraphe 5.7(b).

- (ii) Valorisation – les garanties reçues doivent être valorisées sur une base quotidienne au minimum, et les actifs présentant une volatilité élevée de leur cours ne doivent pas être acceptés en guise de garanties, à moins d’être décotés par précaution.
 - (iii) Qualité de crédit de l’émetteur – Les garanties reçues doivent être de qualité supérieure.
 - (iv) Corrélation – Les garanties reçues doivent être émises par une entité indépendante de la contrepartie et ne devraient pas présenter une forte corrélation avec la performance de la contrepartie.
 - (v) Diversification (concentration des actifs) – Les garanties doivent être suffisamment variées en termes de pays, de marchés et d’émetteurs. Le critère de diversification suffisante en termes de concentration de l’émetteur sera considéré comme respecté si un Compartiment reçoit de la part d’une contrepartie aux opérations sur Instruments dérivés de gré à gré et à celles utilisant des Techniques GEP un panier de garanties dont l’exposition maximale à un émetteur particulier s’élève à 20 % de sa Valeur liquidative. Lorsqu’un Compartiment est exposé à différentes contreparties, les divers paniers de garanties doivent être cumulés pour calculer la limite de 20 % d’exposition précitée. Par dérogation, un Compartiment peut être entièrement garanti en différents instruments du marché monétaire et valeurs mobilières émis ou garantis par un État membre ou l’une ou plusieurs de ses autorités locales, par un pays tiers ou par un organisme public international auquel appartient au moins un État membre, pour autant qu’il reçoive des titres d’au moins six émetteurs différents et qu’aucun de ces émetteurs ne représente plus de 30 % de sa Valeur liquidative. Par conséquent, il peut être entièrement garanti en titres émis ou garantis par un État membre de l’OCDE remplissant les exigences requises.
 - (vi) Les risques liés à la gestion des garanties, tels les risques opérationnels et juridiques, doivent être identifiés, gérés et atténués grâce au processus de gestion des risques.
 - (vii) La Société doit pouvoir avoir recours aux garanties reçues à tout moment pour le compte du Compartiment, sans être contrainte d’en avertir ou d’obtenir l’accord de la contrepartie.
- (v) Les Compartiments accepteront uniquement les actifs suivants en tant que garanties :
- (i) Actifs liquides. Les actifs liquides comprennent non seulement les liquidités et les certificats bancaires à court terme, mais également les instruments du marché monétaire tels que définis par la Directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Une lettre de crédit ou une garantie à première demande émises par un établissement de crédit de premier ordre non affilié à la contrepartie sont assimilées à des actifs liquides.
 - (ii) Obligations émises ou garanties par un État membre de l’OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par les institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial.
 - (iii) Actions ou part émises par des OPC de type monétaire calculant une valeur liquidative quotidiennement et classés AAA ou son équivalent.
 - (iv) Actions ou Parts émises par des OPCVM investissant principalement dans les obligations/actions mentionnées sous les points (v) et (vi) ci-dessous.
 - (v) Obligations émises ou garanties par des émetteurs de premier ordre offrant des liquidités adéquates.

- (vi) Actions cotées ou négociées sur un marché réglementé d'un État membre de l'Union européenne ou sur une bourse de valeurs d'un État membre de l'OCDE, à condition que ces actions fassent partie d'un indice important.
- (w) Aux fins du paragraphe 5.5(n) ci-dessus, tous les actifs reçus par un Compartiment dans le cadre des Techniques GEP devraient être considérés comme des garanties.
- (x) Les garanties reçues par un Compartiment sous une forme autre qu'en espèces ne peuvent pas être vendues, réinvesties, ni nanties.
- (y) Les garanties en espèces reçues par un Compartiment pourront uniquement être :
 - (i) placées en dépôt auprès d'établissements de crédit dont le siège social se situe dans un État membre de l'UE ou qui sont soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire ;
 - (ii) investies dans des obligations d'État de qualité supérieure ;
 - (iii) utilisées pour des contrats de prise en pension, pour autant que les transactions s'effectuent auprès d'établissements de crédit soumis à une surveillance prudentielle et que le Compartiment soit en mesure de récupérer en tout temps le montant total des espèces selon la méthode de la comptabilité d'exercice ;
 - (iv) investies dans des fonds du marché monétaire à court terme tels que définis par le règlement (UE) 2017/1131 relatif aux fonds monétaires.
- (z) Les garanties déposées en faveur d'un Compartiment au titre d'un contrat avec transfert de propriété doivent être détenues par le Dépositaire ou l'un de ses correspondants ou sous-dépositaires. Les garanties déposées en faveur d'un Compartiment au titre d'une garantie (p. ex. un nantissement) peuvent être détenues par un dépositaire tiers indépendant du constituant de la garantie et soumis à une surveillance prudentielle.
- (aa) Pour le réinvestissement des garanties en espèces, les mêmes exigences en matière de diversification applicables aux autres types de garanties s'appliquent, conformément au paragraphe (n) ci-avant.
- (bb) Le niveau de garantie requis sur l'ensemble des Techniques GEP ou Dérivés de gré à gré sera d'au moins 100 % de l'exposition à la contrepartie concernée et calculé quotidiennement sur la base de la valeur de marché et une marge de variation sera appliquée. La politique de décote stipulée aux paragraphes (cc) à (ff) ci-dessous sera appliquée à cet effet.
- (cc) À titre de garantie, La Société de gestion n'accepte que les liquidités et les obligations d'État de qualité supérieure.
- (dd) La Société de gestion adopte une politique de décote pour les classes d'actifs reçus comme garanties par ou pour le compte de la Société. Les décotes sont évaluées en fonction de la qualité de crédit, de la volatilité du cours et de la nature des garanties concernées. Aucune décote ne s'appliquera généralement aux garanties en espèces.
- (ee) Une décote sera appliquée aux garanties autres qu'en espèces. Le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant) acceptera uniquement les garanties autres qu'en espèces qui ne présentent pas une volatilité de prix élevée. Les garanties autres qu'en espèces reçues pour le compte de la Société seront typiquement des créances d'État et des titres de créance supranationaux.
- (ff) Pour les garanties autres qu'en espèces, une décote de 1 % à 8 % sera appliquée comme suit :

Créances d'État et titres de créance supranationaux	Échéance restante	Décote appliquée
	Un an au maximum	1 %
	1 à 5 ans	3 %
	5 à 10 ans	4 %
	10 à 20 ans	7 %
	20 à 30 ans	8 %

5.6 Tolérances et émetteurs de compartiments multiples

Si, pour des raisons indépendantes de la volonté de la Société ou du fait de l'exercice de droits de souscription, les limites énoncées dans la présente Section 5 sont franchies, la Société doit se donner pour objectif prioritaire, lorsqu'elle effectue des ventes, de ramener ces positions dans les limites prescrites à la lumière de l'intérêt bien compris des Actionnaires.

À condition de continuer à respecter les principes de diversification des risques, les Compartiments nouvellement créés peuvent s'écarter des limites énoncées dans les Sections 5.2, 5.3 et 5.4 ci-dessus pendant les six mois suivant la date de leur lancement.

Si un émetteur d'Investissements éligibles est une entité juridique à compartiments multiples et si les actifs d'un compartiment ne peuvent être employés que pour honorer les droits de ses actionnaires et des créanciers dont la créance est née en relation avec la création, le fonctionnement ou la liquidation de ce compartiment, chaque compartiment est considéré comme un émetteur distinct aux fins de l'application des limites énoncées dans les Sections 5.2 et 5.4 ainsi que du paragraphe 5.3(a).

5.7 Investissements prohibés

Il est interdit à la Société :

- (a) d'acquérir des actions avec droits de vote qui permettraient à la Société d'exercer une influence significative sur la gestion de la société qui les a émises ;
- (b) d'acquérir pour le compte d'un Compartiment plus de :
 - (i) 10 % des actions sans droit de vote d'un même émetteur,
 - (ii) 10 % des titres de créance émis par un même émetteur,
 - (iii) 10 % des Instruments du marché monétaire émis par un même émetteur
 - (iv) ou 25 % des unités, parts ou actions d'un même OPCVM et/ou autre OPC.

Il peut ne pas être tenu compte des limites prévues par les points (ii), (iii) et (iv) au moment de l'acquisition si à ce moment le montant brut des titres de créance ou Instruments du marché monétaire ou le montant net des titres en circulation ne peut être calculé.

Les Valeurs mobilières et Instruments du marché monétaire qui, conformément à l'article 48 paragraphe 3 de la Loi de 2010, sont émis ou garantis par un État membre de l'UE ou ses collectivités locales, par un État membre du G20, par un État membre de l'OCDE, par Singapour,

par Hong Kong ou qui sont émis par des organisations internationales publiques auxquelles adhèrent un ou plusieurs États membres de l'UE ne sont pas soumis aux limites énoncées ci-avant ;

- (c) de vendre à découvert des Valeurs mobilières, Instruments du marché monétaire et autres Investissements éligibles mentionnés dans les alinéas 5.1(a)(v), (vii) et (viii) ;
- (d) d'acquérir des métaux précieux ou des certificats y ayant trait ;
- (e) d'investir dans l'immobilier et d'acheter ou vendre des matières premières ou contrats sur matières premières ;
- (f) d'emprunter pour le compte d'un Compartiment, sauf si :
 - (i) cet emprunt se présente sous la forme d'un prêt adossé destiné à l'achat de devises ;
 - (ii) ce prêt est temporaire et n'excède pas 10 % de l'actif net du Compartiment en question ;
- (g) d'accorder des crédits et de se porter garant pour des tiers. Cette limite ne s'applique pas à l'achat de Valeurs mobilières, Instruments du marché monétaire et autres Investissements éligibles mentionnés dans les alinéas 5.1(a)(v), (vii) et (viii) qui ne sont pas entièrement libérés.

6. COGESTION ET REGROUPEMENT

Pour assurer une gestion efficace de la Société, le Conseil d'administration et la Société de gestion peuvent décider de gérer tout ou partie de l'actif d'un ou plusieurs Compartiments avec celui d'autres Compartiments de la Société (technique du regroupement) ou, le cas échéant, de cogérer tout ou partie de l'actif d'un ou plusieurs Compartiments à l'exception d'une réserve d'espèces, si elle est nécessaire, avec l'actif d'autres fonds d'investissement luxembourgeois ou d'un ou plusieurs compartiments d'autres fonds d'investissement luxembourgeois (désignés ci-après **la ou les Partie(s) aux actifs cogérés**) pour lesquels le Dépositaire a été nommé banque dépositaire. Ces actifs doivent être gérés conformément à la politique d'investissement respective des Parties aux actifs cogérés, dont chacune vise des objectifs identiques ou comparables. Les parties aux actifs cogérés ne participeront qu'aux actifs cogérés qui sont conformes aux stipulations de leurs prospectus et restrictions sur les investissements respectifs.

Chaque Partie aux actifs cogérés participera aux actifs cogérés proportionnellement aux actifs qu'elle a apportés à la cogestion. Les éléments d'actif et de passif seront affectés à chaque Partie aux actifs cogérés proportionnellement à son apport aux actifs cogérés.

Les droits de chaque Partie sur les actifs cogérés s'appliquent à chaque ligne du portefeuille d'actifs cogérés.

Les actifs cogérés susmentionnés seront formés par le transfert d'espèces ou, le cas échéant, d'autres actifs provenant de chaque des Parties participant aux actifs cogérés. Par la suite, le Conseil d'administration et la Société de gestion pourront effectuer régulièrement des transferts ultérieurs aux actifs cogérés. Les actifs peuvent aussi être rétrocédés à une Partie aux actifs cogérés pour un montant n'excédant pas la participation de ladite Partie dans les actifs cogérés.

Les dividendes, intérêts et autres distributions provenant de revenus engendrés par les actifs cogérés reviendront à chaque Partie aux actifs cogérés à proportion de son investissement respectif. Ces revenus pourront soit être conservés par la Partie aux actifs cogérés, soit être réinvestis dans les actifs cogérés.

Tous les frais et dépenses encourus au titre des actifs cogérés seront imputés sur ces actifs. Ces frais et dépenses seront affectés à chaque Partie aux actifs cogérés proportionnellement à ses droits sur les actifs cogérés.

En cas de violation des restrictions sur les investissements affectant un Compartiment de la Société, si ce Compartiment prend part à la cogestion et même si le gestionnaire a respecté les restrictions sur les investissements applicables aux actifs cogérés en question, le Conseil d'administration et la Société de gestion demanderont au gestionnaire de réduire l'investissement en question proportionnellement à la participation du Compartiment concerné dans l'actif cogéré ou, le cas échéant, de ramener sa participation dans l'actif cogéré à un niveau conforme aux restrictions sur les investissements du Compartiment.

Si la Société est liquidée ou si le Conseil d'administration et la Société de gestion décident sans préavis de retirer d'un actif cogéré la participation de la Société ou d'un Compartiment, l'actif cogéré sera affecté aux Parties à l'actif cogéré proportionnellement à leur participation respective dans l'actif cogéré.

L'investisseur doit être conscient du fait que cet actif cogéré est employé exclusivement aux fins d'une gestion efficace dans la mesure où toutes les Parties à l'actif cogéré ont la même banque dépositaire. L'actif cogéré ne forme pas une entité juridique distincte et les investisseurs n'y ont pas accès directement. Cependant, les éléments d'actif et de passif de chaque Compartiment seront séparés et resteront identifiables en permanence.

7. FACTEURS DE RISQUE

Avant de prendre la décision d'investir dans les Actions de toute Catégorie d'un quelconque Compartiment, les personnes envisageant d'investir doivent examiner avec soin toutes les informations présentées dans le présent Prospectus et la Section Spéciale qui s'y rapporte ainsi que leurs circonstances personnelles. Les personnes envisageant d'investir doivent en particulier, entre autres, prendre en compte les considérations présentées dans cette Section et dans les Sections intitulées « Facteurs de risque spécifiques » et « Profil de l'investisseur type » dans la Section spéciale qui s'y rapporte. Les facteurs de risque auxquels il y est fait référence et auxquels il est fait référence dans le présent document, soit isolément, soit collectivement, peuvent amoindrir les performances des Actions de tout Compartiment et pourraient aboutir à la perte de tout ou partie de l'investissement d'un Actionnaire dans les Actions de tout Compartiment. Le prix des Actions de tout Compartiment est tout autant susceptible de baisser que d'augmenter et leur valeur n'est pas garantie. Au moment du rachat ou de la liquidation, les Actionnaires peuvent recevoir un montant inférieur à celui qu'ils avaient investi à l'origine dans une quelconque Catégorie, voire un montant nul.

Ces risques peuvent inclure ou concerner les risques de marché des actions et des obligations, les risques de change et de taux d'intérêt, les risques politique, de volatilité des marchés, de crédit et de contrepartie et les risques inhérents à l'emploi de produits dérivés. Les facteurs de risque décrits dans le présent Prospectus, le ou les KID PRIIP et la Section spéciale qui s'y rapporte ne sont pas exhaustifs. Il peut exister d'autres risques que toute personne envisageant d'investir doit prendre en considération et qui la concernent généralement ou se rapportent à ses circonstances particulières.

Investir dans les Actions d'un quelconque Compartiment ne convient qu'aux investisseurs qui, soit seuls, soit conjointement avec un conseiller approprié, financier ou autre, sont aptes à évaluer les avantages et les risques d'un tel investissement et disposent de ressources suffisantes pour supporter toutes pertes pouvant en résulter.

Avant de prendre une quelconque décision d'investir dans les Actions, les personnes envisageant d'investir doivent consulter leur courtier en valeurs mobilières, directeur d'agence bancaire, avocat,

comptable et/ou conseiller financier et examiner et étudier soigneusement cette décision d'investissement à la lumière de ce qui précède ainsi que de leurs circonstances personnelles.

La Société a pour finalité d'être un véhicule d'investissement de moyen à long terme (selon la politique d'investissement du Compartiment concerné). Cependant, les Actions peuvent être rachetées au cours de tout Jour de valorisation. Si des Actionnaires demandent le rachat d'une quantité substantielle d'Actions au cours d'un laps de temps limité, la Société peut être amenée à liquider des positions plus rapidement que ce ne serait souhaitable, ce qui pourrait avoir des effets néfastes sur la valeur tant des Actions rachetées que de celles qui restent en circulation. De plus, quel que soit le délai dans lequel des rachats sont effectués, la réduction de la Valeur liquidative par Action qui en résulte pourrait rendre beaucoup plus difficile pour la Société la réalisation de bénéfices ou l'effacement de pertes.

7.1 Investissements dans les marchés émergents

Il existe dans certains pays des risques susceptibles d'avoir des répercussions sur les investissements qui y sont effectués, tels que la possibilité d'une expropriation, d'une fiscalité confiscatoire ou d'une évolution diplomatique défavorable et un risque d'instabilité politique ou sociale. Les informations sur certains instruments financiers qui sont mises à la disposition du public peuvent être plus sommaires, et les sociétés de certains pays peuvent être soumises à des normes comptables, d'audit et de communication de l'information financière moins strictes, que celles auxquelles certains investisseurs sont accoutumés. Le volume d'activité de certains marchés financiers, bien qu'il soit généralement en hausse, est généralement nettement plus étroit que sur les marchés des pays développés et les titres de nombreuses sociétés sont moins liquides, tandis que leurs cours sont plus volatils, que ceux de sociétés comparables cotées sur des marchés plus vastes. De plus, la qualité de la réglementation boursière et la surveillance exercée par l'État sur les Bourses, les établissements financiers et les émetteurs est inégale dans différents pays. En outre, les modalités selon lesquelles les investisseurs étrangers peuvent acquérir des titres dans certains pays, de même que les restrictions auxquelles sont soumis leurs investissements, peuvent avoir des répercussions sur les activités d'investissement des Compartiments.

Les titres de dette des pays émergents comportent des risques élevés et ne sont soumis à aucune exigence de note minimale et il peut arriver que la solvabilité de leurs émetteurs ne soit pas notée par des agences d'évaluation financière internationalement reconnues. L'émetteur ou l'autorité étatique qui contrôle le remboursement de la dette d'un pays émergent peut être incapable, ou refuser, de rembourser le principal et/ou les intérêts au moment où ils arrivent à échéance selon les conditions dont sont assortis ces titres de dette. Il résulte de ce qui précède qu'un État peut ne pas honorer ses obligations. Dans ce cas, les recours juridiques dont dispose la Société vis-à-vis de l'émetteur et/ou du garant peuvent être limités. Dans certains cas, des recours peuvent être exercés devant les tribunaux du pays de la partie défaillante et la possibilité pour les détenteurs étrangers de titres de la dette publique d'exercer un recours peut être sujette au climat politique du pays en question. Au surplus, il ne peut être donné aucune assurance que les détenteurs de titres de créances commerciales ne contesteront pas les paiements aux détenteurs d'autres obligations d'État étrangères en cas de défaillance au regard de leurs contrats de prêts bancaires.

Les systèmes de règlement des marchés émergents sont parfois moins bien organisés que ceux des pays développés. Il peut donc exister un risque que le règlement soit retardé et que des espèces ou des titres appartenant aux Compartiments soient compromis à cause de défaillances ou de vices de conception de ces systèmes. En particulier, les pratiques de marché peuvent exiger que le paiement d'un titre acheté soit effectué avant sa réception ou que la livraison d'un titre ait lieu avant que son paiement ne soit reçu. Dans ce cas, la défaillance d'un courtier ou d'une banque (la **Contrepartie**) par l'intermédiaire duquel ou de laquelle la transaction en question est effectuée peut occasionner une perte aux Compartiments investissant dans des titres des marchés émergents.

Si possible, la Société cherchera à faire appel à des Contreparties dont la situation financière est telle que ce risque est réduit. Il n'existe cependant aucune certitude que la Société parviendra à éliminer ce risque pour les Compartiments, d'autant qu'il n'est pas rare que les Contreparties opérant sur les marchés

émergents aient nettement moins de substance et de ressources financières que celles des pays développés.

Il peut aussi arriver que, en raison du fonctionnement capricieux des systèmes de règlement sur certains marchés, des titres détenus par des Compartiments ou qui doivent leur être transférés soient revendiqués par des tiers. Il se peut en outre que les mécanismes d'indemnisation soient limités ou insuffisants pour honorer les créances de la Société dans le cas où surviendrait l'un quelconque de ces événements, voire qu'ils soient purement et simplement inexistantes.

La propriété des biens est incertaine dans certains pays d'Europe de l'Est. En conséquence, investir dans des Valeurs mobilières émises par des sociétés possédant de tels biens en Europe de l'Est peut comporter des risques accrus.

Russie

Au surplus, les investissements en Russie sont actuellement soumis à des risques accrus en ce qui concerne la propriété et la garde des titres. En Russie, la propriété des titres est prouvée par des écritures dans les livres d'une société ou de son agent comptable des registres (lequel n'est pas un mandataire du Dépositaire et n'est pas responsable devant lui). Aucun certificat représentatif de la propriété de sociétés russes ne sera détenu par le Dépositaire, par l'un quelconque de ses correspondants locaux ou par un système de conservation central efficace. A cause de ce système et de l'inefficacité de la réglementation et de son application par l'État, la Société pourrait se voir priver de titres russes inscrits à son nom et dont elle est propriétaire du fait d'une fraude, d'une négligence ou même d'un simple oubli. De plus, la conservation des titres russes comporte un risque accru parce que, en vertu des pratiques du marché, ils sont confiés à des institutions russes dont il n'est pas assuré qu'elles aient souscrit des assurances suffisantes pour couvrir les pertes dues au vol, à la destruction ou à la défaillance pendant qu'elles ont la garde de ces actifs.

Certains Compartiments peuvent investir une part significative de leur actif net dans des titres ou obligations émis par des sociétés domiciliées, établies ou opérant en Russie ainsi que, le cas échéant, dans des titres de créance émis par le gouvernement russe tels qu'ils sont décrits de façon plus complète dans la politique d'investissement de chaque Compartiment.

7.2 Investissements en Chine

Risques de pays et de marché

L'investissement en République Populaire de Chine (**RPC**) est soumis aux risques d'investissement dans les marchés émergents, présentés ci-dessus, et à des risques supplémentaires spécifiques au marché de RPC. La Chine est en train de passer d'une économie planifiée à une économie plus orientée marché et les investissements peuvent être sensibles à l'évolution de la législation et de la réglementation, ainsi qu'aux choix politiques et de politiques sociales ou économiques, qui peuvent comprendre des interventions de l'État. Dans des circonstances extrêmes, un Compartiment (ou un Fonds cible) qui investit en RPC peut subir des pertes en raison de capacités d'investissement limitées ou peut ne pas être en mesure de mettre en œuvre ou de poursuivre pleinement ses objectifs ou sa stratégie d'investissement, en raison de restrictions à l'investissement local, de l'illiquidité du marché national chinois des valeurs et/ou de retard ou de perturbations de l'exécution ou du règlement des transactions. De telles pertes peuvent nuire à tout Compartiment qui investit directement (ou indirectement par l'intermédiaire d'un Fonds cible) en Chine.

La Chine est l'un des plus grands marchés émergents de la planète. Comme pour tout autre marché émergent, les investissements en Chine peuvent être soumis à un risque de perte plus élevé que les investissements dans un marché développé en raison, notamment, d'une plus grande volatilité du marché, d'un plus faible volume d'échange, d'un risque plus élevé de fermeture du marché et de restrictions gouvernementales plus importantes concernant les investissements étrangers. Les sociétés dans lesquelles un Compartiment (ou un Compartiment cible) investit peuvent être tenues de respecter

des normes de communication, de gouvernance d'entreprise, de comptabilité et de présentation de l'information moins strictes que les sociétés cotées ou négociées dans des marchés plus développés. De plus, certains des titres détenus par un Compartiment (ou un Compartiment cible) peuvent être soumis à des coûts de transactions et autres plus élevés, à des restrictions en matière de participation étrangère ou à des impôts et taxes ou peuvent présenter des problèmes de liquidité, ce qui les rend plus difficiles à vendre à des prix raisonnables. Ces facteurs peuvent accroître la liquidité, et par conséquent le risque d'un investissement dans un Compartiment (ou un Fonds cible) investissant en Chine.

Risque juridique

Le système juridique de RPC repose sur des textes législatifs et sur leur interprétation par la Cour populaire suprême. Des décisions antérieures de la cour peuvent être citées à titre de référence mais n'ont pas valeur de précédent. Depuis 1979, le gouvernement de RPC a mis en place un système complet de droit commercial et a introduit de nouvelles lois et réglementations relatives aux questions économiques telles que l'investissement étranger, l'organisation et la gouvernance d'entreprise, la fiscalité commerciale et le commerce. Toutefois, en raison du volume limité des affaires et des interprétations judiciaires publiées et de leur nature non contraignante, l'interprétation et l'application de ces réglementations impliquent d'importantes incertitudes. Parce que le droit commercial chinois est récent, son cadre réglementaire et juridique peut être moins développé que celui de pays développés. De plus, en raison de l'évolution du système juridique chinois, il n'est pas possible de garantir que des changements apportés à ces lois et règlements, à leur interprétation ou à leur application n'auront pas d'effet défavorable sur les opérations onshore du Compartiment concerné ou sur la capacité d'un Fonds cible à acquérir des actions chinoises A, B ou H. Le marché national des devises étrangères à l'intérieur de la RPC fait l'objet d'une réglementation étatique des plus strictes. La législation chinoise exige que toutes les opérations sur titres nationales soient réglées en RMB, impose des restrictions importantes à la remise de devises étrangères et réglemente rigoureusement le change du RMB.

Risque de marché obligataire interbancaire chinois

Le marché obligataire interbancaire chinois (China Interbank Bond Market, ou **CIBM**) est composé du marché obligataire interbancaire et du marché des obligations cotées en bourse. Le CIBM est un marché OTC qui a été créé en 1997. Actuellement, le CIBM représente plus de 90 % de l'activité de négociation obligataire en CNY (RMB onshore) et les principaux produits négociés sur ce marché comprennent les obligations d'État, les obligations de banques de soutien et les obligations privées. Le CIBM est en cours de développement et la capitalisation boursière peut être inférieure à celle de marchés plus développés. La volatilité de marché et le risque de manque de liquidité en raison du faible volume d'échange peuvent faire fluctuer fortement les prix des titres de créance négociés sur ce marché. Un Compartiment investissant sur ce marché est par conséquent soumis à des risques de liquidité et de volatilité et peut subir des pertes lorsqu'il négocie des obligations de RPC. L'écart entre les cours acheteurs et vendeurs des obligations chinoises peut être important et le Compartiment concerné peut par conséquent engager des frais de négociation et de réalisation importants, voire subir des pertes lors de la vente de ces investissements.

Dans la mesure où un Compartiment effectue des opérations sur le CIBM en RPC, il peut également être exposé à des risques associés aux procédures de règlement et à la défaillance de contreparties. La contrepartie qui a conclu une opération avec le Compartiment peut faillir à son obligation de régler l'opération par remise du titre concerné ou par paiement de la valeur. Le CIBM est également soumis à des risques réglementaires.

Les procédures de risque opérationnel et de règlement en RPC sont moins développées et peuvent différer de celles de pays dont les marchés financiers sont plus développés. Un Compartiment peut être soumis à un risque de perte important si un mandataire désigné (tel qu'un courtier ou un agent de règlement) ne s'acquitte pas de ses responsabilités. Un Compartiment peut subir des pertes importantes si la contrepartie ne règle pas des titres livrés par le Compartiment, ou, pour quelque raison que ce soit, ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles envers le Compartiment. Par ailleurs, des retards de

règlement importants peuvent se produire sur certains marchés lors de l'enregistrement du transfert de titres. Ces retards peuvent entraîner des pertes importantes pour le Compartiment, s'ils lui font manquer des opportunités d'investissement ou s'ils l'empêchent d'acheter ou de vendre des titres.

La négociation sur le CIBM peut exposer les investisseurs à certains risques associés aux procédures de règlement et au défaut de contreparties. Les opérations sur le CIBM, qui est un marché de gré à gré, peuvent ne pas offrir aux investisseurs une grande partie de la protection dont ils jouissent pour des titres cotés sur des bourses plus développées. Toutes les négociations réglées par l'intermédiaire de China Central Depository & Clearing Co., Ltd. (la **CCDC**), qui est la chambre de compensation centrale du CIBM, sont réglées sur la base livraison contre paiement, c'est-à-dire que, si un Compartiment achète certains titres, il paiera la contrepartie uniquement à réception de ces titres. Si une contrepartie ne livre pas les titres, l'opération peut être annulée, ce qui peut avoir des conséquences défavorables sur la valeur du Compartiment.

Stock Connect

Stock Connect (qui désigne Shanghai-Hong Kong Stock Connect et Shenzhen-Hong Kong Stock Connect (ensemble, **Stock Connect**)) est un programme lié à la négociation et à la compensation de titres, développé par Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (**HKEx**), Shanghai Stock Exchange (**SSE**), Shenzhen Stock Exchange (**SZSE**) et China Securities Depository and Clearing Co., Ltd. (**CSDCC**), dans le but d'offrir un accès commun aux places boursières de RPC.

Chaque volet du programme, Shanghai-Hong Kong Stock Connect et Shenzhen-Hong Kong Stock Connect, comprend un *northbound trading link* (le **Northbound Trading Link**) pour l'investissement en actions de RPC et un *southbound trading link* (le **Southbound Trading Link**) pour l'investissement en actions de Hong Kong. Le Northbound Trading Link permet aux investisseurs de Hong Kong et étrangers (y compris le Compartiment), par l'intermédiaire de leurs courtiers de Hong Kong et d'une société de service de négoce de titres créée par la bourse de Hong Kong (Stock Exchange of Hong Kong Limited, **SEHK**), de négocier des actions admissibles cotées à la SSE ou à la SZSE en acheminant les ordres vers la SSE ou la SZSE (selon le cas). Le Southbound Trading Link permet aux investisseurs éligibles, par l'intermédiaire de sociétés d'investissement en valeurs mobilières de RPC et d'une société de service de négoce de titres créée par la SSE, de négocier des actions éligibles cotées à la SEHK en acheminant leurs ordres vers la SEHK.

Titres admissibles – Au départ, les investisseurs de Hong Kong et étrangers peuvent négocier uniquement certains titres cotés à la SSE (les **Titres SSE Securities**) et à la SZSE (les **Titres SZSE**).

Il est prévu que la liste des titres éligibles soit révisée.

Jour de négociation - les Investisseurs (dont le Compartiment) seront autorisés à négocier sur l'autre marché uniquement les jours où les deux marchés sont ouverts pour la négociation et lorsque les services bancaires sont disponibles sur les deux marchés les jours de règlement correspondants.

Quota de négociation - la négociation par Stock Connect sera soumise à un quota quotidien (le **Quota quotidien**), qui sera distinct pour la négociation Northbound et Southbound. Le Quota quotidien limite la valeur d'achat nette maximum quotidienne des négociations transfrontalières par tous les investisseurs (y compris le Compartiment) via Stock Connect. Les quotas sont utilisés selon le principe premier arrivé, premier servi. La SEHK surveille le quota et publie le solde restant du quota quotidien, à des moments programmés, sur le site Internet de la HKEx. Le Quota quotidien peut être modifié à l'avenir. Le Gestionnaire des investissements et/ou la Société de gestion n'aviseront pas les investisseurs en cas de modification de quota.

Règlement et conservation – Hong Kong Securities Clearing Company Limited (**HKSCC**) est responsable de la compensation, du règlement et de la prestation de services de dépositaire, de *nominee* (mandataire) et autres services associés pour les négociations exécutées par les participants et

investisseurs du marché de Hong Kong. Les Titres SSE ou les Titres SZSE acquis par un investisseur par Négociation Northbound sont détenus dans le compte de titres du courtier ou du dépositaire de l'investisseur auprès du Central Clearing and Settlement System (CCASS) exploité par la HKSCC.

Devise - Les investisseurs de Hong Kong et étrangers (Compartiments compris) négocieront et régleront les Titres SSE et les Titres SZSE uniquement en RMB.

Frais d'opération - Outre le paiement de frais d'opération et de droits de timbre en lien avec la négociation d'actions chinoises A, un Compartiment peut être soumis à d'autres frais et taxes sur le revenu découlant de transferts d'actions, déterminés par les autorités compétentes.

Risques spécifiques à Shenzhen-Hong Kong Stock Connect : Shenzhen-Hong Kong Stock Connect est de création récente et n'a pas d'antécédents d'exploitation. Les risques identifiés ci-dessus concernent particulièrement Shenzhen-Hong Kong Stock Connect en raison de son absence d'antécédents d'exploitation. Les investisseurs doivent noter que la performance de Shenzhen-Hong Kong Stock Connect peut différer de celle de Shanghai-Hong Kong Stock Connect à ce jour.

Restrictions à la participation étrangère : Conformément aux règles et règlements applicables, les investisseurs étrangers détenant des actions chinoises A (y compris via Stock Connect) sont soumis aux restrictions à la participation étrangère suivantes :

- la participation de tout investisseur étranger dans une société cotée à actions A ne doit pas dépasser 10 % du total des actions en circulation de cette société ; et
- la participation globale de l'ensemble des investisseurs étrangers dans une société cotée à actions A ne doit pas dépasser 30 % du total des actions en circulation de cette société.

Lorsque la participation globale de l'ensemble des investisseurs étrangers dans une société cotée à actions A dépasse le seuil de 30 %, les investisseurs étrangers concernés sont tenus de vendre les actions chinoises A concernées, selon le principe dernier entré, premier sorti, dans un délai de 5 jours de bourse. Si le seuil de 30 % est dépassé en raison des négociations via Stock Connect, la SEHK identifiera le(s) participant(s) concernés et exigera une vente forcée. Par conséquent, il est possible qu'un Compartiment soit obligé de dénouer ses positions lorsqu'il a investi dans une société cotée à actions chinoises A pour laquelle le seuil de participation étrangère globale a été dépassé.

La SSE, la SZSE et la SEHK (selon le cas) émettront des avertissements lorsque la participation étrangère globale d'un Titre SSE ou d'un Titre SZSE approche des 30 %. Les ordres d'achat Northbound seront suspendus lorsque la participation étrangère globale atteint 28 % et reprendront lorsqu'elle redescend à 26 %. Les ordres de vente Northbound ne seront pas affectés.

Vous trouverez des informations complémentaires sur Stock Connect sur le site Internet : <http://www.hkex.com.hk/eng/csm/index.htm>.

Risque de Stock Connect

Les investissements d'un Compartiment via Stock Connect peuvent être soumis aux risques suivants. Dans le cas où la capacité d'un Compartiment à investir en actions chinoises A via Stock Connect en temps opportun est affectée défavorablement, sa capacité à atteindre son objectif d'investissement peut être affectée.

Quota : Stock Connect est soumis à quota. En particulier, lorsque le solde restant du Quota quotidien Northbound tombe à zéro ou lorsque le Quota quotidien Northbound est dépassé lors de la session d'ouverture, les nouveaux ordres d'achat seront rejetés (mais les investisseurs seront autorisés à vendre leurs titres transfrontaliers indépendamment du solde du quota). La capacité d'un Compartiment à investir en actions chinoises A via Stock Connect peut être affectée.

Risque de surveillance préliminaire : Les réglementations chinoises exigent que pour qu'un investisseur puisse vendre toute action chinoise A un jour de bourse donné, il doit détenir en compte suffisamment d'actions chinoises A avant l'ouverture du marché ce jour donné. Si le compte de l'investisseur ne comporte pas suffisamment d'Actions chinoises A, l'ordre de vente sera rejeté par la SSE ou la SZSE. La SEHK effectue un contrôle avant opération sur les ordres de vente de Titres SSE et de Titres SZSE de ses participants (courtiers en valeurs mobilières) afin de veiller à ce que cette exigence soit satisfaite. Cela signifie que les investisseurs doivent transférer les Titres SSE et les Titres SZSE sur les comptes de leurs courtiers avant l'ouverture du marché le jour de la vente. Si un investisseur ne respecte pas cette exigence, il ne pourra pas vendre ses Titres SSE ou ses Titres SZSE le jour de bourse concerné. En raison de cette exigence, les investisseurs peuvent ne pas être en mesure de céder les Titres SSE ou les Titres SZSE qu'ils détiennent en temps opportun. Ceci peut également impliquer des risques de contrepartie, les courtiers pouvant être amenés à détenir les titres jusqu'au lendemain.

Afin de permettre aux investisseurs dont les Titres SSE ou les Titres SZSE sont détenus par des dépositaires de les vendre sans avoir à les livrer préalablement de leurs dépositaires à leurs courtiers, la HKEx a lancé un modèle amélioré de vérification avant transaction en mars 2015, qui permet à un investisseur de demander à son dépositaire d'ouvrir un Compte distinct spécial (Special Segregated Account, SPSA) auprès du CCASS pour détenir ses participations en Titres SSE et Titres SZSE.

Risque de propriété légale et réelle : Les Titres SSE et les Titres SZSE concernant un Compartiment seront détenus par le Dépositaire (ou son délégué) dans des comptes auprès du CCASS détenus par la HKSCC en qualité de dépositaire de titres central à Hong Kong. La HKSCC détient à son tour les Titres SSE et les Titres SZSE, en qualité de détenteur pour compte, par un compte titres omnibus en son nom enregistré auprès de la CSDCC. La nature et les droits précis du Compartiment en tant que propriétaire réel des Titres SSE et des Titres SZSE via la HKSCC en tant que mandataire (*nominee*) ne sont pas bien définis par le droit chinois. Il n'y a pas de définition claire, ni de distinction entre la propriété légale et la propriété réelle en droit chinois et les tribunaux chinois n'ont jugé que de rares affaires impliquant une structure de compte de *nominee*. La nature exacte et les méthodes d'application des droits et intérêts du Compartiment en vertu du droit chinois sont également incertaines.

Dans le cas peu probable où la HKSCC serait soumise à des procédures de liquidation à Hong Kong, il existe un risque que les Titres SSE et les Titres SZSE ne soient pas considérés comme détenus en tant que propriété réelle du Compartiment ou comme faisant partie des actifs généraux de la HKSCC disponibles pour la distribution générale à ses créanciers.

Dispositions de *nominee* : La HKSCC est le détenteur pour compte des Titres SSE et des Titres SZSE acquis par des investisseurs de Hong Kong et étrangers via Stock Connect.

Les règles de la China Securities Regulatory Commission relatives à Stock Connect prévoient expressément que les investisseurs jouissent des droits et avantages des titres achetés via Stock Connect conformément au droit applicable. Il s'agit de règlements ministériels qui ont force juridique en RPC. Toutefois, l'application de ces règles n'a pas été éprouvée et rien ne garantit que les tribunaux chinois les reconnaissent (par exemple dans des procédures de liquidation de sociétés chinoises).

Il convient de noter que, selon les Règles du CCASS, la HKSCC en tant que détenteur pour compte n'aura aucune obligation d'intenter une action en justice ou de recourir aux tribunaux pour faire valoir des droits pour le compte des investisseurs concernant les Titres SSE et les Titres SZSE en RPC ou ailleurs. Par conséquent, bien que la propriété du Compartiment puisse être finalement reconnue, le Compartiment peut rencontrer des difficultés ou subir des retards dans l'application de ses droits sur les Titres SSE ou les Titres SZSE.

Risque de suspension : La SEHK, la SSE et la SZSE se réservent chacune le droit de suspendre les opérations Northbound et/ou Southbound si nécessaire pour assurer le bon fonctionnement et l'équité du marché ainsi qu'une gestion prudente des risques. L'agrément de l'instance de réglementation pertinente sera recherché avant de déclencher une suspension. Lors d'une suspension de la négociation

Northbound, la capacité d'un Compartiment à accéder au marché des actions chinoises A via la passerelle Stock Connect sera défavorablement affectée.

Différences de jours de négociation : Stock Connect fonctionne uniquement lorsque les marchés de RPC et de Hong Kong sont ouverts pour la négociation et lorsque les banques des deux marchés sont ouvertes les jours de règlement correspondants. Il peut donc arriver qu'un jour soit un jour de négociation normal pour le marché de RPC mais que les investisseurs de Hong Kong (et notamment un Compartiment) ne puissent pas négocier d'actions chinoises A. En raison des différences de jours de négociation, un Compartiment peut être soumis à un risque de fluctuations de cours des actions chinoises A un jour où les bourses sont ouvertes à la négociation en RPC mais où la bourse de Hong Kong est fermée.

Risque opérationnel : La passerelle Stock Connect offre une nouvelle voie d'accès direct au marché boursier chinois pour les investisseurs de Hong Kong et étrangers. Stock Connect repose sur le fonctionnement des systèmes opérationnels des acteurs du marché concernés. Les acteurs du marché peuvent participer à ce programme s'ils satisfont à certaines exigences en matière de capacité informatique, de gestion du risque et autres exigences spécifiées par la bourse et/ou la chambre de compensation concernée.

Ils ont généralement configuré et adapté leurs systèmes opérationnels et techniques aux fins de négocier les actions chinoises A via Stock Connect. Il faut toutefois tenir compte du fait que les régimes de valeurs mobilières et les systèmes juridiques des deux marchés sont sensiblement différents et, pour que le programme fonctionne, les acteurs de marché peuvent être régulièrement amenés à traiter des problèmes découlant de ces différences.

En outre, la « connectivité » de Stock Connect nécessite un acheminement des ordres transfrontaliers. La SEHK a mis en place un système d'acheminement des ordres pour saisir, regrouper et acheminer les ordres transfrontaliers des participants. Rien ne garantit que les systèmes de la SEHK et des acteurs de marché fonctionneront correctement ou resteront adaptés aux changements et évolutions des deux marchés. En cas de dysfonctionnement des systèmes concernés, la négociation sur les deux marchés via le programme pourrait être perturbée.

Retrait de titres éligibles : Si un titre est retiré du champ des titres éligibles à la négociation via Stock Connect, ce titre peut uniquement être vendu et ne peut pas être acheté. Ceci peut affecter la capacité d'un Compartiment à investir en actions chinoises A via Stock Connect.

Risque de courtier : Lorsqu'un Compartiment a recours à un seul courtier pour investir via Stock Connect et lorsque, pour quelque raison que ce soit, le Gestionnaire des investissements ne peut pas recourir au courtier concerné, le fonctionnement et sa capacité à investir seront défavorablement affectés. Un Compartiment peut également subir des pertes en raison des actes ou omissions de l'un des courtiers relatifs à l'exécution ou au règlement de toute opération via Stock Connect.

Risque de compensation et de règlement : La HKSCC et la CSDCC établissent des liens de compensation et chacune est adhérente de l'autre pour faciliter la compensation et le règlement des opérations transfrontalières. Pour les opérations transfrontalières créées sur une bourse, la chambre de compensation de cette bourse procédera d'une part à la compensation et au règlement concernant ses propres adhérents compensateurs et d'autre part à l'exécution des obligations de compensation et de règlement de ses adhérents avec la chambre de compensation de la contrepartie. Dans l'éventualité improbable où la CSDCC serait en défaut et déclarée défaillante, les responsabilités de la HKSCC dans les opérations Northbound dans le cadre de ses contrats de marché avec les adhérents compensateurs seront limitées à l'assistance aux adhérents compensateurs pour faire valoir leurs droits vis-à-vis de la CSDCC. La HKSCC cherchera de bonne foi à recouvrer les encours de titres et sommes auprès de la CSDCC par les voies légales disponibles ou par la liquidation de la CSDCC. Dans ce cas, le Compartiment peut subir un retard du processus de recouvrement ou peut ne pas recouvrer l'intégralité de ses pertes auprès de la CSDCC.

Risque réglementaire : Le programme Stock Connect évolue et sera soumis à des règlements promulgués par les autorités de contrôle et à des règles d'application définies par les bourses de RPC et de Hong Kong. En outre, de nouveaux règlements peuvent être promulgués à tout moment par les autorités de contrôle concernant les opérations et les principes juridiques transfrontaliers en lien avec les transactions transfrontalières dans le cadre de Stock Connect. Ces règlements n'ont pas été éprouvés, il existe une incertitude quant à la manière dont ils seront appliqués et ils sont sujets à modification. Rien ne garantit que Stock Connect ne soit pas supprimé.

Risques d'investissement en actions chinoises A

Les marchés de valeur de RPC, comprenant les marchés d'actions chinoises A, sont toujours en développement et peuvent présenter un risque de liquidité plus élevé que les marchés de pays plus développés, ce qui peut entraîner des frais de transaction et une volatilité plus élevée. De plus, les marchés des valeurs chinoises connaissent une période de croissance et d'évolution, ce qui crée une incertitude et peut provoquer des difficultés de règlement et d'enregistrement des transactions et d'interprétation et d'application des règlements applicables. Les instances chinoises de réglementation n'ont que récemment reçu le pouvoir et la mission d'empêcher les pratiques frauduleuses et déloyales relatives aux marchés de valeurs, et notamment le délit d'initié et les abus de marché, et de réglementer les acquisitions d'actions importantes et les prises de contrôle de sociétés. Tous ces facteurs peuvent accroître la volatilité et l'instabilité associées aux marchés de valeurs de RPC comparativement aux marchés plus développés.

La liquidité et la volatilité des cours associées aux marchés des actions chinoises A sont exposées à des risques élevés d'intervention d'État (par exemple de suspension des échanges de titres donnés) et d'imposition de restrictions de marge de fluctuation pour tout ou partie des titres à tout moment. De plus, les actions chinoises A échangées en RPC sont toujours soumises à des limites de marge de fluctuation qui restreignent les plus ou moins-values maximum, ce qui signifie que les cours des actions ne reflètent pas toujours leur valeur sous-jacente. Ces facteurs peuvent affecter la performance du Compartiment concerné ou en perturber la liquidité.

Risque de dépositaire

Les actifs d'un Compartiment qui investit en RPC (y compris ses dépôts en espèces en RPC onshore et son portefeuille d'actions, d'instruments apparentés à des actions et d'instruments à revenu fixe onshore, le cas échéant) peuvent être détenus par un dépositaire de RPC (le **Dépositaire de RPC**). Un Compartiment peut subir des pertes en raison des actes ou omissions ou de l'insolvabilité du Dépositaire de RPC dans le cadre de l'exécution ou du règlement de toute transaction ou du transfert de tous fonds ou titres en RPC. Sous réserve des lois et règlements applicables en RPC, la Société et le Dépositaire prendront des arrangements pour garantir que le Dépositaire de RPC dispose de procédures adéquates pour assurer correctement la garde des actifs du Compartiment concerné.

Risque lié à l'investissement via des QFI

Étant donné que la Société peut investir dans des Actions chinoises A par l'intermédiaire d'institutions jouissant du statut d'investisseur étranger qualifié en RPC, certaines restrictions imposées aux QFI peuvent avoir des conséquences néfastes pour la liquidité et la performance des Compartiments concernés.

Le régime QFI est régi par les règles et réglementations promulguées par les autorités de RPC, c'est-à-dire la CSRC, la SAFE et la BPC. Ces règles et réglementations (ci-après les « **Réglementations QFI** ») peuvent être modifiées périodiquement et incluent, sans s'y limiter :

- (i) les « Mesures pour l'administration des capitaux des investissements en titres et futures à l'intérieur du pays par des investisseurs institutionnels étrangers », promulguées par la BPC et la SAFE et en vigueur depuis le 6 janvier 2020 ;

- (ii) les «Mesures pour l'administration des investissements en titres et futures à l'intérieur du pays par des QFII et RQFII», promulguées conjointement par la CSRC, la BPC et la SAFE et en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2020 ;
- (iii) les «Dispositions relatives à la mise en œuvre des Mesures pour l'administration des investissements en titres et futures à l'intérieur du pays par des QFII et des RQFII», promulguées par la CSRC et en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2020 ; et
- (iv) toute autre réglementation en vigueur promulguée par les autorités concernées.

La Société peut investir en Actions chinoises A, et ces instruments peuvent perdre de leur valeur. Les investisseurs peuvent subir des pertes en conséquence. La Société n'offre pas de garantie sur le principal, et l'achat de ses actions n'est pas équivalent à l'achat direct d'Actions chinoises A.

La Société n'est pas un QFI mais peut avoir accès à des Actions chinoises A, à des instruments obligataires libellés en RMB ou à d'autres investissements permis directement par l'intermédiaire d'un QFI. Les Compartiments concernés peuvent investir de manière directe dans des titres accessibles aux QFI via le statut QFI conféré à Quaero Capital LLP en sa qualité de gestionnaire des investissements par délégation des Compartiments concernés.

Les Réglementations QFI actuelles incluent des règles concernant les restrictions d'investissement applicables à la Société. La taille relativement importante des transactions réalisées par les QFI, en conjonction au risque accru correspondant d'exposition à une liquidité moindre du marché et à une volatilité significative des cours, pourrait avoir des conséquences néfastes sur les délais et les prix d'acquisition ou de cession de titres.

Les investisseurs potentiels sont invités à Consulter la réglementation relative aux investissements étrangers en RPC. En vertu de la réglementation actuellement en vigueur, les investisseurs étrangers peuvent investir en Actions chinoises A et certains autres produits d'investissement en Chine uniquement par l'intermédiaire de QFI ou de Stock Connect. Sous l'ancienne réglementation, chaque QFII/RQFII se voyait attribuer une certaine limite d'investissement («**quota**») calculée sur la base des actifs de ces investisseurs étrangers ou des actifs sous gestion de ces investisseurs étrangers. Afin d'ouvrir encore plus le marché de capitaux, les quotas pour les QFII et RQFII ont été abolis le 10 septembre 2019. Avec les nouvelles *«Mesures relatives à l'administration des capitaux des investissements en titres et futures à l'intérieur du pays par des investisseurs institutionnels étrangers»* (les **«Nouvelles règles sur les capitaux des QFII/RQFII»**), entrée en vigueur le 6 juin 2020, les QFII/RQFII ne doivent plus demander de quotas auprès de la SAFE. Au lieu de cela, après avoir obtenu leur licence de QFI / Licence d'opérations sur titres et futures de la CSRC, les QFI doivent simplement s'enregistrer auprès de la SAFE par l'intermédiaire de leurs principaux dépositaires pour la permission d'ouvrir des comptes spéciaux. Un QFI peut décider du moment et de la devise de rapatriement du capital d'investissement en RPC.

La Société prévoit d'investir sur ce marché des Actions chinoises A. Les QFI sont soumis à des restrictions d'investissement strictes par la CSRC. Ces restrictions incluent actuellement les mesures suivantes :

- (a) Les bénéfices nets réalisés d'un QFI peuvent être rapatriés après une demande/instruction de rapatriement et une lettre de promesse de versement d'impôts, et tous ces rapatriements seront traités par le dépositaire. Un rapport d'audit spécial et un formulaire d'exonération ou de déclaration fiscale sera requis lorsqu'un QFI ou son produit est liquidé. La devise utilisée pour le rapatriement sera utilisée pour les rapatriements futurs afin d'éviter tout arbitrage de change entre le RMB et la devise étrangère.

- (b) La position prise par un même QFI ou autre investisseur étranger ne doit pas dépasser 10 % des actions de toute société cotée en RPC, et le total des positions des QFI et autres investisseurs étrangers en Actions chinoises A de toute société cotée en RPC ne peut pas dépasser 30 % du nombre total d'actions de cette société.
- (c) Chaque QFI est tenu de nommer une ou plusieurs banque(s) dépositaire(s) chargée(s) de gérer ses positions. Un QFI doit charger sa banque dépositaire d'ouvrir plusieurs comptes de négociation sur titres auprès de la CSDCC. Un QFI doit demander l'ouverture de comptes de négociation sur titres en son nom propre et, si ce QFI fournit des services de gestion d'actifs à ses clients, il doit ouvrir des comptes à titulaire nominal. Le QFI doit confier le règlement en capital à une institution ayant obtenu la qualification de participant de la CSDCC. Dès son inscription auprès de la SAFE, un QFI doit ouvrir un ou plusieurs comptes spéciaux pour investisseurs qualifiés auprès de sa banque dépositaire.
- (d) Un QFI peut uniquement investir dans des secteurs du marché classés comme ouverts aux investissements étrangers, et toutes ces positions sont soumises à un plafond ou ratio maximum d'investissement étranger décrit au point (b) ci-dessus.
- (e) Le QFI sera tenu d'assurer la publication d'informations relatives aux investissements en titres à l'intérieur du pays en son nom et soumettra les documents de publication d'informations aux places de négociation selon les besoins. Le QFI désignera des personnes maîtrisant les lois et réglementations des marchés nationaux de valeurs et de futures, possédant une bonne éthique professionnelle, en tant qu'inspecteurs chargés de superviser la licéité des opérations.

Les restrictions au rapatriement du capital investi et des bénéfices nets peuvent avoir un impact sur la capacité du Compartiment concerné à répondre aux demandes de rachat de ses actionnaires. En cas de demande de rachat d'un grand nombre d'Actions, la Société pourrait être amenée à liquider d'autres investissements que les investissements détenus par l'intermédiaire d'un QFI aux fins de répondre à cette demande et/ou à suspendre la détermination de la valeur liquidative de la Société et l'activité du Fonds. Il est probable que cet investissement augmentera avec l'augmentation des investissements du Fonds en Actions chinoises A.

Il n'existe toutefois aucune garantie que les règles et réglementations de RPC ne vont pas changer et que des restrictions aux rapatriements ne seront pas imposées à l'avenir. Toute restriction au rapatriement du capital investi et des bénéfices nets peut avoir un impact sur la capacité du Compartiment concerné à répondre aux demandes de rachat des actionnaires. En outre, étant donné que l'évaluation de l'authenticité et de la conformité est effectuée par le dépositaire local QFI sur chaque rapatriement, il est possible que des rapatriements soient retardés ou même refusés par le dépositaire local QFI en cas de non-conformité avec les règles et réglementations QFI. En pareil cas, il est prévu que les produits de rachat soient versés aux actionnaires demandant le rachat de leurs actions le plus rapidement possible après l'achèvement du rapatriement des fonds concernés. On notera que le délai d'achèvement du rapatriement concerné échappera au contrôle du gestionnaire des investissements par délégation.

Les investissements de la Société dans des produits d'investissement en RPC doivent être effectués et détenus par des QFI représentant la Société et sont partagés par les Compartiments concernés avec d'autres investisseurs investissant par le biais du même QFI. Étant donné que les restrictions d'investissement s'appliquent au QFI dans son ensemble (et pas uniquement à la partie du QFI relative aux investissements du Compartiment concerné), toute violation de ces restrictions découlant d'activités en lien avec les investissements de la partie spécifiée du QFI autre que ceux de la Société peut entraîner la révocation ou toute autre forme de pénalisation réglementaire de tous les investissements dans la partie spécifiée du QFI, y compris ceux de la Société. En outre, il est possible que la Société ne soit pas en mesure de rapatrier tout ou partie des bénéfices réalisés si les investissements dans le QFI spécifié dans

son ensemble ne réalisent aucun bénéfice ou si le niveau des bénéfices réalisés par l'ensemble du QFI spécifié est inférieur à celui de la partie de la partie spécifiée du QFI faisant l'objet d'un investissement par la Société.

Dans des circonstances extrêmes, la Société peut subir une perte importante en raison de capacités d'investissement limitées, ou peut ne pas être en mesure d'appliquer ou de poursuivre pleinement ses objectifs ou sa stratégie d'investissement, en raison de restrictions à l'investissement des QFI, de l'illiquidité du marché national des valeurs mobilières de RPC et de retards ou de perturbations des échanges ou du règlement des échanges. Il est actuellement prévu que le Fonds s'expose à des titres de capital en RMB, à des titres obligataires en RMB et à d'autres investissements permis en ayant recours au statut de QFI du gestionnaire des investissements par délégation.

Le Dépositaire a été désigné pour détenir les actifs de la Société. Quaero Capital LLP en tant que gestionnaire des investissements par délégation (en sa qualité de QFI) et le Dépositaire ont désigné un dépositaire local en RPC du QFI (le « **Dépositaire local QFI** ») conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les titres de RPC onshore sont enregistrés au nom de « nom complet du gestionnaire des investissements du QFI – le nom de la Société-nom du Compartiment » conformément à la réglementation en vigueur, et maintenus sous forme électronique via un compte-titres auprès de la CSDCC. Le gestionnaire des investissements par délégation peut sélectionner des courtiers de RPC (désignés chacun un « **Courtier de RPC** ») chargés d'agir pour son compte sur chacun de deux marchés de titres onshore en RCP ainsi que le Dépositaire local du AFI pour assurer la garde de ses actifs en RPC.

Les actifs onshore en RPC seront conservés par le Dépositaire local QFI sous forme électronique par le biais d'un compte-titres auprès de la CSDCC et d'un compte en espèces auprès du Dépositaire local QFI. Le gestionnaire des investissements par délégation sélectionne également les Courtiers de RPC chargés d'exécuter les transactions pour son compte sur les marchés de RPC.

Si, pour quelque raison que ce soit, la capacité de la Société à utiliser le Courtier de RPC concerné devrait se trouver affectée, cela pourrait perturber les opérations de la Société et limiter la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie d'investissement, provoquant une majoration ou réduction du prix de négociation des titres concernés sur le marché boursier concerné. La Société peut également subir des pertes en raison des actes ou omissions des Courtiers de RPC ou des du Dépositaire local QFI concernés dans le cadre du règlement de toute transaction ou du transfert de tous fonds ou titres. Sous réserve des lois et règlements en vigueur en RPC, le Dépositaire prendra des dispositions pour veiller à ce que le Dépositaire local QFI dispose de procédures appropriées pour bien assurer la garde des actifs de la Société.

Conformément aux Réglementations QFI et à la pratique du marché, les comptes-titres et comptes en espèces pour la Société en Chine doivent être tenus au nom de « nom complet du QFI – le nom de la Société - nom du Compartiment ». Même si les actifs détenus sur ces comptes-titres appartiennent à la Société, il est impossible d'être certain de ces pratiques du marché étant donné que les Réglementations QFI sont sujettes à l'interprétation des autorités compétentes en RPC.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les espèces déposées sur le compte en espèces de la Société auprès du Dépositaire local QFI ne seront pas séparées, mais constitueront une dette du Dépositaire local QFI envers la Société en tant que déposant. Ces espèces seront mêlées à d'autres espèces appartenant à d'autres clients des Dépositaires de RPC. En cas de faillite ou de liquidation du Dépositaire local QFI, la Société ne possèdera aucun droit de propriété sur les espèces déposées sur ce compte en espèces et deviendra un créancier non garanti, de rang égal avec tous les autres créanciers non garantis du Dépositaire local QFI. La Société peut rencontrer des difficultés et/ou subir des retards

dans le recouvrement de cette dette ou pourrait ne pas la recouvrer entièrement, auquel cas elle subira une perte.

Il existe un risque de pertes par la Société, qu'elles soient directes ou consécutives, causées par le défaut de paiement ou la faillite du Dépositaire local QFI ou par son interdiction d'assurer les fonctions de dépositaire. Cela peut avoir des conséquences néfastes pour le Fonds dans le cadre du règlement de toute transaction ou du transfert de tous fonds ou titres.

L'exécution et le règlement de transactions ou le transfert de tous fonds ou titres peuvent être assurés par des Courtiers de RPC désignés par un QFI. Il existe de risque de pertes par la Société, qu'elles soient directes ou consécutives, causées par le défaut de paiement ou la faillite du Courtier de RPC ou par son interdiction d'assurer les fonctions de courtier. Cela peut avoir des conséquences néfastes pour la Société dans le cadre du règlement de toute transaction ou du transfert de tous fonds ou titres. La Société s'efforcera généralement de trouver des taux de commission et des cours de titres raisonnables pour l'exécution des transactions concernées sur les marchés de RPC. Il est possible que, dans des circonstances où un seul Courtier de RPC a été désigné parce que le QFI le jugeait opportun, la Société ne paie pas nécessairement la commission ou l'écart les moins élevés disponibles, mais l'exécution de la transaction sera conforme aux normes de meilleure exécution et dans l'intérêt des investisseurs. Nonobstant ce qui précède, le titulaire QFI s'efforcera d'obtenir les meilleurs résultats nets pour la Société compte tenu de facteurs tels que les conditions actuelles du marché, le prix (y compris les commissions de courtage en vigueur ou l'écart de courtage), le volume de l'ordre, les difficultés d'exécution et les facilités opérationnelles du Courtier de RPC impliqué et sa capacité à positionner efficacement les blocs de titres concernés.

En cas de défaillance du Courtier de RPC concerné ou du Dépositaire local QFI (directement ou par le biais de leurs délégués) dans l'exécution ou le règlement de toute transaction ou dans le transfert de fonds ou de titres en RPC, la Société peut subir des retards dans le recouvrement de ses actifs qui, à leur tour, peuvent avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de la Société.

Certains Compartiments peuvent également investir en Actions chinoises A par le biais de Stock Connect.

Risques liés au Science and Technology Innovation Board de la Bourse de Shanghai («Marché STAR»)

Certains Compartiments peuvent investir dans les actions cotées au Science and Technology Innovation Board de la Bourse de Shanghai («Marché STAR»), soit en participant à l'introduction en Bourse (IPO) de sociétés accédant à la cotation sur le Marché STAR, soit en achetant des actions cotées sur le Marché STAR. Les Compartiments qui investissent sur le Marché STAR seront exposés aux facteurs de risques décrits à la section «Chine». Les Compartiments seront également exposés aux facteurs de risque décrits ci-dessous.

Risque de liquidité

Le Marché STAR possède des exigences strictes d'éligibilité des investisseurs, et les investisseurs institutionnels et individuels doivent remplir certaines conditions pour avoir l'autorisation d'investir dans des actions cotées sur le Marché STAR. En conséquence, le Marché STAR peut présenter une liquidité limitée par rapport à d'autres marchés boursiers.

Risque de radiation

Le système d'IPO sur base d'enregistrement du Marché STAR est susceptible de provoquer plus régulièrement des radiations, tandis que le Marché STAR ne prévoit pas de systèmes de suspension

temporaire de la cotation, de reprise de la cotation ni de système de réadmission à la cotation. Par conséquent, les entreprises cotées sur le Marché STAR sont davantage exposées au risque de radiation.

Risque de marché

La plupart des entreprises cotées sur le Marché STAR se spécialisent dans les technologies de l'information, les nouveaux matériaux, les nouvelles énergies et la biomédecine. Les entreprises de ces secteurs sont souvent des start-ups aux résultats, aux flux de trésorerie et aux valorisations incertains. Par conséquent, les actions cotées sur le Marché STAR sont davantage exposées aux risques de marché, ce qui peut entraîner des fluctuations de cours plus importantes.

Risque de corrélation

Bon nombre des sociétés cotées sur le Marché STAR sont des entreprises technologiques innovantes qui ont acquis un niveau relativement élevé de reconnaissance par les marchés. Ces entreprises tendent à posséder des modèles d'exploitation et de bénéfices similaires, de sorte qu'il peut y avoir une corrélation relativement élevée entre une grande partie des actions cotées sur le Marché STAR. Un revers de marché peut entraîner un risque de corrélation systémique important, c'est-à-dire un risque que la fluctuation de cours d'un titre entraîne une fluctuation des cours de tous les titres corrélés.

Risque de prix

Les investisseurs institutionnels joueront un rôle dominant dans l'admission à la cotation, la fixation des cours et les activités de placement du Marché STAR. En outre, étant donné les caractéristiques typiques des sociétés cotées sur le Marché STAR, comme leur degré élevé d'innovation technologique en conjonction avec des perspectives de performance incertaines, seul un nombre limité d'entreprises comparable sera disponible sur le marché. Ces conditions peuvent entraîner des difficultés de fixation des cours et, après l'admission à la cotation, les sociétés cotées sur le Marché STAR peuvent être confrontés au risque de fluctuations immédiates et importantes de leur cours.

Risque lié à la politique des gouvernements

Le gouvernement chinois peut modifier sa politique en matière de soutien au secteur technologique chinois. Un changement de politique de ce type aurait un impact majeur sur les entreprises cotées sur le Marché STAR. En outre, les évolutions de la situation économique mondiale peuvent également avoir des conséquences au niveau des politiques pour le gouvernement chinois, ce qui pourrait avoir un impact sur les cours des actions cotées sur le Marché STAR.

7.3 Investissements dans des sociétés à petite capitalisation

Les actions de petites capitalisations et les titres des petites entreprises vont de pair avec certains risques. Le prix du marché de ces titres peut être plus volatil que pour ceux des grandes entreprises. Parce que, en général, le nombre d'actions en circulation des petites entreprises est moindre que pour les grandes entreprises, il peut être plus délicat d'acheter et vendre une quantité significative d'actions sans que leurs cours s'en ressentent. En général, les informations dont le public dispose à propos de ces sociétés sont moins abondantes que pour les grandes entreprises. Le fait que la capitalisation de ces sociétés soit plus faible et que les petites entreprises ont souvent une gamme de produits et une part de marché plus étroites que celles des grandes entreprises peut les rendre plus vulnérables aux à-coups du cycle conjoncturel.

7.4 Utilisation d'instruments financiers dérivés

Quoique, utilisés avec prudence, les produits instruments financiers dérivés puissent être fort utiles, ils comportent des risques différents de ceux que comportent les placements plus classiques, et parfois plus

grands. Ci-après un exposé général sur les principaux facteurs de risque et les questions soulevées par l'emploi de produits dérivés qu'il faut comprendre avant d'investir dans un Compartiment.

(a) Risque de marché

C'est un risque général concernant tous les investissements, ce qui signifie que la valeur d'un produit dérivé peut évoluer dans un sens contraire aux intérêts d'un Compartiment. De fait, certains instruments dérivés sont plus volatils que d'autres, ce qui peut avoir des répercussions néfastes sur la valeur du portefeuille d'un Compartiment.

(b) Contrôle et suivi

Les produits dérivés sont des instruments très spécialisés faisant appel à des techniques d'investissement et une analyse des risques différentes de celles qui sont employées pour les actions et obligations. L'utilisation d'instruments dérivés implique de comprendre non seulement leur actif sous-jacent, mais aussi l'instrument dérivé lui-même alors qu'il n'est pas possible d'observer les performances de ce dernier dans toutes les configurations de marché possibles. En particulier, l'utilisation de produits dérivés et leur complexité exigent la mise en œuvre de mécanismes de contrôle adéquats pour assurer le suivi des transactions conclues, évaluer les risques supplémentaires auxquels un produit dérivé expose un Compartiment et prévoir correctement l'évolution des prix relatifs, des taux d'intérêt ou des taux de change.

(c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité signifie qu'un instrument donné est difficile à acheter ou à vendre. Si le montant d'une transaction sur produit dérivé est particulièrement important ou si son marché est illiquide, il peut être impossible d'effectuer une transaction ou liquider une position à un prix avantageux (cependant, la Société ne conclura de transactions sur Instruments dérivés de gré à gré que si elle est autorisée à les liquider à tout instant à la juste valeur).

(d) Risque de contrepartie

Un Compartiment peut conclure des transactions sur les marchés de gré à gré, ce qui l'exposera au risque de crédit de ses contreparties et à leur éventuelle incapacité d'honorer les termes de ces contrats. Par exemple, un Compartiment peut conclure des contrats de swap ou employer d'autres instruments dérivés tels qu'ils sont décrits dans la Section spéciale qui le concerne et qui l'exposent chacun au risque que la contrepartie n'honore pas les obligations qui lui incombent en vertu de ces contrats. Dans le cas où une contrepartie ferait faillite ou deviendrait insolvable, un Compartiment pourrait se trouver dans l'incapacité de liquider ses positions à temps et subir ainsi des pertes non négligeables, notamment une baisse de la valeur de ses investissements au cours de la période pendant laquelle la Société cherche à faire valoir ses droits, l'impossibilité de réaliser de quelconques plus-values sur ses investissements au cours de cette période et les frais et dépenses encourus pour faire valoir ses droits. Il est en outre possible qu'il soit mis fin aux contrats et instruments dérivés ci-dessus en raison, par exemple, d'une faillite, du fait qu'ils deviennent illégaux après qu'ils ont été conclus ou à cause d'une modification de la législation fiscale ou des règles comptables par rapport à celles qui étaient en vigueur au moment où ces contrats avaient été conclus. Ce risque est toutefois limité par les restrictions sur les investissements qui sont énoncées dans la Section 5 de la Section générale.

(e) Échéances différentes

La Société conclura des contrats sur instruments dérivés dont la date d'échéance peut différer de celle du Compartiment concerné. Il ne peut être donné aucune assurance que les nouveaux

contrats sur instruments dérivés qui pourraient être conclus soient assortis de conditions similaires à ceux qui avaient été conclus auparavant.

(f) Risque spécifique relatif à l'utilisation des TRS

Parce qu'elle n'implique pas de détention physique des titres, la réplique synthétique par le rendement total (ou swaps non financés) et les swaps intégralement financés peuvent fournir un moyen d'exposition à des stratégies difficiles à mettre en œuvre qui seraient par ailleurs très coûteuses et difficilement accessibles par la réplique physique. Par conséquent, la réplique synthétique implique des coûts inférieurs à ceux de la réplique physique. Elle implique toutefois un risque de contrepartie. Si le Compartiment s'engage dans des Dérivés de gré à gré, il existe un risque, au-delà du risque de contrepartie général, que la contrepartie fasse défaut ou ne puisse pas s'acquitter intégralement de ses obligations. Lorsque la Société ou l'un de ses Compartiments conclut des TRS sur une base nette, les deux flux de paiement sont compensés, chaque Compartiment recevant ou payant, selon le cas, uniquement le montant net des deux paiements. Les TRS conclus sur une base nette n'impliquent pas la livraison physique d'investissements, d'autres actifs sous-jacents ou de principal. Par conséquent, il est prévu que le risque de perte concernant les TRS soit limité au montant net de la différence entre le taux de rendement global d'un investissement, d'un indice ou d'un panier d'investissements de référence et les paiements fixes ou variables. En cas de défaut de l'autre partie à un TRS, dans des circonstances normales, le risque de perte de la Société ou du Compartiment concerné correspond au montant net de rendement global que la Société ou le Compartiment est contractuellement en droit de recevoir.

(g) Autres risques

L'emploi de produits dérivés entraîne d'autres risques, notamment celui que les différentes méthodes autorisées pour leur évaluation ne donnent pas les mêmes résultats ou le fait qu'un instrument dérivé ne peut jamais être parfaitement corrélé aux titres, taux ou indices sous-jacents. De nombreux instruments dérivés, en particulier ceux qui sont négociés de gré à gré, sont complexes, leur évaluation est souvent subjective et elle ne peut être fournie que par un petit nombre de professionnels des marchés qui agissent souvent en qualité de contrepartie dans les transactions qu'il faut évaluer. Une valorisation inexacte peut entraîner une augmentation des montants en espèces à payer aux contreparties ou une perte de valeur pour un Compartiment. Ce risque est toutefois limité parce que la méthode d'évaluation employée pour valoriser les Instruments dérivés de gré à gré doit pouvoir être vérifiée par un auditeur indépendant.

Les instruments dérivés ne présentent pas toujours une corrélation parfaite, voire simplement élevée avec, ou ne reproduisent pas toujours fidèlement la valeur des titres, taux ou indices qu'ils visent à décrire. En conséquence, l'emploi de produits dérivés par un Compartiment n'est pas toujours un moyen efficace d'atteindre son objectif d'investissement, et peut parfois aller à l'encontre de celui-ci.

(h) Risques particuliers concernant les swaps de taux d'intérêt, les swaps de devises, les TRS, les swaps sur défaillance (CDS) et les swaptions sur taux d'intérêt

Dans le cadre de sa politique d'investissement, tout Compartiment peut conclure des contrats de swaps de taux d'intérêt, de swaps de devises, de TRS, de swaps sur défaillance (CDS) et de swaptions sur taux d'intérêt. Les swaps de taux d'intérêt consistent pour un Compartiment à échanger avec un tiers leurs engagements respectifs de payer ou recevoir des intérêts, par exemple en échangeant des paiements provenant d'un taux fixe contre des paiements provenant d'un taux variable. Les swaps de devises peuvent donner lieu à l'échange du droit d'effectuer ou recevoir des paiements dans une monnaie donnée. Les TRS résident dans l'échange du droit de recevoir le rendement total, c'est-à-dire les coupons majorés des plus- ou moins-values, d'un actif de

référence, indice ou panier d'actifs donné contre le droit d'effectuer ou recevoir des paiements correspondant à un taux variable.

Si un Compartiment conclut des swaps de taux d'intérêt ou des TRS sur la base de montants nets, les deux flux de paiements sont compensés entre eux, chaque Compartiment recevant ou, le cas échéant, payant uniquement le solde net des deux paiements. Les swaps de taux d'intérêt ou les TRS conclus sur la base de montants nets ne donnent pas lieu à la livraison physique d'investissements, d'autres actifs sous-jacents ou du principal. C'est pourquoi il est prévu que le risque de perte découlant de swaps de taux d'intérêt est limité au montant net des paiements d'intérêts que le Compartiment est contractuellement obligé d'effectuer (ou, dans le cas de TRS au montant net de la différence entre le taux de rendement total d'un investissement, indice ou panier d'investissements de référence et le paiement correspondant à l'application d'un taux fixe ou variable). Dans des circonstances normales, si la contrepartie à un swap de taux d'intérêt ou un TRS est défaillante, le risque de perte du Compartiment concerné est égal au montant net des intérêts ou des paiements correspondant au rendement total auquel ce Compartiment a droit par contrat. Au contraire, les swaps de devises donnent généralement lieu à la livraison de la valeur totale du principal d'une monnaie désignée en échange de l'autre monnaie désignée. C'est pourquoi la valeur totale du principal d'un swap de devises est sujette au risque que l'autre partie à ce swap n'honore pas ses obligations de livraison contractuelles.

Tout Compartiment est autorisé à recourir aux swaps sur défaillance. Un swap sur défaillance (credit default swap ou CDS) est un contrat financier bilatéral par lequel une contrepartie (l'acheteur de protection) paie une prime périodique en contrepartie d'un paiement conditionnel du vendeur de protection dans le cas où se produit une défaillance (incident de crédit) de l'émetteur. L'acheteur de protection doit soit vendre les obligations émises par l'émetteur de référence à un prix égal à leur valeur faciale (ou à toute autre référence ou prix d'exercice désigné) à la survenance d'un incident de crédit (telle que la faillite ou l'insolvabilité de l'émetteur), soit recevoir un règlement en espèces basé sur la différence entre les prix de marché et de référence.

Tout Compartiment peut utiliser des swaps sur défaillance pour couvrir le risque de crédit spécifique de certains émetteurs de titres faisant partie de son portefeuille en achetant une protection. De plus, tout Compartiment peut acheter une protection dans le cadre de swaps sur défaillance alors même qu'il ne détient pas l'actif sous-jacent dès lors que le montant total des primes, ajouté à la valeur actuelle du montant total des primes restant à payer au titre de swaps sur défaillance achetés, n'excède à aucun moment l'actif net de ce Compartiment.

Tout Compartiment peut aussi vendre une protection dans le cadre de swaps sur défaillance afin d'acquérir une exposition à un risque de crédit donné. De plus, le montant total des engagements liés à ces swaps sur défaillance ne doit à aucun moment excéder la valeur de l'actif net de ce Compartiment.

Il est en outre loisible à tout Compartiment d'acheter une swaption receveuse ou payeuse sur taux d'intérêt. Ce type d'instrument confère à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, de conclure un swap de taux d'intérêt à un taux d'intérêt fixé d'avance pendant une période donnée. L'acheteur de la swaption sur taux d'intérêt paie au vendeur une prime en contrepartie de ce droit. Une swaption receveuse sur taux d'intérêt confère à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, de recevoir le paiement des intérêts à taux fixe tout en payant en contrepartie un taux d'intérêt variable. Une swaption payeuse sur taux d'intérêt confère à l'acheteur le droit de payer un taux d'intérêt fixe tout en recevant en contrepartie un taux d'intérêt variable.

L'emploi de swaps sur taux d'intérêt, de swaps sur devises, de TRS, de swaps sur défaillance et de swaptions sur taux d'intérêt est une activité très spécialisée faisant appel à des techniques d'investissement et comportant des risques différents de ceux qui sont associés aux transactions sur un portefeuille de titres ordinaire. Si la Société et/ou le Gestionnaire des investissements et/ou

le Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant) se trompe dans ses prévisions sur les valeurs de marché, les taux d'intérêt et les taux de change, les performances des investissements du Compartiment concerné seront moins favorables qu'elles ne l'auraient été si ces techniques d'investissement n'avaient pas été employées.

À la date du présent Prospectus, aucun des Compartiments n'a recours aux TRS ou à tout autre instrument financier dérivé similaire, comme visé au ROFT. Si et lorsqu'un Compartiment envisage de conclure des TRS ou d'investir dans d'autres instruments financiers dérivés similaires, la Section spéciale concernée devra être mise à jour en conséquence.

7.5 Risque de marché

Le risque de marché, tel que décrit dans la Section 7.4(a) ci-avant, est un risque général qui concerne tous les investissements. Il peut entraîner une variation de la valeur d'un investissement spécifique, pouvant ainsi porter préjudice aux intérêts de la Société. Ce sont surtout les incertitudes liées aux événements internationaux, politiques et économiques ou encore aux changements de politiques étatiques qui sont le plus susceptibles de causer des variations de valeur.

7.6 Risque de crédit

Les Compartiments investissant dans des titres à revenu fixe sont exposés au risque de défaut de paiement des émetteurs concernés. En effet, lorsque des changements nuisent à la situation financière d'un émetteur d'un titre donné, la qualité de crédit de ce titre peut baisser, ce qui entraîne une volatilité accrue de son cours. De plus, une baisse de la note de crédit d'un titre risque aussi de diminuer sa liquidité. Les Compartiments investissant dans des titres de créance de qualité inférieure sont plus exposés à ces risques et la valeur de leurs investissements peut être plus volatile.

7.7 Risque lié aux investissements dans des actions

Les risques liés aux investissements dans des actions (et dans des titres comparables) comprennent surtout les importantes fluctuations des cours du marché, les informations défavorables sur les émetteurs ou les marchés et le fait que les actions dépendent des titres de créance émis par la même société. Les investisseurs devront aussi tenir compte des risques inhérents aux fluctuations des taux de change, aux éventuelles réglementations de contrôle des changes et à d'autres restrictions.

7.8 Risque lié aux titres à revenu fixe

Risques généraux liés aux titres à revenu fixe

Si un Compartiment investit ses actifs dans des titres à revenu fixe, sa Valeur liquidative variera en fonction des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change ; elle sera également affectée par tout changement relatif à la qualité de crédit des émetteurs concernés. Les Compartiments concernés peuvent investir dans des titres à revenu fixe à haut rendement. Certains de ces titres peuvent comporter des risques de dépréciation et de perte du capital qui ne peuvent être évités. Il convient de souligner également que les titres de note moyenne et basse, ainsi que les titres non notés de qualité comparable peuvent faire l'objet de fluctuations plus importantes en matière de rendements et de valeur de marché que les titres mieux notés.

Risques liés aux titres à revenu fixe : taux d'intérêt

La valeur d'un Compartiment varie en fonction de la valeur de ses investissements. La valeur des investissements des Compartiments détenant des titres à revenu fixe fluctuera en fonction des variations du niveau général des taux d'intérêt. En règle générale, lorsque les taux d'intérêt baissent, la valeur des titres à revenu fixe augmente. Par contre, si la baisse des taux est perçue comme un signe avant-coureur d'une récession, la valeur des titres à revenu fixe détenus par les Compartiments concernés peut

diminuer. À l'inverse, lorsque les taux d'intérêt augmentent, la valeur des titres à revenu fixe baisse, en général. Les fluctuations des taux d'intérêt ont par ailleurs une plus grande incidence sur les titres à échéance et à duration longues que sur ceux dont l'échéance et la duration sont plus courtes.

Risques liés aux titres à revenu fixe : titres moins bien notés et non notés

Les Compartiments concernés peuvent investir tout ou partie de leurs actifs dans des titres à revenu fixe à haut rendement, c'est-à-dire dans des titres risqués dont la note correspond aux catégories les plus basses (note inférieure à *investment grade*) ou qui ne sont pas notés, mais qui sont de qualité comparable selon le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant). Appelés communément « obligations de pacotille » (*junk bonds*), les titres dont la note est inférieure à *investment grade* sont considérés comme des instruments comportant un risque plus élevé de perte du principal et des intérêts que les titres mieux notés. Étant donné que la capacité des émetteurs concernés à verser les intérêts et à rembourser le principal peut être altérée en cas de détérioration prolongée de la conjoncture économique ou en cas de hausse des taux d'intérêt, ces titres sont généralement perçus comme hautement spéculatifs et exposés à un risque de marché plus élevé que les titres mieux notés en cas de détérioration de la conjoncture économique. En outre, ils peuvent se montrer plus sensibles à la morosité (réelle ou ressentie) du contexte économique et de la situation en termes de concurrence que les titres notés *investment grade*, même si leur valeur de marché a tendance à être moins corrélée aux fluctuations des taux d'intérêt que celle des titres mieux notés. Il est possible que le marché des titres moins bien notés soit plus étroit et moins actif que celui des titres de meilleure qualité, ce qui peut avoir une incidence négative sur les prix de vente des premiers. Certains titres faiblement notés (et donc certains actifs des Compartiments concernés) peuvent se révéler difficiles à évaluer, car ils ne sont pas négociés sur un marché secondaire régulier. De plus, la mauvaise réputation dont jouissent les titres moins bien notés, ainsi que la perception des investisseurs à leur égard (qu'elles s'appuient ou non sur des analyses fondées) peuvent entraîner une diminution de la valeur de marché et de la liquidité de ces titres. Quant aux frais de transaction relatifs à ces titres, ils peuvent être plus élevés que ceux des titres notés *investment grade*. Enfin, il est possible que, dans certains cas, il y ait moins d'informations à disposition pour les titres moins bien notés que pour les titres *investment grade*.

Les titres faiblement notés étant exposés à un risque de défaut plus élevé, les recherches et l'analyse de crédit constituent des étapes essentielles du programme de gestion des investissements dans ces titres appliqués par le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant). Ainsi, lorsqu'il réfléchit aux investissements qu'il pourrait effectuer dans ce type d'instruments pour le compte des Compartiments concernés, le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant) s'efforce d'identifier les titres à haut rendement en fonction de la situation financière de l'émetteur concerné – situation stable permettant à l'émetteur d'honorer ses obligations futures, situation qui s'est améliorée ou qui est susceptible de s'améliorer à l'avenir. L'analyse du Gestionnaire des investissements ou du Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant) se concentre sur des valeurs relatives fondées sur des facteurs tels que la couverture des intérêts ou des dividendes, la couverture par l'actif, les perspectives en termes de bénéfices, l'expérience et les compétences de gestion de l'émetteur.

Les Compartiments concernés pourront envisager des investissements dans des titres non notés si le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant) pense que la situation financière des émetteurs de ces titres ou la protection fournie par les titres eux-mêmes limitent les risques auxquels les Compartiments sont exposés à un degré comparable à celui des titres notés conformes aux objectifs et à la politique desdits Compartiments. Si un titre de créance ne possède pas de notation attribuée par l'une des grandes agences de notation, (i) la notation d'émissions similaires du même émetteur peut servir de notation représentative, ou (ii) une notation sera attribuée par le Gestionnaire des investissements.

Dans la quête d'un objectif fondamental, il peut arriver qu'une dépréciation ou une perte du capital résultant d'investissements effectués par les Compartiments concernés soit inévitable (par exemple, lorsque les taux d'intérêt augmentent). Il convient de souligner également que les titres de note moyenne

et basse, ainsi que les titres non notés de qualité comparable peuvent faire l'objet de fluctuations plus importantes en matière de rendements et de valeur de marché que les titres mieux notés, dans certaines conditions de marché. Une fois que le titre en question est acquis, ces fluctuations n'ont aucune incidence sur les produits en espèces générés par ledit titre, mais sont tout de même comptabilisées dans la Valeur liquidative du Compartiment concerné.

Risques liés aux titres à revenu fixe : paiements anticipés

De nombreux titres à revenu fixe, en particulier ceux dont les taux d'intérêt sont élevés, prévoient la possibilité, pour l'émetteur, de rembourser sa dette de manière anticipée. Les émetteurs exercent souvent ce droit lorsque les taux d'intérêt baissent. Par conséquent, les détenteurs de ces titres pouvant être remboursés ou payés par anticipation risquent de ne pas profiter pleinement de l'augmentation de valeur que connaissent d'autres titres à revenu fixe en cas de baisse des taux d'intérêt. Dans un tel cas de figure, les Compartiments concernés peuvent en outre réinvestir les produits des remboursements aux taux de rendement en vigueur à ce moment-là, qui pourraient correspondre à des rendements moins élevés que ceux générés par les titres qui ont été remboursés. Les paiements anticipés au titre des instruments acquis avec une prime peuvent engendrer des pertes. Ceux qui n'ont pas été planifiés seront effectués selon la valeur nominale et entraîneront ainsi pour les Compartiments concernés des pertes d'un montant égal aux primes non amorties.

7.9 Emploi de financements structurés

Les titres employés dans le cadre de financements structurés incluent entre autres les obligations adossées à des crédits titrisés et les *portfolio credit-linked notes*.

Les crédits titrisés sont des titres qui, pour la plupart, sont garantis, ou dont le service est assuré, par les flux de trésorerie d'un ensemble de créances (actuelles ou futures) ou par d'autres actifs sous-jacents dont l'échéance est fixe ou renouvelable. Ces actifs sous-jacents incluent, entre autres, les créances adossées à des prêts commerciaux et au logement, les contrats de crédit-bail et les créances sur carte de crédit ainsi que les créances adossées aux crédits à la consommation et aux crédits aux entreprises. Les crédits titrisés peuvent être structurés de différentes manières, notamment les « ventes véritables », dans lesquelles les actifs sous-jacents sont transférés à une structure spécifique qui à son tour émet les titres adossés à des créances, et les ventes « synthétiques », dans lesquelles, grâce à des produits dérivés, seuls les risques qui leur sont liés, mais non les actifs, sont cédés à une structure spécifique qui à son tour émet le crédit titrisé.

Les *portfolio credit-linked notes* sont des titres pour lesquels le paiement du principal et des intérêts dépend directement ou indirectement d'un ou plusieurs portefeuilles gérés ou non gérés d'entités et/ou actifs de référence (« **crédits de référence** »). À la survenance d'un événement (« **incident de crédit** ») affectant un crédit de référence (tel qu'une faillite ou un défaut de paiement), il sera calculé une perte (égale, par exemple, à la différence entre la valeur faciale d'un actif et sa valeur recouvrable).

Les crédits titrisés et *portfolio credit-linked notes* comportent généralement plusieurs tranches différentes : Toutes pertes réalisées sur les actifs sous-jacents ou, le cas échéant, calculées par rapport aux crédits de référence sont imputées en premier lieu aux titres de la tranche dont le rang est le moins élevé jusqu'à ce que le principal de ces titres soit ramené à zéro, puis au principal de la tranche suivante dont le rang est le moins élevé, et ainsi de suite.

Par conséquent, dans le cas où (a) les actifs sous-jacents d'un crédit titrisé ne sont pas honorés et/ou (b) l'un quelconque des incidents de paiement stipulés survient pour un ou plusieurs actifs sous-jacents ou crédits de référence auxquels sont adossées des *portfolio credit-linked notes*, la valeur des titres en question peut être amoindrie (au point de devenir nulle), de même que toutes sommes payées sur ces titres (au point qu'elles deviennent nulles). Dans ce cas, la Valeur liquidative par Action peut s'en ressentir. En outre, la valeur de titres adossés à des financements structurés, et donc la Valeur liquidative par Action, peut être amoindrie par des facteurs macroéconomiques tels qu'une évolution défavorable

du secteur auquel appartiennent les actifs sous-jacents ou crédits de référence (notamment les secteurs industriels, les services et l'immobilier), par un ralentissement de l'activité économique dans les pays concernés ou au niveau mondial, ou encore par des circonstances liées à la nature des actifs en question (par exemple, les prêts liés aux financements de projets sont sujets aux risques inhérents aux projets qu'ils ont servi à financer). Par conséquent, les conséquences de ces effets négatifs dépendent fortement de la répartition géographique, sectorielle et par type d'instrument des actifs sous-jacents ou crédits de référence. La mesure dans laquelle un quelconque titre adossé à des créances ou *portfolio credit-linked note* est affecté par ces événements dépendra de la tranche dont fait partie ce titre ; les tranches dont le rang est le moins élevé, même si elles ont reçu une note correspondant à la qualité investissement (*investment grade*), peuvent donc comporter des risques substantiels.

L'exposition aux titres de financements structurés peut engendrer un risque de liquidité plus grand que celle aux obligations d'État, ce qui peut avoir des répercussions sur leur valeur de réalisation.

7.10 Obligations convertibles contingentes (CoCo)

Certains Compartiments peuvent investir en Obligations convertibles contingentes (**CoCo**). Selon les conditions d'une CoCo, certains faits déclencheurs, notamment certains faits indépendants de la volonté de la direction de son émetteur, peuvent provoquer la réduction à zéro permanente du principal et/ou des intérêts cumulés d'un investissement, ou sa conversion en actions. Ces faits déclencheurs peuvent comprendre (i) le passage du ratio Core Tier 1/Common Equity Tier 1 (CT1/CET1) (ou d'autres ratios de fonds propres) de la banque émettrice en-dessous d'une limite prédéfinie, (ii) la détermination subjective, par une autorité réglementaire, qu'un établissement est « non viable », c'est-à-dire que le secteur public doit aider la banque émettrice pour l'empêcher de devenir insolvable, de faire faillite, d'être dans l'incapacité de payer une partie importante de ses dettes à l'échéance ou d'exercer autrement ses activités, exigeant ou provoquant ainsi la conversion des CoCo en actions, dans des circonstances qui échappent au contrôle de l'émetteur, ou (iii) la décision d'une autorité nationale d'injecter du capital. Les investisseurs investissant dans des Compartiments autorisés à investir en CoCo doivent être attentifs aux risques ci-dessous, qui sont liés à un investissement dans ce type d'instruments.

Risque de dépréciation, risque de conversion et risque de seuil de déclenchement

L'investissement en CoCo peut provoquer des pertes importantes en raison de certains événements déclencheurs. Ces événements déclencheurs créent un type de risque qui ne concerne pas les obligations classiques et qui est plus susceptible de provoquer une dépréciation partielle ou totale du principal. Les CoCo peuvent par ailleurs être converties en actions de la société émettrice, qui peuvent elles aussi avoir subi une perte de valeur.

Les seuils de déclenchement, notamment, influent sur l'exposition au risque de conversion/dépréciation en fonction de l'écart entre CET1 et les seuils de déclenchement. Étant donné les différents seuils de déclenchement d'émission sur un groupe bancaire donné, il est difficile d'envisager exactement comment s'appliqueront les dispositions contractuelles relatives à la conversion ou à la dépréciation d'un investissement particulier en CoCo.

Annulation de coupon

Les coupons de CoCo Additional Tier 1 (**AT1**) peuvent être annulés dans un contexte de poursuite d'activité. Les paiements de coupon sur ces CoCo sont totalement discrétionnaires et peuvent être annulés par l'émetteur à tout moment, pour tout motif et pour toute durée. L'annulation des paiements de coupons de CoCo AT1 ne constitue pas un cas de défaut. Les paiements annulés ne sont pas cumulés, mais radiés, ce qui augmente sensiblement l'incertitude de l'évaluation de ces CoCo et peut donner lieu à une mauvaise évaluation du risque.

Risque d'inversion de la structure du capital

Contrairement à la hiérarchie classique du capital, les détenteurs de CoCo peuvent subir une perte de capital alors que les porteurs d'actions n'en subissent pas. Dans certains cas, les détenteurs de CoCo subissent des pertes avant les porteurs d'actions. Ceci est contraire à la hiérarchie normale du capital, qui veut que les porteurs d'actions soient les premiers à subir une perte.

Risque de report de remboursement

La plupart des CoCo sont des instruments perpétuels, remboursables à des niveaux prédéterminés uniquement avec l'accord de l'autorité compétente. Rien ne garantit que des CoCo perpétuelles seront remboursées à la date d'échéance. Ces CoCo constituent une forme de capital permanent. L'investisseur peut ne pas recevoir le remboursement du principal éventuellement prévu à la date d'échéance, ni même à une date quelconque.

Risque inconnu

La structure des CoCo est innovante et n'est pas encore éprouvée. Il est difficile de prévoir aujourd'hui comment se comporteront ces instruments dans un contexte tendu, lorsque leurs caractéristiques sous-jacentes seront mises à l'épreuve. Si un émetteur individuel active un déclencheur ou suspend des coupons, le marché pourra considérer que cet événement est spécifique ou systémique. Dans ce dernier cas, l'ensemble de la catégorie d'actifs peut être exposé à une contagion des prix et à une volatilité accrue. Ce risque peut être aggravé en fonction du niveau d'arbitrage de l'instrument sous-jacent. En outre, dans un marché illiquide, la détermination du prix peut être particulièrement difficile.

Risque de concentration sectorielle

Les CoCo sont émises par des établissements bancaires / d'assurance. Si un Compartiment investit largement en CoCo, sa performance dépendra plus fortement de la situation globale du secteur des services financiers qu'un Compartiment appliquant une stratégie plus diversifiée.

Risque de liquidité

Dans certaines circonstances, il peut être difficile de trouver des acheteurs de CoCo et le vendeur peut être contraint d'accepter une forte décote sur la valeur estimée de l'obligation.

Risque de rendement et de valorisation

Le rendement attrayant des CoCo doit être considéré comme une prime de complexité. Les CoCo sont des instruments complexes, en raison de leurs différents seuils de déclenchement, de leurs niveaux de marge de capital nécessaires et de leurs mécanismes d'absorption des pertes, et n'ont pas été éprouvés à ce jour. Les investisseurs doivent tenir pleinement compte des risques sous-jacents avant d'investir dans un Compartiment exposé aux CoCo, particulièrement en ce qui concerne les CoCo AT1 et les risques de conversion/dépréciation ou d'annulation de coupon.

La valorisation des CoCo est très complexe et dépend de la probabilité d'activité des déclencheurs, de l'étendue et de la probabilité des pertes en cas de déclenchement de conversion (concernant les dépréciations mais aussi les conversions en actions en temps inopportun) et (pour les CoCo AT1) la probabilité d'une annulation de coupons. Ces différents risques peuvent poser de sérieux problèmes pour le modèle, en raison du caractère discrétionnaire ou difficile à estimer des facteurs (notamment les différentes exigences réglementaires relatives aux marges de capital, la future position en capital des émetteurs, le comportement des émetteurs quant aux paiements de coupon sur les CoCo AT1 et les risques de contagion).

7.11 Contrats sur écarts (Contracts for Differences)

Un contrat sur écarts (*contract for differences* - **CFD**) est un contrat entre deux parties qui permet à chacune d'entre elles d'obtenir une exposition aux performances économiques et aux flux de trésorerie

d'un titre sans avoir besoin d'acheter ou vendre réellement ce titre. Les parties conviennent que le vendeur paiera à l'acheteur la différence de prix à l'issue d'une certaine période si le prix du titre concerné augmente et, en contrepartie, l'acheteur paiera au vendeur la différence de prix si le prix de ce titre baisse. Un CFD est donc lié au prix du titre sous-jacent. Par conséquent, aucun droit ni obligation n'est encouru à propos du titre sous-jacent.

Tout Compartiment peut constituer des positions synthétiques, longues ou courtes, avec une marge variable au moyen de CFD. Les CFD sont des instruments à fort effet de levier au moyen desquels, moyennant un dépôt de garantie modeste, un Compartiment peut se constituer une position beaucoup plus importante qu'avec un instrument classique. En cas de variations défavorables et substantielles du marché, il existe un risque de perdre la totalité des sommes déposées à l'origine et d'avoir l'obligation de payer immédiatement des sommes supplémentaires pour honorer un appel de marge.

7.12 Risque lié aux investissements dans des Fonds cibles

Structure des commissions

Un Compartiment investissant dans des Fonds cibles doit s'acquitter d'une partie des commissions (calculée au prorata) que ces Fonds cibles versent à leur gestionnaire des investissements, à leurs conseillers et à tout autre prestataire de services. Par conséquent, les charges d'exploitation d'un tel Compartiment peuvent se traduire par un pourcentage de la Valeur liquidative plus élevé que celui que pourraient présenter d'autres organismes de placement. Par ailleurs, certaines des stratégies employées au titre des Fonds cibles peuvent exiger des changements fréquents dans les positions (transactions fréquentes) et, partant, un taux de rotation du portefeuille élevé. Elles peuvent engendrer des commissions de courtage beaucoup plus élevées que celles des autres organismes de placement de même taille.

Concentration involontaire

Plusieurs Fonds cibles peuvent acquérir des positions importantes dans le même titre et au même moment. Cette concentration involontaire va à l'encontre de l'objectif de diversification des Compartiments. Le Compartiment concerné essaiera donc d'atténuer cette concentration involontaire dans le cadre de son processus de vérification régulière et de réallocation. À l'inverse, il est possible qu'à un moment donné les Compartiments détiennent des positions opposées du fait de leurs investissements dans différents Fonds cibles. Chacune de ces positions engendre des frais de transaction pour le Compartiment concerné, sans nécessairement résulter en une plus-value ou en une moins-value. Le Compartiment concerné peut en outre procéder à la réallocation des actifs entre les Fonds cibles et à la liquidation des investissements effectués dans l'un ou dans plusieurs d'entre eux. Enfin, il peut en tout temps décider d'investir dans des Fonds cibles supplémentaires. Il se peut que de telles réallocations d'actifs aient une incidence négative sur la performance d'un ou de plusieurs de ces Fonds cibles.

Rendements futurs

Rien ne permet de garantir que les stratégies que les Fonds cibles ont utilisées par le passé pour générer des rendements intéressants continueront de porter leurs fruits à l'avenir ou que le rendement des investissements des Compartiments concernés sera similaire à celui qui a été atteint par le passé par ces mêmes Compartiments ou par les Fonds cibles.

Importance des gestionnaires et du personnel clé

Les Fonds cibles sont choisis en fonction des méthodes d'investissement individuelles de leurs gestionnaires. Si certaines Personnes travaillant pour une société de gestion d'investissements ne sont plus disponibles, il est tout à fait possible que personne d'autre ne puisse faire le suivi des investissements concernés. Les Compartiments concernés pourront donc se voir dans l'obligation de liquider les parts ou les actions qu'ils détiennent dans les Fonds cibles concernés dans leur intérêt. La liquidation de ces positions peut entraîner des pertes.

Autres activités des gestionnaires des Fonds cibles

Actuellement, les gestionnaires des Fonds cibles peuvent gérer d'autres fonds ou d'autres comptes au profit d'autres clients. Ils peuvent également essayer d'obtenir plus de mandats de gestion. Il peut arriver qu'ils soient obligés de donner, au titre d'autres fonds ou d'autres comptes, des ordres similaires à ceux qui ont été donnés au titre des Fonds cibles dans lesquels le Compartiment concerné investit. Les ordres donnés et exécutés au titre des fonds et des comptes gérés par les gestionnaires des Fonds cibles peuvent ainsi avoir une incidence sur la performance des investissements du Compartiment concerné.

Fonds cibles alternatifs

Certains Compartiments peuvent investir dans des Fonds cibles alternatifs comme défini à la Section 1. En général, ces Fonds cibles alternatifs ont recours à des instruments financiers dérivés, parfois dans le but d'effectuer des ventes synthétiques à découvert ou de créer un effet de levier synthétique. Ils sont donc exposés aux risques décrits aux Sections 7.4, 7.5, 7.8 et 7.10 ci-avant.

7.13 Techniques GEP /OFT

Un Compartiment peut conclure des contrats d'Opération de mise en pension et des contrats d'Opération de prise en pension en tant qu'acheteur ou vendeur, sous réserve des conditions et limites exposées à la Section 5.5(j). En cas de défaut de l'autre partie au contrat d'Opération de mise en pension ou au contrat d'Opération de prise en pension, il est possible que le Compartiment essuie des pertes, en ce sens que les produits de la vente des titres sous-jacents et/ou d'autres garanties détenues par le Compartiment concerné par lesdits contrats pourraient être inférieurs au prix de rachat ou, selon le cas, à la valeur des titres sous-jacents. En outre, lorsqu'une procédure de faillite ou toute autre procédure comparable est engagée à l'encontre de l'autre partie au contrat d'Opération de mise en pension ou au contrat d'Opération de prise en pension ou si cette dernière manque à ses obligations le jour du rachat, le Compartiment pourrait essuyer des pertes, dont la perte des intérêts sur les titres ou la perte du principal des titres, et pourrait subir des coûts associés au retard et à l'application desdits contrats.

Un Compartiment peut effectuer des opérations de Prêt de titres sous réserve des conditions et limites énoncées à la Section 5.5(j). En cas de défaut de l'autre partie à une opération de Prêt de titres, le Compartiment pourrait essuyer des pertes, en ce sens que les produits de la vente des garanties détenues par le Compartiment concernées par ledit contrat pourraient être inférieurs à la valeur des titres prêtés. En outre, lorsqu'une procédure de faillite ou toute autre procédure comparable est engagée à l'encontre de l'autre partie au contrat de Prêt de titres ou si cette dernière ne rend par les titres comme convenu, le Compartiment pourrait essuyer des pertes, dont la perte des intérêts sur les titres ou la perte du principal des titres, et pourrait subir des coûts associés au retard et à l'application dudit contrat.

Les Compartiments auront uniquement recours aux contrats d'Opération de mise en pension, aux contrats d'Opération de prise en pension et aux opérations de Prêt de titres afin de réduire les risques (couverture) ou de générer du capital ou des revenus supplémentaires. Dans un tel cas, ils se conformeront en tout temps aux dispositions de la Section 5.5(j). Les risques découlant de l'adoption de ces stratégies seront surveillés de près, et des techniques (comprenant la gestion des garanties) seront employées afin d'atténuer ces risques.

Un Compartiment peut également subir une perte en réinvestissant une garantie en espèces reçue. Cette perte peut découler d'une baisse de la valeur de l'investissement effectué. Une baisse de la valeur de cet investissement réduirait le montant de garantie disponible que le Compartiment doit restituer à la contrepartie conformément aux conditions de l'opération. Dans ce cas, le Compartiment devrait couvrir la différence de valeur entre la garantie reçue initialement et le montant disponible pour restitution à la contrepartie, ce qui créerait une perte pour le Compartiment.

Le Prêt de titres, les Opérations de mise en pension ou les Opérations de prise en pension comportent également des risques d'exploitation, tels que la non-exécution ou le retard d'exécution des instructions et des risques juridiques liés à la documentation utilisée concernant ces opérations.

La Société peut conclure un Prêt de titres, des Opérations de mise en pension ou des Opérations de prise en pension avec d'autres sociétés. Les contreparties affiliées, le cas échéant, s'acquitteront de leurs obligations aux termes du Prêt de titres, des Opérations de mise en pension ou des Opérations de prise en pension conclus avec la Société dans des conditions commerciales normales. De plus, le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation sélectionnera des contreparties et conclura des opérations conformément au principe d'exécution au mieux et à tout moment dans l'intérêt du Compartiment concerné et de ses Actionnaires. Les Actionnaires doivent toutefois avoir conscience que le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation peut être confronté à des conflits entre sa mission et ses propres intérêts ou ceux de contreparties affiliées.

Le recours aux Techniques GEP, en particulier concernant la qualité de la garantie reçue et/ou réinvestie, peut exposer un Compartiment à différents risques, tels que le risque de liquidité, le risque de contrepartie, le risque d'émetteur, le risque d'évaluation et le risque de règlement, qui peuvent avoir un impact sur la performance du Compartiment concerné.

Il n'est généralement pas prévu que l'utilisation de contrats d'Opérations de mise en pension, de contrats d'Opérations de prise en pension et d'opérations de Prêt de titres ait un impact défavorable important sur la performance ou le profil de risque d'un Compartiment, sous réserve des facteurs de risque décrits plus haut.

À la date du présent Prospectus, aucun des Compartiments n'a conclu (i) de contrats de mise ou de prise en pension, (ii) de prêt de titres, (iii) d'opérations d'achat-revente ou de vente-rachat, comme visé au ROFT. Si et quand un Compartiment a l'intention de conclure les opérations de financement ci-dessus, la Section spéciale pertinente sera mise à jour en conséquence.

7.14 Sous-catégories libellées dans des monnaies autres que la monnaie de référence

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que, si des Actions d'un Compartiment existent dans une Sous-catégorie libellée dans une monnaie différente de la Monnaie de référence dans laquelle est libellé ce Compartiment, la Valeur liquidative de ce Compartiment sera calculée dans la Monnaie de référence de ce Compartiment et exprimée dans l'autre monnaie par référence au taux de change actuel entre la Monnaie de référence et cette autre monnaie. Les fluctuations du taux de change de cette monnaie peuvent avoir des répercussions sur les performances des Actions de cette Sous-catégorie indépendamment des performances des investissements du Compartiment. Dans des circonstances normales, les frais et dépenses liés aux opérations de change entraînées par l'achat, le rachat et l'échange d'Actions de cette Sous-catégorie seront supportés par cette Sous-catégorie et déduits de la Valeur liquidative de cette Sous-catégorie. Les frais et dépenses encourus pour couvrir une Sous-catégorie donnée (tels qu'ils sont décrits dans la Section spéciale qui la concerne) seront supportés uniquement par cette Sous-catégorie.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les flux entrants et sortants des Sous-catégories libellées dans une monnaie autre que la Monnaie de référence peuvent affecter plus fortement le prix de ces Actions à cause des fluctuations du taux de change de la monnaie concernée.

7.15 Restrictions spécifiques liées aux Actions

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que la souscription, la détention et la négociation des Actions peuvent être soumises à des restrictions. Ces restrictions peuvent avoir pour effet d'empêcher un investisseur de souscrire, détenir ou transférer librement ses Actions. En outre, ces restrictions peuvent aussi être imputables à des règles spécifiques telles que le Montant minimum de souscription

ou au fait que les souscriptions supplémentaires à certains Compartiments peuvent être refusées à l'issue de la Période d'offre initiale ou de la Date de l'offre initiale.

7.16 Affectation des performances et commissions de performance

Pour certains Compartiments, le Gestionnaire des investissements ou, le cas échéant, le Gestionnaire des investissements par délégation peut avoir droit à une Commission de performance ou à une rémunération similaire. Le fait que la rémunération se fonde sur la performance du Compartiment concerné peut pousser le Gestionnaire des investissements ou, le cas échéant, le Gestionnaire des investissements par délégation à faire effectuer par ce Compartiment des investissements plus spéculatifs que ce ne serait le cas en l'absence de rémunération basée sur les performances. Cependant, cette incitation peut être tempérée dans une certaine mesure par le fait que les pertes amoindriront les performances du Compartiment, et donc la Commission de performance ou la rémunération similaire du Gestionnaire des investissements ou, le cas échéant, du Gestionnaire des investissements par délégation.

7.17 Recours à un mandataire

La Société attire l'attention des investisseurs sur le fait que, vis-à-vis de la Société, un investisseur ne pourra exercer pleinement les droits qui lui sont reconnus que directement, en particulier le droit de participer aux assemblées générales des Actionnaires si cet investisseur est lui-même inscrit sous son propre nom dans le Registre des Actionnaires. S'il investit dans la Société par le truchement d'un intermédiaire investissant dans la Société en son nom propre mais pour le compte de cet investisseur, ce dernier ne peut être assuré en toutes circonstances d'exercer directement vis-à-vis de la Société certains de ses droits d'actionnaire. Il est recommandé aux investisseurs de solliciter des conseils à propos de leurs droits.

7.18 Imposition

L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait qu'ils peuvent être tenus de payer l'impôt sur le revenu, une retenue à la source, un impôt sur les plus-values, un impôt sur le patrimoine, des droits de timbre ou tout autre type d'impôt sur les distributions de dividendes d'un Compartiment, réelles ou réputées, sur les plus-values réalisées ou latentes de ce Compartiment, sur les revenus reçus ou acquis ou qui sont réputés avoir été reçus par ce Compartiment, etc., selon la législation et les pratiques du pays dans lequel les Actions sont achetées, vendues, détenues ou rachetées et du pays où ils résident ou dont ils ont la nationalité.

L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait qu'ils peuvent avoir à payer des impôts sur les revenus reçus ou réputés avoir été reçus par un Compartiment ou qui lui sont acquis. Des impôts peuvent être assis sur les revenus reçus et/ou réputés avoir été reçus et/ou acquis par un Compartiment au titre de leurs investissements directs, tandis que la performance d'un Compartiment, et par conséquent la rémunération que reçoivent les Actionnaires après le rachat de leurs Actions, pourraient dépendre en tout ou partie des performances des actifs sous-jacents. Il peut en résulter qu'un investisseur peut se voir réclamer des impôts au titre de revenus et/ou d'une performance qu'il ne reçoit qu'en partie, voire pas du tout.

Les Actionnaires qui ont le moindre doute sur leur situation fiscale doivent consulter un conseiller fiscal indépendant. De plus, l'attention des Actionnaires est attirée sur le fait que la réglementation fiscale et son application ou interprétation par l'administration fiscale concernée varient de temps à autre. En conséquence, il n'est pas possible de prédire le traitement fiscal qui sera appliqué à un instant donné.

7.19 Modification de la loi

La Société doit se plier aux contraintes réglementaires telles qu'une modification de la législation affectant les restrictions sur les investissements et les limites applicables aux OPCVM, qui peuvent obliger un Compartiment à modifier sa politique et ses objectifs d'investissement.

7.20 Facteurs politiques

Les performances des Actions ou la possibilité de les acheter, de les vendre ou d'en demander le rachat peuvent être affectées par la conjoncture économique générale et par des aléas tels que la vie politique, l'évolution des politiques publiques, l'imposition de restrictions sur les transferts de capitaux et la modification des exigences réglementaires.

7.21 Commissions prélevées par les organismes de placement collectif sous-jacents

Un Compartiment peut, sous réserve des conditions décrites dans la Section 5.4 de la Section générale, investir dans d'autres organismes de placement collectif exploités et/ou gérés par le Gestionnaire des investissements, le Gestionnaire des investissements par délégation (le cas échéant) ou une partie apparentée. En tant qu'investisseur dans ces autres organismes de placement collectif, chaque Actionnaire, en sus des frais, coûts et dépenses mis à la charge des Actionnaires d'un Compartiment, supportera aussi indirectement une partie des frais, coûts et dépenses des organismes de placement collectif sous-jacents, notamment les commissions de gestion, les commissions du gestionnaire des investissements, les frais administratifs et les autres dépenses.

7.22 Frais de transaction

Si un Compartiment n'ajuste pas ses commissions de souscription et de rachat à concurrence d'un montant représentant les frais et charges liés à l'achat et la vente des actifs sous-jacents, les performances de ce Compartiment en seront affectées.

7.23 Risque en matière de Durabilité

On entend par « Risque en matière de Durabilité » un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur des investissements réalisés par la Société.

Ces risques sont principalement liés aux événements découlant du changement climatique (risques physiques) ou à la réaction de la société face au changement climatique (risques liés à la transition), qui peuvent entraîner des pertes imprévues susceptibles d'avoir un impact sur les investissements et la situation financière de la Société. Les Risques en matière de Durabilité peuvent également affecter les entreprises en provoquant des risques sociaux (par ex. écarts hommes-femmes, inégalités sociales) et des risques de gouvernance (par ex. problèmes de corruption, pratiques de vente).

8. CONFLITS D'INTÉRÊTS ET RÉOLUTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

8.1 Généralités

Les Administrateurs, la Société de gestion, le Distributeur général, le Gestionnaire des investissements, tout Gestionnaire des investissements par délégation, le Dépositaire et l'Agent administratif peuvent être exposés à des conflits d'intérêts avec la Société dans le cadre de leur activité. Les Administrateurs, la Société de gestion, le Distributeur général, le Gestionnaire des investissements, tout Gestionnaire des investissements par délégation, le Dépositaire et l'Agent administratif tiendront compte de leurs obligations respectives envers la Société et les autres Personnes lorsqu'ils entreprennent toutes

transactions susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts ou un risque de conflits d'intérêts. Dans le cas où apparaîtraient de tels conflits, chacune de ces Personnes s'est engagée ou sera invitée par la Société à faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour résoudre équitablement tous conflits d'intérêts de cette sorte (en tenant compte de ses devoirs et obligations respectifs) et pour faire en sorte que la Société et les Actionnaires soient traités équitablement.

8.2 Transactions avec des parties apparentées

Les Administrateurs, la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements, tout Gestionnaire des investissements par délégation, le Dépositaire, l'Agent administratif, le Distributeur général ou les sous-distributeurs de l'un quelconque de leurs agents, mandataires, administrateurs, cadres, salariés, délégués ou filiales, sociétés affiliées ou associés respectifs (appelés individuellement une **Partie intéressée** et collectivement les **Parties intéressées**) peuvent :

- effectuer ou conclure toute transaction financière, bancaire ou autre les uns avec les autres ou avec la Société, y compris, de façon non limitative, un investissement de la Société dans des titres de tout organisme ou société dont de quelconques investissements ou obligations font partie de l'actif de la Société ou d'un quelconque Compartiment ou être intéressé à tout contrat ou transaction de cette sorte ;
- investir dans et négocier des Actions, titres, actifs ou autres biens, quelle qu'en soit la sorte, qui font partie de l'actif de la Société pour leur propre compte ou pour celui d'un tiers ;
- agir en tant que contrepartie aux opérations sur dérivés ou contrats conclus au nom de la Société, ou agir en tant que sponsor d'indice ou agent de calcul concernant le sous-jacent auquel la Société sera exposée par des opérations sur dérivés ; et
- se livrer, en qualité d'agent, mandataire ou mandant, à la vente, à l'émission ou à l'achat de titres et autres investissements à ou auprès de la Société par l'intermédiaire de ou avec le Gestionnaire des investissements ou le Dépositaire de toute filiale, toute société affiliée, tout associé ou tout agent, mandataire ou délégué de celles-ci.

Tous actifs de la Société qui se présentent sous la forme d'espèces peuvent être investis dans des certificats de dépôt ou instruments bancaires émis par une quelconque Partie intéressée. Il est en outre loisible d'entreprendre des transactions bancaires ou des transactions similaires avec ou par l'intermédiaire d'une Partie intéressée (à condition qu'elle soit titulaire d'une licence l'autorisant à se livrer à ce type d'activités).

Aucune Partie intéressée ne sera obligée de rendre compte aux Actionnaires d'un quelconque bénéfice ainsi obtenu et cette partie pourra conserver tout bénéfice de cette sorte.

Toute transaction de cette sorte doit être effectuée comme si elle était effectuée à des conditions commerciales normales négociées sans lien de dépendance.

De plus, le Gestionnaire des investissements ou tout Gestionnaire des investissements par délégation peut être nommé agent des prêts de la Société en vertu d'une convention de gestion de Prêt de titres. Dans le cadre d'un tel contrat, l'agent des prêts est chargé de gérer les activités de Prêt de titres de la Société en contrepartie d'une commission qui s'ajoute à celle qu'il perçoit en tant que gestionnaire des investissements. Les revenus provenant du Prêt de titres seront répartis entre la Société et le Gestionnaire des investissements ou tous Gestionnaires des investissements par délégation et le taux de la commission payée au Gestionnaire des investissements et à tous Gestionnaires des investissements par délégation sera conforme aux pratiques commerciales normales. La commission versée à l'agent de prêt s'effectuera aux tarifs commerciaux en vigueur. Le Conseil d'administration et la Société de gestion examineront les conventions de prêt de titres et les coûts qu'elles engendrent au moins une fois par an.

Tous les revenus découlant des Techniques GEP seront portés au compte du Compartiment concerné, nets des coûts/frais opérationnels directs et indirects.

La Société de gestion, le Gestionnaire des investissements ou tous Gestionnaires des investissements par délégation peuvent exécuter des ordres par le truchement de leurs sociétés affiliées en qualité tant de mandant que de mandataire dans la mesure où cela est autorisé par la législation en vigueur. Du fait de ces relations d'affaires, les sociétés affiliées de la Société de gestion, du Gestionnaire des investissements ou de tous Gestionnaires des investissements par délégation recevront, entre autres avantages, des commissions et des primes/rabais ainsi que les recettes découlant de la fourniture de services de courtier principal et autres.

Certains conflits d'intérêts peuvent naître du fait que des sociétés affiliées de la Société de gestion, du Gestionnaire des investissements ou de tous Gestionnaires des investissements par délégation peuvent agir en qualité de sous-distributeur d'intérêts se rapportant à la Société ou à certains Compartiments. De plus, ces entités peuvent conclure des accords en vertu desquels elles-mêmes ou leurs sociétés affiliées émettront et distribueront des notes ou autres titres dont les performances seront liées au Compartiment concerné.

9. SOUSCRIPTIONS

9.1 Généralités

Pendant la Période d'offre initiale ou à la Date de l'offre initiale, la Société offre les Actions aux termes et conditions énoncés dans la Section spéciale concernée. La Société peut offrir des Actions d'un ou plusieurs Compartiments ou d'une ou plusieurs Catégories ou Sous-catégories d'un même Compartiment.

À l'issue de la Période d'offre initiale ou après la Date de l'offre initiale, la Société peut proposer des Actions de chaque Sous-catégorie existante de chaque Catégorie existante d'un Compartiment existant chaque jour qui est un Jour de valorisation selon les modalités décrites dans la Section spéciale qui s'y rapporte. Le Conseil d'administration peut, pour une Sous-catégorie, une Catégorie ou un Compartiment donnés, décider qu'il ne sera plus émis d'Actions après l'expiration de la Période d'offre initiale ou après la Date de l'offre initiale (telles qu'elles seront indiquées dans la Section spéciale qui s'y rapporte). La Société a la faculté, à sa discrétion, de créer à tout instant de nouveaux Compartiments dotés d'objectifs et politiques d'investissement différents ou de nouvelles Catégories au sein de chaque Compartiment, ou de nouvelles Sous-catégories au sein de chaque Catégorie, dont les caractéristiques détaillées seront décrites dans la Section spéciale qui s'y rapporte.

Sauf indication contraire dans la Section spéciale du Compartiment concerné, les souscriptions sont acceptées pour un montant donné et pour un nombre d'Actions donné.

9.2 Critères d'admissibilité des Catégories

Le Conseil peut décider à tout moment de créer différentes Catégories au sein de chaque Compartiment. Les Investisseurs des Compartiments doivent consulter les Sections spéciales concernant les Catégories pour lesquelles ils sont admissibles au sein du Compartiment, qui présentent les caractéristiques suivantes :

- Les Actions de Catégorie A sont destinées aux intermédiaires financiers, aux family offices et aux Investisseurs privés.
- Les Actions de Catégorie A1 peuvent être offertes à la distribution :

- (a) aux Investisseurs institutionnels investissant pour leur propre compte. Concernant les investisseurs qui sont constitués dans l'Union européenne. Investisseur institutionnel signifie intrinsèquement investisseur professionnel ;
- (b) aux intermédiaires financiers qui, selon les exigences réglementaires (par exemple, dans l'EEE, seront inclus les intermédiaires financiers fournissant une gestion de portefeuille discrétionnaire ou un conseil d'investissement de façon indépendante), en général, ne sont pas autorisés à recevoir et conserver des commissions de tiers relativement aux services rendus ; ou
- (c) aux intermédiaires financiers au sein de l'EEE qui fournissent un conseil non indépendant et qui, selon des accords de commissions individuels avec leurs clients, ne sont pas autorisés à accepter et conserver des commissions ; ou
- (d) à d'autres investisseurs déterminés par le Conseil à sa discrétion.
 - Les Actions de Catégorie B et B1 sont ouvertes aux Investisseurs Institutionnels, y compris ceux investissant par l'intermédiaire de certains distributeurs et/ou intermédiaires qui, sur la base (i) d'exigences légales et/ou réglementaires applicables, y compris concernant les prestataires de service de gestion de portefeuille discrétionnaire et/ou de conseil indépendant en vertu de la Directive MiFID II, ou (ii) d'accords de commission individuels ou de modèles commerciaux avec leurs clients, ne sont pas autorisés à recevoir et conserver de commissions de tiers relativement aux services rendus.
 - Les Actions de Catégorie C sont ouvertes aux Investisseurs Institutionnels, y compris ceux investissant par l'intermédiaire de certains distributeurs et/ou intermédiaires qui, sur la base (i) d'exigences légales et/ou réglementaires applicables, y compris concernant les prestataires de service de gestion de portefeuille discrétionnaire et/ou de conseil indépendant en vertu de la Directive MiFID II, ou (ii) d'accords de commission individuels ou de modèles commerciaux avec leurs clients, ne sont pas autorisés à recevoir et conserver de commissions de tiers relativement aux services rendus.
 - Les Actions de Catégorie D sont destinées (i) aux intermédiaires financiers et à certaines plateformes qui ont été agréés par le Distributeur général / le Gestionnaire des investissements et ont conclu des accords de commissions avec leurs clients reposant sur l'acceptation et la conservation de commissions et (ii) aux investisseurs privés.
 - Les Actions de Catégorie D1 sont destinées (i) aux intermédiaires financiers et à certaines plateformes qui ont été agréés par le Distributeur général / le Gestionnaire des investissements et ont conclu des accords de commissions avec leurs clients reposant sur l'acceptation et la conservation de commissions et (ii) aux investisseurs privés.
 - Les Actions de Catégorie D2 sont destinées (i) aux intermédiaires financiers et à certaines plateformes agréées par le Distributeur mondial / le Gestionnaire d'investissement ayant conclu avec leurs clients des conventions de rémunération fondées sur l'acceptation et la conservation de droits ou commissions et (ii) aux investisseurs particuliers.
 - Les catégories d'Actions H, I, X, X1 et la Catégorie d'Actions Y sont des catégories d'actions destinées aux premiers investisseurs qui (i) sont réservées aux actionnaires fondateurs ou qui (ii) peuvent être proposées dans des circonstances limitées à certains investisseurs qui satisfont aux exigences de qualification ou de tenue de compte minimum ou à tous autres critères établis en tant que de besoin par le Gestionnaire des investissements.
 - Les Actions de Catégorie S sont destinées à tout administrateur nommé par une assemblée générale conformément à l'article 13 des Statuts à partir d'une liste d'administrateurs proposée

par les détenteurs d'Actions de Catégorie S du Compartiment Quaero Capital Funds (Lux) - Argonaut.

- Les Actions de Catégorie Z sont destinées (i) aux Investisseurs institutionnels qui ont conclu un accord spécifique avec la Société, le Gestionnaire des investissements ou toute autre entité du groupe Quaero Capital et (ii) à l'investissement par un Compartiment dans d'autres Compartiments.

Restrictions aux souscriptions et conversions de Catégories

Afin, notamment, de protéger les Actionnaires existants, le Conseil, en tant que de besoin, peut décider de fermer un Compartiment ou une Catégorie et de ne pas accepter de nouvelles Souscriptions ou Conversions d'Actions vers le Compartiment ou la Catégorie concerné (i) par des investisseurs qui n'ont pas encore investi dans ledit Compartiment ou ladite Catégorie d'Actions (**Fermeture partielle**) ou (ii) par tout Investisseur ou Actionnaire (**Fermeture totale**).

Les décisions du Conseil en matière de Fermeture partielle et de Fermeture totale peuvent avoir un effet immédiat ou non et être effectives sur une période indéterminée.

À cet égard, une notification sera publiée sur le site web <https://quaerocapital.com> et sera mise à jour en fonction du statut des dites Actions ou desdits Compartiments.

Une fermeture partielle ou une Fermeture totale peut notamment être motivée par le fait qu'un Compartiment a atteint une taille telle que le marché sur lequel il est investi a atteint son niveau de capacité et que, par conséquent, le Compartiment ne peut plus être géré conformément à ses objectifs et à sa politique d'investissement définis.

9.3 Prix de souscription

Les actionnaires ou investisseurs potentiels peuvent souscrire à une Sous-catégorie d'une Catégorie d'actions d'un Compartiment à un prix de souscription par Action égal :

- (a) au Prix de souscription initial si cette souscription concerne la Période d'offre initiale ou la Date de l'offre initiale ;
- (b) ou à la Valeur liquidative par Action au Jour de valorisation à laquelle la souscription est effectuée si cette dernière concerne une offre ultérieure (autre que la Période d'offre initiale ou la Date de l'offre initiale) d'Actions d'une Sous-catégorie existante d'une Catégorie existante d'un Compartiment existant.

Si un investisseur désire souscrire des Actions, une Commission de souscription pouvant atteindre jusqu'à 5 % de la Valeur liquidative par Action peut être ajoutée au prix de souscription qu'il doit payer. Les caractéristiques détaillées de cette Commission de souscription seront décrites dans la Section spéciale concernée. Cette Commission devra être payée soit au Distributeur général, aux sous-distributeurs ou aux intermédiaires, soit au Compartiment concerné partiellement ou dans son intégralité. Le Conseil d'administration se réserve le droit de renoncer à tout ou partie de cette Commission de souscription à son entière discrétion.

9.4 Procédure de souscription

Seuls peuvent souscrire les investisseurs qui ne sont pas des Personnes soumises à restrictions :

- (a) en remettant une demande de souscription par écrit à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur de manière à ce qu'ils la reçoivent à la date spécifiée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée dans la Section spéciale concernée ; et
- (b) dans le délai mesuré en Jours ouvrés qui est spécifié dans la Section spéciale concernée, en remettant sur le compte du Dépositaire (au nom de la Société) des fonds en valeur compensée pour la totalité du prix de souscription (majoré de toute Commission de souscription) des Actions qu'il souscrit conformément à sa demande de souscription avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué dans la Section spéciale concernée.

Si le Dépositaire (au nom de la Société) ne reçoit pas les fonds avant le Délai de paiement, la demande d'achat peut être annulée, auquel cas les fonds seront retournés sans intérêts au souscripteur. Si le paiement n'est pas reçu ou s'il est reçu avec retard, les frais en résultant seront à la charge du souscripteur, auquel cas le Conseil d'administration et la Société de gestion auront le droit de procéder au rachat de tout ou partie des Actions qu'il détient dans la Société pour régler ces frais. S'il est impossible pour la Société de se faire dédommager d'une perte par un souscripteur d'Actions ou si cela est trop difficile en pratique, elle pourra prendre à sa charge toutes les pertes qu'elle aura encourues du fait de l'absence ou du retard de paiement du montant de la souscription.

Les Souscripteurs d'Actions doivent effectuer le paiement dans la Monnaie de référence du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie concernés. L'Agent administratif convertira au taux normal des banques les sommes correspondant aux souscriptions réglées dans une monnaie autre que la Monnaie de référence pour le compte du souscripteur. Toute opération de change de cette sorte sera effectuée avec l'Agent administratif aux risques et périls et aux frais du souscripteur. Toute transaction sur des Actions pourra être retardée par ces opérations de change.

Les Souscripteurs doivent indiquer la répartition du montant de leur souscription entre un ou plusieurs des Compartiments et/ou Catégories et/ou Sous-catégories proposés par la Société.

Dans le cas où une demande de souscription est incomplète (c'est-à-dire que tous les documents ou informations demandés n'ont pas été reçus par l'Agent administratif, le Distributeur général ou un sous-distributeur avant l'Heure limite de souscription), elle sera rejetée et une nouvelle demande de souscription devra être déposée.

La quantité minimale (le cas échéant) applicable aux souscriptions d'Actions d'une même Catégorie ou d'un même Compartiment est celle qui est indiquée comme Montant minimal de souscription dans la Section spéciale concernée.

Dans le cas où la Société ou la Société de gestion déciderait de rejeter une quelconque demande de souscription ou d'achat d'Actions, les sommes virées par le souscripteur en question lui seront retournées dans les meilleurs délais, sauf si la législation ou la réglementation en vigueur en dispose autrement.

Le nombre d'Actions émises au profit d'un souscripteur ou Actionnaire dans le cadre des procédures qui précèdent sera égal à celui qui correspond au montant de la souscription qui a été payé par ce souscripteur ou Actionnaire, après (le cas échéant) déduction de la Commission de souscription, divisé par :

- (a) le Prix de souscription initial si cette souscription concerne la Période d'offre initiale ou la Date de l'offre initiale ;

- (b) ou la Valeur liquidative par Action de la Sous-catégorie de la Catégorie du Compartiment concernés telle qu'elle s'établit au Jour de valorisation concerné.

S'agissant de la Période d'offre initiale ou de la Date de l'offre initiale, les Actions seront émises le premier Jour ouvré suivant la fin de la Période d'offre initiale ou de la Date de l'offre initiale.

La Société constatera les droits à des fractions d'Actions avec une précision de quatre chiffres après la virgule et ils seront arrondis à la décimale la plus proche. La propriété de toutes Actions achetées sera soumise aux restrictions énoncées ci-dessous. Les fractions d'Actions ne conféreront aucun droit de vote (sauf dans la mesure où leur somme représente une Action entière, auquel cas elles conféreront un droit de vote), mais elles auront le droit de participer au pro rata aux distributions et à l'affectation du produit de liquidation.

Dans le cas où une Catégorie ou Sous-catégorie fermée aux souscriptions parce que toutes les Actions émises au titre de cette Catégorie ou Sous-catégorie ont été rachetées est rouverte aux souscriptions, ou dans le cas où aucune Action d'une Catégorie ou Sous-catégorie n'est souscrite pendant la Période d'offre initiale ou à la Date de l'offre initiale d'un Compartiment telle qu'elle est énoncée dans la Section spéciale concernée, le Prix de souscription initial par Action de la Catégorie ou Sous-catégorie en question sera, à la date du lancement de cette Catégorie ou Sous-catégorie, égal à 100 unités de la monnaie dans laquelle cette Catégorie ou Sous-catégorie est libellée, à savoir 100 CHF, 100 EUR, 100 GBP, 100 USD ou 100 SEK. Toutes les souscriptions catégorie seront effectuées sur la base de la Valeur liquidative de la Catégorie ou Sous-catégorie concernée.

9.5 Souscription réglée par apport en nature

À la discrétion du Conseil d'administration, des Actions peuvent être émises en contrepartie de l'apport au Compartiment concerné de Valeurs mobilières ou autres actifs éligibles sous réserve que ces actifs soient des Investissements éligibles, que cet apport soit conforme à la politique d'investissement et aux restrictions sur les placements qui sont énoncées dans le présent Prospectus et que sa valeur soit égale au prix d'émission des Actions concernées. Les actifs apportés au Compartiment, tels qu'ils sont décrits ci-dessus, seront évalués séparément dans un rapport spécial du Réviseur d'entreprises. Aucun frais de courtage n'est appliqué à ces apports en nature. Le Conseil d'administration ne recourra à cette possibilité que (i) sur la demande de l'investisseur concerné et (ii) si le transfert ne lèse pas les Actionnaires actuels. Tous les frais liés à un apport en nature seront payés par le Compartiment concerné à condition qu'ils soient inférieurs aux frais de courtage que le Compartiment aurait acquittés si les actifs apportés avaient été achetés sur le marché. Si les frais afférents à l'apport en nature dépassent les frais de courtage que le Compartiment aurait payés s'il avait acheté les actifs en question sur le marché, la partie en excédent sera à la charge du souscripteur.

9.6 Règles de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

La Société doit respecter les Règles LBA/LFT. Les Règles LBA/LFT imposent notamment à la Société, sur la base d'une évaluation des risques, de déterminer et de vérifier l'identité des souscripteurs d'Actions, et le cas échéant, de toute personne agissant au nom d'un tel Actionnaire, l'identité du bénéficiaire effectif des Actions s'il n'est pas le souscripteur ainsi que l'origine des capitaux de souscription, et de contrôler régulièrement cette relation. L'identité d'un Actionnaire doit être vérifiée sur la base de documents, de données ou d'informations obtenues auprès d'une source fiable et indépendante.

Dans ce but, la Société, la Société de gestion, l'Agent de registre et de transfert et tout autre prestataire de services de la Société demanderont les informations et documents nécessaires pour déterminer et vérifier l'identité et le profil d'un Actionnaire, la nature de la relation d'affaires et son objectif prévu ainsi que l'origine des capitaux de souscription. Quoiqu'il en soit, la Société, la Société de gestion, l'Agent de registre et de transfert et tout autre prestataire de services de la Société ont le droit de

demander des informations et documents supplémentaires ainsi que des documents réputés nécessaires pour respecter les Règles LBA/LFT. Tout défaut de fourniture de ces informations et documents se traduira par l'absence de traitement d'une demande. La Société, la Société de gestion et l'Agent de registre et de transfert sont autorisés à refuser la demande et n'assumeront aucune responsabilité quant aux coûts, indemnités ou intérêts éventuels. De même, lors de l'émission des Actions, elles ne peuvent pas être rachetées ou converties tant que tous les détails de l'enregistrement et documents de l'Actionnaire nécessaires à la LBA/LFT n'ont pas été complétés.

Les souscriptions d'Actions peuvent être faites indirectement, c'est-à-dire via des tiers. Dans ce cas, la Société et la Société de gestion peuvent être autorisées à s'appuyer sur les mesures d'identification et de vérification du client de ces tiers dans les conditions décrites à l'Article 3-3 de la Loi de 2004. Ces conditions requièrent en particulier que les tiers appliquent à l'égard des clients des mesures de vigilance et de conservation des documents et pièces qui sont compatibles avec celles qui sont prévues par la Loi de 2004 et par la directive 2015/849/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme et qu'ils soient supervisés par une autorité de supervision compétente de façon compatible avec ces règles. En outre, la Société et la Société de gestion s'assureront que les tiers (i) donnent à la Société et à l'Agent de registre et de transfert des informations sur l'identité de l'investisseur, des personnes agissant en son nom et des bénéficiaires effectifs, (ii) donnent à la Société et à la Société de gestion les informations pertinentes sur l'origine des fonds et (iii), à la demande de la Société et/ou de la Société de gestion, donnent sans délai des copies des documents de vigilance à l'égard de la clientèle tels que décrits plus précisément dans les formulaires de demande de souscription pertinents, documents qui peuvent être utilisés pour vérifier l'identité de l'investisseur (et, le cas échéant, des bénéficiaires effectifs).

Le suivi en continu de la relation d'affaires avec les actionnaires de la Société qui ont souscrit des Actions indirectement via un tiers doit être effectué par la Société de gestion et/ou l'Agent de registre et de transfert. Les agents de distribution et les agents payeurs locaux peuvent proposer un service de prête-nom aux investisseurs qui achètent des Actions par leur intermédiaire. Dans ce cas, la Société de gestion et/ou l'Agent de registre et de transfert mettront en œuvre des mesures de vigilance renforcée à l'égard de cet intermédiaire conformément à l'Article 3 du Règlement CSSF n°12-02, tel que modifié par le Règlement CSSF n°20-05.

La Société de gestion applique une vigilance spécifique et un suivi régulier et prend des mesures de précaution tant pour le côté passif qu'actif du bilan (c'est-à-dire dans le contexte de l'investissement et du désinvestissement) conformément aux Articles 3(7) et 4(1) de la Loi de 2004.

Conformément aux dispositions des Articles 3(7) et 4(1) de la Loi de 2004, la Société est également tenue d'appliquer des mesures de précaution à l'égard des actifs de la Société. La Société doit évaluer, en utilisant son approche basée sur le risque, la mesure dans laquelle l'offre de ses produits et services présente des vulnérabilités éventuelles face au placement, à la stratification ou à l'intégration de fonds d'origine criminelle dans le système financier.

Conformément aux dispositions de la Loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière, l'application de sanctions financières internationales doit être exécutée par toute personne physique ou morale luxembourgeoise, ainsi que par toute personne physique ou morale qui réside ou opère sur le territoire du Luxembourg ou à partir de celui-ci. Par conséquent, avant d'investir dans des actifs, la Société doit, au minimum, vérifier que les noms de ces actifs ou de l'émetteur ne se trouvent pas sur les listes de sanctions financières ciblées.

9.7 Investisseurs institutionnels

La vente d'Actions de certains Compartiments ou Catégories peut être réservée aux investisseurs institutionnels au sens de l'Article 174 de la Loi de 2010 et tels que déterminés par la pratique administrative de la CSSF (**Investisseurs institutionnels**) et la Société n'émettra ni ne donnera effet à aucun transfert d'Actions de ces Compartiments ou Catégories au profit d'un quelconque investisseur qui peut ne pas être considéré comme un Investisseur institutionnel. La Société peut, à sa discrétion, différer l'acceptation de toute demande de souscription d'Actions d'un Compartiment ou d'une Catégorie réservés aux Investisseurs institutionnels jusqu'à ce que la Société ait reçu des preuves suffisantes que son auteur a la qualité d'Investisseur institutionnel. S'il apparaît à un instant quelconque qu'un titulaire d'Actions d'un Compartiment ou d'une Catégorie réservé aux Investisseurs institutionnel n'est pas un Investisseur institutionnel, la Société, à sa discrétion, soit rachètera les actions en question conformément aux dispositions de la Section 10 de la Section générale, soit convertira ces Actions en Actions d'un Compartiment ou d'une Catégorie qui n'est pas réservé aux Investisseurs institutionnels (sous réserve qu'existe un tel Compartiment ou Catégorie aux caractéristiques similaires) et dont l'objectif de gestion est, pour l'essentiel, identique à celui (mais, afin de dissiper toute ambiguïté, les frais et commissions dus par ce Compartiment ou cette Catégorie ne sont pas nécessairement identiques à ceux) du Compartiment ou de la Catégorie réservés aux investisseurs institutionnels, sauf si cette participation est due à une erreur de la Société, de la Société de gestion ou de leurs agents ou mandataires, et elle avisera l'Actionnaire concerné de cette conversion.

Compte tenu du fait qu'un souscripteur ou cessionnaire ait le statut d'Investisseur institutionnel, la Société prendra dûment en considération les directives ou recommandations (si elles existent) des autorités de surveillance compétentes.

Il peut être demandé aux Investisseurs institutionnels souscrivant en leur nom propre mais pour le compte d'un tiers de certifier qu'ils effectuent leur souscription pour le compte d'un Investisseur institutionnel ou d'un Investisseur de détail sous réserve, dans ce dernier cas, que l'Investisseur institutionnel agisse en vertu d'un mandat de gestion discrétionnaire et que cet Investisseur de détail ne puisse se prévaloir d'aucun droit de demander à la Société ou à la Société de gestion l'inscription des Actions à son propre nom en tant que propriétaire direct.

9.8 Restrictions sur la propriété des actions

Il est interdit à toute Personne soumise à restrictions d'investir dans la Société. Toute personne demandant à souscrire des Actions doit en outre certifier qu'elle n'est ni (a) un Ressortissant des États-Unis (U.S. Person) ni (b) un « qualified institutional buyer » (investisseur institutionnel qualifié) au sens de la Rule 144A du Securities Act ni un « qualified purchaser » (acheteur qualifié) au sens de la Section 2(a)(51) de l'Investment Company Act. La Société peut, à sa seule discrétion, rejeter toute demande de souscription d'Actions émanant d'un souscripteur potentiel, y compris de toute Personne soumise à restrictions ou de toute Personne qui ne remettrait pas l'attestation stipulée à l'alinéa (a) ou (b) ci-avant. Aucune Personne soumise à restrictions n'a le droit de posséder ou transférer des Actions. La cession des Actions à un Ressortissant des États-Unis est soumise à des restrictions et elles ne peuvent être cédées ou revendues qu'en vertu d'une dispense d'enregistrement accordée en vertu du Securities Act ou d'une déclaration d'enregistrement effective selon le Securities Act. En l'absence de dispense ou d'enregistrement, toute revente ou cession de quelconques Actions aux États-Unis ou à des Ressortissants des États-Unis peut constituer une violation de la législation américaine (voir « Informations importantes – Restrictions sur la vente des Actions »). Il est de la responsabilité du Conseil d'administration de vérifier que la cession d'Actions n'est pas contraire à ce qui précède. La Société se réserve le droit de racheter toutes Actions qui, directement ou indirectement, appartiennent à une Personne soumise à restrictions ou deviennent sa propriété ou (a) dans le cas d'Actions soumises à la Regulation S, qui, directement ou indirectement, appartiennent à un Ressortissant des États-Unis (U.S. Person) ou deviennent sa propriété ou (b), dans le cas d'Actions relevant de la Rule 144A, qui, directement ou indirectement, appartiennent à un Ressortissant des États-Unis (U.S. Person) qui, en

vertu du Securities Act, n'a pas le statut de « qualified institutional buyer » au sens de la Rule 144A et, selon les Statuts, n'a pas le statut de « qualified purchaser » au sens de la Section 2(a)(51) de l'Investment Company Act. Il ne sera émis d'Actions réservées aux Investisseurs institutionnels au profit d'un investisseur potentiel que s'il remet une déclaration sur l'honneur selon laquelle il remplit les conditions requises pour être un Investisseur institutionnel au regard de la législation luxembourgeoise.

10. RACHATS

10.1 Rachats

Les Actions de tout Compartiment peuvent être rachetées à la demande des Actionnaires au cours de toute journée qui est un Jour de valorisation. Les demandes de rachat doivent être adressées par écrit au Distributeur général, à un sous-distributeur ou à l'Agent administratif ou à tout autre lieu que la Société ou la Société de gestion pourra indiquer. Les demandes de rachat doivent être reçues avant l'Heure limite de rachat (telle qu'indiquée dans la Section spéciale concernée) tout jour précédant un Jour de valorisation éligible pour un rachat d'Actions (la **Demande de rachat éligible**). Les demandes de rachat reçues après l'Heure limite de rachat seront exécutées à la Valeur liquidative par Action du Jour de valorisation suivant.

Le Conseil d'administration, la Société de gestion, l'Agent administratif, le Distributeur général et les sous-distributeurs veilleront à ce que l'Heure limite de rachat telle qu'elle est indiquée dans la Section spéciale de chaque Compartiment soit scrupuleusement respectée et, en conséquence, ils prendront toutes mesures appropriées pour empêcher les pratiques connues sous le nom de « Late Trading ».

Les demandes de rachat doivent porter soit sur un nombre d'Actions donné, soit sur un montant libellé dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

Tout Actionnaire qui demande le rachat de ses Actions recevra un montant par Action rachetée égal à la Valeur liquidative par Action de la Catégorie concernée au Jour de valorisation concerné (minorée, le cas échéant, d'une Commission de rachat telle qu'elle est stipulée dans la Section spéciale et de tout droit, impôt ou taxe frappant le rachat des Actions).

Les produits de rachat seront en général versés avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué dans la Section spéciale du Compartiment concerné, sauf indication contraire énoncée dans celle-ci. Si un Actionnaire demande le rachat d'Actions qu'il n'a pas payées dans le délai de règlement requis et dans le cas où le produit du rachat excède le montant qu'il doit au titre de sa souscription, la Société aura le droit de conserver cet excédent pour le compte de la Société.

Si, par suite d'un rachat, la valeur de la participation d'un Actionnaire tombe en dessous du Seuil de détention tel qu'il est stipulé dans la Section spéciale se rapportant au compartiment concerné, cet Actionnaire sera réputé, si le Conseil d'administration en décide ainsi, avoir demandé le rachat de la totalité de ses Actions.

Le rachat d'Actions peut être suspendu pendant une certaine durée selon les modalités décrites dans la Section 23 de la Section générale.

La Société se réserve le droit de réduire proportionnellement toutes les Demandes de rachat se rapportant à un Compartiment donné qui doivent être exécutées un Jour de valorisation dès lors que le montant total à payer au titre des Actions ainsi présentées au rachat excède 10 % (dix pour cent) de l'actif net total de ce Compartiment. La partie des demandes de rachat qui n'a pas été traitée sera exécutée en priorité les Jours de valorisation suivants sous réserve, dans tous les cas, de la limite de 10 % (dix pour cent) ci-dessus.

Les Demandes de rachat doivent être adressées à l'Agent administratif. Aucune Demande de rachat ne sera acceptée par téléphone ou par télex. Sauf indication contraire dans la Section spéciale relative au Compartiment concerné et sauf pendant toute période durant laquelle le calcul de la Valeur liquidative, l'émission, le rachat et la conversion d'Actions sont suspendus, les Demandes de rachat sont irrévocables et le produit des rachats sera viré sur le compte indiqué par l'Actionnaire dans sa Demande de rachat. La Société se réserve le droit de ne pas racheter certaines Actions si elle n'a pas reçu de preuves satisfaisantes que la Demande de rachat émane d'un Actionnaire de la Société. Le produit du rachat peut être retenu si les documents appropriés n'ont pas été remis à l'Agent administratif.

Si un Actionnaire demande le rachat d'Actions de la Société, une Commission de rachat pouvant atteindre jusqu'à cinq pour cent (5 %) peut être prélevée sur le montant à régler à cet Actionnaire. Le taux de la Commission de rachat applicable sera stipulé dans la Section spéciale se rapportant au compartiment concerné. Cette commission devra être payée au Distributeur général, aux sous-distributeurs, aux intermédiaires ou au Compartiment concerné.

Le Conseil d'administration se réserve le droit de renoncer à tout ou partie de cette Commission de rachat à son entière discrétion.

10.2 Rachats d'office par la Société

La Société peut racheter les Actions de tout Actionnaire si le Conseil d'administration de la Société de gestion détermine que :

- (a) l'une quelconque des déclarations de cet Actionnaire à la Société ou de la Société de gestion n'était pas ou n'est plus véridique et exacte ;
- (b) ou cet Actionnaire n'est pas ou n'est plus un Investisseur éligible ;
- (c) ou le fait de permettre à cet Actionnaire de continuer à détenir ses Actions pourrait causer un préjudice à la Société ou à l'un quelconque de ses Actionnaires ;
- (d) ou le fait que cet Actionnaire continue à détenir des Actions peut causer un préjudice à la Société ou à l'un quelconque de ses Actionnaires ;
- (e) ou par suite de la satisfaction d'une demande de rachat provenant d'un Actionnaire, le nombre total d'Actions de la Catégorie concernée qu'il détient tombe en dessous du Seuil de détention.

10.3 Rachats d'Actions payés en nature

Le Conseil d'administration et la Société de gestion peuvent, à la demande d'un Actionnaire, accepter d'effectuer au profit de cet Actionnaire une distribution en nature de titres du Compartiment pour régler à cet Actionnaire tout ou partie du rachat de ses actions au lieu de lui payer en espèces le produit de ce rachat. Le Conseil d'administration et la Société de gestion accepteront de procéder ainsi s'ils jugent que cette transaction ne nuit pas aux intérêts des autres Actionnaires du Compartiment concerné. Ce rachat sera effectué à la Valeur liquidative par Action de la Catégorie concernée du Compartiment dont cet Actionnaire demande le rachat, de telle sorte qu'il représentera la valeur d'une partie de l'actif imputable à cette Catégorie du Compartiment calculée au prorata des actions dont il demande le rachat. Les actifs à transférer à cet Actionnaire seront déterminés par la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements et le Dépositaire en tenant compte du caractère pratique de ce transfert d'actifs à cet Actionnaire ainsi que des intérêts du Compartiment et des autres actionnaires de celui-ci. Cet Actionnaire peut être passible de frais de courtage et/ou des impôts prélevés localement sur tout transfert ou vente de titres reçus en paiement d'un rachat. Le produit net de la cession de ces titres par l'Actionnaire demandant le rachat peut être supérieur ou inférieur au prix de rachat des Actions du Compartiment concerné du fait de l'évolution du marché et/ou d'écarts entre les prix retenus pour ce

transfert ou cette vente et pour le calcul de la Valeur liquidative par Action du Compartiment. La sélection, l'évaluation et le transfert des actifs seront soumis au Réviseur d'entreprises agréé pour examen et accord préalable.

Tous frais encourus du fait d'un rachat payé en nature seront à la charge de l'Actionnaire concerné.

11. CONVERSIONS

En l'absence de mention contraire dans la Section spéciale relative au compartiment concerné, les Actionnaires sont autorisés à convertir tout ou partie des Actions d'une Catégorie donnée en Actions de la même Catégorie ou d'une autre catégorie ou d'un autre Compartiment. En l'absence de mention contraire dans la Section spéciale relative au compartiment concerné, les Actionnaires sont autorisés à convertir tout ou partie des Actions d'une Catégorie donnée en Actions de la même Catégorie ou d'une autre catégorie ou d'un autre Compartiment. En conséquence, si, du fait d'une conversion, la valeur de la participation d'un Actionnaire dans la nouvelle Catégorie tombe en dessous du Montant minimum de souscription en vigueur, le Conseil d'administration et la Société de gestion ont la faculté de rejeter la demande de conversion des Actions. De plus, si, par suite d'une conversion, la valeur de la participation d'un Actionnaire dans la Catégorie d'origine tombe en dessous du Seuil de détention tel qu'il est stipulé dans la Section spéciale relative au compartiment concerné, cet Actionnaire, si le Conseil d'administration en décide ainsi, sera réputé avoir demandé la conversion de la totalité de ses Actions. Il est interdit aux Actionnaires de convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un Compartiment qui n'est plus ouvert à la souscription après la fin de la Période d'offre initiale ou la Date de l'offre initiale (telles qu'elles seront indiquées dans la Section spéciale se rapportant au compartiment concerné).

Si les critères pour devenir Actionnaire de cette autre Catégorie et/ou cet autre Compartiment sont satisfaits, l'Actionnaire soumettra une demande de conversion d'Actions en envoyant une demande écrite de conversion au Distributeur général, à un sous-distributeur ou à l'Agent administratif. Les Actions peuvent être converties à la demande des Actionnaires au cours de toute journée qui est un Jour de valorisation. Les demandes de conversion doivent parvenir à l'Agent administratif avant l'Heure limite de conversion, telle qu'indiquée dans la Section spéciale du Compartiment concerné. Les demandes de conversion reçues après l'Heure limite de conversion seront exécutées à la Valeur liquidative par Action du Jour de valorisation suivant. La demande de conversion doit indiquer soit un montant dans la monnaie dans laquelle est libellé le premier Compartiment, soit le nombre d'Actions des Catégories concernées du Compartiment en question dont cet Actionnaire demande la conversion.

Une Commission de conversion pouvant atteindre jusqu'à 5 % (cinq pour cent) de la Valeur liquidative du nouveau Compartiment peut être prélevée au profit du Compartiment ou de la Catégorie d'origine afin de couvrir les frais de conversion. Le taux de la Commission de conversion qui, le cas échéant, est applicable sera stipulé dans la Section spéciale se rapportant au compartiment concerné. Le même taux de Commission de conversion sera appliqué à toutes les demandes de conversion reçues un même Jour de valorisation. Le Conseil d'administration se réserve le droit de renoncer à tout ou partie de cette Commission de conversion à son entière discrétion.

La conversion d'Actions sera effectuée le Jour de valorisation en procédant simultanément :

- (a) au rachat du nombre d'Actions de la Catégorie (ou sous-Catégorie) concernée du Compartiment en question qui est spécifié dans la demande de conversion à la Valeur liquidative par Action de la Catégorie (ou sous-Catégorie) concernée du Compartiment en question ;
- (b) et à l'émission, ce même Jour de valorisation, d'Actions du nouveau Compartiment ou de la nouvelle Catégorie (ou Sous-catégorie) vers lequel doivent être converties les Actions d'origine pour un prix égal

à la Valeur liquidative par Action des Actions de la Catégorie (ou sous-Catégorie) concernée du (nouveau) Compartiment.

Sous réserve de toute conversion monétaire (le cas échéant), le produit provenant du rachat des Actions d'origine sera employé immédiatement en tant que montant de la souscription des Actions de la nouvelle Catégorie ou du nouveau Compartiment dans lequel les Actions d'origine sont converties.

Si des Actions libellées dans une monnaie sont converties en Actions libellées dans une autre monnaie, le nombre de ces Actions qui doivent être émises sera calculé en convertissant le produit du rachat des Actions dans la monnaie dans laquelle sont libellées les Actions à émettre. Le taux de change auquel sera effectuée cette conversion monétaire sera calculé par le Dépositaire conformément aux règles énoncées dans la Section 22 de la Section générale.

Si plusieurs Sous-catégories ont été créées à l'intérieur d'une Catégorie, les règles énoncées ci-dessus s'appliqueront par analogie à ces Sous-catégories.

En supposant qu'aucune souscription d'Actions de la Catégorie en question n'est effectuée le Jour de valorisation auquel la conversion se rapporte, le Prix de souscription initial par Action des Actions de cette Catégorie correspondra à 100 unités de la monnaie dans laquelle est libellée cette Catégorie, soit, selon le Compartiment concerné, 100 CHF, 100 EUR, 100 GBP, 100 USD ou 100 SEK.

12. TRANSFERT D'ACTIONS

Toutes les cessions d'Actions seront effectuées par un acte de transfert écrit sous toute forme usuelle ou commune ou sous toute autre forme à la convenance du Conseil d'administration et chaque acte de transfert énoncera le nom et l'adresse complets du cédant et du cessionnaire. L'instrument de transfert d'une Action sera signé par le cédant ou en son nom. Le cédant sera réputé rester le titulaire de l'Action jusqu'à ce que le nom du cessionnaire soit consigné dans le Registre des Actionnaires pour cette Action. Le Conseil d'administration peut refuser d'enregistrer toute cession d'Actions si, par suite de cette cession, la valeur de la participation du cédant ou du cessionnaire est inférieure au seuil de souscription ou de détention applicable à la Catégorie d'Actions ou au Compartiment concerné tel qu'il est stipulé dans le présent Prospectus ou dans la Section spéciale qui se rapporte à ce compartiment. L'enregistrement du transfert peut être suspendu aux dates et pendant la durée que le Conseil d'administration pourra décider de temps à autre, sous réserve toutefois qu'il ne soit pas suspendu pendant plus de 90 jours au cours d'une quelconque année civile. Le Conseil d'administration peut refuser d'enregistrer toute cession d'Actions si les instruments de transfert originaux et les autres documents qu'il pourra demander, ainsi que les preuves qu'il pourra raisonnablement demander pour prouver le droit pour le cédant d'effectuer cette cession et prouver l'identité du cessionnaire, n'ont pas été déposés au siège de la Société ou en tout autre lieu que le Conseil d'administration pourra raisonnablement spécifier. Ces preuves pourront inclure une déclaration selon laquelle le cessionnaire envisagé (i) est ou non un Ressortissant des États-Unis ou agit ou non pour le compte d'un Ressortissant des États-Unis, (ii) est ou non une Personne soumise à restrictions ou une personne agissant pour le compte d'une Personne soumise à restrictions ou (iii) remplit ou non les conditions requises pour être considéré comme un Investisseur institutionnel.

Le Conseil d'administration peut refuser d'enregistrer une cession d'Actions :

- (a) si, aux yeux du Conseil d'administration, la cession sera illégale ou entraînera, ou risque d'entraîner, de quelconques conséquences néfastes pour la Société ou ses Actionnaires sur le plan réglementaire ou fiscal ;
- (b) ou si le cessionnaire est un Ressortissant des États-Unis ou agit pour le compte d'un Ressortissant des États-Unis ;

- (c) ou si le cessionnaire est une Personne soumise à restrictions ou agit pour le compte d'une Personne soumise à restrictions ;
- (d) ou pour les Catégories dont la souscription est réservée aux Investisseurs institutionnels dans le cas où le cessionnaire n'est pas un Investisseur institutionnel ;
- (e) ou si, aux yeux du Conseil d'administration, la cession des Actions aboutirait à ce que les Actions soient enregistrées chez un dépositaire ou dans système de compensation dans lequel les Actions pourraient être à nouveau cédées dans des conditions qui ne seraient pas conformes aux termes du présent Prospectus ou des Statuts.

13. MARKET TIMING ET LATE TRADING

L'attention des Actionnaires et investisseurs potentiels est attirée sur le fait que la Société peut rejeter ou annuler toutes demandes de souscription ou de conversion pour tout motif, et notamment pour se conformer à la circulaire 04/146 de la CSSF sur la protection des OPC et de leurs investisseurs contre les pratiques de *Late trading* et de *Market timing*.

Par exemple, la négociation excessive d'actions en réponse aux fluctuations à court terme du marché, cette technique étant parfois appelée *Market timing*, perturbe la gestion de portefeuille et accroît les frais de gestion du Compartiment qui en est l'objet. En conséquence, la Société peut, à la discrétion du seul Conseil d'administration ou de la seule Société de gestion, procéder au rachat forcé d'Actions ou rejeter toutes demandes de souscription et de conversion émanant de tout investisseur dont la Société ou la Société de gestion a raisonnablement lieu de croire qu'il s'est livré à une activité de *Market timing*. À cet effet, le Conseil d'administration et la Société de gestion peuvent prendre en considération l'historique des transactions effectuées par un investisseur sur les Compartiments et sur des comptes détenus conjointement ou sous contrôle conjoint.

En sus de la Commission de rachat ou de la Commission de conversion qui, telle qu'elle est spécifiée dans la Section spéciale relative au Compartiment concerné, peut s'appliquer à ces ordres, la Société et la Société de gestion peuvent appliquer une pénalité n'excédant pas 2 % de la Valeur liquidative des Actions souscrites ou converties si la Société a raisonnablement lieu de croire qu'un investisseur s'est livré à une activité de *Market timing*. Cette pénalité sera créditée au Compartiment concerné. La Société, la Société de gestion et le Conseil d'administration ne pourront être tenus pour responsables d'aucune perte résultant du rejet d'un ordre ou d'un rachat forcé.

En outre, la Société veillera à ce que l'Heure limite de souscription, de rachat et de conversion soit scrupuleusement respectée et, en conséquence, prendra toutes mesures appropriées pour empêcher les pratiques connues sous le nom de *Late trading*.

14. DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

La Société sera dirigée par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tout acte d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la loi seront de la compétence du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration émettra, pour au moins un Compartiment, au moins une Action de Catégorie S telle que décrite de façon plus approfondie dans l'article 13 des Statuts et dans la Section spéciale relative au compartiment concerné. Le titulaire d'Actions de Catégorie S aura le droit de proposer à l'assemblée générale des Actionnaires une liste de candidats à la fonction d'Administrateur de Catégorie S.

Le Conseil d'administration doit être composé d'au moins trois Administrateurs, qui devront tous être nommés à partir de la liste proposée par le titulaire d'Action(s) de Catégorie S.

Tout Administrateur peut être renvoyé pour juste motif ou par une décision non motivée ou être remplacé à tout instant par une résolution adoptée par l'assemblée générale des Actionnaires sous réserve toutefois que, si un Administrateur de Catégorie S est renvoyé, les autres Administrateurs soient tenus de convoquer sans délai une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires afin de nommer un nouvel Administrateur de Catégorie S pour lui succéder conformément aux exigences de l'article 13 des Statuts. Le nouvel Administrateur de Catégorie S ainsi nommé sera choisi parmi les candidats figurant sur la liste présentée par la Catégorie en question.

La Société peut dédommager tout Administrateur ou cadre ainsi que ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de toute dépense raisonnablement encourue par lui à propos de tout procès, action ou procédure auquel il peut être partie du fait qu'il est ou a été administrateur ou cadre de la Société ou, sur sa demande, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et par laquelle il n'a pas le droit de se faire indemniser, sauf pour les affaires dans lesquelles il fait l'objet d'un jugement définitif le condamnant pour faute lourde ou intentionnelle dans le cadre de ce procès, action ou procédure ; en cas de règlement amiable, il ne sera indemnisé que pour les affaires couvertes par ce règlement amiable dans lesquelles la Société est avisée par son avocat que la Personne à indemniser ne s'est pas rendue coupable d'un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation susmentionné ne sera pas exclusif d'autres droits dont l'intéressé pourrait se prévaloir.

La composition actuelle du Conseil d'administration est la suivante :

- M. Jean Keller ;
- M. Dominique Dubois ;
- M. Francesco Cristoforo Samson ;
- M. Yvar Claude Menta ;
- Mme Rachel Nancy Hill et
- M. Thierry Callault.

15. LA SOCIÉTÉ DE GESTION

15.1 Informations sur la Société de gestion

Le Conseil d'administration a nommé FundPartner Solutions (Europe) S.A. (la « **Société de gestion** ») en tant que société de gestion afin qu'elle agisse à ce titre au sens de la Partie I de la Loi de 2010, conformément à la Convention de gestion.

FundPartner Solutions (Europe) S.A. est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois constituée le 17 juillet 2008 pour une durée indéterminée. Ses statuts ont été publiés dans le Journal Officiel du Luxembourg le 26 août 2008. FundPartner Solutions (Europe) S.A. figure sur la liste officielle des sociétés de gestion luxembourgeoises régies par le chapitre 15 de la Loi de 2010. À la date du Prospectus, le capital autorisé de la Société de gestion, qui est entièrement libéré, s'élevait à 6 250 000 CHF. Les fonds qu'elle détient sont conformes aux exigences de la Loi de 2010 et de la Circulaire 18/698. Le conseil d'administration de la Société de gestion se compose des membres suivants :

- M. Marc Briol, CEO Pictet Asset Services, Banque Pictet & Cie S.A., Genève ;
- M. Dorian Jacob, Managing Director, Chief Executive Officer, FundPartner Solutions (Europe) S.A. ;

- M. Geoffroy Linard De Guertechin, administrateur indépendant.

15.2 Fonctions de FundPartner Solutions (Europe) S.A. en sa qualité de Société de gestion

Sous réserve du contrôle global du Conseil d'administration et sans limitation, la Société de gestion fournira à la Société des services en matière (i) de gestion de placement, (ii) d'administration et (iii) de promotion, de distribution et de vente, tels qu'énumérés à l'annexe II de la Loi de 2010. Les droits et devoirs de la Société de gestion sont détaillés aux articles 107 ss de la Loi de 2010. Dans l'exercice de ses activités, la Société de gestion devra agir en tout temps loyalement, équitablement, dans le meilleur intérêt des Actionnaires et en conformité avec la Loi de 2010, le Prospectus et les Statuts.

La Société de gestion est investie de l'administration quotidienne de la Société. Dans l'exercice de ses devoirs tels qu'énoncés dans la Loi de 2010 et la Convention de gestion, la Société de gestion est autorisée, en vue de mener ses activités de manière plus efficace, à déléguer, sous sa responsabilité et son contrôle, avec l'accord préalable de la Société et sous réserve de l'approbation de la CSSF, tout ou partie de ses fonctions et devoirs à un tiers qui, selon la nature des fonctions et des devoirs à sous-traiter, doit être qualifié et capable de s'acquitter des devoirs en question. La Société de gestion demeurera responsable à l'égard de la Société pour toutes les fonctions et devoirs ainsi délégués.

La Société de gestion exigera de tout agent auquel elle entend déléguer ses droits de se conformer aux dispositions du Prospectus, des Statuts et des dispositions pertinentes de la Convention de gestion.

S'agissant des devoirs ainsi délégués, la Société de gestion devra mettre en œuvre des mécanismes et des procédures de contrôle appropriés, comprenant des contrôles de gestion des risques ainsi que des processus de reporting réguliers, afin d'exercer une surveillance efficace des tiers auxquels des fonctions et des devoirs ont été délégués et de s'assurer que les services fournis par ces tiers sont conformes aux Statuts, au Prospectus et au contrat conclu avec ces fournisseurs de services tiers.

La Société de gestion doit faire preuve de soin et de diligence lors de la sélection et de la surveillance des tiers auxquels des fonctions et des devoirs peuvent être délégués et doit s'assurer que les tiers en question bénéficient d'une expérience et de connaissances suffisantes et qu'ils disposent des autorisations nécessaires pour exercer les fonctions qui leur sont déléguées.

La Société de gestion peut déléguer les fonctions suivantes à des tiers : la gestion d'investissements de certains Compartiments, l'administration, la promotion et la distribution, tel que décrit dans le Prospectus et les Sections spéciales.

La Société de gestion a mis en place et applique une politique et des pratiques en matière de rémunération qui visent et sont compatibles avec une gestion du risque sûre et efficace, qui n'encouragent pas les prises de risque en contradiction avec le profil de risque, les différentes dispositions applicables, le présent Prospectus et les Statuts et qui ne l'empêchent pas de se conformer à son obligation d'agir dans le meilleur intérêt de la Société (la « **Politique de rémunération** »).

Couvrant les rémunérations fixes et variables, la politique de rémunération s'applique à toutes les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Société de gestion, de la Société ou des Compartiments, ce qui comprend les cadres supérieurs, les preneurs de risques, les responsables de la supervision et tout employé dont la rémunération totale se trouve dans la fourchette de celle des cadres supérieurs et des preneurs de risques.

La Politique de rémunération est compatible avec la stratégie commerciale, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la Société de gestion, de la Société et des Actionnaires, et comprend des mesures permettant d'éviter les conflits d'intérêt.

Elle garantit notamment :

- (a) que les collaborateurs en charge de la supervision sont rémunérés en fonction de la réalisation des objectifs en lien avec leurs fonctions, indépendamment de la performance des segments qu'ils supervisent ;
- (b) que l'évaluation de la performance s'inscrit dans un cadre pluriannuel correspondant à la période de détention recommandée pour les investisseurs de la Société, ce qui permet de s'assurer que ladite évaluation se base sur une performance sur le long terme et que les risques d'investissement et le paiement réel des commissions de performance sont répartis sur la même période ;
- (c) que les éléments fixes et variables de la rémunération totale sont pondérés de manière équilibrée. Les éléments fixes représentent une part suffisamment élevée de la rémunération totale afin que la politique appliquée aux éléments variables puisse être souple à 100 %, ce qui implique aussi l'éventualité de ne verser aucun élément de rémunération variable ;
- (d) que la méthode d'évaluation de la performance utilisée pour calculer les éléments de rémunération variables ou les groupes d'éléments de rémunération variables comprend un mécanisme d'ajustement global prenant en considération tous les risques actuels ou futurs ;
- (e) au cas où la gestion de la Société représenterait, à un moment donné, 50 % ou plus du portefeuille total géré par la Société de gestion, qu'au moins 50 % de tout élément de rémunération variable consiste en des Actions, en des titres de propriété équivalents, en des instruments liés à des actions ou en des instruments équivalents autres que des espèces, dans la mesure où ceux-ci créent des incitations aussi efficaces que les autres instruments mentionnés dans le présent point ;
- (f) que le paiement d'une partie importante de tout élément de rémunération variable (au moins 40 %) est reporté pendant une durée appropriée par rapport à la période de détention recommandée aux Actionnaires et que le pourcentage du montant différé est adapté à la nature des risques de la Société.

Vous trouverez de plus amples informations sur la Politique de rémunération (y compris sur les personnes chargées de calculer les rémunérations fixes et variables des collaborateurs), ainsi qu'une description des éléments clés en la manière et une vue d'ensemble de la méthode de calcul des rémunérations sur le site <https://www.group.pictet/media/sd/f566617c918def6ae04bbd860383fcfa31a7f3e8>. Sur demande, les Actionnaires peuvent également se procurer gratuitement un exemplaire papier de la synthèse de la Politique de rémunération.

La Convention de gestion a été conclue pour une durée indéterminée et peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de trois mois. À la date du présent Prospectus, la Société de gestion agissait déjà en tant que tel pour le compte d'autres fonds d'investissement, dont la liste est disponible auprès de son siège social et figure également dans son rapport annuel.

15.3 Dirigeants

Les dirigeants de la Société de gestion sont responsables de la conduite des affaires quotidiennes de celle-ci. À la date du présent Prospectus, les dirigeants de la Société de gestion étaient Dorian Jacob, Abdellali Khokha, Pierre Bertrand et Frédéric Bock.

Les dirigeants de la Société de gestion forment un comité de gestion et veillent à ce que les différents prestataires de services auxquels la Société de gestion a délégué certaines fonctions exécutent leurs tâches conformément à la Loi de 2010, à la Circulaire 18/698, aux Statuts, au Prospectus et aux dispositions des conventions de prestation de services correspondantes conclues entre la Société de gestion, la Société et chacun d'entre eux. Ils garantissent en outre la conformité de la Société avec les restrictions sur les investissements et supervisent la mise en œuvre des politiques d'investissement des Compartiments. Enfin, ils soumettent régulièrement des rapports au conseil d'administration de la

Société de gestion et l'informent sans délai de toute non-observation des restrictions sur les investissements de la part de la Société.

15.4 Fonctions de FundPartner Solutions (Europe) S.A. en sa qualité d'Agent administratif

Conformément à la Convention de gestion, la Société de gestion fournit aussi des services administratifs, de registre et de transfert, d'agent payeur et d'agent de domiciliation à la Société (lorsqu'elle exécute ces fonctions, elle sera désignée comme l'« **Agent administratif** »). Dans ce contexte, l'Agent administratif :

- (a) sera responsable, en tant qu'agent de registre et de transfert, de la tenue du Registre des Actionnaires de la Société, ainsi que de l'émission, de la conversion et du rachat d'Actions conformément au Prospectus et aux Statuts ;
- (b) sera responsable, en tant qu'agent administratif et agent payeur, du calcul et de la publication de la Valeur liquidative des Actions de chaque Compartiment et Catégorie en vertu de la Loi de 2010, des Statuts et du Prospectus, de l'accomplissement des tâches administratives et comptables nécessaires pour le compte de la Société, ainsi que du versement des dividendes, des distributions et des produits de rachat aux Actionnaires ;
- (c) sera principalement chargé, en tant qu'agent de domiciliation, de réceptionner et de conserver soigneusement les avis, correspondances, conseils téléphoniques ou autres déclarations et communications reçues pour le compte de la Société. Il fournit également d'autres services pouvant être ponctuellement nécessaires dans le cadre de l'administration quotidienne de celle-ci.

16. GESTION DES INVESTISSEMENTS

Quaero Capital S.A. (le **Gestionnaire des investissements**) est le gestionnaire des investissements de chaque Compartiment. La Société de gestion a délégué, avec l'accord de la Société, au Gestionnaire des investissements tout pouvoir pour agir au nom de la Société afin d'exécuter des prestations de gestion d'investissements et, pour chaque Compartiment, pour assumer la responsabilité des activités d'investissement de la Société qu'il juge nécessaires pour la gestion des actifs du Compartiment concerné selon les modalités décrites dans la Section Spéciale qui le concerne.

Le Gestionnaire des investissements est une société de droit helvétique créée le 22 avril 2005 pour une durée illimitée sous la forme d'une société anonyme et dont le siège se trouve au 20bis, rue de Lausanne, CH-1201 Genève, Suisse. Le Gestionnaire des investissements est immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de Genève sous le numéro CH-660-0921005-4. Le Gestionnaire des investissements est soumis à la tutelle de la FINMA et autorisé par cette dernière à se livrer à une activité de gestion d'investissements.

Le Gestionnaire des investissements peut, pour un ou plusieurs Compartiments et avec l'accord de la CSSF, de la Société de gestion et de la Société, déléguer ses fonctions à un ou plusieurs Gestionnaires des investissements par délégation selon les modalités décrites dans la Section spéciale sur chacun des compartiments concernés. En l'absence de mention contraire dans la Section spéciale relative au compartiment concerné, le Gestionnaire des investissements est chargé, entre autres, d'identifier et acquérir les investissements de la Société. Le Gestionnaire des investissements est investi de tous les pouvoirs et de toute l'autorité ainsi que de tous les droits nécessaires pour être en mesure de gérer les investissements des Compartiments et dispenser d'autres services de gestion d'investissements en vue d'aider la Société de gestion à atteindre les objectifs d'investissement et appliquer la politique d'investissement décrits dans le présent Prospectus ainsi que tout objectif et politique d'investissement décrit dans la Section spéciale qui concerne le compartiment concerné. En conséquence, la responsabilité de prendre la décision d'acheter, vendre ou détenir un titre ou actif donné appartient au

Gestionnaire des investissements et, le cas échéant, au Gestionnaire des investissements par délégation qu'il a nommé sous réserve, dans tous les cas, de la politique et des directives et sous le contrôle et la responsabilité du Conseil d'administration et de la Société de gestion.

17. DÉPOSITAIRE

Bank Pictet & Cie (Europe) AG, succursale de Luxembourg a été désignée comme Banque Dépositaire du Fonds aux termes de la Convention de dépôt conclue pour une durée indéterminée.

Bank Pictet & Cie (Europe) AG, succursale de Luxembourg est une succursale de l'établissement de crédit allemand Bank Pictet & Cie (Europe) AG, située au 15A, Avenue J.F.Kennedy, L-1855 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B277879. Elle est habilitée à exercer des fonctions de dépositaire aux termes de la loi luxembourgeoise.

Pour le compte et dans l'intérêt des Actionnaires, Bank Pictet & Cie (Europe) AG, succursale de Luxembourg est responsable (i) de détenir en conservation les liquidités et les titres composant les actifs de la Société, (ii) de surveiller les liquidités, (iii) de superviser les activités et (iv) d'accomplir tout service ponctuellement convenu et visé dans la Convention de dépôt.

Fonctions de la Banque Dépositaire

La Banque Dépositaire est chargée de la garde des actifs du Fonds. S'agissant des instruments financiers pouvant être détenus en garde, ils peuvent l'être directement par la Banque Dépositaire ou, dans la mesure permise par la législation et la réglementation en vigueur, par l'intermédiaire de tout dépositaire/sous-dépositaire tiers fournissant, en principe, les mêmes garanties que la Banque Dépositaire, c'est-à-dire, pour les institutions luxembourgeoises, qu'elles doivent être des établissements de crédit au sens de la Loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'amendée ou, pour les institutions étrangères, des institutions financières soumises à des règles de supervision prudentielle considérées comme équivalentes à celles prévues par la législation de l'UE. La Banque Dépositaire s'assure également que les flux de trésorerie du Fonds sont correctement contrôlés et, en particulier, que les montants de souscription ont été reçus et que toute la trésorerie du Fonds a été portée au compte de trésorerie au nom (i) du Fonds, (ii) de la Société de gestion pour le compte du Fonds ou (iii) de la Banque Dépositaire pour le compte du Fonds.

La Banque Dépositaire doit notamment:

- accomplir toutes les opérations concernant l'administration courante des titres et actifs liquides du Fonds, et notamment payer les titres achetés contre livraison de ceux-ci, livrer les titres vendus contre encaissement de leur prix, encaisser les dividendes et coupons et exercer les droits de souscription et d'attribution;
- veiller à ce que la valeur des Actions soit calculée conformément au droit luxembourgeois et aux Statuts;
- suivre les instructions du Fonds, à moins qu'elles ne soient contraires à la législation luxembourgeoise ou aux Statuts;
- s'assurer que dans les opérations portant sur les actifs du Fonds, la contrepartie lui est remise dans les délais d'usage;
- s'assurer que la vente, l'émission, le rachat et l'annulation des Actions effectués par le Fonds ou pour son compte ont lieu conformément à la législation luxembourgeoise et aux Statuts;

- s'assurer que les produits du Fonds sont affectés conformément à la législation luxembourgeoise et aux Statuts.

La Banque Dépositaire fournit régulièrement au Fonds et à la Société de gestion un inventaire complet des actifs du Fonds.

Délégation de fonctions:

En vertu des stipulations de la Convention de dépôt, la Banque Dépositaire peut, sous réserve de certaines conditions et en vue d'exercer ses fonctions de manière plus efficace, déléguer à un ou plusieurs délégués tiers désignés ponctuellement par la Banque Dépositaire tout ou partie de ses fonctions de garde des actifs du Fonds, y compris, sans s'y limiter, la détention en garde des actifs ou, si ces actifs ne peuvent être détenus en garde du fait de leur nature, la vérification de leur propriété ainsi que la tenue d'un registre les répertoriant. La Banque Dépositaire fera preuve de prudence et de vigilance lors de la sélection et de la désignation des délégués tiers afin de s'assurer que chacun d'eux possède l'expertise et les compétences requises. La Banque Dépositaire vérifie également périodiquement si les délégués tiers remplissent les obligations légales et réglementaires en vigueur et exerce une surveillance constante sur chaque délégué tiers afin de veiller à ce que les obligations des délégués tiers continuent d'être remplies de manière compétente. Les commissions versées à tout délégué tiers désigné par la Banque Dépositaire seront supportées par le Fonds.

La responsabilité de la Banque Dépositaire ne saurait être affectée par le fait qu'elle ait confié tout ou partie des actifs du Fonds sous sa garde auxdits délégués tiers.

En cas de perte d'un instrument financier détenu en garde, la Banque Dépositaire sera tenue de restituer au Fonds, sans délai indu, un instrument financier de même type ou le montant correspondant, sauf si une telle perte résulte d'un événement extérieur raisonnablement considéré comme hors du contrôle de la Banque Dépositaire et dont les conséquences n'auraient pu être évitées malgré tous les efforts fournis à cette fin.

La liste à jour des délégués tiers désignés est disponible sur demande auprès du siège social de la Banque Dépositaire et sur son site Internet:

<https://www.group.pictet/asset-services/custody/safekeeping-delegates-sub-custodians>

Conflits d'intérêts

Dans l'exercice de ses fonctions, la Banque Dépositaire agira de manière juste, honnête, professionnelle et indépendante, ainsi que dans l'intérêt exclusif du Fonds et des Actionnaires.

Des conflits d'intérêt peuvent néanmoins survenir, étant donné que la Banque Dépositaire et/ou ses délégués sont habilités à fournir d'autres services au Fonds, à la Société de gestion et/ou à d'autres parties. Comme indiqué ci-dessus, les sociétés affiliées de la Banque Dépositaire sont également nommées délégués de la Banque Dépositaire. Les conflits d'intérêt potentiels entre la Banque Dépositaire et ses délégués comprennent notamment la fraude (des irrégularités non reportées aux autorités pour éviter d'avoir une mauvaise réputation), le risque de recours en justice (réticence à engager une procédure légale à l'encontre du dépositaire, voire l'évitement d'une telle procédure), le biais de sélection (le choix du Dépositaire n'est pas basé sur la qualité et le prix), le risque d'insolvabilité (normes en matière de ségrégation des actifs ou attention portée à la solvabilité du dépositaire moins strictes) ou le risque d'exposition au groupe (investissements au sein du groupe).⁶

La Banque Dépositaire (ou l'un quelconque de ses délégués) peut, dans le cadre de ses activités, rencontrer des conflits d'intérêts potentiels ou réels avec ceux du Fonds et/ou d'autres fonds pour lesquels la Banque Dépositaire (ou l'un quelconque de ses délégués) agit.

La Banque Dépositaire a prédéfini tous les types de situations pouvant potentiellement entraîner un conflit d'intérêt et a donc procédé au criblage de tous les services fournis au Fonds soit par la Banque Dépositaire elle-même, soit par ses délégués. Cette opération de criblage a permis l'identification de conflits d'intérêt potentiels, qui sont toutefois gérés de manière appropriée. Vous trouverez la liste des conflits d'intérêt potentiels sont disponibles gratuitement au siège social de la Banque Dépositaire et sur le site Internet suivant :

https://www.pictet.com/content/dam/www/documents/legal-and-notes/PAS-Register-conflicts-interests-PEUSA-201809_EGR_Final_EN.pdf.coredownload.pdf.

La Banque Dépositaire réexamine régulièrement ces services et délégations donnés aux délégués et reçus des délégués avec lesquels des conflits d'intérêts peuvent survenir. Elle met à jour cette liste en conséquence.

En cas de conflit d'intérêt réel ou potentiel, la Banque Dépositaire s'efforcera d'honorer ses obligations envers le Fonds et de traiter le Fonds et les autres fonds d'investissement concernés de manière équitable, afin que toutes les transactions soient, dans la mesure du raisonnable, effectuées dans des conditions qui seront basées sur des critères prédéfinis objectifs et qui servent exclusivement les intérêts du Fonds et des Actionnaires. Les conflits d'intérêt potentiels sont identifiés, gérés et supervisés de plusieurs façons, ce qui comprend notamment la séparation hiérarchique et fonctionnelle entre les fonctions de dépositaire de la Banque Dépositaire et ses autres obligations susceptibles de provoquer un conflit d'intérêt, ainsi que l'adoption par la Banque Dépositaire de sa propre politique en matière de conflits d'intérêt.

La Banque Dépositaire et le Fonds peuvent tous deux résilier la Convention de dépôt en tout temps, moyennant un préavis écrit adressé à l'autre partie au moins trois mois à l'avance, sous réserve que toutefois que si le Fonds décide de mettre un terme au mandat du Dépositaire, il doit nommer, dans un délai de deux mois, un nouveau dépositaire pour que les fonctions et les responsabilités de la Banque Dépositaire et sous réserve que la Banque Dépositaire continue d'exercer ses fonctions tant que tous les actifs du Fonds qu'elle détenait ou dont elle avait délégué la garde pour le compte du Fonds ne lui ont pas été retirés. Si c'est la Banque Dépositaire qui souhaite rompre la Convention de dépôt, le Fonds devra aussi désigner une nouvelle banque dépositaire, sous réserve toutefois, qu'à compter de la date de la résiliation (telle qu'indiquée dans le préavis) et jusqu'à la nomination de la nouvelle banque dépositaire par le Fonds, la Banque Dépositaire actuelle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver les intérêts des Actionnaires.

Des informations actualisées relatives à la description des responsabilités de la Banque Dépositaire et des conflits d'intérêts susceptibles de survenir ainsi que concernant toute délégation de fonctions de garde par la Banque Dépositaire et tout conflit d'intérêts susceptible de survenir en lien avec une telle délégation seront mises à la disposition des investisseurs sur demande auprès du siège social du Fonds.

La rémunération de la Banque Dépositaire est conforme aux pratiques usuelles sur le marché financier au Luxembourg. Elle est exprimée en pourcentage des actifs nets du Fonds et est payée chaque trimestre.

18. DISTRIBUTEURS ET ACTIONNAIRES MANDATAIRES

À la demande de la Société et avec l'accord de celle-ci, la Société de gestion a nommé Quaero Capital S.A. distributeur général des Compartiments (le « **Distributeur général** »). Le Distributeur général sera chargé de fournir des services de coordination dans le cadre de la vente des Actions des Compartiments et nommera à son tour un ou plusieurs sous-distributeurs pour le compte du (des) Compartiment(s) concerné(s).

Concernant les Actions destinées à la vente aux investisseurs, la Société et la Société de gestion s'attendent à ce que le Distributeur général ou les sous-distributeurs proposent de conclure des accords

avec les investisseurs concernés en vue de fournir à ces derniers des services de mandataire au titre des Actions ou qu'ils fassent en sorte que des prestataires externes de services de mandataire fournissent lesdits services à ces investisseurs.

Tous les sous-distributeurs habilités à recevoir le montant des souscriptions et/ou les demandes de souscription, de rachat ou de conversion pour le compte de la Société et de prestataires de services d'actionnaire mandataire doivent être (i) des professionnels du secteur financier d'un pays membre du GAFI qui, en vertu de la réglementation de leur pays, sont soumis à des règles sur la lutte contre le blanchiment de capitaux qui sont équivalentes à celles qu'exige la législation du Luxembourg ou (ii) des professionnels établis dans un État qui n'est pas membre du GAFI à condition qu'ils soient une filiale d'un professionnel du secteur financier résidant dans un État membre du GAFI et qu'ils soient obligés de suivre des règles sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui sont équivalentes à celles qu'exige la législation du Luxembourg en raison de la politique interne du groupe. Tant que et dans la mesure où ces arrangements subsistent, ces investisseurs sous-jacents n'apparaîtront pas dans le Registre des Actionnaires de la Société et n'auront aucun droit de recours direct contre la Société.

Aucun sous-distributeur ni prestataire de services d'actionnaire mandataire qui détiennent leurs Actions par le truchement d'Euroclear ou Clearstream ou de tout autre système de compensation concerné en tant que titulaire d'un compte ne sera reconnu comme titulaire de ces actions inscrit dans le Registre. Dans ce cas, l'actionnaire mandataire d'Euroclear ou Clearstream ou de cet autre système de compensation concerné sera reconnu comme l'Actionnaire inscrit et consigné dans le Registre et lui-même détiendra les Actions pour le compte des détenteurs de compte concernés conformément aux arrangements en question. Les Actions 144A ne seront émises que sous forme physique matérialisée par un certificat et elles seront exclues de la procédure de compensation ou de règlement par l'intermédiaire d'Euroclear ou Clearstream ou de tout autre système de compensation concerné.

Les termes et conditions du ou des contrats de sous-distribution incluant des arrangements en vue de la fourniture de services d'actionnaire mandataire devront permettre qu'un investisseur sous-jacent qui (i) a investi dans la Société par le truchement d'un actionnaire mandataire et (ii) n'est pas une Personne soumise à restrictions puisse demander à tout instant le transfert à son nom des Actions souscrites par l'intermédiaire de l'actionnaire mandataire. A l'issue de ce transfert, cet investisseur recevra la preuve de la participation qu'il détient à la confirmation du transfert par l'actionnaire mandataire.

Il est loisible aux investisseurs d'effectuer leurs souscriptions directement auprès de la Société sans avoir à passer par l'intermédiaire du Distributeur général, d'un sous-distributeur ou d'un actionnaire mandataire.

Le Gestionnaire des investissements et le Distributeur général peuvent conclure des accords de rétrocession de commissions avec tout sous-distributeur à propos de leurs services de distribution. Toute rétrocession de commission de cette sorte sera payée par le Gestionnaire des investissements et le Distributeur général au moyen d'un prélèvement sur leurs propres actifs (ou leur rémunération). Le Gestionnaire des investissements et le Distributeur général peuvent ordonner de temps à autre par écrit à la Société et/ou à la Société de gestion de payer directement une partie de leur propre rémunération aux sous-distributeurs.

19. FRAIS, RÉMUNÉRATION ET DÉPENSES

19.1 Commissions

- (a) Commission de la Société de gestion

La Société de gestion est en droit de recevoir une commission (la « Commission de la Société de gestion ») qui s'élève à 0,06 % par an de la Valeur liquidative moyenne de chaque Compartiment au cours de la période considérée, sous réserve d'un montant annuel minimal de 30 000 EUR par Compartiment. La Société de gestion se réserve le droit de refuser ce montant annuel minimal en tout ou en partie ;

(b) Commission d'administration centrale

L'Agent administratif est en droit de recevoir une commission d'administration centrale (la « Commission d'administration centrale ») qui s'élève à maximum 0,10 % par an de la Valeur liquidative moyenne de chaque Compartiment au cours de la période considérée, sous réserve d'un montant annuel minimal de 15 000 EUR par Compartiment. La Commission d'administration centrale est versée chaque trimestre. L'Agent administratif se réserve le droit de refuser ce montant annuel minimal en tout ou en partie ;

(c) Commission du Dépositaire

Le Dépositaire est en droit de recevoir une commission de dépositaire (la « Commission du Dépositaire ») qui s'élève à maximum 0,07 % par an de la Valeur liquidative moyenne de chaque Compartiment au cours de la période considérée, sous réserve d'un montant annuel minimal de 10 000 EUR par Compartiment. La Commission du Dépositaire est versée chaque trimestre. Le Dépositaire se réserve le droit de refuser ce montant annuel minimal en tout ou en partie ;

(d) Rémunération du Gestionnaire des investissements et du ou des Gestionnaires des investissements par délégation

La rémunération du Gestionnaire des investissements et du ou des Gestionnaires des investissements par délégation de chaque Compartiment est décrite dans la Section spéciale qui se rapporte au compartiment concerné.

En outre, le Gestionnaire des investissements aura droit à une commission correspondant à 0,20 % par an de la Valeur liquidative (la Commission fixe), perçue sur les actifs de chaque Catégorie de chaque Compartiment. La Commission fixe couvrira tous les frais et dépenses encourus en relation avec les activités opérationnelles et administratives quotidiennes effectuées par la Société et ses Compartiments, ainsi que pour les services rendus, dans le cadre des tâches suivantes :

- (i) dépenses relatives à la commercialisation et à la promotion ;
- (ii) publicité ;
- (iii) frais relatifs à la publication des prix ;
- (iv) distribution des rapports semestriels et annuels et autres dépenses liées au reporting ;
- (v) publication et envoi par courrier des notifications et des rapports aux Actionnaires ou de tout autre type de communication à l'attention des Actionnaires, des autorités de réglementation ou des fournisseurs de services.

De telles dépenses seront définies et facturées pour chaque Catégorie de chaque Compartiment, seront comptabilisées lors de chaque calcul de la Valeur liquidative et seront versées mensuellement à terme échu à l'attention du Gestionnaire des investissements. Ces dépenses étant fixes, le Gestionnaire des investissements supportera le surplus des dépenses réelles facturées à chaque Catégorie. A l'inverse, le Gestionnaire des investissements sera autorisé à retenir tout montant de ces dépenses facturées à chaque Catégorie qui excéderait les dépenses réelles supportées par les Catégories concernées sur la période en question.

Le Conseil d'administration se réserve le droit de modifier le volume de telles dépenses applicables à chaque Catégorie. En cas d'augmentation, les Actionnaires concernés en seront informés au minimum un mois avant le changement. Durant ce préavis, ces Actionnaires pourront demander le rachat gratuit de leurs Actions.

19.2 Charges d'exploitation

La Société prélève sur l'actif du Compartiment concerné toutes les dépenses dues par la Société, lesquelles incluront, de façon non limitative, les frais d'établissement, les commissions (y compris la Commission de performance) due à la Société de gestion, au Gestionnaire des investissements et au ou aux Gestionnaires des investissements par délégation, les commissions et honoraires dus à ses Réviseurs d'entreprises et comptables, au Dépositaire et à ses correspondants, à l'Agent administratif, à tous organismes communiquant les cours d'actifs, à tous représentants permanents dans les pays où la Société est enregistrée et à tout autre agent employé par la Société, la rémunération des Administrateurs et des cadres et leurs débours dans la mesure où ils sont raisonnables, les couvertures d'assurance et les frais de déplacement liés aux réunions du Conseil d'administration dans la mesure où ils sont raisonnables, les frais et honoraires se rapportant aux prestations de consultants juridiques et auditeurs, tous frais et dépenses liés à l'enregistrement de la Société auprès de tous organismes étatiques ou Bourses du Luxembourg et à son maintien, les frais de reporting et de publicité, y compris le coût de la préparation, de l'impression et de la distribution des prospectus, mémoires explicatifs, rapports périodiques ou déclarations d'enregistrement, tous les impôts, taxes, droits, prélèvements et redevances similaires prélevés par un État et toutes les autres charges d'exploitation, y compris le coût de l'achat et de la vente d'actifs, les intérêts, frais bancaires et de courtage, les frais postaux, de téléphone et de télex. La Société peut constater les frais administratifs et autres dépenses régulières ou récurrentes sur la base d'un montant estimé au prorata sur une durée annuelle ou autre.

En outre, les charges et dépenses supportées par la Société incluront toutes les charges et dépenses raisonnables payées en son nom, y compris mais sans s'y limiter, des dépenses de téléphone, de fax, de télégramme et de poste encourues par le Dépositaire à l'occasion de l'achat et de la vente de titres du portefeuille d'un ou plusieurs Compartiments.

La Société peut dédommager tout administrateur, cadre dirigeant, cadre, salarié ou agent ou mandataire, leurs héritiers, leurs exécuteurs testamentaires et leurs administrateurs, dans la mesure où cela est permis par la loi, de tous coûts et dépenses supportés ou payés par eux à propos de tout procès, réclamation, demande, action ou procédure en justice intenté contre eux en leur qualité d'administrateur, cadre dirigeant, cadre, salarié ou agent ou mandataire de la Société, sauf dans le cas où ils font l'objet d'un jugement définitif les condamnant pour faute lourde. En cas d'accord amiable, cette indemnisation ne sera accordée que si le conseiller juridique de la Société est d'avis que l'administrateur, le cadre dirigeant, le cadre, le salarié ou l'agent ou mandataire en question n'a pas manqué à son devoir et uniquement si un tel arrangement est préalablement approuvé par le Conseil d'administration. Le droit à cette indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits dont cet administrateur, ce cadre dirigeant, ce cadre, ce salarié ou cet agent ou mandataire peut se prévaloir. Les droits à indemnisation stipulés dans les présentes sont séparés, n'affectent pas les autres droits dont tout administrateur, cadre dirigeant, cadre, salarié, agent ou mandataire peut se prévaloir actuellement ou par la suite et seront maintenus pour toute Personne qui a cessé son activité d'administrateur, de cadre dirigeant, de cadre, de salarié, d'agent ou de mandataire.

Les frais liés à la préparation et la présentation d'une défense contre tout procès, réclamation, action ou procédure en justice intenté contre un Administrateur, cadre dirigeant, cadre, salarié ou agent ou mandataire seront avancés par la Société, avant toute décision finale sur l'affaire, à la réception d'un engagement signé par cet Administrateur, cadre dirigeant, cadre, salarié ou agent ou mandataire ou en son nom et selon lequel l'intéressé s'engage à rembourser cette somme s'il apparaît par la suite qu'il n'a pas droit à une indemnisation. Nonobstant ce qui précède, la Société peut souscrire les polices d'assurance nécessaires pour le compte des Administrateurs, Personnes dirigeantes, cadres dirigeants, cadres, salariés ou agents ou mandataires de la Société.

Chaque Compartiment prendra à sa charge les coûts et dépenses qui lui sont directement imputables. Les frais et dépenses qui ne peuvent être imputés à un Compartiment donné seront répartis équitablement entre les Compartiments proportionnellement à leur actif net respectif. Tous les revenus découlant des Techniques GEP seront portés au compte du Compartiment concerné, nets des coûts/frais opérationnels directs et indirects.

19.3 Frais résultant de l'investissement par un Compartiment dans d'autres OPCVM ou OPC

Dans la mesure où un Compartiment peut investir dans tout autre OPC ou OPCVM, des frais de vente ou de rachat supplémentaires peuvent lui être facturés. Le Compartiment peut, en outre, être tenu de payer directement ou indirectement des frais de gestion d'un maximum de 4 % au titre de son investissement dans d'autres OPC ou OPCVM. Le niveau maximum sera également communiqué dans le rapport annuel de la Société.

19.4 Frais d'établissement et de lancement

Les dépenses encourues à l'occasion de la constitution de la Société et de la création des Compartiments initiaux, y compris celles qui concernent la préparation et la publication du premier Prospectus et du ou des KID PRIIP ainsi que les impôts, taxes, droits et tous autres frais de publication, ont été amorties sur une durée de cinq (5) ans.

Tous les frais, coûts et dépenses auxquels il est fait référence dans le paragraphe qui précède sont appelés **Frais d'établissement et de lancement**. Les dépenses encourues à l'occasion de la création de tout Compartiment supplémentaire peuvent être supportées par le Compartiment concerné et seront amorties sur une durée de cinq (5) ans. C'est pourquoi les Compartiments supplémentaires ne supporteront pas de quote-part de Frais d'établissement et de lancement.

19.5 Accords de rétrocession de commissions

Sous réserve du consentement de la Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général) peuvent conclure des accords dans lesquels l'un ou l'autre convient qu'une partie de ses commissions sera rétrocédée à une ou à plusieurs autres entités, telles que des intermédiaires, en guise de rémunération en contrepartie des services que celles-ci auront fournis ou en faveur de la Société. De tels accords doivent être conclus conformément aux lois et aux réglementations applicables. La Société de gestion ne peut conclure un tel accord que si la rémunération a pour finalité de rehausser la qualité des services fournis à la Société, et pour autant que le devoir de la Société de gestion d'agir dans le meilleur intérêt de la Société n'en soit pas affecté. La Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général) peuvent également conclure des accords avec un ou plusieurs Investisseurs dans lesquels ils s'engagent à rétrocéder tout ou partie de leurs commissions à ces derniers. Chacun de ces accords devra se conformer aux réglementations applicables, sera toujours conclu dans le meilleur intérêt de la Société et assurera le traitement équitable des Investisseurs.

20. DIVIDENDES

Tous les ans, l'assemblée générale des Actionnaires décidera pour tout Compartiment, sur la proposition du Conseil d'administration, de l'emploi du solde du résultat net et des investissements de l'exercice. Un dividende peut être distribué soit en espèces, soit sous forme d'Actions. De plus, les dividendes peuvent inclure une distribution de capital sous réserve que, à l'issue de cette distribution, l'actif net total de la Société soit supérieur à 1 250 000 EUR.

En sus des distributions mentionnées dans le paragraphe précédent, le Conseil d'administration peut décider de verser des acomptes sur dividende sous la forme et dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil d'administration peut émettre des Actions de distribution et des Actions de capitalisation dans les différentes Catégories de chaque Compartiment selon les modalités décrites dans les Sections spéciales. Les Actions de capitalisation capitalisent la totalité de leurs bénéfices, tandis que les Actions de distribution paient des dividendes.

Les dividendes afférents aux Catégories ayant droit aux distributions, s'ils existent, seront déclarés et distribués annuellement. En outre, des acomptes sur dividende peuvent être déclarés et distribués de temps à autre aux conditions prévues par la loi et selon une fréquence déterminée par le Conseil d'administration.

Les paiements seront effectués dans la Monnaie de référence du Compartiment concerné. Les dividendes afférents aux Actions détenues par l'intermédiaire d'Euroclear ou de Clearstream (ou de leurs successeurs) seront réglés par virement bancaire à la banque concernée. Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq ans à compter de la date où ils ont été déclarés seront perdus et reviendront au Compartiment concerné.

Les dividendes pourront être déclarés séparément pour chaque Compartiment par une résolution des Actionnaires du Compartiment concerné adoptée à l'assemblée générale ordinaire des Actionnaires.

21. ASPECTS FISCAUX

21.1 Luxembourg

L'actif de la Société est soumis au Luxembourg à un impôt (taxe d'abonnement) exigible trimestriellement et dont le taux est fixé à 0,05 % par an de l'actif net (et 0,01 % par an de l'actif net total des Compartiments ou Catégories réservés aux Investisseurs institutionnels, comme dans le cas des Catégories B et C). Dans le cas où certains Compartiments sont investis dans d'autres OPC de droit luxembourgeois qui eux-mêmes sont soumis à la taxe annuelle sur les souscriptions (taxe d'abonnement) prévue par la Loi de 2010, aucune taxe annuelle sur les souscriptions (taxe d'abonnement) n'est due par la Société sur la partie de l'actif qui est investie dans ces OPC.

Les bénéfices de la Société ne sont soumis à aucun impôt au Luxembourg. Les revenus émanant de la Société peuvent être soumis à une retenue à la source dans le pays d'origine de l'émetteur du titre qui est à l'origine de ces revenus. Aucun droit, impôt ou taxe n'est dû au Luxembourg à propos de l'émission d'Actions de la Société.

En vertu de la législation actuelle, excepté pour les Actionnaires résidant au Luxembourg ou qui y sont établis, ou qui ont un établissement ou un représentant permanent au Luxembourg, les Actionnaires ne sont redevables au Luxembourg d'aucun impôt sur les plus-values ni sur le revenu, non plus que d'aucune retenue à la source et d'aucun autre impôt du fait de leur investissement dans les Actions.

21.2 FATCA

Les termes commençant par une lettre majuscule à la présente section auront le sens défini dans la Loi FATCA, à moins que les présentes n'en disposent autrement.

La Société peut être soumise à la législation dite FATCA, qui exige généralement une déclaration à l'administration fiscale américaine (Internal Revenue Service) des établissements financiers non américains qui ne satisfont pas à la FATCA et de la détention directe ou indirecte d'entités non-américaines par des Ressortissants américains. Dans le cadre du processus d'application de la FATCA, le gouvernement américain a négocié avec certains pays étrangers des accords intergouvernementaux dont le but est de rationaliser les exigences de déclaration et de conformité pour les entités établies dans ces pays étrangers et soumises à la FATCA.

Le Luxembourg a conclu un Accord intergouvernemental de Modèle I mis en application par la Loi FATCA, qui exige des Établissements financiers situés au Luxembourg qu'ils déclarent, si nécessaire, des informations sur les Comptes financiers détenus par des Ressortissants des États-Unis déterminés, le cas échéant, à l'administration fiscale luxembourgeoise (Administration des contributions directes).

En vertu de la Loi FATCA, la Société est susceptible d'être traitée comme un Établissement financier déclarant luxembourgeois.

Ce statut impose à la Société l'obligation d'obtenir et de vérifier régulièrement des informations sur tous ses Actionnaires. À la demande de la Société, chaque Actionnaire devra accepter de fournir certaines informations, y compris, dans le cas d'une Entité étrangère non financière (« EENF ») passive, des informations sur les Personnes détenant le contrôle de cette EENF, avec les justificatifs requis. De même, chaque Actionnaire devra accepter de fournir activement à la Société, dans un délai de trente (30) jours, toute information qui affecterait son statut, telle que, par exemple, une nouvelle adresse électronique ou une nouvelle adresse de résidence.

La FATCA peut imposer à la Société de communiquer les noms, adresses et identifiants fiscaux (s'ils sont disponibles) de ses Actionnaires ainsi que des informations telles les soldes de comptes, le revenu et les produits bruts (liste non exhaustive) à l'administration fiscale luxembourgeoise aux fins visées par la Loi FATCA. Ces informations peuvent être transmises par l'administration fiscale luxembourgeoise à l'Internal Revenue service (IRS) des États-Unis.

Les actionnaires qui ont le statut d'EENF s'engagent à informer les Personnes détenant leur contrôle, le cas échéant, du traitement de leurs informations par la Société.

De plus, la Société est responsable du traitement de données personnelles et chaque Actionnaire dispose d'un droit d'accès aux données communiquées à l'administration fiscale luxembourgeoise et de correction de ces données (le cas échéant). Toutes les données obtenues par la Société doivent être traitées conformément à la législation sur la protection des données applicable.

Bien que la Société s'efforcera de satisfaire à toute obligation qui lui est imposée pour éviter l'imposition de la retenue fiscale FATCA, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de le faire. Si la Société devient assujettie à une retenue fiscale ou à des pénalités en raison du régime FATCA, la valeur des Actions détenues par les Actionnaires peut subir des pertes importantes. Le fait que la Société n'obtienne pas ces informations de chaque Actionnaire et ne les transmettent pas à l'administration fiscale luxembourgeoise peut déclencher l'imposition d'une retenue fiscale de 30 % sur les paiements de revenu de source américaine et sur les produits de la vente de biens ou autres actifs pouvant donner lieu à des intérêts et dividendes de source américaine et l'imposition de pénalités.

Tout Actionnaire que ne satisfait pas aux demandes de documentation de la Société peut avoir à régler tous impôts et/ou pénalités imposés à la Société en raison de la non fourniture des informations par l'Actionnaire et la Société peut, à son entière discrétion, racheter les Actions de cet Actionnaire.

Nous rappelons aux Actionnaires qui investissent par le biais d'intermédiaires de vérifier si et comment leurs intermédiaires satisferont aux exigences de ce régime américain de retenue fiscale et de déclaration.

Nous recommandons aux Actionnaires de consulter un conseiller en fiscalité américaine ou de prendre un conseil professionnel concernant les exigences ci-dessus.

AUX FINS DE CONFORMITÉ AVEC LA CIRCULAIRE 230 DE L'IRS, NOUS DEVONS INFORMER TOUS LES CONTRIBUABLES : (A) QU'AUCUNE INFORMATION D'ORDRE FISCAL CONTENUE DANS LE PRÉSENT PROSPECTUS N'EST CENSÉE ÊTRE UTILISÉE OU N'A ÉTÉ FOURNIE POUR ÊTRE UTILISÉE PAR UN CONTRIBUABLE POUR LUI PERMETTRE D'ÉVITER DES SANCTIONS RELATIVES À L'IMPÔT FÉDÉRAL

AMÉRICAIN SUR LE REVENU POUVANT LUI ÊTRE IMPOSÉES ; (B) QUE TOUTE INFORMATION D'ORDRE FISCAL A ÉTÉ FOURNIE UNIQUEMENT DANS LE BUT DE SOUTENIR LA COMMERCIALISATION ET LA PROMOTION DES OPÉRATIONS ET DES ACTIVITÉS DÉCRITES DANS LE PRÉSENT PROSPECTUS ; ET (C) QU'IL EST RECOMMANDÉ AUX CONTRIBUABLES DE CONSULTER UN CONSEILLER FISCAL INDÉPENDANT AU SUJET DE LEUR SITUATION FISCALE PERSONNELLE.

21.3 NCD

Les termes commençant par une lettre majuscule à la présente section auront le sens défini dans la Loi NCD, à moins que les présentes n'en disposent autrement.

La Société peut être soumise à la NCD comme visé par la Loi NCD portant application de la Directive 2014/107/UE qui prévoit l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers entre États membres de l'Union européenne, ainsi que de l'accord multilatéral entre autorités compétentes de l'OCDE relatif à l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers signé le 29 octobre 2014 à Berlin, qui prend effet au 1^{er} janvier 2016.

En vertu de la Loi NCD, la Société est susceptible d'être traitée comme un Établissement financier déclarant luxembourgeois.

À ce titre, la Société sera tenue de déclarer chaque année à l'administration fiscale luxembourgeoise les informations personnelles et financières relatives, notamment, à l'identification, aux participations et aux paiements faits à (i) certains Actionnaires qui sont des Personnes soumises à déclaration et (ii) aux Personnes détenant le contrôle de certaines entités non financières (« ENF ») qui sont elles-mêmes des Personnes soumises à déclaration. Ces informations, qui figurent exhaustivement à l'Annexe I de la Loi NCD (les « Informations ») comprennent les données personnelles relatives aux Personnes soumises à déclaration.

La capacité de la Société à satisfaire ses obligations déclaratives en vertu de la Loi NCD dépendra de la fourniture des Informations à la Société, par chaque Actionnaire, ainsi que des pièces justificatives requises. Dans ce contexte, les Actionnaires sont informés par les présentes qu'en qualité de responsable du traitement, la Société traitera les Informations aux fins visées par la Loi NCD.

Les Actionnaires qui ont le statut d'ENF passive s'engagent à informer les Personnes détenant leur contrôle, le cas échéant, du traitement de leurs informations par la Société.

De plus, la Société est responsable du traitement de données personnelles et chaque Actionnaire dispose d'un droit d'accès aux données communiquées à l'administration fiscale luxembourgeoise et de correction de ces données (le cas échéant). Toutes les données obtenues par la Société doivent être traitées conformément à la législation sur la protection des données applicable.

Les Actionnaires sont informés en outre que les Informations relatives aux Personnes soumises à déclaration seront communiquées à l'administration fiscale luxembourgeoise chaque année aux fins visées par la Loi NCD. L'administration fiscale luxembourgeoise pourra finalement, sous son entière responsabilité, échanger les informations communiquées à l'administration compétente du Pays soumis à déclaration. En particulier, les Personnes soumises à déclaration sont informées que certaines de leurs propres opérations leur seront communiquées par des déclarations et qu'une partie de ces informations servira de base pour la déclaration annuelle à l'administration fiscale luxembourgeoise.

De même, les Actionnaires s'engagent à informer la Société dans un délai de trente (30) jours après réception de ces déclarations de toute inexactitude de données à caractère personnel y figurant. Les actionnaires s'engagent en outre à informer la Société, et à fournir à la Société, toutes les pièces justificatives de tout changement relatif aux informations immédiatement après ledit changement.

Bien que la Société s'efforcera de satisfaire à toute obligation qui lui est imposée pour éviter toutes amendes et pénalités imposées par la Loi NCD, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de le faire. Si la Société est soumise à une amende ou pénalité en raison de la Loi NCD, la valeur des Actions détenues par les Actionnaires peut subir des pertes importantes.

Tout Actionnaire que ne satisfait pas aux demandes d'informations ou de documentation de la Société peut avoir à régler toutes pénalités imposées à la Société en raison de la non fourniture des informations par l'Actionnaire ou faire l'objet d'une communication des Informations par la Société à l'administration fiscale luxembourgeoise et la Société peut, à son entière discrétion, racheter les Actions de cet Actionnaire.

21.4 Autres États

i) Généralités

Les intérêts, dividendes et autres revenus tirés par la Société de la vente de titres d'émetteurs situés dans un État autre que le Luxembourg peuvent être passibles d'une retenue à la source et d'autres impôts prélevés par les États dans lesquels se trouve la source de ces revenus. Il est impossible de prédire le taux des impôts étrangers que la Société paiera puisque le montant des actifs qui doivent être investis dans divers pays et la possibilité pour la Société de réduire ses impôts ne sont pas connus.

Il est prévu que les Actionnaires puissent résider fiscalement dans de nombreux pays différents. En conséquence, le Prospectus ne prétend pas résumer les conséquences fiscales qui découlent pour chaque investisseur de la souscription, de la conversion, de la détention, du rachat ou de l'acquisition ou la cession par tout autre moyen des Actions de la Société. Ces conséquences varieront en fonction de la législation et des pratiques actuelles du pays dont un Actionnaire est le ressortissant, ou dans lequel il réside, est domicilié ou est constitué en tant que société, ainsi que de ses circonstances personnelles.

ii) Allemagne

Certains Compartiments sont gérés conformément au régime dit d'exonération partielle des fonds d'actions ou fonds mixtes en vertu de l'InvStG. Cela signifie que ces Compartiments investissent en permanence au moins 51% (**Fonds d'actions**) ou 25% (**Fonds mixtes**) de leur Valeur liquidative en titres de participation (le **Ratio de titres de participation**). Aux fins du Ratio de titres de participation de ces Compartiments, « les titres de participation » comprennent (i) à la fois des actions cotées en bourse (admissibles à la négociation sur une bourse de valeurs reconnue ou cotées sur un marché organisé) et (ii) des actions de sociétés de capitaux autres que des sociétés immobilières et qui sont (a) constituées dans un État membre de l'UE ou de l'EEE, assujetties à l'impôt sur le revenu des sociétés dans cet État et non exonérées de cet impôt ou (b) constituées dans un pays tiers, assujetties à un impôt sur le revenu des sociétés à un taux d'au moins 15 % dans ce pays et non exonérées de cet impôt et (iii) des parts de fonds d'actions pour un montant au moins égale à 51 % de l'actif de ces fonds et (iv) des parts de fonds mixtes pour un montant au moins égal à 25 % de l'actif de ces fonds.

Lorsqu'un Compartiment répond à la définition de Fonds d'Actions ou de Fonds mixte, cela figurera dans la Section spéciale pertinente.

21.5 Modifications futures de la législation en vigueur

La description des conséquences fiscales au Luxembourg d'un investissement dans, et des opérations de, la Société qui précède est fondée sur la législation et la réglementation, lesquelles sont sujettes à modification du fait de mesures législatives, judiciaires ou administratives. Une autre législation pourrait être promulguée en vertu de laquelle la Société serait soumise à des impôts sur le revenu ou les Actionnaires seraient soumis à des impôts sur le revenu accrus.

LES INFORMATIONS ÉNONCÉES CI-DESSUS SONT UN RÉSUMÉ DES QUESTIONS FISCALES QUI POURRAIENT SE POSER AU LUXEMBOURG ET NE PRÉTENDENT PAS ÊTRE UNE ANALYSE EXHAUSTIVE DES QUESTIONS FISCALES QUI POURRAIENT AFFECTER UN SOUSCRIPTEUR ÉVENTUEL.

LES AFFAIRES FISCALES ET AUTRES QUI SONT DÉCRITES DANS CE PROSPECTUS NE CONSTITUENT PAS, ET NE DOIVENT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME, DES CONSEILS JURIDIQUES OU FISCAUX À L'INTENTION DES SOUSCRIPTEURS POTENTIELS. IL APPARTIENT AUX SOUSCRIPTEURS POTENTIELS DE CONSULTER LEUR PROPRE CONSEILLER À PROPOS DE LA LÉGISLATION ET DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE DE TOUT AUTRE ÉTAT QUI EST SUSCEPTIBLE DE S'APPLIQUER À EUX.

22. CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

La Société, chaque Compartiment et chaque Catégorie de tout Compartiment ont une Valeur liquidative déterminée conformément aux Statuts. La monnaie de référence de la Société est l'euro. La Valeur liquidative de chaque Catégorie d'Actions de chaque Compartiment sera calculée dans la Monnaie de référence de la Catégorie en question telle qu'elle est stipulée dans la Section spéciale relative à ce compartiment, et elle sera déterminée par l'Agent administratif tous les Jours de valorisation, selon les modalités décrites dans la Section spéciale, en calculant la somme de :

- (a) la valeur de tous les actifs de la Société qui sont affectés au Compartiment concerné conformément aux dispositions des Statuts ; moins
- (b) la totalité des éléments de passif de la Société qui sont affectés au Compartiment en question conformément aux dispositions des Statuts ainsi que des frais et honoraires imputables à ce Compartiment qui sont dus mais non encore réglés au Jour de valorisation concerné.

La Valeur liquidative par Action sera calculée dans la Monnaie de référence du Compartiment et calculée par l'Agent administratif au Jour de valorisation de ce Compartiment en divisant la Valeur liquidative de ce Compartiment par le nombre d'Actions du Compartiment en question qui sont en circulation à ce Jour de valorisation (y compris les Actions dont un Actionnaire a demandé le rachat à ce Jour de valorisation).

Si ce Compartiment a émis plusieurs Catégories d'actions, l'Agent administratif calculera la Valeur liquidative de chaque Catégorie en divisant la partie de la Valeur liquidative du Compartiment concerné qui est imputable à une Catégorie donnée par le nombre d'Actions de cette Catégorie dudit Compartiment qui sont en circulation à ce Jour de valorisation (y compris les Actions dont un Actionnaire a demandé le rachat à ce Jour de valorisation).

La Valeur liquidative par Action peut être arrondie par excès ou par défaut à l'unité entière la plus proche de la monnaie dans laquelle est calculée la Valeur liquidative des Actions en question.

Le Conseil d'administration peut déterminer que la Valeur liquidative par Action soit calculée et publiée plus fréquemment ou à des dates supplémentaires comparativement à la fréquence mentionnée pour chacun des Compartiments dans chaque Section spéciale du Prospectus, à des fins d'information ou de déclaration. Sauf si le Conseil d'administration en décide autrement, ces dates de calcul supplémentaires ne donnent pas lieu, en principe, à un droit de traitement des demandes de souscription, de conversion ou de rachat.

La répartition des éléments d'actif et de passif de la Société entre les Compartiments (et, au sein de chaque Compartiment, leur répartition entre ses différentes Catégories) sera effectuée de telle sorte que :

- (c) Le prix de souscription reçu par la Société à l'occasion de l'émission d'Actions, et la réduction de la valeur de la Société consécutive au rachat d'Actions, soient attribués au Compartiment (et, à l'intérieur de ce Compartiment, à la Catégorie) auquel se rapportent ces Actions.
- (d) Les actifs acquis par la Société à l'occasion de l'investissement du produit des souscriptions et les revenus et plus-values afférents à ces investissements qui se rapportent à un Compartiment donné (et, à l'intérieur de ce Compartiment, à une Catégorie donnée) soient attribués à ce Compartiment (ou à cette Catégorie dudit Compartiment).
- (e) Les actifs cédés par la Société par suite du rachat d'Actions et les dettes, dépenses et moins-values afférentes aux investissements effectués par la Société et aux autres opérations de la Société qui se rapportent à un Compartiment donné (et, à l'intérieur de ce Compartiment, à une Catégorie donnée) soient attribués à ce Compartiment (ou à cette Catégorie dudit Compartiment).
- (f) Si l'emploi d'opérations, instruments ou techniques financiers en devises se rapporte à un Compartiment donné (et, à l'intérieur d'un Compartiment, à une Catégorie spécifique), les conséquences de leur emploi seront attribuées à ce Compartiment (ou à cette Catégorie dudit Compartiment).
- (g) Si des actifs, des revenus, des plus-values, des dettes, des dépenses, des moins-values ou l'emploi d'opérations, instruments ou techniques de change se rapportent à plusieurs Compartiments (ou, à l'intérieur d'un Compartiment, à plusieurs Catégories), ils seront attribués à ces Compartiments (ou, le cas échéant, Catégories) à raison de la mesure dans laquelle ils sont imputables à chaque Compartiment (ou Catégorie).
- (h) Si des actifs, des revenus, des plus-values, des dettes, des dépenses, des moins-values ou l'emploi d'opérations, instruments ou techniques de change ne peuvent être attribués à un Compartiment donné, ils seront répartis par parts égales entre tous les Compartiments ou, dans la mesure où cela est justifié par les montants en cause, attribués proportionnellement à la Valeur liquidative des Compartiments (ou Catégories d'un Compartiment) si la Société, à sa seule discrétion, décide que cela est la méthode d'imputation la plus appropriée.
- (i) Lors du paiement de dividendes aux Actionnaires d'un Compartiment (et, à l'intérieur d'un Compartiment, à une Catégorie spécifique), l'actif net de ce Compartiment (ou de cette Catégorie du Compartiment) est réduit à concurrence du montant de ce dividende.

Si plusieurs Sous-catégories ont été créées au sein d'une Catégorie, les règles d'affectation énoncées ci-dessus s'appliqueront par analogie à ces Sous-catégories.

L'actif de la Société sera évalué comme suit :

- (a) La valeur de tous effets et billets exigibles sur demande et créances à recevoir (y compris les remboursements de frais, commissions et dépenses dus par tout OPC dans lequel la Société peut investir), valeurs disponibles ou en dépôt, charges payées d'avance, dividendes en espèces déclarés et intérêts courus mais non encore encaissés sera réputée être égale à la valeur nominale de ces actifs, sauf s'il est improbable qu'elle puisse être payée et collectée en totalité, auquel cas cette valeur sera obtenue en déduisant les montants que le Conseil d'administration pourra juger appropriés pour refléter la valeur véritable de ces actifs.
- (b) Les Titres et Instruments du marché monétaire cotés sur une Bourse de valeurs officielle ou négociés sur tout autre Marché réglementé seront évalués au dernier cours coté le Jour de valorisation concerné et, si un titre ou Instrument du marché monétaire est coté sur plusieurs marchés à la fois, au dernier cours coté sur le marché principal de ce titre. Si le dernier cours coté n'est pas représentatif, l'évaluation reposera sur la juste valeur à laquelle il est prévu que ce titre ou instrument peut être vendu, laquelle sera déterminée de bonne foi et avec prudence par le Conseil d'administration.

- (c) Les titres non cotés ou Instruments du marché monétaire qui ne sont pas négociés sur une Bourse ou sur un quelconque autre Marché réglementé ainsi que les titres cotés et les titres ou Instruments du marché monétaire dont, aux yeux du Conseil d'administration, le cours coté n'est pas représentatif de leur valeur réelle sur le marché seront valorisés au dernier prix connu à Luxembourg ou, en l'absence de ce prix, à leur valeur de réalisation probable, laquelle sera déterminée de bonne foi et avec prudence par le Conseil d'administration.
- (d) Toute Valeur exprimée dans une monnaie autre que la monnaie du Compartiment sera convertie dans la monnaie de référence de ce Compartiment au taux de change que le Conseil d'administration juge applicable, compte tenu, notamment, de toute surcote ou décote qu'il considère éventuellement pertinente et des frais de change.
- (e) L'évaluation des investissements arrivant à échéance dans un délai maximum de 90 jours peut inclure l'amortissement en mode linéaire de la différence entre le principal tel qu'il s'établit 91 jours avant l'échéance et la valeur à l'échéance.
- (f) La valeur de liquidation des contrats à terme standardisés (*futures*), de gré à gré (*forward*), des contrats au comptant et des contrats d'option qui ne sont pas négociés sur une Bourse de valeurs ou sur un autre Marché réglementé sera égale à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux procédures instaurées par le Conseil d'administration selon des modalités homogènes pour chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats de gré à gré (*forward*), des contrats à terme standardisés (*futures*), des contrats au comptant et des contrats d'option qui ne sont pas négociés sur une Bourse de valeurs ou sur un autre Marché réglementé sera égale au dernier prix disponible pour ces contrats qui est en vigueur sur les Bourses ou Marchés réglementés sur lesquels ces contrats de gré à gré, contrats de futures, contrats au comptant et contrats d'option sont négociés par la Société, sous réserve que, si un contrat de futures ou d'option n'a pu être liquidé le jour où l'actif net est évalué, la base sur laquelle sera déterminée la valeur de liquidation dudit contrat soit déterminée par le Conseil d'administration d'une façon juste et raisonnable.
- (g) Les swaps sont estimés à leur juste valeur sur la base du dernier cours de clôture connu du titre sous-jacent.
- (h) Les OPC sont évalués à la dernière valeur liquidative disponible à Luxembourg. Comme cela est indiqué ci-dessous, cette valeur liquidative peut être ajustée en appliquant un indice reconnu de manière à refléter l'évolution du marché depuis la dernière évaluation.
- (i) Les actifs liquides et instruments du marché monétaire sont évalués à la valeur nominale majorée des intérêts courus ou à la fraction non amortie du coût.
- (j) Tous les autres titres et actifs sont évalués selon les procédures mises en place par le Conseil d'administration, le cas échéant avec l'aide de valorisateurs spécialisés auxquels le Conseil d'administration ordonnera d'effectuer ces évaluations.

L'évaluation des actifs des Compartiments investissant dans d'autres OPC peut être complexe dans certaines circonstances, de telle sorte que les agents administratifs de ces OPC peuvent tarder à communiquer leur valeur liquidative ou en différer la transmission. En conséquence, l'Agent administratif, sous la responsabilité du Conseil d'administration, peut estimer l'actif des Compartiments concernés au Jour de valorisation en tenant compte, entre autres, de l'évaluation la plus récente de ces actifs, de l'évolution du marché et de toutes autres informations reçues des OPC concernés. Dans ce cas, la Valeur liquidative estimée pour ces Compartiments peut différer de celle qui aurait été calculée audit Jour de valorisation en appliquant la valeur liquidative officielle calculée par l'agent administratif des différents OPC dans lesquels un Compartiment a investi. Cependant, la Valeur liquidative calculée selon cette méthode sera considérée comme définitive et s'appliquera en dépit de toute divergence future.

Pour déterminer la valeur de l'actif de la Société, l'Agent administratif peut, lorsqu'il calcule la Valeur liquidative et en tenant dûment compte de l'obligation de soin et de diligence raisonnable à cet égard, se fier entièrement et exclusivement, en l'absence d'erreur manifeste de sa part, aux valorisations fournies soit (i) par le Conseil d'administration, soit (ii) par diverses sources de prix disponibles sur le marché telles que des agences d'information financière (à savoir Bloomberg, Reuters, etc.) ou les administrateurs des OPC sous-jacents, soit (iii) par des courtiers principaux (*prime brokers*) et courtiers en valeurs mobilières, soit (iv) par un ou des spécialistes dûment autorisés à cet effet par le Conseil d'administration. Dans ces cas-là et en l'absence d'erreur manifeste de sa part, l'Agent administratif ne sera tenu responsable d'aucune perte subie par la Société ou par tout Actionnaire en raison de toute erreur de calcul de la Valeur liquidative et de la Valeur liquidative par Action résultant de toute information inexacte fournie (i) par le Conseil d'administration, (ii) par diverses sources de prix disponibles sur le marché telles que des agences d'information financière (à savoir Bloomberg, Reuters, etc.) ou les administrateurs des OPC sous-jacents, (iii) par des courtiers principaux (*prime brokers*) et des courtiers en valeurs mobilières ou (iv) par un ou des spécialistes dûment autorisés à cet effet par le Conseil d'administration.

En particulier, pour l'évaluation de tous actifs pour lesquels il n'existe pas de cotation de marché ou de juste valeur de marché publique (y compris, de façon non limitative, les instruments structurés ou instruments de crédit non cotés et les autres actifs illiquides), l'Agent administratif se fiera exclusivement aux valorisations fournies soit par le Conseil d'administration, soit par des sources tierces nommées par le Conseil d'administration sous sa responsabilité, soit par d'autres sources de prix officielles telles que les administrateurs des OPC et d'autres agences d'information financière telles que Telekurs, Bloomberg et Reuters, et il ne contrôlera pas l'exactitude ou la précision des évaluations ainsi fournies. Si le Conseil d'administration ordonne à l'Agent administratif d'utiliser une source de prix spécifique, il s'engage à effectuer lui-même des contrôles préalables sur la compétence, la réputation et le professionnalisme de cet agent afin de s'assurer que les prix qui seront communiqués à l'Agent administratif sont dignes de foi et l'Agent administratif n'effectuera, et ne sera pas tenu d'effectuer, un quelconque contrôle préalable supplémentaire ou test à propos de cette source de prix. Dans la mesure où ces actifs sont concernés, la seule responsabilité de l'Agent administratif consiste à calculer la Valeur liquidative sur la base des prix fournis par le Conseil d'administration ou la ou les autres sources de prix sans que, en l'absence d'erreur manifeste, il assume quelque responsabilité que ce soit au sujet de l'exactitude ou de la précision des évaluations fournies par le Conseil d'administration ou les sources de prix concernées.

Afin que toute ambiguïté soit dissipée, il n'effectuera en aucun cas des tests ou des vérifications portant sur la justesse ou sur la précision des valorisations ou des prix fournis conformément à la Section 22 de la Section générale.

Si une ou plusieurs sources de prix ne sont pas en mesure de fournir des évaluations à l'Agent administratif, ce dernier est autorisé à ne pas calculer la Valeur liquidative et, par conséquent, à ne pas déterminer les prix de souscription, de rachat et de conversion. L'Agent administratif informera sans délai le Conseil d'administration de la survenance d'une telle situation. Si nécessaire, le Conseil d'administration pourra décider de suspendre le calcul de la Valeur liquidative conformément aux procédures décrites dans la Section 23 de la Section générale. S'il ne le fait pas dans les délais impartis, l'Agent administratif ne sera pas tenu responsable des conséquences d'un retard concernant ledit calcul.

La protection des investisseurs en cas d'erreur dans le calcul de la Valeur liquidative et de réparation des conséquences de l'inobservation des règles de placement qui sont applicables à la Société sera régie par les règles et les principes énoncés dans la circulaire 02/77 de la CSSF datée du 27 novembre 2002 (la « **Circulaire 02/77** »), telle qu'amendée en tant que de besoin. Ainsi, conformément à la Circulaire 02/77, la Société fixera un seuil de tolérance à partir duquel la responsabilité de l'Agent administratif pourra être engagée dans le cadre du calcul de la Valeur liquidative.

23. SUSPENSION DU CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE, DE L'ÉMISSION, DU RACHAT ET DE LA CONVERSION D' ACTIONS

La Société peut à tout instant et de temps à autre suspendre la détermination de la Valeur liquidative des Actions de tout Compartiment ou Catégorie, l'émission des Actions de ce Compartiment ou de cette Catégorie à destination des souscripteurs et le rachat des Actions de ce Compartiment ou de cette Catégorie à ses Actionnaires ainsi que la conversion d'Actions de toute Catégorie d'un Compartiment :

- (a) si un ou plusieurs marchés ou Bourses de valeurs sur lesquels est cotée une partie substantielle des actifs du Compartiment ou de la Catégorie concerné, ou si un ou plusieurs marchés des changes dans la monnaie desquels est libellée une partie substantielle des actifs du Compartiment ou de la Catégorie concerné sont fermés pour une raison autre qu'un jour férié ordinaire ou si les cotations y sont suspendues ou soumises à restrictions ;
- (b) si, par suite d'événements politiques, économiques, militaires ou monétaires ou de toutes circonstances échappant au contrôle du Conseil d'administration, la cession des actifs du Compartiment ou de la Catégorie concerné est en pratique impossible, ou si l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle soit effectuée, sans que les intérêts des Actionnaires soient gravement lésés ;
- (c) en cas de panne des moyens de communication normalement utilisés pour l'évaluation de tout investissement du Compartiment ou de la Catégorie concerné ou si, pour toute raison indépendante de la volonté du Conseil d'administration, la valeur de tout actif du Compartiment ou de la Catégorie concerné ne peut être déterminée aussi rapidement et exactement que nécessaire ;
- (d) si, par suite de restrictions sur les changes ou d'autres restrictions affectant le transfert de fonds, les transactions entreprises pour le compte de la Société deviennent irréalisables ou si l'achat et la vente des actifs de ce Compartiment ne peuvent être effectués à des taux de change normaux ;
- (e) si le Conseil d'administration en décide ainsi, sous réserve que tous les Actionnaires soient traités sur un pied d'égalité et que la totalité de la législation et de la réglementation en vigueur soit respectée (i) à la publication d'un avis de convocation d'une assemblée générale des Actionnaires de la Société ou d'un Compartiment ayant pour but de statuer sur la liquidation, la dissolution, la fusion ou l'absorption de la Société ou du Compartiment en question et (ii) si le Conseil d'administration est habilité à statuer sur ce sujet, lorsqu'il prend la décision de liquider, dissoudre, fusionner ou absorber ce Compartiment.

La Société pourra notifier toute suspension de cette sorte aux Personnes susceptibles d'être affectées par cette suspension selon les modalités qu'elle jugera appropriées. La Société avisera de cette suspension les Actionnaires qui demandent le rachat de leurs Actions.

24. INFORMATIONS GÉNÉRALES

24.1 Réviseur d'entreprises

PricewaterhouseCoopers, *Société coopérative*, a été nommé Réviseur d'entreprises de la Société.

24.2 Exercice

La date de clôture des comptes de la Société est le 31 décembre de chaque année.

24.3 Rapports et notifications à l'intention des Actionnaires

Le rapport annuel audité de chaque exercice sera arrêté au 31 décembre de chaque année. En outre, des rapports semestriels non audités seront arrêtés au dernier jour du mois de juin. Ces rapports financiers

fourniront des informations sur l'actif de chacun des Compartiments ainsi que sur les comptes consolidés de la Société et ils seront mis gratuitement à la disposition des Actionnaires au siège de la Société et à celui de l'Agent administratif.

Les états financiers de chaque Compartiment seront établis dans la Monnaie de référence de ce Compartiment mais les comptes consolidés seront en euros.

Les rapports annuels audités seront publiés dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice et les rapports semestriels, dans les 2 mois suivant la fin du semestre auquel ils se rapportent.

Des informations sur la Valeur liquidative, le prix de souscription (le cas échéant) et le prix de rachat pourront être obtenues au siège de la Société.

24.4 Assemblées des Actionnaires

L'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires de la Société aura lieu tous les ans le troisième vendredi du mois d'avril de chaque année à 15h00 (heure du Luxembourg) au siège de la Société ou en tout autre lieu qui est désigné dans l'avis de convocation.

Un avis de convocation à l'assemblée générale des Actionnaires (y compris les assemblées convoquées pour examiner des amendements aux Statuts ou la dissolution et la liquidation de la Société ou de tout Compartiment) sera expédié par la poste à chaque Actionnaire inscrit au moins huit jours avant la date de l'assemblée et, dans la mesure où cela est exigé par la législation luxembourgeoise, publié dans le Journal Officiel du Luxembourg et dans tout journal (luxembourgeois ou non) que le Conseil d'administration pourra choisir.

Les avis de convocation indiqueront l'ordre du jour, le lieu et la date de l'assemblée ainsi que les conditions requises pour y être admis et ils mentionneront les conditions de quorum et de majorité applicables. L'assemblée des Actionnaires d'un Compartiment donné peut statuer sur les affaires se rapportant exclusivement à ce Compartiment.

24.5 Documents mis à la disposition des Actionnaires

Les documents ci-après seront également mis à la disposition des Actionnaires tous les Jours ouvrés au siège de la Société afin qu'ils puissent les examiner pendant les heures de travail normales :

- les Statuts ;
- la Convention de gestion;
- la Convention de gestion des investissements ;
- la Convention de dépôt ;
- la Convention d'administration centrale ; et
- les rapports annuel et semestriel de la Société dans leur version la plus récente.

Les conventions susmentionnées peuvent être modifiées de temps à autre par toutes les parties contractantes.

Un exemplaire du Prospectus, du ou des KID PRIIP, de la version la plus récente des états financiers et des Statuts peut être obtenu gratuitement sur demande au siège de la Société.

24.6 Changements d'adresse

Les Actionnaires doivent envoyer à l'Agent administratif, à l'adresse ci-dessus, une notification écrite l'informant de tout changement d'adresse ou de toute information sur leur compte.

24.7 Droits de recours des Actionnaires

Les Actionnaires sont priés de noter que, sous réserve du droit d'intenter une action en responsabilité délictuelle, ils pourront en principe exercer leurs droits uniquement à l'égard de la Société et de manière directe et n'auront donc aucun droit contractuel direct vis-à-vis des prestataires de services nommés en tant que de besoin.

25. LIQUIDATION ET FUSION DE COMPARTIMENTS, CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES

25.1 Dissolution de la Société

La durée de la Société n'est pas limitée par les Statuts. La Société peut être dissoute par une décision des Actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire. Si l'actif net total de la Société tombe en dessous de deux tiers du capital minimal exigé par la loi (à savoir 1 250 000 EUR), le Conseil d'administration doit soumettre la question de la dissolution de la Société à une assemblée générale des Actionnaires qui ne sera soumise à aucune condition de quorum et dont les résolutions seront adoptées à la majorité simple des Actions représentées à l'assemblée.

Si l'actif net total de la Société tombe en dessous d'un quart du capital minimal exigé par la loi, le Conseil d'administration doit soumettre la question de la dissolution de la Société à une assemblée générale des Actionnaires qui ne sera soumise à aucune condition de quorum. Une résolution portant dissolution de la Société pourra être adoptée par des Actionnaires détenant un quart des Actions représentées à l'assemblée.

L'assemblée doit être convoquée de telle sorte qu'elle ait lieu dans un délai de quarante jours à partir de la date où il est établi que l'actif net est tombé en dessous des deux tiers ou, le cas échéant, du quart du minimum légal.

Si la Société est dissoute, sa liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés conformément aux dispositions de la Loi de 2010. La décision de dissoudre la Société sera publiée dans le Journal Officiel du Luxembourg et dans deux journaux dont la diffusion est suffisante et dont l'un au moins sera un journal luxembourgeois. Le ou les liquidateurs réaliseront les actifs de chaque Compartiment dans l'intérêt des Actionnaires et répartiront le produit de la liquidation, après en avoir déduit les frais de liquidation, entre les Actionnaires du Compartiment concerné au prorata de leur participation respective. Toute somme qui n'aura pas été réclamée par les Actionnaires à la clôture de la liquidation de la Société sera déposée à la Caisse de Consignation de Luxembourg pour une durée de trente (30) ans. Les sommes déposées qui n'auront pas été réclamées à l'expiration de ce délai seront perdues.

Dès que la décision de dissoudre la Société aura été prise, l'émission, le rachat et la conversion des Actions de tous les Compartiments seront interdits et ils seront réputés nuls et non avenue.

25.2 Fusion ou liquidation de Compartiments, Catégories ou Sous-catégories

Si, pour quelque raison que ce soit, l'actif net d'un Compartiment ou d'une quelconque Catégorie ou Sous-catégorie tombe en dessous de la contre-valeur de 5 000 000 EUR, ou si une évolution de l'environnement économique ou politique de ce Compartiment, de cette Catégorie ou de cette Sous-catégorie risque d'avoir des effets dommageables importants sur ce Compartiment, cette Catégorie ou cette Sous-catégorie, ou si une mesure de rationalisation économique l'exige, le Conseil d'administration peut décider de procéder au rachat forcé de toutes les Actions en circulation de ce Compartiment, de cette Catégorie ou de cette Sous-catégorie pour un prix égal à leur Valeur liquidative par Action (en tenant compte du prix de réalisation de tous les investissements et après déduction des

frais de réalisation) calculée à la date où cette décision prend effet. La Société adressera aux titulaires des Actions concernées, avant la date d'entrée en vigueur du rachat forcé, une notification écrite indiquant les raisons de et la procédure à suivre pour ce rachat. Une notification écrite sera adressée aux Actionnaires inscrits. Sauf si le Conseil d'administration en décide autrement dans l'intérêt des Actionnaires ou afin de préserver l'égalité de traitement entre eux, les Actionnaires du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie concerné pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs Actions sans frais de rachat ou de conversion. Cependant, le prix de rachat ou de conversion tiendra compte des frais de liquidation. Les produits de liquidation qui n'auront pu être distribués aux Actionnaires à l'issue de la liquidation d'un Compartiment, d'une Catégorie ou d'une Sous-catégorie seront déposés à la Caisse de Consignation pour le compte de leurs bénéficiaires jusqu'à l'expiration du délai de prescription légal.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'administration tels qu'ils sont décrits dans le paragraphe précédent, une assemblée générale des Actionnaires d'un Compartiment, d'une Catégorie ou d'une Sous-catégorie peut, sur la proposition du Conseil d'administration, décider de procéder au rachat de toutes les Actions de ce Compartiment, de cette Catégorie ou de cette Sous-catégorie et de rembourser tous les Actionnaires sur la base de la Valeur liquidative de leurs Actions (en tenant compte des prix de réalisation actuels et des frais de réalisation) calculée le Jour de valorisation où cette décision prend effet. Cette assemblée ne sera soumise à aucune condition de quorum et ses résolutions seront adoptées à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés sous réserve que la décision adoptée n'entraîne pas la liquidation de la Société.

Les produits de liquidation qui n'auront pu être distribués aux Actionnaires à l'issue de la liquidation d'un Compartiment, d'une Catégorie ou d'une Sous-catégorie seront déposés à la Caisse de Consignation pour le compte de leurs bénéficiaires jusqu'à l'expiration du délai de prescription légal.

Toutes les Actions rachetées seront annulées.

Le Conseil d'administration pourra, dans les circonstances prévues dans le premier paragraphe de la présente Section 25.2, décider de fusionner ou consolider la Société ou un ou plusieurs Compartiments ou une ou plusieurs Catégories et/ou Sous-catégories avec, ou de transférer la totalité ou la quasi-totalité des actifs d'un autre OPCVM ou d'un autre Compartiment de droit luxembourgeois ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie (faisant partie de la Société ou d'un autre OPCVM de droit luxembourgeois) dont les objectifs et la politique d'investissement sont compatibles au regard de la législation luxembourgeoise et des Statuts. En outre, le Conseil d'administration pourra décider de cet apport ou de cette fusion s'il croit qu'il est de l'intérêt des Actionnaires de l'un quelconque des Compartiments, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie concernés.

Les Actionnaires recevront des actions du Compartiment ou de l'OPCVM de droit luxembourgeois survivant, sauf dans le cas où l'entité survivante est la Société, le Compartiment ou la Catégorie ou Sous-catégorie. Toute action nouvelle reçue dans le cadre de cette transaction aura la même valeur que toutes Actions abandonnées au cours de cette transaction.

Cette décision sera publiée selon les mêmes modalités que celles qui sont décrites ci-dessus et, en outre, l'avis qui s'y rapporte contiendra les renseignements nécessaires sur le nouveau Compartiment ou l'autre OPCVM de droit luxembourgeois. Cet avis sera publié au moins un mois avant la date où la fusion ou l'apport prend effet afin que les Actionnaires puissent demander le rachat de leurs Actions avant que l'apport ne prenne effet et sans qu'une commission de rachat leur soit appliquée.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'administration dans le paragraphe ci-dessus, l'apport des éléments d'actif et de passif d'un Compartiment, d'une Catégorie ou d'une Sous-catégorie à un autre Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie de la Société pourra être décidé par l'assemblée générale des Actionnaires du Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie qui effectue cet apport. Aucun quorum ne sera exigé et la décision sur cet apport sera adoptée par une résolution votée par la majorité des

Actionnaires présents ou représentés sous réserve que cet apport n'entraîne pas la liquidation de la Société.

Tout apport de l'actif et du passif d'un Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie à un autre OPCVM ou une autre catégorie ou sous-catégorie de cet OPCVM pourra être décidé par l'assemblée générale des Actionnaires du Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie qui effectue cet apport. Aucun quorum ne sera exigé et la décision sur cet apport sera adoptée par une résolution votée à la majorité simple des Actions présentes ou représentées.

Si un apport doit être effectué au profit d'un fonds commun de placement ou d'un OPCVM étranger, cette résolution n'engagera que les Actionnaires qui ont approuvé l'apport proposé. Le Conseil d'administration pourra aussi, dans les mêmes circonstances que celles qui sont décrites ci-dessus, décider de fusionner un Compartiment au moyen d'un apport à un OPC étranger. Dans ce cas, l'accord des Actionnaires concernés sera demandé ou la fusion sera effectuée à la condition que seuls les actifs des Actionnaires qui y consentent soient apportés à cet OPC étranger.

Dans l'intérêt des Actionnaires du Compartiment concerné ou dans le cas où l'évolution de l'environnement économique ou politique de ce Compartiment le justifie, le Conseil d'administration pourra procéder à la réorganisation de ce Compartiment en le scindant en un ou plusieurs Compartiments. Cette décision sera publiée selon les mêmes modalités que celles qui sont décrites ci-dessus. Des informations sur le ou les nouveaux Compartiments seront fournies aux Actionnaires concernés. Cet avis sera publié au moins un mois avant l'entrée en vigueur de la réorganisation afin que les Actionnaires puissent demander le rachat sans frais de leurs Actions pendant ce délai de préavis d'un mois.

26. COMMUNICATIONS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Le règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« SFDR ») impose à la Société de communiquer la façon dont les Risques en matière de Durabilité (au sens défini à la section « FACTEURS DE RISQUE ») sont intégrés à la décision d'investissement ainsi que les résultats de l'évaluation des impacts probables des Risques en matière de Durabilité sur le rendement des Compartiments

Sauf indication contraire dans la politique d'investissement concernée, les Compartiments sont réputés relever du champ d'application de l'article 6 du SFDR étant donné qu'ils ne promeuvent pas de facteurs de durabilité et qu'ils ne maximisent pas l'alignement de leurs portefeuilles avec les facteurs de durabilité.

Il est prévu que la Société soit exposée à un large éventail de Risques en matière de Durabilité. Ces Risques en matière de Durabilité sont intégrés aux décisions d'investissement et au contrôle des risques dans la mesure où ils représentent des risques importants, potentiels ou effectifs, et/ou des opportunités de maximiser les rendements ajustés au risque à long terme.

Les impacts causés par la réalisation d'un Risque en matière de Durabilité peuvent être multiples et varier en fonction du risque concerné, de la classe d'actifs et de la région. De manière générale, la réalisation d'un Risque en matière de Durabilité relatif à un actif aura un impact négatif sur sa valeur pouvant aller jusqu'à une perte totale.

L'évaluation de l'impact probable doit donc être effectuée au niveau des portefeuilles, et des informations plus détaillées et spécifiques sont fournies dans l'annexe propre à chaque Compartiment

concerné. Aux fins de l'article 7(2) du SFDR, la Société de gestion confirme, en ce qui concerne la Société et chaque Compartiment, qu'elle ne tient actuellement pas compte des incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. La raison principale pour laquelle la Société de gestion ne tient actuellement pas compte des incidences négatives est l'absence de données suffisantes et de données de qualité suffisante pour permettre à la Société de gestion de définir des métriques matérielles de publication.

La Société de gestion compte suivre de près la position du secteur et mettre à jour son approche en temps opportun à mesure que la position du secteur évolue et que des orientations réglementaires supplémentaires deviennent disponibles. Le Groupe Pictet, dont la Société de gestion fait partie intégrante, s'est engagé à respecter les dispositions d'un certain nombre de codes de l'investissement responsable suisses et internationaux. En outre, comme l'indiquent les ambitions du Groupe en matière de durabilité et d'investissement durable à l'horizon 2025, Pictet a l'intention non seulement de prendre en considération, mais aussi d'atténuer autant que possible les incidences négatives matérielles de ses investissements et activités. La Société de gestion tient compte des incidences négatives de ses décisions d'investissement sur la durabilité depuis la fin 2022.

PARTIE B – SECTIONS SPÉCIALES

SECTION SPÉCIALE I : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – ARGONAUT

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif du Compartiment est de maximiser la plus-value en capital à long terme en investissant essentiellement dans un portefeuille de sociétés européennes à petites et micro-capitalisations. Le Compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et sociales mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Il est catégorisé comme un **produit relevant de l'article 8 du SFDR**. Pour sélectionner les titres éligibles, le Gestionnaire des investissements réalise une analyse financière et non financière sur la base de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

Des informations complémentaires sur les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Le Compartiment est géré activement. Cela signifie que le Gestionnaire d'investissement est libre de sélectionner les investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice EMIX Smaller European Companies Index Net Return EUR à des fins de comparaison des performances uniquement. Cet indice n'est pas aligné sur les caractéristiques ESG promues par le Compartiment et qui sont réalisées par une gestion active.

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement d'indice sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

Afin d'atteindre cet objectif, le Compartiment investira au minimum 75 % de son actif net, à l'exclusion des Liquidités et des Dépôts, en actions et titres assimilés à des actions (tels que des certificats de dépôt (ADR, GDR) et fonds de placement immobilier (REIT) fermés) de sociétés cotées sur des bourses de valeurs européennes, en recourant à une approche fortement « ascendante » de sélection des titres. Le Compartiment visera à exploiter les inefficiences de valorisation sur le marché par une approche fortement axée sur l'aspect « valeur » et en investissant dans des entreprises qui, au moment de l'achat, sont des entreprises de microcapitalisation et, dans une moindre mesure, des actions de plus grande capitalisation et dans des situations de forte sous-évaluation où le profil de risque-rendement offre des possibilités intéressantes. On entend par « sociétés de microcapitalisation » celles qui, au moment de l'achat, appartiennent aux 20 % constituant la tranche inférieure des capitalisations sur la place boursière concernée. Les sociétés de petite capitalisation sont des sociétés qui ont, au moment de l'achat, une capitalisation de moins de 500 millions d'euros.

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 10 % de l'actif net du Compartiment dans des titres de créance de qualité investment grade (la notation la plus élevée de l'émission, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P s'appliquera).

À titre accessoire, dans des conditions de marché normales et à des fins de trésorerie, le Compartiment peut investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts.

Par ailleurs, le Compartiment peut détenir des Liquidités le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché

exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires. Le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC (y compris des OPC du marché monétaire mentionnés ci-dessus).

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections **Error! Reference source not found.** à 7.13 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

Ce Compartiment promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 8 du SFDR, mais il ne s'engage pas actuellement à investir dans un quelconque « investissement durable » au sens du SFDR ou du Règlement sur la Taxonomie. *Par conséquent, il convient de noter que ce Compartiment ne tient actuellement pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la Taxonomie et que l'alignement de son portefeuille sur la Taxonomie n'est pas calculé. Par conséquent le principe consistant à 'ne pas causer de préjudice important' ne s'applique à aucun des investissements de ce Compartiments.*

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est l'euro. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

À l'heure actuelle, dix Catégories, présentant les caractéristiques, sont disponibles au sein du Compartiment. Toutes les Catégories du Compartiment sont à fermeture partielle.

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut A (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut A1 (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut B (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut C (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds Lux – Argonaut D (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut D1 (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut H (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut X (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut S (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut Z (cap.) ¹ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD

Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	10 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	Néant	5 000 000	Néant	Néant
Commission de souscription	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 1,5 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,5 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,25 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,0 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 2,00 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,6 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,5 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,25 % par an de la Valeur liquidative	Néant	Néant
Commission de rachat	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Néant
Commission de conversion	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Néant
Commission de performance	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 8.2 ci-après)	Néant	Néant

¹ (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

² (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

La Société visera à couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du CHF, de l'EUR, de la GBP, de la SEK et de l'USD. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD recourra à des instruments financiers dérivés et d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR, GBP, SEK et USD contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD.

Aux fins de la Section 9 de la Section générale, les Actions des Catégories S seront réservées à la souscription, et peuvent uniquement être détenues, par le Gestionnaire des investissements et ses Mandataires.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur. Les Actions de

Catégorie H demeureront réservées à la souscription par des investisseurs ayant réalisé un apport, tandis que les Actions des Catégories S demeureront réservées à la souscription par le Gestionnaire des investissements et ses Mandataires.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant. Dans des circonstances de marché extraordinaires (devant être déterminées raisonnablement à la discrétion du Conseil d'administration), les demandes de rachat peuvent être retirées par les Actionnaires jusqu'à 18h00 HNEC deux (2) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment, d'une autre Catégorie ou d'une autre Sous-Catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les Actions de Catégorie S ne peuvent pas être converties en Actions d'autres Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie et les Actions d'autres Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie ne peuvent pas être converties en Actions de Catégorie S.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Quant aux demandes de

conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment, elles devront être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous- Catégorie original, telle que déterminée à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heures limites	<p>Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, quinze (15) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de conversion (*) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 16h00 HNEC, quinze (15) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment • 16h00 HNEC, un (2) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment
Jours de valorisation	Le dixième, le vingtième Jour ouvré de chaque mois ou le Jour ouvré suivant si ces deux dates ne sont pas des jours ouvrés bancaires complets au Luxembourg, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin
Jours de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	<p>Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné</p> <p>Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné</p>

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

8.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission de performance et de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment au cours de la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

8.2 Commission de performance¹

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra, sur les actifs attribuables à toutes les Catégories d'Actions du Compartiment sauf les Catégories S et Z, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, payée annuellement et basée sur la Valeur liquidative. La Commission de performance équivaudra à 12,5 % de l'augmentation de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance (*high water mark*), tel que défini ci-après, au-delà d'un taux critique de rentabilité (*hurdle rate*) de 5 % par an calculé au prorata depuis le dernier versement d'une Commission de performance.

La Commission de performance est calculée en fonction de la Valeur liquidative, après déduction des dépenses, des engagements et de la Commission de gestion globale. Elle est ajustée pour tenir compte de l'ensemble des souscriptions et des rachats.

La Commission de performance est en fait égale à la surperformance de la Valeur liquidative par Action multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera payée si la Valeur liquidative par Action avant déduction de la Commission de performance se révèle inférieure au seuil de performance pour la Période de calcul concernée.

Le seuil de performance est la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la Valeur liquidative par Action la plus élevée parmi toutes celles au titre desquelles une Commission de performance a été payée ; ou
- la Valeur liquidative par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le versement des dividendes aux Actionnaires aura pour conséquence l'abaissement du seuil de performance.

La Commission de performance sera provisionnée chaque Jour de valorisation. Si la Valeur liquidative par Action diminue au cours de la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront réduites en conséquence. Si ces provisions tombent à zéro, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un

¹ Pour le modèle de commission de performance applicable aux actions de catégorie X, le Conseil a décidé d'appliquer la même commission de performance que celle qui s'applique aux autres catégories d'actions du Compartiment. La commission de performance sera de 12,5 % au-delà d'un taux plancher (*hurdle rate*) de 5 % par an prorata temporis et n'utilisera plus l'indice de référence de la catégorie X. Outre cette modification, les commissions de gestion ont été réduites à max. 1,25 % (au lieu de max. 1,5 % par an de la Valeur liquidative). Cette modification prend effet à compter du 21 août 2022.

Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écarter pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

Lors d'une souscription d'Actions, le calcul de la Commission de performance est ajusté pour que ladite souscription n'influe pas sur le montant de la provision constituée au titre de la Commission de performance en question. À cette fin, la surperformance de la Valeur liquidative par Action par rapport au taux critique de rentabilité jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en considération dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal à la multiplication du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le seuil de performance à la date de souscription, sous réserve de l'ajustement du taux critique de rentabilité. Le montant de l'ajustement est utilisé pour le calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période considérée et est ajusté en cas de rachats ultérieurs survenant au cours de celle-ci.

Les Commissions de performance sont payées dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul.

Voici la formule qui permet de calculer la Commission de performance :

F	=	0 si $[(B / E - 1) - T * G / 365] \leq 0$
F	=	$[(B / E - 1) - T * G / 365] * E * C * A$ si $[(B / E - 1) - T * G / 365] > 0$
Nouveau seuil de performance	=	si $F > 0$; D si $F = 0$; E
Nb d'Actions en circulation	=	A
VL par Action avant performance	=	B
% de la Commission de performance (12,5 %)	=	C
VL par Action après performance	=	D
Seuil de performance	=	E
Commission de performance	=	F
Nb de jours depuis le paiement de la dernière Commission de performance	=	G
Taux critique de rentabilité (5 %)	=	T

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL par action performance	Hurdle annuel performance	Perf. cumulée du hurdle ⁽¹⁾	com. perf.	VL après com. perf.
Année 1 :	112,00	100,00	12,00 %	5,00 %	5,00 %	0,88	111,13
Année 2 :	120,00	111,13	7,99 %	5,00 %	5,00 %	0,41	119,59
Année 3 :	117,00	119,59	-2,16 %	5,00 %	5,00 %	0,00	117,00
Année 4 :	121	119,59	1,18 %	5,00 %	10,00 %	0,00	121,00
Année 5 :	140,00	119,59	17,07 %	5,00 %	15,00 %	0,31	139,69

Performance du Hurdle rate depuis le dernier Jour d'évaluation à la fin d'une période de calcul auquel une commission de performance a été calculée.

Avec un taux de commission de performance de 12,5 %.

Année 1 :

La performance de la VL par Action (12 %) est supérieure au Hurdle rate (5 %).

La performance excédentaire est de 7 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,88.

Année 2 :

La performance de la VL par Action (7,99 %) est supérieure au Hurdle rate (5 %).

La performance excédentaire est de 2,99 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,41

Année 3 :

La performance de la VL par Action (-2,16 %) est inférieure à la performance du Hurdle rate depuis le dernier paiement de commissions de performance (5 %).

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 4 :

La performance de la VL par Action (1,18 %) est inférieure à la performance du Hurdle rate depuis le dernier paiement de commissions de performance (10 %).

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 5 :

La performance de la VL par Action (17,07 %) est supérieure à la performance du Hurdle rate depuis le dernier paiement de commissions de performance (15 %).

La performance excédentaire est de 2,07 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,31

9. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment recourra à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

10. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Il s'agit d'un compartiment d'actions spécialisé conçu pour fournir une exposition aux sociétés européennes à micro-capitalisation. Même si des sociétés de ce type ont souvent généré des rendements

très élevés pour les investisseurs, elles ont traditionnellement été moins liquides et présentent un risque plus important de difficultés financières que les sociétés de premier ordre, plus grandes. Par conséquent, les investisseurs de ce Compartiment devraient pouvoir tolérer une volatilité potentiellement supérieure de celui-ci par rapport à des compartiments d'actions axés sur les grandes capitalisations principales.

Par ailleurs, le Compartiment recourt à une approche fortement basée sur la « value » pour investir dans les sociétés, et le niveau de pondération des sociétés, des titres et des secteurs n'est déterminé par rapport à aucun indice.

Le Compartiment peut, en conséquence, être approprié pour les investisseurs ayant un horizon d'investissement de minimum cinq ans à la recherche d'une stratégie d'actions de micro-capitalisation spécialisée pour compléter un portefeuille cœur existant, mais ne craignant pas un profil de rendement susceptible de s'écarter considérablement de celui de la plupart des fonds d'actions européens.

L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait que la valeur de leur investissement est susceptible de diminuer comme d'augmenter et ils devraient accepter le fait qu'aucune garantie ne peut être donnée qu'ils récupéreront leur investissement initial.

11. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Le présent Compartiment investit essentiellement dans un portefeuille d'actions européennes de micro-capitalisation, y compris au Royaume-Uni.

Étant donné que le Compartiment investit dans des actions, les investisseurs sont exposés à des fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

Étant donné que le portefeuille est investi dans de très petites sociétés, qui tendent à être moins liquides et comporter un risque financier plus élevé, la volatilité peut être supérieure à celle d'un fonds d'actions européennes typique.

Le présent Compartiment est libellé en EUR, mais aura une exposition à d'autres monnaies.

Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change qui peut avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment. La Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de systématiquement couvrir contre les risques de change de l'euro les investissements libellés dans d'autres devises.

Le Compartiment est en outre fortement diversifié, et le Gestionnaire d'investissement estime par conséquent que le Compartiment sera exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité qui varieront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront davantage exposés que d'autres aux Risques en matière de Durabilité. Toutefois, le Compartiment présente également une exposition significative aux petites entreprises, qui sont généralement moins transparentes et publient des informations moins solides. Le manque d'informations fait qu'il est plus difficile pour le Gestionnaire d'investissement d'identifier les Risques en matière de Durabilité éventuels et d'en déterminer le caractère matériel. Il n'est toutefois pas prévu qu'un Risque en matière de Durabilité isolé ait un impact financier négatif matériel sur la valeur du Compartiment.

SECTION SPÉCIALE II : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – WORLD OPPORTUNITIES

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Objectif d'investissement

L'objectif d'investissement du Compartiment est de générer des rendements élevés absolus et ajustés au risque.

Le Compartiment cherchera à atteindre son objectif d'investissement en investissant essentiellement dans des Valeurs mobilières dans le monde entier.

Le Compartiment est géré activement. Cela signifie que le Gestionnaire d'investissement est libre de sélectionner les investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice MSCI World Index Hedged Net Total Return USD à des fins de comparaison des performances uniquement.

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement d'indice sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

Politique d'investissement

Afin d'atteindre cet objectif, le Compartiment investira essentiellement dans des actions et titres assimilés à des actions (tels que des certificats de dépôt américains, internationaux et mondiaux (ADR, IDR, GDR)) de sociétés cotées sur des Marchés réglementés, dans le but de s'exposer indirectement à des actions et/ou titres assimilés à des actions lorsque le Gestionnaire des investissements ou le Gestionnaire des investissements par délégation estime qu'il est plus efficace de le faire, et dans des fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur des Marchés réglementés.

Le Compartiment peut également investir jusqu'à 10 % de son actif net dans des émissions obligataires souveraines, supranationales et d'entreprise à taux fixe et/ou variable dont la note est au minimum BB selon Standard & Poor's ou son équivalent selon Moody' ou une autre agence de notation. Lorsqu'aucune note n'est disponible, le Gestionnaire des investissements par délégation peut attribuer sa propre note qu'il juge équivalente à la note de Standard & Poor's mentionnée précédemment, ou l'équivalent d'une note attribuée par Moody' ou une autre agence de notation. Des investissements en obligations ne sont prévus que dans des circonstances dans lesquelles le Gestionnaire des investissements par délégation estime que les marchés actions ne performant pas et qu'un investissement obligataire est dans le meilleur intérêt du Compartiment. Le Compartiment n'investira pas dans des obligations convertibles contingentes (**CoCo**).

À titre accessoire, le Compartiment peut investir à des fins de trésorerie (dans des conditions de marché normales), dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts.

Par ailleurs, à des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de

conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Toutefois, le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC (y compris des ETF et des OPC du marché monétaire mentionnés ci-dessus).

Le Compartiment peut investir à titre accessoire dans d'autres Investissements éligibles, conformément aux investissements autorisés tels que décrits à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections **Error! Reference source not found.** à 7.13 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Le Gestionnaire des investissements par délégation aura recours à un processus d'investissement bien ficelé grâce auquel la méthodologie de criblage des titres peut se fonder sur la recherche des sociétés sous-valorisées et des sociétés orientées croissance de qualité et raisonnablement valorisées. L'opération de criblage commence par une analyse des tendances géographiques et sectorielles à moyen terme. Viennent ensuite l'analyse des fondamentaux et la construction du portefeuille :

1	Analyse des tendances des marchés à moyen terme	<p>Rechercher des opportunités d'investissement dans des titres négociables afin d'identifier des sociétés cibles potentielles qui seront ensuite soumises à l'analyse des fondamentaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> Graphiques reflétant la dynamique des cours de 4 000 titres du monde entier <p>Graphiques reflétant le redressement des cours de 6 000 titres du monde entier</p>
2	Analyse des fondamentaux	<p><u>Titres orientés croissance</u> : rechercher des sociétés de qualité orientées croissance qui se négocient à des niveaux de valorisation raisonnables, par opposition à des sociétés dont les bénéfices s'inscrivent dans une tendance haussière à long terme.</p> <ul style="list-style-type: none"> Flux de trésorerie sains et effet de levier raisonnable. Croissance stable (flux de revenus de bonne qualité). Sociétés affichant des valorisations raisonnables par opposition à des sociétés dont les bénéfices passés et escomptés sont à la hausse. Ratios cours/bénéfice futurs raisonnables. <p><u>Titres orientés valeur</u> : rechercher des titres bon marché sur la base d'une évaluation prudente de leur valeur de liquidation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Effet de levier raisonnable (dette nette par rapport aux flux de trésorerie d'exploitation et aux actifs courants). Ratio de liquidité générale élevé. <p>Faibles ratio cours/valeur comptable et ratio cours/valeur comptable tangible.</p>

3	Recherches sur les sociétés	Analyse approfondie des fondamentaux à l'aide des repères suivants : <ul style="list-style-type: none"> • États financiers et communiqués de presse de la société. • Analystes externes spécialisés dans le secteur : <ul style="list-style-type: none"> • Rapports de recherche externes : • Analystes orientés acheteur dans de grandes banques suisses.
4	Construction du portefeuille	<ul style="list-style-type: none"> • Au moment de prendre une position, définir le prix d'achat et de vente auquel on est prêt à l'acheter/à la vendre • Rééquilibrage du portefeuille en fonction des flux de trésorerie entrants et sortants

Le Gestionnaire des investissements par délégation s'attend à ce que le portefeuille d'investissements du Compartiment se distingue considérablement des indices et valeurs de référence en matière de pondération accordée aux secteurs, pays et titres individuels.

Le Compartiment n'est soumis à aucune contrainte de diversification géographique spécifique. Pour lever toute ambiguïté, le Compartiment pourra investir jusqu'à 25 % de son actif net (hors Liquidités et Dépôts) dans des pays émergents (c'est-à-dire dans des pays faisant partie de l'indice MSCI Emerging Markets)

L'exposition totale aux classes d'actifs énumérées ci-après ne dépassera pas les limites spécifiées (exprimées en pourcentage du total des actifs nets du Compartiment) :

Classes d'actifs	Fourchette
Liquidités	Maximum 20 % *
Instruments du marché monétaire, OPC du marché monétaire, Dépôts	25 % **
Actions	30 %-125 % **
ADR/IDR/GDR sur actions	0 %-30 %
Autres dérivés d'actions (notamment les bons de souscription, les contrats à terme standardisés et les options)	0 %-30 %
Obligations	0 %-10 %
OPCVM et autres OPC, notamment les ETF	0 %-10 %

(*) La détention de Liquidités est limitée à 20 % des actifs nets de l'actif net du Compartiment. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

(**) Dans des conditions de marché exceptionnelles, le Compartiment peut allouer un pourcentage plus élevé de ses actifs aux Instruments du marché monétaire, aux OPC du marché monétaire, aux Dépôts, mais seulement de façon temporaire et pendant une durée strictement nécessaire. Dans de telles conditions de marché exceptionnelles, l'exposition du Compartiment aux actions peut chuter en dessous

de 30 %, son exposition aux actifs mentionnés ci-dessus peut dépasser 20 % et celle aux Instruments du marché monétaire, aux OPC du marché monétaire et aux dépôts à terme peut dépasser 25 %.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est l'USD. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

À l'heure actuelle, sept Catégories, présentant les caractéristiques suivantes, sont disponibles au sein du Compartiment :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities A1 (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities A ¹ (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities B (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities C (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities D (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities D1 (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – World Opportunities Z (cap.) ¹ et (dist) ³
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	1 000	10 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	Néant
Commission de souscription	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Néant	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,25 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,00 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 2 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,60 % par an de la Valeur liquidative	Néant
Commission de rachat	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de conversion	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de performance	10 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	Néant	10 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	Néant

¹ La fermeture partielle de la Catégorie d'Actions A prendra effet après notification avec préavis raisonnable sur le site web <https://quaerocapital.com>.

- ² (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.
- ³ (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions

La Société visera à couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du CHF, de l'EUR, de la GBP, de la SEK et de l'USD. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD recourra à des instruments financiers dérivés et d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR, GBP, SEK et USD contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Les Actions de la Catégorie C sont réservées aux investisseurs initiaux du Compartiment (les **Investisseurs initiaux**) et à toute société affiliée ou tout client de ces derniers, tel que pourra déterminer de manière raisonnable le Conseil d'administration, sous réserve que ce dernier puisse, à son entière discrétion, décider d'émettre des Actions supplémentaires de la Catégorie C à l'attention des Investisseurs initiaux et de toute société affiliée ou tout client de ces derniers.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP, en SEK ou en USD en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 7 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie original, tel que précisé à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heures limites	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné
Jours de valorisation	Chaque Jour ouvré
Jours de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Berger, van Berchem & Cie S.A. en tant que gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le « **Gestionnaire des investissements par délégation** »). Le Gestionnaire des investissements par délégation est une société sise 26, rue de la Corraterie, Genève (Suisse) réglementée et autorisée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en tant que gestionnaire des investissements.

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission de performance et de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section 3 de la présente Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment au cours de la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Le Gestionnaire des investissements verse une partie de la Commission de gestion globale qu'il aura reçue au Gestionnaire des investissements par délégation en guise de rémunération.

9.2 Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra, sur les actifs attribuables à toutes les Catégories d'Actions du Compartiment, à l'exception des Catégories D et Z, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, versée annuellement et basée sur la Valeur liquidative. Cette Commission de performance est égale à 10 % de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance (high water mark), tel que défini ci-après.

La Commission de performance est calculée en fonction de la Valeur liquidative, après déduction des dépenses, des engagements et de la Commission de gestion globale. Elle est ajustée pour tenir compte de l'ensemble des souscriptions et des rachats.

La Commission de performance est en fait égale à la surperformance de la Valeur liquidative par Action multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera payée si la Valeur liquidative par Action avant déduction de la Commission de performance se révèle inférieure au seuil de performance pour la Période de calcul concernée.

Le **seuil de performance** est la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la Valeur liquidative par Action la plus élevée parmi toutes celles au titre desquelles une Commission de performance a été payée ; ou à la fin de la Période de performance au cours de laquelle une Commission de performance a été payée ; ou
- la Valeur liquidative par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le versement des dividendes aux Actionnaires aura pour conséquence l'abaissement du seuil de performance.

La Commission de performance sera provisionnée chaque Jour de valorisation. Si la Valeur liquidative par Action diminue au cours de la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront réduites en conséquence. Si ces provisions tombent à zéro, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

Lors d'une souscription d'Actions, le calcul de la Commission de performance est ajusté pour que ladite souscription n'influe pas sur le montant de la provision constituée au titre de la Commission de performance en question. À cette fin, la surperformance de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en considération dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal à la multiplication du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le seuil de performance à la date de souscription. Le montant de l'ajustement est utilisé pour le calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période considérée et est ajusté en cas de rachats ultérieurs survenant au cours de celle-ci.

Les Commissions de performance sont payées dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, verser une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

Voici la formule qui permet de calculer la Commission de performance :

F	=	0 si $(B / E - 1) \leq 0$
F	=	$(B / E - 1) * E * C * A$ si $(B / E - 1) > 0$
Nouveau seuil de performance	=	si $F > 0$; D si $F = 0$; E
Nb d'Actions en circulation	=	A
VL par Action avant performance	=	B

% de la Commission de performance (10 %)	=	C
VL par Action après performance	=	D
Seuil de performance	=	E
Commission de performance	=	F

Exemples :

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL annuelle par action performance	VL par action performance / HWM	com. perf.	VL après com. perf.
Année 1 :	110	100	10,00 %	10,00 %	1	109
Année 2 :	115	109	5,50 %	5,50 %	0,60	114,40
Année 3 :	108	114,40	-5,59 %	-5,59 %	0,00	108
Année 4 :	112	114,40	3,70 %	-2,10 %	0,00	112
Année 5 :	118	114,40	5,36 %	3,15 %	0,36	117,64

Avec un taux de commission de performance de 10 %.

Année 1 :

La performance de la VL par action est de 10 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 10 %, ce qui entraîne une commission de performance de 1

Année 2 :

La performance de la VL par action est de 5,50 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 5,50 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,6

Année 3 :

La performance de la VL par action est de 5,59 %.

La sous-performance par rapport au HWM est de -5,59 %. Aucune commission de performance n'est calculée.

Année 4 :

La performance de la VL par action est de 3,70 %.

La sous-performance par rapport au HWM est de -2,10 %.

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 5 :

La performance de la VL par action est de 5,36 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 3,15 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,36

10. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment recourra à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment convient idéalement aux investisseurs disposant d'un horizon d'investissement à long terme, dont l'objectif d'investissement est l'obtention d'une croissance de la valeur de leurs économies et étant prêts à accepter une stratégie d'investissement impliquant un niveau élevé de volatilité et de risque dans la gestion de leurs économies.

12. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Le présent Compartiment d'actions investit essentiellement dans un portefeuille d'actions et d'obligations mondiales.

Étant donné que le Compartiment investit dans des actions et des obligations, les investisseurs sont exposés aux fluctuations des marchés actions et de la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

Le Compartiment est en outre fortement diversifié, et le Gestionnaire d'investissement estime par conséquent que le Compartiment sera exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité qui varieront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront davantage exposés que d'autres aux Risques en matière de Durabilité, mais il n'est pas prévu qu'un Risque en matière de Durabilité isolé ait un impact financier négatif matériel sur la valeur du Compartiment.

Les investisseurs devraient également être conscients du fait que le Compartiment investit dans les marchés émergents, qui peuvent comporter des risques supplémentaires au niveaux politique et économique, tandis que les titres peuvent être affectés défavorablement par des niveaux de liquidité faibles, un manque de transparence et des risques financiers plus importants.

Cependant, la volatilité du Compartiment est gérée grâce à sa diversification sur un vaste nombre de sociétés et de secteurs et à l'usage d'une gamme d'instruments de couverture. La volatilité du Compartiment est par conséquent normalement inférieure à celle des fonds typiques de la catégorie d'actifs des actions des marchés émergents.

Le présent Compartiment est libellé en USD, mais aura une exposition significative à d'autres monnaies, y compris à la monnaie de pays des marchés émergents.

Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change qui peut avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment.

SECTION SPÉCIALE III : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – BAMBOO

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement du Compartiment est d'assurer la croissance du capital à long terme en investissant principalement dans des actions et titres liés à des actions (par exemple, des Produits structurés dont les rendements sont corrélés à l'évolution des actions, des certificats de dépôt (ADR, GDR) et des fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur des Marchés réglementés) de sociétés situées dans les marchés émergents et principalement en Asie (hors Japon).

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Cela signifie que le Gestionnaire des investissements est libre de sélectionner des investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice MSCI AC Asia Pacific ex Japan Index Net Total Return USD (l'« Indice de référence ») à des fins de comparaison des performances.

L'Indice de référence n'est pas utilisé pour le calcul de la Commission de performance.

Aux fins de la présente Section spéciale, les marchés émergents d'Asie incluent les pays suivants : Chine (y compris Hong Kong), Inde, Indonésie, Corée, Malaisie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande et Vietnam.

Le Compartiment investira au moins 67 % de son actif net (hors Liquidités et Dépôts) dans des actions et titres assimilés à des actions d'entreprises domiciliées ou qui exercent la majeure partie de leur activité économique en Asie. La stratégie d'investissement du Compartiment se concentre sur certains secteurs économiques dans les marchés émergents dont le Gestionnaire des investissements et le Gestionnaire des investissements par délégation pensent qu'ils connaîtront au cours des années à venir une croissance supérieure à celle des pays émergents, dont les activités de consommation, les franchises et biens de consommation courante (alimentation, boissons, banques, services financiers, tourisme), la haute technologie, les télécommunications et les services publics (comme les secteurs de l'eau et de l'électricité). Des secteurs supplémentaires peuvent être sélectionnés par la suite, et le Compartiment peut ne pas investir dans tous les secteurs à tout moment.

Le Compartiment n'investira pas plus de 20 % de ses actifs nets dans des Produits structurés, pour autant que les sous-jacents respectent la politique d'investissement et les restrictions d'investissement et soient conformes à l'article 41 de la Loi de 2010 et à l'article 2 du Règlement grand-ducal, tels que, sans s'y limiter, bons, certificats, ou toutes autres valeurs mobilières dont les rendements sont corrélés à l'évolution, notamment, d'actions, de paniers de valeurs mobilières, de devises, d'indices financiers sélectionnés conformément à l'article 9 du Règlement grand-ducal. Dans le respect de cette limite, conformément au Règlement grand-ducal, le Compartiment peut investir dans des produits structurés sans dérivés intégrés et conformes à l'article 41 de la Loi de 2010 et corrélés à l'évolution des matières premières et des métaux précieux, tels que des ETF et des titres de lingots d'or avec règlement en espèces.

Les investissements dans des sociétés chinoises seront réalisés par le biais d'ADR/GDR ou de sociétés chinoises cotées à Hong Kong (c'est-à-dire d'actions chinoises H) et par le biais d'actions chinoises A négociées via Stock Connect et un QFI. Le Compartiment peut également investir au maximum 20 % de son actif net sur le Marché STAR.

Pour investir en actions chinoises A, le Compartiment peut utiliser le programme Shanghai-Hong Kong Stock Connect et/ou le programme Shenzhen-Hong Kong Stock Connect. Le Compartiment n'investira pas plus de 30 % de son actif net en actions chinoises A.

Jusqu'à 33 % de l'actif net du Compartiment (hors Liquidités) peut être investi dans des marchés émergents ailleurs qu'en Asie, ou, en cas d'opportunités d'investissement exceptionnelles, dans des marchés plus développés du monde entier.

Les investissements seront soigneusement sélectionnés par le Gestionnaire des investissements par délégation par le biais d'une analyse détaillée à long terme et d'une combinaison d'approches descendantes (analyse politique et économique, risques de change, etc.) et ascendantes (identification de sociétés offrant une protection du capital, un rendement de dividende élevé, des flux de trésorerie solides).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 10 % de l'actif net du Compartiment dans des titres de créance de qualité investment grade (la notation la plus élevée de l'émission, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P s'appliquera).

À titre accessoire, à des fins de trésorerie et dans des conditions de marché normales, le Compartiment peut investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts.

Par ailleurs, le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires. Le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections **Error! Reference source not found.** à 7.13 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Si le Gestionnaire des investissements par délégation estime que ceci est dans le meilleur intérêt des Actionnaires, à titre temporaire et à des fins défensives (surtout lorsqu'il s'avère que les marchés sont surévalués), le Compartiment peut également détenir jusqu'à 100 % de son actif net dans des Dépôts, des OPC du marché monétaire et des Instruments du marché monétaire.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

L'exposition totale aux classes d'actifs énumérées ci-dessous, directe ou indirecte, ne dépassera pas les limites spécifiées ci-dessous (en pourcentage du total des actifs nets du Compartiment) :

Classes d'actifs	Fourchette
Liquidités	0 %-20 %, sauf dans des conditions de marché extrêmes,

	mais uniquement à titre temporaire.
Instruments du marché monétaire, OPC du marché monétaire, dépôts à terme	0-25 %
Actions	0 %-100 %
ADR / GDR sur actions	0 %-100 %
Autres dérivés d'actions (notamment les bons de souscription)	0 %-30 %
OPCVM ou OPC	0 %-10 %

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la Taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est le dollar américain. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

À l'heure actuelle, huit Catégories, présentant les caractéristiques suivantes, sont disponibles au sein du Compartiment :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo A ¹ (cap.) ¹ et (distr.) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo A1 ¹ (cap.) ² et (distr.) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo B (cap.) ² et (distr.) ³	Quaero Capital Funds Lux – Bamboo C (cap.) ² et (distr.) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo D (cap.) ² et (distr.) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo D1 (cap.) ² et (distr.) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo X ⁴ (cap.) ² et (distr.) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Bamboo Z (cap.) ² et (distr.) ³
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	10 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	5 000 000	Néant
Commission de souscription	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 1,5 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,5 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,20 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 2 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,60 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 0,75 % par an de la Valeur liquidative	Néant
Commission de rachat	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant

Commission de conversion	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de performance	10 % au-delà du rendement d'un indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % au-delà du rendement d'un indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % au-delà du rendement d'un indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % au-delà du rendement d'un indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % au-delà du rendement d'un indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % au-delà du rendement d'un indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	10 % au-delà du rendement d'un indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir section 9.2 ci-après)	Néant

- ¹ la Fermeture partielle de la Catégorie d'Actions A prendra effet après notification avec préavis raisonnable sur le site web <https://quaerocapital.com>.
- ² (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.
- ³ (distr.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution : le Compartiment distribue le produit net ou les plus-values réalisées au titre de cette (ces) Catégorie(s) par le biais de dividendes ou d'autres distributions.
- ⁴ La Catégorie d'Actions X n'est pas actuellement investie mais est disponible à la souscription.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du franc suisse, de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD, aura recours à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les actifs de ces Sous-catégories contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration aura l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou du (des) sous-distributeur(s).

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP ou en USD en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous- distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous- catégorie original, tel que précisé à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Aux fins de la présente Section spéciale (et de ce Compartiment), on entend par « Jour ouvré » toute journée au cours de laquelle les banques luxembourgeoises et les marchés de Chine et de Hong Kong sont ouverts toute la journée.

Heures limites	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné
Jours de valorisation	Chaque Jour ouvré

Jours de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital LLP en tant que nouveau gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le **Gestionnaire des investissements par délégation**). Sis au 2-4 King Street, London, England SW1Y 6QL, le Gestionnaire des investissements par délégation est une société constituée et régie selon le droit d'Angleterre et du Pays de Galles, enregistrée sous le numéro OC314014 et autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. A la date du prospectus, le Gestionnaire des investissements par délégation a obtenu le statut de QFI approuvé par la CSRC (la «licence de QFI GSAMI»).

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission de performance et de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements, qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section 3 de la présente Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Le Gestionnaire des investissements par délégation est rémunéré par le Gestionnaire des investissements sur la Commission de gestion globale.

9.2 Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra, sur les actifs du Compartiment attribuables à toutes les Catégories d'Actions, à l'exception de la Catégorie d'Actions Z, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, payée annuellement et basée sur la Valeur liquidative. La Commission de performance sera égale au pourcentage défini pour la Catégorie concernée à la Section 3 de cette Section spéciale (le « Taux de Commission de performance ») de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance (*high water mark*) au-delà de la performance de l'indice de référence (libellée dans la Devise de référence), telle que calculée depuis le dernier versement d'une Commission de performance.

Indice de performance	MSCI AC Asia Pacific ex Japan Index Net Total Return USD
------------------------------	---

Le Compartiment utilise l'indice de référence susmentionné au sens du Règlement concernant les indices de référence. Par conséquent, la Société de gestion, en coopération avec le Fonds, a adopté des plans d'actions écrits, qu'elle appliquera au cas où l'indice de référence ci-dessus subi des changements importants ou n'est plus fourni (les « Plans d'urgence ») conformément à l'article 28(2) du Règlement concernant les indices de référence. Les investisseurs peuvent consulter le Plan d'urgence sans frais, sur demande au siège de la Société de gestion.

L'Indice de référence est fourni par MSCI Limited, en sa qualité d'administrateur, comme défini au Règlement concernant les indices de référence. N'étant pas situé dans l'UE, cet administrateur bénéficie d'une période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2023 pour introduire une demande de reconnaissance ou d'aval au titre du Règlement concernant les indices de référence.

La Commission de performance est calculée en fonction de la Valeur liquidative, après déduction des dépenses, des engagements et de la Commission de gestion globale. Elle est ajustée pour tenir compte de l'ensemble des souscriptions et des rachats.

La Commission de performance est en fait égale à la surperformance de la Valeur liquidative par Action multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera payée si la Valeur liquidative par Action avant déduction de la Commission de performance se révèle inférieure au seuil de performance pour la Période de calcul concernée.

Le **High Water Mark** est la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la dernière Valeur liquidative par Action pour laquelle une Commission de performance a été payée ;
ou
- la Valeur liquidative par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le versement des dividendes aux Actionnaires aura pour conséquence l'abaissement du High Water Mark.

Si la performance de la Valeur liquidative par Action par rapport au High Water Mark est négative à la fin de la Période de calcul, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si la performance de la Valeur liquidative par Action est positive, mais que celle de l'indice de référence est négative, le calcul de la Commission de performance se fondera sur la valeur la moins élevée entre (i) la performance absolue de la Valeur liquidative par Action par rapport au High Water Mark et (ii) le Taux de Commission de performance appliqué à la surperformance au-delà de l'Indice de référence, tel que décrit dans la formule ci-dessous.

La Commission de performance sera provisionnée chaque Jour de valorisation. Si la Valeur liquidative par Action diminue au cours de la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront réduites en conséquence. Si ces provisions tombent à zéro, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions

concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

Lors d'une souscription d'Actions, le calcul de la Commission de performance est ajusté pour que ladite souscription n'influe pas sur le montant de la provision constituée au titre de la Commission de performance en question. À cette fin, la surperformance de la Valeur liquidative par Action par rapport au rendement de l'indice de référence jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en considération dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal à la multiplication du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le seuil de performance à la date de souscription, sous réserve de l'ajustement du rendement de l'Indice de référence. Le montant de l'ajustement est utilisé pour le calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période considérée et est ajusté en cas de rachats ultérieurs survenant au cours de celle-ci.

Les Commissions de performance sont payées dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul concernée. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, verser ou ordonner de verser une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

Voici la formule qui permet de calculer la Commission de performance :

F	=	0 si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] \leq 0$ ou si $B \leq E$
F	=	$[(B / E - 1) - (G / H - 1)] * E * C * A$ si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$ et si $B > E$ et si $G > H$
F	=	$\text{MIN} [(B / E - 1) ; ((B / E - 1) - (G / H - 1)) * C] * E * A$ si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$ et si $B > E$ et si $G > H$
Nouveau seuil de performance	=	si $F=0 \Rightarrow E$ si $F>0 \Rightarrow D$
Nb d'Actions en circulation	=	A
VL par Action avant performance	=	B
% de la Commission de performance	=	C
VL par Action après performance	=	D

Seuil de performance = E

Commission de performance = F

Performance de l'indice le Jour de valorisation = G

Performance de l'indice à la date du paiement de la dernière Commission de performance = H

La performance passée par rapport à l'Indice de référence est indiquée dans le KID PRIIP concerné.

Exemples :

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL par action performance	Performance de référence performance	Performance cumulée de l'indice de référence ⁽¹⁾	com. perf.	Com. perf. max. (VL - HWM)	VL après com. perf.
Année 1 :	112,00	100,00	12,00 %	2,00 %	2,00 %	1,00	12,00	111,00
Année 2 :	121,00	111,00	9,01 %	-1,00 %	-1,00 %	1,11	10,00	119,89
Année 3 :	117,00	119,89	-2,41 %	-1,00 %	-1,00 %	0,00	0,00	117,00
Année 4 :	120,00	119,89	0,09 %	4,00 %	3,00 %	0,00	0,00	120,00
Année 5 :	120,00	119,89	0,09 %	-4,00 %	-1,00 %	0,13	0,11	119,89

(1) Performance de l'Indice de référence depuis le dernier Jour d'évaluation à la fin d'une période de calcul auquel une commission de performance a été calculée.

Avec un taux de commission de performance de +10 %.

Année 1 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (12 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (2 %).

La performance excédentaire par rapport au HWM au-delà de l'Indice de référence est de 10 %, ce qui entraîne une commission de performance de 1

Le HWM est fixé à 111 après le paiement de la Commission de performance.

Année 2 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (9,01 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (-1 %). Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

La performance absolue par rapport au HWM, soit 10 (9,01 % de 111,00)

10 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 1,11 [(9,01 % - (-1 %)) * 10 %] pour 111,00)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 1,11.

Le HWM est fixé à 119,89 après le paiement de la Commission de performance.

Année 3 :

La performance de la VL par action par rapport au HWM (-2,41 %) est négative. Aucune commission de performance n'est versée.

Année 4 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,09 %) est inférieure au rendement de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (3 %), qui est positif.

Aucune commission de performance n'est versée.

Le HWM reste inchangé.

Année 5 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,09 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (-1 %). Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

La performance absolue par rapport au HWM, soit 0,11 (0,09 % de 119,89)

10 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 0,131 [(0,09 % - (-1 %)) * 10 %] pour 119,89)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 0,11.

10. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment investit principalement dans les marchés émergents d'Asie. S'il est attractif aux yeux des investisseurs en quête de rendements élevés en raison du potentiel de croissance à long terme qu'offre chacun de ces marchés, il est nécessaire de sensibiliser toute personne souhaitant investir dans le Compartiment aux risques supplémentaires d'ordre politique et économique liés aux investissements dans les marchés émergents. Le Compartiment convient idéalement aux investisseurs disposant d'un horizon d'investissement à long terme, dont l'objectif d'investissement est l'obtention d'une croissance de la valeur de leurs économies et qui sont prêts à accepter une stratégie d'investissement impliquant un niveau élevé de volatilité et de risque dans la gestion de leurs économies. Il est recommandé aux investisseurs de n'investir qu'une partie de leurs actifs dans ce Compartiment, qui convient uniquement à ceux disposant déjà d'un portefeuille diversifié au niveau international, envisageant d'acquérir des actifs plus risqués pour éventuellement booster leurs rendements et ayant un horizon d'investissement de 5 à 10 ans.

12. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale. Il est également exposé aux facteurs de risque spécifiques ci-dessous :

12.1 Risque de marché

Le présent Compartiment investit essentiellement dans un portefeuille d'actions. Étant donné qu'il investit dans des actions, les investisseurs sont exposés aux fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, ils peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

12.2 Marchés émergents

Le Compartiment investit dans les marchés émergents, ce qui peut comporter des risques supplémentaires sur le plan politique et économique, tandis que les titres peuvent être défavorablement affectés par une faible liquidité, un manque de transparence et des risques financiers plus importants. Les titres dont l'émetteur est situé dans un pays émergent sont ainsi plus spéculatifs et plus risqués que ceux dont l'émetteur est situé dans un pays développé. Les marchés émergents peuvent s'avérer volatils et illiquides, ce qui peut entraîner des retards dans les règlements au titre des investissements du Compartiment dans ces marchés. Le risque de fluctuations significatives de la Valeur liquidative et le risque de suspension des rachats au titre du Compartiment peuvent être plus élevés que pour les Compartiments investissant dans les principaux marchés mondiaux. Il en va de même pour le risque d'instabilité politique, économique, sociale et religieuse. Des changements défavorables dans les lois et les réglementations peuvent également plus facilement survenir dans des pays émergents ou moins développés. Les fluctuations des taux de change, le contrôle des changes et les réglementations fiscales peuvent en outre entraîner des effets négatifs sur les actifs du Compartiment et sur les revenus qui en découlent, risquant ainsi d'augmenter de manière conséquente la volatilité de la Valeur liquidative du Compartiment. Il est par ailleurs possible que certains pays émergents ne soient pas soumis aux mêmes normes et pratiques en matière de comptabilité, d'audit et de présentation des informations financières que les pays plus développés, et que leurs marchés de valeurs mobilières soient fermés de manière inattendue. De plus, les marchés de ces pays peuvent être moins contrôlés et réglementés par l'État, et les lois et procédures fiscales peuvent y être moins bien définies que dans les pays dont les marchés de valeurs mobilières sont plus développés. En outre, les entreprises de bon nombre de marchés émergents sont généralement moins transparentes et communiquent moins d'informations fiables, de sorte que le Gestionnaire d'investissement et les fournisseurs de données externes ont plus de mal à évaluer l'importance des Risques en matière de Durabilité éventuels. Le retard dans les pratiques en matière de droit du travail et de droits de l'homme, le travail des enfants et la corruption sont des exemples de Risques en matière de Durabilité sur les marchés émergents qui pourraient nuire à la réputation et aux perspectives de bénéfices d'une entreprise et augmenter le risque de contrôle réglementaire et de sanctions. Les événements de ce type pourraient avoir une incidence significative sur les rendements du Compartiment.

Le présent Compartiment est libellé en dollar américain, mais aura une exposition significative à d'autres devises, y compris à celles des pays émergents. Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change qui peut avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment. La Société, la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements et le Gestionnaire des investissements par délégation n'ont pas l'intention de systématiquement couvrir contre les risques de change du dollar américain les investissements libellés dans d'autres devises.

12.3 Risque lié aux investissements en Chine, risque lié à Stock Connec, risque lié aux d'actions chinoises A et risque lié aux investissements via un QFI et risque lié au Marché STAR

Pour en savoir plus sur ce facteur de risque spécifique, veuillez consulter la Section 7.2 de la Section générale.

SECTION SPÉCIALE IV : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – INTERNATIONAL EQUITIES

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif du Compartiment est de réaliser une meilleure performance ajustée du risque que celle des marchés actions mondiaux. Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Le Compartiment ne possède pas d'indice de référence et n'est pas géré par référence à un indice.

Le Compartiment investira ses actifs essentiellement dans des Fonds cibles traditionnels qui investissent essentiellement dans des actions de sociétés de petite, moyenne et grande capitalisations cotées sur une bourse de valeur et dans des Instruments du marché monétaire et des Dépôts à des fins de trésorerie ou qui offrent une exposition à ces actifs.

À titre accessoire, le Compartiment peut investir dans des actions et des titres liés à des actions (comme les certificats de dépôt (ADR, GDR) et les fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur un Marché réglementé), des produits structurés, des titres de créance notés investment grade, des Fonds cibles alternatifs.

A des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires. Le choix des investissements (et l'exposition des actifs sous-jacents des Fonds cibles) ne sera limité ni par zone géographique (y compris les marchés émergents), ni par secteur économique, ni en termes des devises dans lesquelles un investissement sera libellé. Toutefois, selon les conditions sur les marchés financiers, une attention particulière pourra être accordée à un pays en particulier (ou plusieurs) et/ou un seul secteur économique et/ou une seule devise.

Toutefois, le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans chacun des actifs suivants : titres notés *non-investment grade*, Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut, ABS/MBS, obligations convertibles contingentes.

Pour définir la note des titres de créance, la notation de l'émission la plus élevée, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P, s'appliquera.

Le Compartiment n'investira pas plus de 20 % de ses actifs nets dans des produits structurés, pour autant que les sous-jacents respectent la politique d'investissement et les restrictions d'investissement et soient conformes à l'article 41 de la Loi de 2010 et à l'article 2 du Règlement grand-ducal, tels que, sans s'y limiter, bons, certificats, ou toutes autres valeurs mobilières dont les rendements sont corrélés à l'évolution, notamment, d'actions, de paniers de valeurs mobilières, de devises, d'indices financiers sélectionnés conformément à l'article 9 du Règlement grand-ducal. Dans le respect de cette limite, conformément au Règlement grand-ducal, le Compartiment peut investir dans des produits structurés sans dérivés intégrés et conformes à l'article 41 de la Loi de 2010 et corrélés à l'évolution des matières premières et des métaux précieux, tels que des ETF et des titres de lingots d'or avec règlement en espèces.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale, le Compartiment pourra utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à supervision prudentielle.

Le Compartiment pourra s'exposer au moyen de tous instruments financiers dérivés tels que, sans s'y limiter, futures, options, swaps et forwards sur tout sous-jacent comprenant, sans s'y limiter, devises (y compris contrats de change à terme non livrables), taux d'intérêt, valeurs mobilières, paniers de valeurs mobilières, indices (y compris, mais sans s'y limiter, indices de volatilité) et OPC.

Si le Gestionnaire des investissements estime que cette mesure est dans l'intérêt des Actionnaires, le Compartiment pourra également détenir, à titre temporaire et à des fins défensives, jusqu'à 100 % de son actif net dans des Dépôts, des OPC du marché monétaire et des Instruments du marché monétaire.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est l'euro. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la devise de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

Le tableau suivant énumère les Catégories actuellement disponibles au sein du Compartiment et présente leurs caractéristiques :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities A ¹ (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities A1 (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities B (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities C (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities D (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities D1 (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – International Equities Z (cap.) et (dist) ³
Sous-catégories disponibles	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	5 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	Néant
Commission de souscription	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,25 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,00 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 2,00 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,60 % par an de la Valeur liquidative	Néant

Commission de rachat	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de conversion	Néant	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de performance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

¹ La Fermeture partielle de la Catégorie d'Actions A prendra effet après notification avec préavis raisonnable sur le site web <https://quaerocapital.com>.

² (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

³ (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR et de la Sous-catégorie SEK libellés dans une monnaie différente respectivement du franc suisse, de l'euro et de la couronne suédoise. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture sont payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR et de la Sous-catégorie SEK pourra recourir à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR et SEK contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a, quant à lui, l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR et de la Sous-catégorie SEK.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR ou en SEK en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la

Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR ou en SEK, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute devise librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie d'origine, tel que précisé à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heures limites	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, deux (2) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : <ul style="list-style-type: none">avant 16h00 HNEC, deux (2) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'un autre compartimentavant 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'autres Catégories du Compartiment
Jours de valorisation	Tous les vendredis, ou le Jour ouvré suivant si ces dates ne correspondent pas à un jour ouvré bancaire complet au Luxembourg, le dernier Jour ouvré de chaque mois, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin
Jours de calcul	Le deuxième Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné

Délais de paiement	Pour les souscriptions : trois (3) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné
---------------------------	---

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. COMMISSION DE GESTION GLOBALE

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente Section spéciale, sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

9. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

10. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs souhaitant réaliser une appréciation de leur capital en diversifiant leurs investissements de façon dynamique et en investissant principalement dans des parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC. Par conséquent, il convient aux investisseurs ayant un horizon d'investissement d'au moins cinq ans. Nous recommandons aux investisseurs d'investir seulement une partie de leurs actifs dans le Compartiment et de prendre connaissance des facteurs de risque décrits à la Section 7 de la Section générale.

L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait que la valeur de leur investissement peut fluctuer à la hausse comme à la baisse et qu'il n'est pas garanti qu'ils récupèrent leur capital initial.

11. FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES

Le Compartiment investit principalement dans un portefeuille de Fonds cibles traditionnels axés sur les actions et les sociétés de grande, de moyenne ou de petite capitalisation. Étant donné que les Fonds cibles traditionnels investissent dans des actions, les investisseurs sont exposés aux fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans les portefeuilles de ces fonds. Par conséquent, ils peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

Le Compartiment est en outre fortement diversifié, et le Gestionnaire d'investissement estime par conséquent que le Compartiment sera exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité qui varieront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront davantage exposés que d'autres aux Risques en matière de Durabilité, mais il n'est pas prévu qu'un Risque en matière de Durabilité isolé ait un impact financier négatif matériel sur la valeur du Compartiment.

Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change, qui peut avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment. Ce dernier est libellé en EUR, mais sera exposé à d'autres devises. La Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans des devises différentes de l'EUR. Les investisseurs assument donc le risque de perdre de l'argent suite à la mise en œuvre d'une stratégie d'exposition à un marché où se négocient d'autres devises que celle de la Sous-catégorie concernée.

Titres de créance en difficulté

Le Compartiment peut détenir des Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut en raison d'une baisse de notation des titres détenus. Il existe un risque de défaut de paiement d'intérêts ou de principal pour les titres de créance en défaut ou en difficulté, qui peuvent toutefois présenter des opportunités de rendement positif. Le Compartiment peut détenir des Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut qui sont soumis à un risque élevé d'incapacité de l'émetteur d'honorer ses obligations de paiement de principal et d'intérêts et peuvent aussi être exposés à une volatilité des prix en raison de facteurs tels que la sensibilité aux taux d'intérêt, la perception de la solvabilité de l'émetteur par le marché et la liquidité du marché général. Les titres de qualité inférieure peuvent aussi présenter un risque de perte pour défaut beaucoup plus élevé, parce qu'ils ne sont pas garantis, en général, et sont souvent subordonnés à d'autres créances de l'émetteur.

Les émetteurs de titres de créance peuvent faillir à leurs obligations, que ce soit pour cause d'insolvabilité, de faillite, de fraude ou toute autre cause, et leur défaut de paiement peut infliger au Compartiment des pertes importantes, qui peuvent réduire sa Valeur liquidative.

Par conséquent, le Compartiment sera soumis, notamment, à des risques de crédit, de liquidité et de taux d'intérêt. De plus, l'évaluation du risque de crédit des titres de créance implique une incertitude liée aux différences des normes des agences de notation au niveau mondial, qui rendent difficile une comparaison entre pays. De même, le marché des titres de créance peut être inefficace et illiquide, ce qui rend difficile l'évaluation précise des instruments financiers. L'évaluation des investissements en titres en difficulté est très complexe et rien ne garantit que le Compartiment évaluera correctement la nature et l'importance des différents facteurs qui peuvent affecter les chances de réussite d'une réorganisation ou d'une action similaire.

Les Titres de créance en défaut tendent à perdre une grande partie de leur valeur avant d'être en défaut. Par conséquent, la Valeur liquidative du Compartiment peut subir un impact négatif avant qu'un émetteur soit en défaut. De plus, le Compartiment peut encourir des frais supplémentaires s'il doit tenter de recouvrer des paiements de principal ou d'intérêts sur un titre en défaut ou en difficulté.

Obligations convertibles contingentes (CoCo)

Le Compartiment peut investir en obligations convertibles contingentes (CoCo), qui sont des titres ou instruments de capitaux propres contingents subordonnés émis par des établissements bancaires / d'assurance aux fins d'augmenter leurs réserves de fonds propres dans le cadre des nouvelles réglementations bancaires / de l'assurance. Selon les conditions d'une CoCo, certains faits déclencheurs, notamment certains faits indépendants de la volonté de la direction de son émetteur, peuvent provoquer la réduction à zéro permanente du principal et/ou des intérêts cumulés d'un investissement, ou sa conversion en actions. Ces faits déclencheurs peuvent comprendre (i) le passage du ratio Core Tier 1/Common Equity Tier 1 (CT1/CET1) (ou d'autres ratios de fonds propres) de la banque émettrice en-dessous d'une limite prédéfinie, (ii) la détermination subjective, par une autorité réglementaire, qu'un établissement est « non viable », c'est-à-dire que le secteur public doit aider la banque émettrice pour l'empêcher de devenir insolvable, de faire faillite, d'être dans l'incapacité de payer une partie importante de ses dettes à l'échéance ou d'exercer autrement ses activités, exigeant ou provoquant ainsi la conversion des CoCo en actions, dans des circonstances qui échappent au contrôle de l'émetteur, ou (iii) la décision d'une autorité nationale d'injecter du capital.

Pour en savoir plus sur ce facteur de risque spécifique, veuillez consulter la Section 7.10 de la Section générale.

SECTION SPÉCIALE V : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – GLOBAL BALANCED

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Le Compartiment ne possède pas d'indice de référence et n'est pas géré par référence à un indice.

L'objectif du Compartiment est de générer une performance solide sur le moyen à long terme, essentiellement en offrant une exposition aux deux classes d'actifs suivantes:

- des actions et titres liés à des actions (y compris, mais sans s'y limiter, des ADR (American Depositary Receipts, certificats de dépôt américains), des GDR (Global Depositary Receipts, certificats de dépôt mondiaux) et des fonds de placement immobiliers (REIT) fermés cotés sur des Marchés Réglementés, des obligations convertibles, des obligations remboursables par anticipation) ; et/ou
- des titres de créance de tout type (d'Etat et d'entreprise) de qualité *investment grade* et *non-investment grade*, y compris des Instruments du marché monétaire.

Afin d'atteindre son objectif, le Compartiment investira essentiellement dans des Fonds cibles traditionnels qui ont pour objectif principal d'investir dans les titres/classes d'actifs susmentionnés ou de leur accorder une exposition, et qui investissent directement dans des Instruments du marché monétaire et des Dépôts, à des fins de trésorerie.

En fonction des conditions du marché, le Gestionnaire des investissements sélectionnera les actifs et adaptera la répartition du portefeuille en vue d'atteindre un profil de risque moyen. La proportion de l'actif consacrée à chacune des deux catégories d'actifs susmentionnées variera au fil du temps. Sans que ce soit une contrainte, le Compartiment peut être exposé à concurrence de 75 % de ses actifs nets à la classe d'actifs actions ou titres de créance.

Le choix de l'investissement (et l'exposition des actifs sous-jacents des Fonds cibles) ne sera limité ni par zone géographique (y compris les marchés émergents), ni par secteur économique, ni en termes des devises dans lesquelles un investissement sera libellé. Toutefois, en fonction des conditions du marché financier, l'accent pourra être mis sur un (ou plusieurs) pays et/ou une devise et/ou un secteur économique particuliers.

Jusqu'à 49 % de l'Actif net, le Compartiment peut

- (i) investir directement dans des actions et des titres liés à des actions (selon la définition ci-dessus), des titres de créance de tout type (de gouvernements et d'entreprises *investment grade* et *non-investment grade*), des Produits structurés ; et
- (ii) investir dans des Fonds cibles alternatifs.

A des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Le Compartiment est soumis aux limites d'investissement suivantes correspondant à son profil de risque :

- les placements en Fonds alternatifs cibles ne dépasseront pas 25 % des actifs nets du Compartiment ;
- les placements en titres de créance *non-investment grade* ne dépasseront pas 10 % des actifs nets du Compartiment ;
- le Compartiment ne peut pas investir dans des Titres de créance en difficulté et des Titres de créance en défaut ;
- le Compartiment ne peut pas investir dans des ABS/MBS;
- le Compartiment ne peut pas investir dans des obligations convertibles ou des obligations convertibles contingentes ;
- le Compartiment n'investira pas plus de 20 % de ses actifs nets dans des Produits structurés, pour autant que les sous-jacents respectent la politique d'investissement et les restrictions d'investissement et soit conforme à l'article 41 de la Loi de 2010 et à l'article 2 du Règlement grand-ducal, tels que, sans s'y limiter, bons, certificats, ou toutes autres valeurs mobilières dont les rendements sont corrélés à l'évolution, notamment, d'actions, de titres de créance, de paniers de valeurs mobilières, de devises, d'indices financiers sélectionnés conformément à l'article 9 du Règlement grand-ducal. Dans le respect de cette limite, conformément au Règlement grand-ducal, le Compartiment peut investir dans des produits structurés sans dérivés intégrés et conformes à l'article 41 de la Loi de 2010 et corrélés à l'évolution des matières premières et des métaux précieux, tels que des ETF et des titres de lingots d'or avec règlement en espèces.

Pour définir la note des titres de créance, la notation de l'émission la plus élevée, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P, s'appliquera.

À des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale, le Compartiment pourra utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à supervision prudentielle. Le Compartiment peut acquérir une exposition par le biais de n'importe quel instrument financier dérivé, comme, mais sans que cette liste soit restrictive, des futures, des options, des swaps et des marchés à terme sur les sous-jacents conformes à la Loi de 2010 et à toute autre réglementation connexe ainsi qu'à la politique d'investissement du Compartiment et notamment, mais sans s'y limiter, des devises (y compris marchés à terme sans livraison), des taux d'intérêt, des valeurs mobilières, des paniers de valeurs mobilières, des indices (y compris, mais sans s'y limiter, des indices de volatilité) et des OPC.

Si le Gestionnaire des investissements estime que cette mesure est dans l'intérêt des Actionnaires, le Compartiment pourra également détenir, à titre temporaire et à des fins défensives, jusqu'à 100 % de son actif net dans des Dépôts, des OPC du marché monétaire et des Instruments du marché monétaire.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est l'euro. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la devise de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

Le tableau suivant énumère les Catégories actuellement disponibles au sein du Compartiment et présente leurs caractéristiques :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced A ¹ (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced A1 (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced B (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced C (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced D (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced D1 (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Balanced Z (cap.) ² et (dist) ³
Sous-catégories disponibles	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD	EUR CHF SEK GBP USD
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	10 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	Néant
Commission de souscription	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,25 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,00 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 2,00 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,60 % par an de la Valeur liquidative	Néant
Commission de rachat	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de conversion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de performance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

¹ La Fermeture partielle de la Catégorie d'Actions A prendra effet après notification avec préavis raisonnable sur le site web <https://quaerocapital.com>.

² (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

³ (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie GBP libellés dans une monnaie différente respectivement

du franc suisse, de l'euro, de la couronne suédoise et de la livre sterling. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture sont payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie GBP pourra recourir à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR, SEK et GBP contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a, quant à lui, l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie GBP.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP ou en SEK en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP ou en SEK, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute devise librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie d'origine, tel que précisé à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heures limites	<p>Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, deux (2) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de conversion (*) :</p> <ul style="list-style-type: none"> avant 16h00 HNEC, deux (2) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'un autre Compartiment avant 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'autres Catégories d'Actions du Compartiment
Jours de valorisation	Tous les vendredis, ou le Jour ouvré suivant si ces dates ne correspondent pas à un jour ouvré bancaire complet au Luxembourg, le dernier Jour ouvré de chaque mois, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin
Jours de calcul	Le deuxième Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	<p>Pour les souscriptions : trois (3) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné</p> <p>Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné</p>

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, , sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. COMMISSION DE GESTION GLOBALE

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente Section spéciale, sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

9. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

10. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs souhaitant réaliser une croissance du capital en diversifiant leurs investissements de façon dynamique, tout en cherchant à atteindre un niveau de risque moins élevé que celui des marchés actions. Par conséquent, il convient aux investisseurs ayant un horizon d'investissement d'au moins trois ans. Nous recommandons aux investisseurs d'investir seulement une partie de leurs actifs dans le Compartiment et de prendre connaissance des facteurs de risque décrits à la Section 7 de la Section générale.

Le Compartiment présente un profil de risque modéré et a pour objectif de réaliser une croissance du capital combinée à un certain potentiel de revenus. Il peut convenir aux investisseurs en quête d'un potentiel de croissance à long terme par le biais d'investissements dans des actions, dans des obligations et dans d'autres classes d'actifs. Les investisseurs devraient avoir un horizon d'investissement à moyen ou à long terme. Nous leur recommandons de prendre connaissance des avertissements concernant les risques figurant à la Section 7 de la Section générale avant tout investissement.

L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait que la valeur de leur investissement peut fluctuer à la hausse comme à la baisse et qu'il n'est pas garanti qu'ils récupèrent leur capital initial.

11. FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES

Le Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale. Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

Le Compartiment est en outre fortement diversifié, et le Gestionnaire d'investissement estime par conséquent que le Compartiment sera exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité qui varieront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront davantage exposés que d'autres aux Risques en matière de Durabilité, mais il n'est pas prévu qu'un Risque en matière de Durabilité isolé ait un impact financier négatif matériel sur la valeur du Compartiment.

Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change, qui peut avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment. Le Compartiment est libellé en EUR, mais sera exposé à d'autres devises. La Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans des devises différentes de l'EUR. Les investisseurs assument le risque de perdre de l'argent suite à la mise en œuvre d'une stratégie d'exposition à un marché où se négocient d'autres devises que celle de la Sous-catégorie concernée.

SECTION SPÉCIALE VI : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – INFRASTRUCTURE SECURITIES

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Le Compartiment a pour objectif d'obtenir une protection contre l'inflation tout en engrangeant un dividende sur ses investissements et des rendements non corrélés pour les investisseurs. Il a l'intention d'utiliser ce produit en appliquant d'autres stratégies afin de soit (i) réduire la volatilité dans l'ensemble du portefeuille, et ainsi d'augmenter le taux de rendement ajusté au risque, soit (ii) obtenir une protection contre l'inflation.

Le Compartiment est géré activement. Cela signifie que le Gestionnaire d'investissement est libre de sélectionner les investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice S&P Global Infrastructure Euro Net Total Return à des fins de comparaison des performances uniquement. Cet indice n'est pas aligné sur les caractéristiques ESG promues par le Compartiment, qui sont assurées par le biais d'une gestion active.

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement d'indice sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

Le Compartiment intègre des caractéristiques environnementales et sociales et est classé comme un produit relevant de l'**Article 8 du SFDR**.

Des informations complémentaires sur l'objectif d'investissement durable du Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Le Compartiment a l'intention d'investir ses actifs dans un portefeuille composé de fonds de placement immobilier (REIT) fermés, de titres de participation et des titres liés aux actions (tels que des certificats de dépôt (ADR, GDR)) cotés de sociétés impliquées ou ayant une exposition substantielle à des actifs immobiliers mondiaux qui sont diversifiés à l'échelle mondiale (locaux commerciaux, propriétés résidentielles, bâtiments industriels et logistiques, centres commerciaux et locaux commerciaux, immeubles de bureaux, hôpitaux, maisons de retraite et hôtels), des infrastructures mondiales diversifiées au niveau mondial (routes à péage, ponts, tunnels, ports, aéroports, rail, transport et distribution d'électricité, tours de communication sans fil, satellites de radiodiffusion, réseaux câblés, établissements d'enseignement, projets de santé, pipelines et stockage d'énergie, eau et eaux usées), actifs forestiers principalement situés en Amérique du Nord (forêts sur pied et infrastructures forestières), actifs agricoles principalement dans les pays développés (terres agricoles productives et infrastructures agricoles). Le Compartiment peut également investir dans des Fonds cibles alternatifs et de Fonds cibles traditionnels qui investissent dans les secteurs indiqués ci-dessus, y compris dans les fonds négociés en bourse (ETF) conformes aux OPCVM.

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 10 % de l'actif net du Compartiment dans des titres de créance de qualité *investment grade* (la notation la plus élevée de l'émission, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P s'appliquera).

À titre accessoire, afin d'atteindre l'objectif ci-dessus et d'assurer la liquidité du Compartiment, le Compartiment peut détenir des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts à terme.

A des fins de trésorerie, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires. A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections **Error! Reference source not found.** à 7.13 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

L'investissement dans d'autres OPCVM et OPC ne pourra excéder 10 % de la VL.

L'exposition totale aux classes d'actifs énumérées ci-après ne dépassera pas les limites spécifiées (exprimées en pourcentage du total des actifs nets du Compartiment) :

Classes d'actifs	Fourchette
Liquidités	0 % à 20 %, sauf dans des conditions de marché extrêmes, mais uniquement à titre temporaire.
Instruments du marché monétaire, OPC du marché monétaire, Dépôts	0-25 %
Actions	30 %-100 %
ADR / GDR sur actions	0 %-30 %
Autres dérivés d'actions (notamment les bons de souscription)	0 %-20 %
Fonds négociés en bourse (ETF)	0 %-50 %
Fonds cibles, autres que les ETF	0 %-25 %

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est l'euro. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la devise de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

Le tableau suivant énumère les Catégories actuellement disponibles au sein du Compartiment et présente leurs caractéristiques :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities A ¹ (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities A1 (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities B (cap.) ² et (distr.) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities C (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities D (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities D1 (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities Z (cap.) ² et (dist) ³
Sous-catégories	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	10 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	Néant
Commission de souscription	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1,50 % par an de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1,25 % par an de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1,00 % par an de la Valeur liquidative par Action	Maximum 2,00 % par an de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1,60 % par an de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de rachat	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de conversion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de performance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

¹ La Fermeture partielle de la Catégorie d'Actions A prendra effet après notification avec préavis raisonnable sur le site web <https://quaerocapital.com>.

² (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

³ (distr.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution : le Compartiment distribue le produit net ou les plus-values réalisées au titre de cette (ces) Catégorie(s) par le biais de dividendes ou d'autres distributions.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie USD et de la Sous-catégorie GBP libellés dans une monnaie différente respectivement du franc suisse, de l'euro, du dollar américain ou de la livre sterling. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture sont payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie USD et de la Sous-catégorie GBP, pourra recourir à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments, dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR, USD et GBP contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a, quant à lui, l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie USD et de la Sous-catégorie GBP.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP ou en USD en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute devise librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie d'origine, tel que précisé à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heures limites	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : <ul style="list-style-type: none"> 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'un autre Compartiment 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'autres Catégories du Compartiment
Jours de valorisation	Tous les Jours ouvrés
Jours de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. COMMISSION DE GESTION GLOBALE

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente Section spéciale, sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

9. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

10. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs souhaitant bénéficier de la performance de ses Actions sur différents marchés financiers cibles. Par conséquent, il convient aux investisseurs ayant un horizon d'investissement d'au moins cinq ans. Nous recommandons aux investisseurs d'investir seulement une

partie de leurs actifs dans le Compartiment et de prendre connaissance des facteurs de risque décrits à la Section 7 de la Section générale.

L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait que la valeur de leur investissement peut fluctuer à la hausse comme à la baisse et qu'il n'est pas garanti qu'ils récupèrent leur capital initial.

11. FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES

Le Compartiment est non seulement exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale, mais aussi aux facteurs de risque spécifiques suivants :

11.1 Risque lié aux matières premières

Les investissements dans des dérivés liés aux matières premières peuvent exposer le portefeuille à une plus grande volatilité que les investissements dans les titres traditionnels. En effet, les facteurs suivants peuvent entraîner une baisse de la valeur de ce type de dérivés : fluctuations du marché dans son ensemble, volatilité des indices de matières premières, variations des taux d'intérêt ou facteurs ayant une incidence sur un secteur ou une matière première en particulier (tels que la sécheresse, les inondations, les mauvaises conditions météorologiques, les maladies frappant le bétail, les embargos, les droits de douane et les événements économiques, politiques et réglementaires sur le plan international).

11.2 Risque lié au secteur immobilier

Même si le Compartiment n'investit pas directement dans l'immobilier, il peut investir dans des titres émis par des sociétés actives dans ce secteur. Par conséquent, il peut être soumis à certains risques associés à la détention directe de titres immobiliers et au secteur de l'immobilier en général. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, les pertes de valeur des biens immobiliers, les risques liés au contexte économique général et local, la disponibilité insuffisante des fonds de placements hypothécaires, les excès en matière de construction, l'inoccupation prolongée, la montée de la concurrence, la hausse de l'impôt foncier et des frais d'exploitation, les modifications apportées aux lois sur le zonage, les coûts liés à la réparation des dommages causés par des problèmes environnementaux, les coûts dus à des tiers en raison de ce type de dommages, pertes liées à des victimes ou à des condamnations, dommages causés par des inondations, des tremblements de terre ou d'autres catastrophes naturelles qui n'auraient pas été assurés, restrictions et autres changements imposés aux locations et variations des taux d'intérêt. À mesure que la fréquence des phénomènes météorologiques extrême augmente, l'exposition du Compartiment à ces phénomènes augmente également.

Le portefeuille du Compartiment peut être davantage exposé à certains des risques susmentionnés qu'à d'autres, si les actifs sous-jacents de ses investissements se centrent sur une zone géographique, sur un type de propriété ou sur un autre aspect en particulier. En outre, les investissements effectués dans des titres de sociétés d'emprunts hypothécaires seront confrontés aux risques liés au refinancement et à l'incidence de ces derniers sur les droits relatifs à l'administration de titres hypothécaires. Enfin, en tant que source importante d'émissions de carbone et secteur à forte consommation d'énergie, ce secteur subit une forte pression réglementaire et publique réclamant une amélioration de la gestion de l'énergie et de l'eau afin de réduire les émissions. Les efforts déployés pour gérer cette pression peuvent imposer des coûts financiers plus élevés qui pourraient peser sur la performance totale du Compartiment. À l'inverse, le fait de ne pas réagir à cette pression pourrait provoquer un préjudice réputationnel également susceptible de nuire aux rendements du Compartiment.

11.3 Risque lié au secteur/à l'industrie

Le Compartiment peut investir dans des industries ou des secteurs spécifiques. Les facteurs de marché ou économiques qui influent sur l'une de ces industries ou l'un de ces secteurs ou groupe lié à ces industries pourraient avoir une incidence sur la valeur des investissements du Compartiment.

11.4 Risque de change

Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change, qui peut avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment. Ce dernier est libellé en EUR, mais sera exposé à d'autres devises. La Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans des devises différentes de l'EUR. Les investisseurs assument le risque de perdre de l'argent suite à la mise en œuvre d'une stratégie d'exposition à un marché sur lequel se négocient d'autres devises que celle de la Sous-catégorie concernée.

Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

11.5 Risque lié au secteur des infrastructures.

Le Compartiment est exposé à une série de Risques en matière de Durabilité du fait de ses investissements dans le secteur des infrastructures. Les Risques en matière de Durabilité dans ce secteur dépendent de nombreux facteurs tels que le type d'infrastructure, la géographie, le degré d'obligation de précaution et les mesures de diligence raisonnable mises en œuvre et contrôlées par l'employeur ainsi que les normes nationales. Les réglementations en matière de santé et de sécurité, par exemple, fournissent les directives nécessaires concernant la manipulation d'équipements volumineux et dangereux, l'exposition aux substances dangereuses telles que le plomb, l'amiante etc., par exemple dans les travaux de construction. En cas d'absence de systèmes de contrôle adéquats, plusieurs événements (décès, dommages corporels, maladies, etc.) pourraient poser un risque de responsabilité et un risque réputationnel à l'entreprise, ce qui pourrait affecter ses flux de trésorerie et sa capacité à poursuivre ses activités. En pareil cas, la valeur des rendements du Compartiment pourrait se trouver impactée.

SECTION SPÉCIALE VII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – YIELD OPPORTUNITIES

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Le Compartiment est géré activement. Il n'a pas d'Indice de référence et n'est pas géré en référence à un Indice de référence.

Le Compartiment a pour objectif de générer sur le long terme le rendement total le plus élevé possible en investissant dans des titres du monde entier (y compris en Russie et en République populaire de Chine (RPC)) sur des marchés réglementés. Il investit principalement dans des titres de créance d'emprunteurs dont la note de crédit attribuée par Standard & Poor's Corporation est supérieure ou égale à B ou dont la note attribuée par Moody's ou par une autre agence de notation de crédit correspond au moins à B. Lorsqu'un titre de créance ou son émetteur n'est pas noté, le Gestionnaire des investissements peut toutefois investir dans ce titre jusqu'à 20 % de la Valeur liquidative du Compartiment, après avoir déterminé en connaissance de cause que le risque de défaut de l'émetteur est moins élevé que celui présenté par des émetteurs de note inférieure à B.

Les investissements réalisés en RPC seront effectués exclusivement dans des titres de créance ou des titres de participation au capital négociés en ou exposés au renminbi onshore, le CNH (qui est utilisé en dehors de la RPC et négocié principalement à Hong Kong), en HKD, en EUR, USD, JPY, GBP ou en AUD.

Le Compartiment ne cherchera pas à reproduire ni à surperformer les indices de référence. Le processus d'investissement vise à identifier les grandes tendances macroéconomiques qui peuvent fortement influencer le comportement des marchés des titres de créance ou de leurs devises sous-jacentes ainsi que le niveau général des taux d'intérêt. Le Compartiment examinera ensuite son univers d'investissement pour vérifier les situations de surévaluation ou de sous-évaluation du marché. En conséquence, il concentrera ses investissements sur des opportunités claires à risque principal faible, tout en essayant d'éviter toute situation coûteuse et à haut risque.

Le Compartiment peut investir dans :

- (i) tous types de titres de créance (de gouvernements et d'entreprise *investment grade* et *non-investment grade*), tels que les obligations et les billets à taux fixe ou flottant, les obligations et les billets à coupon zéro, les obligations multi-devises et tout autre titre de créance autorisés conformément à la Section 5 de la Section générale ; et
- (ii) des Instruments du marché monétaire et des dépôts à terme, à des fins d'investissement afin d'accroître le rendement généré.

Le Compartiment peut investir jusqu'à 35 % de son actif net dans des actions et des titres liés à des actions (comme les certificats de dépôt (ADR, GDR) et les fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur un Marché réglementé), et/ou des obligations échangeables contre des actions cotées sur des Marchés réglementés. Le Compartiment ne peut pas investir dans des ABS/MBS.

Le Compartiment ne peut pas investir dans des Titres de créance en difficulté et des Titres de créance en défaut. Toutefois, la notation des titres dans lesquels le Compartiment investit peut être rétrogradée et, partant, le Compartiment peut détenir des Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut. Le Compartiment peut conserver des titres de créance dont la notation a été revue à la baisse et les vendre à sa discrétion en fonction des conditions du marché concerné et de ses prévisions. Le

Compartiment peut détenir des titres de créance rétrogradés et se retrouvant en difficulté ou en défaut tant qu'ils ne représentent pas plus de 10 % de l'actif net du Compartiment.

Le Compartiment peut à tout moment investir la totalité de ses actifs dans une seule devise ou dans une seule classe d'actifs.

A des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Il peut cependant être entièrement investi dans cette catégorie d'actifs si le Gestionnaire des investissements estime que cette approche est dans l'intérêt des investisseurs, par exemple lorsque les marchés semblent surévalués. Le Compartiment peut investir dans d'autres Investissements éligibles, conformément aux investissements autorisés tels que décrits à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale.

Les investissements directs (actions locales) en Russie (qui ne sont négociés ni sur le Moscow Interbank Currency Exchange ni sur le Russian Trading System Stock Exchange) n'excéderont pas 10 % des actifs nets du Compartiment au total.

Le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections **Error! Reference source not found.** à 7.13 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est l'euro. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

Le tableau suivant énumère les Catégories actuellement disponibles au sein du Compartiment et présente leurs caractéristiques :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities A ¹ (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities A1 (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities B (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities C (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities D (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities D1 (cap.) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – Yield Opportunities Z (cap.) ² et (dist) ³
Sous-catégories disponibles	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	1 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	1 000	Néant
Commission de souscription	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Néant	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 3 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 0,80 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 0,80 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 0,7 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 0,60 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,40 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,00 % par an de la Valeur liquidative	Néant
Commission de rachat	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de conversion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de performance	5 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	5 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

¹ La Fermeture partielle de la Catégorie d'Actions A prendra effet après notification avec préavis raisonnable sur le site web <https://quaerocapital.com>

² (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

³ (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution : le Compartiment distribue le produit net ou les plus-values réalisées au titre de cette (ces) Catégorie(s) par le biais de dividendes ou d'autres distributions.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du franc suisse, de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD, aura recours à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les actifs de ces Sous-catégories contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP ou en USD en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute devise librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie d'origine, tel que précisé à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heures limites	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné
Jours de valorisation	Chaque Jour ouvré
Jours de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

8.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission de performance et de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente Section spéciale, sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

8.2 Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra, sur les actifs attribuables à certaines Catégories d'Actions du Compartiment, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, versée annuellement et basée sur la Valeur liquidative (voir Section 3 pour de plus amples informations). Cette Commission de performance sera égale à 5 % de l'augmentation de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance (*high water mark*), tel que défini ci-après.

La Commission de performance est calculée en fonction de la Valeur liquidative, après déduction des dépenses, des engagements et de la Commission de gestion globale. Elle est ajustée pour tenir compte de l'ensemble des souscriptions et des rachats.

La Commission de performance est en fait égale à la surperformance de la Valeur liquidative par Action multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera payée si la Valeur liquidative par Action avant déduction de la Commission de performance se révèle inférieure au seuil de performance pour la Période de calcul concernée.

Le **seuil de performance** est la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la Valeur liquidative par Action la plus élevée parmi toutes celles au titre desquelles une Commission de performance a été payée ; ou

- la Valeur liquidative par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment. Le versement des dividendes aux Actionnaires aura pour conséquence l'abaissement du seuil de performance.

La Commission de performance sera provisionnée chaque Jour de valorisation. Si la Valeur liquidative par Action diminue au cours de la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront réduites en conséquence. Si ces provisions tombent à zéro, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

Lors d'une souscription d'Actions, le calcul de la Commission de performance est ajusté pour que ladite souscription n'influe pas sur le montant de la provision constituée au titre de la Commission de performance en question. À cette fin, la surperformance de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en considération dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal à la multiplication du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le seuil de performance à la date de souscription. Le montant de l'ajustement est utilisé pour le calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période considérée et est ajusté en cas de rachats ultérieurs survenant au cours de celle-ci.

Les Commissions de performance sont payées dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, verser une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

Voici la formule qui permet de calculer la Commission de performance :

$$\begin{aligned}
 F &= 0 && \text{si } (B / E - 1) \leq 0 \\
 F &= (B / E - 1) * E * C * A && \text{si } (B / E - 1) > 0 \\
 \text{Nouveau seuil de performance} &= \begin{cases} \text{si } F > 0 ; D \\ \text{si } F = 0 ; E \end{cases}
 \end{aligned}$$

Nb d'Actions en circulation = A

VL par Action avant performance = B

% de la Commission de performance = C
(5 %)

VL par Action après performance = D

Seuil de performance = E

Commission de performance = F

EXEMPLES :

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL annuelle par action performance	VL par action performance / HWM	com. perf.	VL après com. perf.
Année 1 :	110	100	10,00 %	10,00 %	0,50	109,5
Année 2 :	115	109,5	5,02 %	5,02 %	0,28	114,73
Année 3 :	108	114,73	-5,86 %	-5,86 %	0,00	108
Année 4 :	112	114,73	3,70 %	-2,38 %	0,00	112
Année 5 :	118	114,73	5,36 %	2,85 %	0,16	117,84

Avec un taux de commission de performance de 5 %.

Année 1 :

La performance de la VL par action est de 10 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 10 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,5

Année 2 :

La performance de la VL par action est de 5,02 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 5,02 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,26

Année 3 :

La performance de la VL par action est de -5,86 %.

La sous-performance par rapport au HWM est de -5,86 %.

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 4 :

La performance de la VL par action est de 3,70 %.

La sous-performance par rapport au HWM est de -2,38 %.

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 5 :

La performance de la VL par action est de 5,36 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 2,85 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,16

9. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

10. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs souhaitant réaliser une croissance du capital en diversifiant leurs investissements de façon dynamique, tout en cherchant à atteindre un niveau de risque moins élevé que celui des marchés actions. Par conséquent, il convient aux investisseurs ayant un horizon d'investissement d'au moins trois ans. Nous recommandons aux investisseurs d'investir seulement une partie de leurs actifs dans le Compartiment. Les investisseurs sont invités à consulter la Section 7 de la Section générale pour connaître les facteurs de risque, en particulier ceux qui sont liés aux investissements en RMB et en Russie.

L'attention des Actionnaires est attirée sur le fait que la valeur de leur investissement peut fluctuer à la hausse comme à la baisse et qu'il n'est pas garanti qu'ils récupèrent leur capital initial.

11. FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES

Le Compartiment est non seulement exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale, mais aussi aux facteurs de risque spécifiques suivants :

11.1 Risque de crédit (obligations d'État)

En investissant dans des obligations d'autorités étatiques, le Compartiment est exposé aux conséquences directes ou indirectes des changements politiques, sociaux et économiques de différents pays. En effet, il se peut qu'en cas de changements politiques un État donné refuse de s'acquitter, dans les délais impartis, des paiements qu'il doit verser au titre des obligations qu'il a émises. La situation économique d'un pays, qui se reflète entre autres dans son taux d'inflation, dans le volume de sa dette extérieure et dans son PIB, peut elle aussi avoir une incidence sur la capacité dudit pays à honorer ses obligations.

Il est probable que la balance des paiements d'un pays émetteur, y compris les résultats des exportations et l'accès aux crédits et aux investissements internationaux, influe fortement sur la capacité dudit pays à verser dans les délais les montants dus au titre des obligations émises. L'engorgement par un pays donné de produits d'exportations dans des devises autres que la Monnaie de référence peut nuire à sa capacité à effectuer des paiements dans la Monnaie de référence au titre des obligations émises. En cas de déficit commercial, l'État concerné devra dépendre, de manière continue, des prêts de pays étrangers, d'organisations supranationales et de banques commerciales privées, ainsi que de l'aide de pays étrangers et des flux d'investissements étrangers. Il n'est pas garanti que les États puissent accéder à ces formes de financement externe en toutes circonstances. En outre, l'arrêt des financements externes risque de nuire fortement à leur capacité à effectuer des paiements au titre des obligations qu'ils ont émises. Par ailleurs, une variation des taux d'intérêt généraux peut avoir une incidence sur le coût du remboursement de la dette, étant donné que la majorité des obligations présentent des taux d'intérêt régulièrement ajustés sur la base des taux généraux.

Le Compartiment peut investir dans des obligations émises par des entités étatiques et supranationales. Il est possible que certains marchés secondaires dans lesquels ces titres se négocient soient limités ou non établis. La liquidité réduite de ces marchés secondaires peut avoir une incidence négative sur les cours ainsi que sur la capacité du Compartiment à céder des titres lorsqu'une telle cession se révèle nécessaire pour satisfaire aux exigences en matière de liquidité ou pour s'adapter à des événements économiques particuliers, tels que la détérioration de la qualité de crédit de l'émetteur concerné. De plus, il est possible qu'en raison de cette liquidité réduite il soit plus difficile, pour le Compartiment, d'accéder à des données précises en matière de cours en vue d'évaluer son portefeuille. Les cours du marché sont généralement disponibles pour de nombreuses obligations d'État, mais uniquement par le biais d'un nombre limité de négociants. Ils ne traduisent pas nécessairement les offres fermes de ces négociants ou les prix de vente réels.

En cas de défaut au titre d'une obligation d'État, il est possible que les voies de recours judiciaire soient limitées pour le Compartiment. En effet, contrairement aux obligations d'entreprise, les recours en matière de défaut doivent, pour certaines obligations d'État et dans certains cas, être poursuivis par la partie défaillante. Les voies de recours peuvent donc être fortement restreintes. La faillite, le moratoire ou d'autres mesures similaires applicables à des émetteurs d'obligations d'État peuvent fortement varier par rapport aux mesures adoptées pour les émetteurs d'obligations d'entreprise. Le contexte politique, qui se reflète dans la volonté d'un émetteur d'obligations d'État de respecter les délais de paiement, est d'une importance capitale. Au surplus, rien ne permet de garantir que les détenteurs de titres de créance de banques commerciales ne contesteront pas les paiements versés aux détenteurs de titres émis par des États étrangers en cas de défaut, au regard de leurs contrats de prêts bancaires.

Les investissements du Compartiment dans des obligations émises par des entités supranationales sont exposés à un risque supplémentaire ; en effet, il peut arriver qu'un ou plusieurs États membres d'une entité supranationale ne versent pas à ladite entité les contributions en capital requises et que, par conséquent, celle-ci se retrouve dans l'incapacité d'honorer ses obligations de paiement au titre des obligations détenues par le Compartiment.

Enfin, les risques en matière de Durabilité peuvent aussi avoir un impact sur la qualité de crédit de l'émetteur obligataire de part leur impact sur les recettes fiscales, la balance commerciale ou les investissements étrangers. L'absence de gestion efficace de ces risques peut entraîner une détérioration des résultats financiers ainsi qu'un impact négatif sur la société et l'environnement. La non-gestion des Risques en matière de Durabilité peut entraîner une détérioration de la notation de crédit de l'émetteur, ce qui pourrait nuire au rendement total du Compartiment.

11.2 Risque de crédit (obligations d'entreprise)

En investissant dans des obligations émises par des sociétés ou d'autres entités, le Compartiment est exposé au risque qu'un émetteur donné ne puisse honorer son obligation de paiement ou toute autre obligation relative auxdites obligations. De plus, un changement défavorable dans la situation économique d'un émetteur peut résulter en une baisse de sa note de crédit attribuée par une agence de notation (la note concerne aussi bien l'émetteur que les titres émis par ce dernier) ; cette note peut même être inférieure à la catégorie *investment grade*. Les changements défavorables dans la situation économique d'un émetteur ou la baisse de sa note de crédit peuvent accroître la volatilité du cours de ses obligations et avoir une incidence négative sur la liquidité, ce qui peut rendre lesdites obligations plus difficiles à vendre.

En outre, un large éventail de Risques en matière de Durabilité peut toucher les flux de trésorerie d'un émetteur et entraver leur capacité à répondre à ses obligations concernant sa dette. Pour les entreprises qui émettent des obligations, les risques environnementaux incluent, mais sans s'y limiter, la capacité des entreprises à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, le risque d'augmentation des prix du carbone, l'exposition à une pénurie croissante d'eau et le risque d'augmentation du prix de l'eau, les défis dans la gestion des déchets et l'impact sur les écosystèmes mondiaux et locaux. Les risques sociaux incluent, mais sans s'y limiter, la sécurité des produits, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et

les normes de droit du travail, la santé et la sécurité et les droits de l'homme, le bien-être des travailleurs, les problèmes de données et de confidentialité et la réglementation technologique croissante. Les risques de gouvernance sont également pertinents. Ils peuvent inclure la composition et l'efficacité du conseil d'administration, les incitations offertes à l'équipe de direction, la qualité de l'équipe de direction et l'alignement des intérêts de la direction sur ceux des actionnaires.

11.3 Risque de change

Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change, qui peut avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment. Ce dernier est libellé en EUR, mais sera exposé à d'autres devises. La Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans des devises différentes de l'EUR. Par conséquent, les investisseurs assument le risque de perdre de l'argent suite à la mise en œuvre d'une stratégie d'exposition à un marché sur lequel se négocient d'autres devises que celle de la Sous-catégorie concernée.

11.4 Risque boursier

Étant donné que le Compartiment investit dans des actions, les investisseurs sont exposés aux fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment.

Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

11.5 Risque lié aux investissements en RPC

Lorsqu'un investisseur décide d'investir en RPC, il s'expose non seulement aux risques liés aux marchés émergents (voir Section 7.1 de la Section générale ci-avant), mais aussi aux risques propres au marché chinois. La RPC est en pleine transition entre une économie planifiée et une économie plus orientée marché. Par conséquent, les investissements dans ce marché sont plus sensibles aux changements apportés aux lois, aux réglementations et aux politiques économiques et sociales, qui peuvent inclure des interventions de l'État. Dans certains cas extrêmes, un Fonds cible du Compartiment investissant en RPC peut enregistrer des pertes du fait de capacités d'investissement limitées, ou se voir dans l'incapacité de mettre pleinement en œuvre ou de chercher à mettre en œuvre ses objectifs ou sa stratégie d'investissement en raison de restrictions d'investissement locales, de l'illiquidité du marché national chinois des valeurs mobilières et/ou de retards ou d'interruptions dans l'exécution et le règlement de transactions. De telles pertes peuvent nuire au Compartiment.

La RPC est l'un des plus grands marchés émergents de la planète. Investir dans le marché chinois comporte donc un risque de pertes plus élevé que dans les marchés développés, ce qui s'explique en partie par une volatilité plus accrue, de plus faibles volumes de transactions, un risque plus important de fermeture du marché et un plus grand nombre de restrictions étatiques en termes d'investissements étrangers dans le pays. Il se peut que les sociétés dans lesquelles un Fonds cible investit doivent respecter des normes moins strictes en matière de publication d'informations, de gouvernance d'entreprise, de comptabilité et de reporting financier que celles inscrites à la cote des ou négociés sur des marchés plus développés. En outre, certains titres détenus par un Fonds cible peuvent entraîner des frais de transaction et d'autres frais plus élevés. Ils peuvent également être soumis à des restrictions en matière de participations étrangères, d'impôts ou à une faible liquidité, ce qui peut les rendre plus difficiles à vendre à des prix raisonnables. Les facteurs susmentionnés sont susceptibles d'accroître la volatilité et donc les risques.

Le système juridique chinois est fondé sur des lois écrites et sur leur interprétation par la Cour populaire suprême. Si les décisions antérieures de la Cour peuvent être citées comme références, elles ne sont pas

considérées comme des précédents judiciaires en tant que tels. Depuis 1979, le gouvernement chinois travaille sur un système englobant les lois commerciales, accomplissant d'énormes progrès dans ce sens. En effet, des lois et des réglementations sur des thèmes économiques, tels que l'investissement étranger, l'organisation et la gouvernance des entreprises, le commerce, la fiscalité et le commerce, ont été introduites. Toutefois, en raison du faible volume de cas publiés, de leur caractère non contraignant et des limites de la jurisprudence, l'interprétation et l'application de ces réglementations suscitent de grandes incertitudes. Étant donné que le système chinois de lois commerciales est relativement récent, son cadre réglementaire et juridique n'est pas aussi bien développé que ceux des pays développés. Le système juridique chinois étant en plein développement, rien ne permet de garantir que les changements apportés aux lois et aux réglementations, leur interprétation ou leur application n'auront aucune incidence négative importante sur les transactions effectuées par le Compartiment en RPC ou sur la capacité d'un Fonds cible d'acquérir des titres libellés en CNH. Le marché national des devises étrangères à l'intérieur de la RPC fait l'objet d'une réglementation étatique des plus strictes. De plus, la législation chinoise exige que toutes les transactions nationales portant sur des valeurs mobilières soient libellées en RMB, impose d'importantes restrictions à l'envoi de devises étrangères et comporte une réglementation stricte à l'égard de la conversion du RMB dans d'autres devises.

11.6 Risque lié aux investissements en RMB

En juillet 2010, le gouvernement chinois a introduit le CNH (c'est-à-dire le marché RMB offshore) afin d'encourager le commerce et les investissements avec des entités en dehors de la RPC. Le taux de change du CNH est un « taux flottant géré » (*managed floating exchange rate*) qui varie en fonction de l'offre et de la demande sur le marché. Il est indexé à un panier de devises étrangères. Sur le marché des changes interbancaires, son cours quotidien par rapport à d'autres devises importantes peut fluctuer, mais doit être compris dans une fourchette étroite de deux valeurs proches de la parité centrale publiée par la RPC.

Actuellement, le RMB n'est pas librement convertible. La conversion de CNH en CNY (marché RMB onshore) est un processus soumis à une politique de contrôle des changes. Conformément aux réglementations actuellement en vigueur en RPC, il est possible que la valeur du CNH et celle du CNY diffèrent en raison de certains facteurs, tels que, sans s'y limiter, les politiques du contrôle des changes et les restrictions imposées au rapatriement. La valeur de ces deux devises est donc susceptible de varier. Il se peut qu'il n'y ait pas de CNH en quantité suffisante pour que le versement des produits de rachats puisse être effectué dans les délais. Ces paiements peuvent donc être retardés et seront exécutés dès que possible (la prolongation du délai de paiement n'excèdera toutefois pas cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation, conformément à la Section 7 ci-avant).

Le marché des obligations offshore libellées en RMB est un marché en plein développement créé en 2010. Il est soumis aux restrictions réglementaires imposées par le gouvernement de la RPC. Ces restrictions sont sujettes à modification. Dans certains cas extrêmes, le Compartiment peut subir des pertes en raison de capacités d'investissement limitées, ou peut ne pas être en mesure de mettre pleinement en œuvre son objectif d'investissement ou de le remplir.

11.7 Risque lié aux investissements en Russie

Comme indiqué à la Section 7.1 de la Section générale, les investissements en Russie sont exposés à des risques spécifiques en ce qui concerne la propriété et la garde des titres. En Russie, la propriété des titres est prouvée par les écritures dans les livres d'une société. Aucun certificat attestant de la propriété d'un titre d'une société russe n'est délivré. Il est donc possible que la Société ne soit plus enregistrée en tant que détentrice de titres russes et qu'elle perde ainsi son droit de propriété y afférent du fait d'une fraude, d'une négligence ou même d'un simple oubli. Ce risque est accru par les institutions russes, auxquelles la garde des titres est confiée et qui peuvent omettre de souscrire une assurance.

11.8 Haut rendement

Le Compartiment présente une exposition significative au marché des titres à haut rendement. Les obligations à haut rendement sont émises principalement par de petites entreprises qui ne sont pas nécessairement cotées en bourse. Ces petites entreprises sont généralement moins transparentes et publient des informations moins solides. Le manque d'informations fait qu'il est plus difficile pour le Gestionnaire d'investissement d'identifier les Risques en matière de Durabilité éventuels et d'en déterminer le caractère matériel. La prise de conscience par le grand public de certains problèmes (par ex. le changement climatique) ou des incidents particuliers liés aux facteurs ESG pourraient en outre réduire la demande pour une obligation spécifique. Cela pourrait avoir des conséquences diverses telles qu'une baisse de liquidité ou une augmentation du risque de défaillance du fait de l'augmentation des coûts de refinancement de l'entreprise, entre autres. Les événements de ce type pourraient avoir une incidence sur le rendement total du Compartiment.

SECTION SPÉCIALE VIII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – ACCESSIBLE CLEAN ENERGY

La présente Section spéciale est valable uniquement si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) - Accessible Clean Energy (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement du Compartiment est de contribuer à la décarbonation en investissant et en jouant un rôle actif tout au long de la chaîne de valeur des énergies propres ainsi que de surperformer les marchés d'actions internationaux (moyennes et grandes capitalisations). Le Compartiment est classé comme un **produit relevant de l'article 9 du SFDR**. Il ne saurait être garanti que les objectifs d'investissement du Fonds seront atteints.

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Cela signifie que le Gestionnaire des investissements par délégation est libre de sélectionner des investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice MSCI World Net Total Return libellé dans la Monnaie de référence concernée pour le calcul de la Commission de performance (en combinaison avec un High Water Mark, conformément à la définition et à la description ci-dessous).

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

Les actifs du Compartiment seront composés essentiellement d'actions et titres liés à des actions (par ex. des certificats de dépôts (ADR, GDR) et des fonds de placement immobiliers (REIT) fermés cotés sur des Marchés réglementés) d'entreprises principalement actives dans la chaîne de valeur des énergies propres, en ce compris : (i) le développement et la production de technologies dans les énergies propres, y compris l'énergie solaire, éolienne, la bioénergie, l'énergie hydraulique et géothermique ; (ii) la transmission et la distribution d'énergie renouvelable ; (iii) la gestion de réseaux intelligents ; (iv) les technologies de stockage de l'énergie, y compris l'hydrogène et les batteries ; (v) la capture du carbone et les services d'énergies renouvelables ; (vi) les matières premières utilisées dans la chaîne de valeur des énergies propres ; (vii) et l'efficacité énergétique, y compris les produits, systèmes et processus à haut rendement énergétique.

Des informations complémentaires sur l'objectif d'investissement durable du Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 10 % de l'actif net du Compartiment dans des titres de créance de qualité *investment grade* (la notation la plus élevée de l'émission, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P s'appliquera).

À titre accessoire, le Compartiment peut

- (i) investir dans des actions ou des parts d'OPCVM et d'autres OPC (y compris des ETF) ; et
- (ii) à des fins de trésorerie, dans des conditions de marché normales, investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts.

Par ailleurs, à des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de

conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Cependant, le Compartiment ne peut investir plus de 10 % de son actif net en actions ou parts d'OPCVM et autres OPC.

À des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou d'Instruments dérivés de gré à gré, à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumise à surveillance réglementaire. Il est recommandé aux investisseurs de se référer aux Sections 7.4 à 7.10 de la Section générale pour connaître les risques particuliers applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement global, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise ou de prise en pension de titres.

Quoi qu'il en soit, dans des conditions de marché normales, le Gestionnaire des investissements par délégation prévoit d'utiliser uniquement des dérivés de change (tels que des forwards de change).

Si le Gestionnaire des investissements par délégation juge que cela sert au mieux les intérêts des Actionnaires, le Compartiment peut également détenir, temporairement et à des fins défensives, jusqu'à 100 % de son actif net en liquidités, telles que dépôts en espèces, OPC du marché monétaire (dans la limite de 10 % susmentionnée) et Instruments du marché monétaire.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

Le Compartiment contribue aux objectifs environnementaux suivants visés à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie : (a) atténuation du changement climatique ; (b) adaptation au changement climatique. Il est donc tenu, au titre du Règlement sur la Taxonomie, de publier des informations concernant les objectifs environnementaux auxquels il contribue et les investissements durables sur le plan environnemental réalisés.

Le Compartiment fait actuellement en sorte que les investissements durables contribuent aux objectifs environnementaux susmentionnés tout en ne causant pas de préjudice important à d'autres objectifs environnementaux au sens du Règlement sur la Taxonomie. Ces mesures sont prises sur la base d'une obligation de moyens en utilisant une combinaison d'informations provenant des entreprises, de recherches propres réalisées par le Compartiment et de l'analyse de données tierces.

Toutefois, en raison de la pénurie actuelle de données fiables pour évaluer l'alignement de ses investissements sur le Règlement sur la Taxonomie, ce Compartiment n'est actuellement pas en mesure de calculer précisément dans quelle mesure ses investissements sous-jacents sont durables sur le plan environnemental au sens strict de l'article 3 du Règlement sur la Taxonomie.

Néanmoins, sur la base des données limitées mises à la disposition du Gestionnaire des investissements par certaines des entreprises en portefeuille, on estime actuellement que le pourcentage des actifs du Compartiment investi dans des investissements durables sur le plan environnemental au sens de l'article 3 du Règlement sur la Taxonomie (y compris les activités habilitantes et de transition) est peu élevé.

A mesure que davantage de données deviennent disponibles, il est prévu que le calcul de l'alignement de ce produit financier sur le Règlement sur la Taxonomie deviendra plus précis et qu'il sera communiqué aux investisseurs au cours des années à venir. Des informations plus précises ainsi que les détails des proportions respectives des activités habilitantes et de transition seront par conséquent repris dans une version future du présent document.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est le dollar américain. Toutefois, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats de chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

À l'heure actuelle, les Catégories suivantes, présentant les caractéristiques suivantes, sont disponibles au sein du Compartiment :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy A (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy A1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy B (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy C (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy D (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy D1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy D2 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy Z (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible Clean Energy X (acc) ¹ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD
Montant minimum de souscription et de participation (USD ou équivalent)	10 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	1000	Néant	20 000 000
Commission de souscription	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action	Néant	Max. 3% de la Valeur liquidative par Action
Commission de gestion globale	Max. 1,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,25 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 2,00 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,6 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 2,40 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Max. 0,75 % de la Valeur liquidative par Action
Commission de rachat	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action
Commission de conversion	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action	Néant	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action
Commission de performance	12 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	12 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	12 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	12 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	12 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	12 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	12 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	Néant	Néant

¹ (cap) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

² (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du franc suisse, de l'euro, de la livre sterling, de la couronne suédoise et du dollar américain. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD, aura recours à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les actifs de ces Sous-catégories des fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions, en montants et nombre d'Actions, sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après l'heure limite de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement ce Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en EUR, en CHF, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après l'Heure limite de rachat seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en EUR, en CHF, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul de VL différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie originale, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heure limite	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : <ul style="list-style-type: none">• avant 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'un autre Compartiment• avant 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'autres Catégories disponibles du Compartiment
Jour de valorisation	Chaque Jour ouvré
Jour de calcul de la VL	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délai de paiement	Souscription : sous deux (2) Jours ouvrés après le Jour de valorisation concerné Rachat : sous cinq (5) Jours ouvrés après le Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul de VL différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital (France) S.A. comme gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le « Gestionnaire des investissements par délégation »). Le Gestionnaire des investissements par

délégation est une société sise au 4-8 Rue Daru, 75008 Paris, France, réglementée et agréée sous le numéro GB-14000016 par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission de performance et de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements, (y compris en sa qualité de Distributeur général) qui sera prélevé sur les actifs du Compartiment est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section 0 de la présente Section spéciale sous la dénomination **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale est basée sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

9.2 Commission de performance²

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra, sur les actifs du Compartiment attribuables à toutes les Catégories d'Actions, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, payée annuellement et basée sur la Valeur liquidative (VL). La Commission de performance sera égale au pourcentage, tel que défini pour la Catégorie concernée à la Section 3 de la présente Section spéciale (le « **Taux de la Commission de performance** »), de la performance de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance au-delà du rendement de l'Indice de référence (libellé dans la Devise de référence concernée), calculée depuis le dernier versement d'une Commission de performance.

Indice de référence	MSCI World Net Total Return Index
----------------------------	-----------------------------------

Le Compartiment utilise l'Indice de référence susmentionné au sens du Règlement concernant les indices de référence. Par conséquent, la Société de gestion, avec la coopération du Fonds, a adopté des plans d'actions écrits, qu'elle appliquera au cas où l'indice de référence ci-dessus subi des changements importants ou n'est plus fourni (les « Plans d'urgence ») conformément à l'article 28(2) du Règlement concernant les indices de référence. Les investisseurs peuvent consulter le Plan d'urgence sans frais, sur demande au siège de la Société de gestion.

L'Indice de référence est fourni par MSCI Limited, en sa qualité d'administrateur, comme défini au Règlement concernant les indices de référence. N'étant pas situé dans l'UE, cet administrateur bénéficie d'une période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2023 pour introduire une demande de reconnaissance ou d'aval au titre du Règlement concernant les indices de référence.

La Commission de performance est calculée sur la base de la VL après déduction de toutes les dépenses, de tous les engagements et de la Commission de gestion globale (hors Commission de performance), puis ajustée pour prendre en compte toutes les souscriptions et tous les rachats.

La Commission de performance est égale à la surperformance de la VL par action, multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera due si la VL par Action avant commission de performance s'avère inférieure au seuil de performance pour la Période de calcul concernée.

² Le modèle de commission de performance du Compartiment a été modifié de manière à rester conforme à cette stratégie d'objectif d'investissement. Vu l'objectif relatif du Compartiment, il a été décidé de remplacer le *hurdle rate* par un indice de référence conforme à la politique d'investissement, à savoir l'indice MSCI World libellé dans la devise de référence concernée. Un mécanisme de High Water Mark est combiné à un modèle d'indice de référence. Cette modification prend effet à compter du 21 août 2022.

Le **Seuil de performance** est défini comme la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la dernière VL par Action pour laquelle une Commission de performance a été payée ; ou
- la VL par action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le Seuil de performance sera minoré des dividendes versés aux Actionnaires.

Si la performance de la VL par Action est négative par rapport au High Water Mark à la fin de la Période de calcul, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si la performance de la VL par Action est positive, mais que celle de l'indice de référence est négative, le calcul de la Commission de performance se fondera sur la valeur la moins élevée entre (i) la performance absolue de la VL par Action par rapport au High Water Mark et (ii) 15 % au maximum de la surperformance par rapport à l'indice, comme le décrit la formule ci-dessous.

Une provision sera constituée au titre de cette Commission de performance chaque Jour de valorisation. Si la VL par Action diminue pendant la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront diminuées en conséquence. Si ces provisions sont ramenées à zéro, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

En cas de souscription, le calcul de la Commission de performance est ajusté afin d'éviter que cette souscription ait un impact sur le montant des Commissions de performance cumulées. Aux fins de cet ajustement, la surperformance de la VL par Action par rapport au rendement de l'Indice de référence jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en compte dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal au produit du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le seuil de performance, ajusté rendement de l'Indice de référence à la date de souscription. Le montant de cet ajustement cumulé sert au calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période concernée et est ajusté en cas de rachats ultérieurs au cours de la période.

Les Commissions de performance sont payables dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, payer ou affecter le paiement d'une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

La formule de calcul de la commission de performance est la suivante :

F	=	0 Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] \leq 0$ Or if $B \leq E$
F	=	$[(B / E - 1) - (G / H - 1)] * E * C * A$ Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$ Et si $B > E$ Et si $G > H$
F	=	$\text{MIN} [(B / E - 1) ; ((B / E - 1) - (G / H - 1)) * C] * E * A$ Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$ Et si $B > E$ Et si $G < H$
Nouveau Seuil de performance	=	Si $F=0 \Rightarrow E$ Si $F>0 \Rightarrow DE$
Nbre d'Actions en circulation	=	A
VL par Action avant performance	=	B
Taux de la Commission de performance	=	C
VL par Action après performance	=	D
Seuil de performance	=	E
Commissions de performance	=	F
Valeur de l'Indice de référence au Jour d'évaluation	=	G
Valeur de l'Indice de référence lors du dernier paiement d'une Commission de performance	=	H

La performance passée par rapport à l'Indice de référence est indiquée dans le KID PRIIP concerné.

Exemples :

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL par action performance	Performance de référence performance	Performance cumulée de l'indice de référence ⁽¹⁾	com. perf.	Com. perf. max. (VL - HWM)	VL après com. perf.
Année 1 :	112,00	100,00	12,00 %	2,00 %	2,00 %	1,20	12,00	110,80
Année 2 :	121,00	110,80	9,21 %	-1,00 %	-1,00 %	1,36	10,20	119,64
Année 3 :	117,00	119,64	-2,21 %	-1,00 %	-1,00 %	0,00	0,00	117,00
Année 4 :	120,00	119,64	0,30 %	4,00 %	3,00 %	0,00	0,00	120,00
Année 5 :	119,70	119,64	0,05 %	-4,00 %	-1,00 %	0,15	0,06	119,64

(1) Performance de l'Indice de référence depuis le dernier Jour d'évaluation à la fin d'une période de calcul auquel une commission de performance a été calculée.

Année 1 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (12 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (2 %).

La performance excédentaire par rapport au HWM au-delà de l'Indice de référence est de 10 %, ce qui entraîne une commission de performance de 1,20

Le HWM est fixé à 110,80 après le paiement de la Commission de performance.

Année 2 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (9,21 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (-1 %).

Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

-La performance absolue par rapport au HWM, soit 10,20 (9,21 % de 110,80)

-12 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 1,36 [(9,21 % - (-1 %)) * 12 %] pour 110,80)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 1,36

Le HWM est fixé à 119,64 après le paiement de la Commission de performance.

Année 3 :

La performance de la VL par action par rapport au HWM (-2,21 %) est négative.

Aucune commission de performance n'est versée.

Année 4 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,30 %) est inférieure au rendement de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (3 %), qui est positif.

Aucune commission de performance n'est versée.

Le HWM reste inchangé.

Année 5 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,05 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (-1 %).

Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

-La performance absolue par rapport au HWM, soit 0,06 (0,05 % de 119,64)

-12 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 0,15 [(0,05 % - (-1 %)) * 12 %] pour 119,64)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 0,06.

10. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Ce Compartiment convient aux investisseurs qui recherchent une croissance à long terme par la plus-value tout en suivant une stratégie d'investissement diversifiée et socialement responsable et qui souhaitent participer à la croissance de sociétés du secteur de l'énergie propre au niveau mondial. Il convient également aux investisseurs qui souhaitent diversifier leur portefeuille, comprennent et tolèrent les risques de l'investissement sur le marché boursier, ont un horizon d'investissement d'au moins trois à cinq ans et recherchent des opportunités de placement liquides dans le secteur de l'énergie propre.

12. FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale.

Le Compartiment est fortement diversifié, et le Gestionnaire d'investissement estime par conséquent que le Compartiment sera exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité qui varieront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront davantage exposés aux Risques en matière de Durabilité que d'autres. Par exemple, ce Compartiment est exposé à des risques spécifiques liés à son exposition au secteur des énergies propres, qui nécessite souvent de grandes quantités de matériaux et qui dépend de métaux tels que le lithium et le cobalt, souvent extraits ou produits dans un petit nombre de pays susceptibles de devenir politiquement instables. L'approvisionnement en matériaux de ce type, le bien-être des travailleurs, la réglementation croissante et la prise de conscience du public, entre autres, sont des éléments susceptibles de perturber la chaîne d'approvisionnement et de provoquer une fluctuation de la valeur des actifs du Compartiment.

SECTION SPÉCIALE IX : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – NEW EUROPE

La présente Section spéciale est valable uniquement si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) - New Europe (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Le Compartiment est géré activement. Cela signifie que le Gestionnaire d'investissement est libre de sélectionner les investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice MSCI Emerging Markets Europe Index Net Total Return EUR à des fins de comparaison des performances uniquement.

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement d'indice sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

L'objectif du Compartiment est de maximiser la croissance du capital à long terme en investissant essentiellement en actions et titres apparentés à des actions (tels que certificats de dépôt (ADR, GDR), fonds de placement immobilier (**REIT**) à capital fixe) de sociétés qui sont domiciliées, qui ont leur siège ou qui exercent la majeure partie de leur activité économique dans des pays d'Europe de l'Est / de « Nouvelle » Europe. Une définition large de l'Europe de l'Est sera utilisée à cet égard. Elle comprend les pays suivants : Albanie, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République Tchèque, Estonie, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Kazakhstan, Israël, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Malte, Moldavie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Turquie, Turkménistan et Ukraine.

Le Compartiment cherche à exploiter les inefficiences de valorisation du marché en adoptant une approche fondamentale et en investissant dans des sociétés qui sont sensiblement sous-évaluées, lors de l'achat, et dont le profil risque/rendement présente des opportunités intéressantes. Le Compartiment investira dans différentes plages de capitalisation boursière (petites, moyennes et grandes), mais il est prévu que la majorité des investissements sera concentrée sur les petites et moyennes capitalisations (de 50 millions à 10 milliards d'EUR), bien que des investissements soient possibles à certains moments dans des micro-capitalisations moins liquides. Aux fins de la présente Section spéciale, les termes « micro cap », « petite cap », « moyenne cap » et « grande cap » doivent être compris comme suit :

- micro cap : capitalisation inférieure à 50 millions d'EUR ;
- petite cap : capitalisation comprise entre 50 millions d'EUR (inclus) et 500 millions d'EUR (inclus) ;
- moyenne cap : capitalisation comprise entre 500 millions d'EUR (exclu) et 10 milliards d'EUR (inclus) ; et
- grande cap : capitalisation supérieure à 10 milliards d'EUR.

Le Compartiment :

- investira uniquement dans des sociétés cotées ;
- n'investira pas plus de 20 % de son actif net dans des micro cap ; et
- n'investira pas plus de 10 % de son actif net en actions ou parts d'OPCVM et autres OPC.

À titre accessoire, dans des conditions de marché normales et à des fins de trésorerie, le Compartiment peut investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts.

Par ailleurs, le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Jusqu'à 10 % de l'actif net du Compartiment peut également être investi dans des titres de créance de tout type (*investment grade* et *non-investment grade*).

Le Compartiment ne peut pas investir dans des Titres de créance en difficulté et des Titres de créance en défaut. Toutefois, la notation des titres dans lesquels le Compartiment investit peut être rétrogradée et, partant, le Compartiment peut détenir des Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut. Le Compartiment peut conserver des titres de créance dont la notation a été revue à la baisse et les vendre à sa discrétion en fonction des conditions du marché concerné et de ses prévisions. Le Compartiment peut détenir des titres de créance rétrogradés et se retrouvant en difficulté ou en défaut tant qu'ils ne représentent pas plus de 10 % de l'actif net du Compartiment.

Pour définir la note des titres de créance, la notation de l'émission la plus élevée, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P, s'appliquera.

A des fins de couverture et d'investissement, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections **Error! Reference source not found.** à 7.13 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est l'euro. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats de chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

À l'heure actuelle, les Catégories suivantes, présentant les caractéristiques suivantes, sont disponibles au sein du Compartiment :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – New Europe A ¹ (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – New Europe A1 (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – New Europe B (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – New Europe C (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds Lux –New Europe D (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds (Lux) – New Europe D1 (cap) ² et (dist) ³	Quaero Capital Funds Lux –New Europe Z (cap) ² et (dist) ³
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD	EUR CHF GBP SEK USD
Prix de souscription initial (EUR ou équivalent)	100	100	100	100	100	100	Néant
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	10 000	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	Néant
Commission de souscription	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de gestion globale	Max. 1,75 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,75 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,50 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,25 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 2,25 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,85 % par an de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de rachat	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁴	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁴	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁴	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁴	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁴	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁴	Néant
Commission de conversion	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁵	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁵	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁵	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁵	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁵	Max. 5,0 % de la Valeur liquidative par Action ⁵	Néant
Commission de performance	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	12,5 % au-delà d'un <i>hurdle rate</i> sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	Néant

¹ La Fermeture partielle de la Catégorie d'Actions A prendra effet après notification avec préavis raisonnable sur le site web <https://quaerocapital.com>.

² (cap) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse proposer, chaque année, aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

³ (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

⁴ Cette Commission de rachat peut être réduite à 0,5% de la VL par Action conformément à la Section 5 de la présente Section spéciale.

⁵ Cette Commission de conversion peut être réduite à 0,5% de la VL par Action conformément au dernier paragraphe de la Section 6 de la présente Section spéciale.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du franc suisse, de l'euro, de la livre sterling, de la couronne suédoise et du dollar américain. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD, aura recours à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les actifs de ces Sous-catégories contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration

a l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions, en montants et nombre d'Actions, sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après l'heure limite de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR ou en SEK, en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 7 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après cette heure limite seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en EUR, en CHF, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, de trois pour cent (3 %) maximum, due au Compartiment, sera prélevée sur le montant à payer à l'Actionnaire, comme décrit à la Section 3 de la présente Section spéciale. Cette Commission de rachat sera réduite à zéro pour cent (0 %) si la Demande de rachat est reçue par l'Agent administratif avant 16h00, trente (30) jours civils avant le Jour de valorisation concerné. Pour lever toute ambiguïté, les Actionnaires qui souhaitent bénéficier de cette Commission de rachat réduite doivent indiquer clairement sur leur Demande de rachat le Jour de valorisation applicable au rachat de leurs Actions. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul de VL différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Les Demandes de conversion d'Actions d'un autre Compartiment seront soumises à une Commission de conversion, de trois pour cent (3 %) maximum, due au Compartiment d'origine pour couvrir le coût de conversion, comme décrit à la Section 3 de la présente Section spéciale. Cette Commission de conversion sera réduite à zéro pour cent (0 %) si (i) la Demande de conversion est reçue par l'Agent administratif avant 16h00, trente (30) jours civils avec le Jour de valorisation concerné. Pour lever toute ambiguïté, les Actionnaires qui souhaitent bénéficier de cette Commission de conversion réduite doivent indiquer clairement sur leur Demande de conversion le Jour de valorisation applicable à la conversion de leurs Actions ou si (ii) la Demande de conversion concerne des Actions d'autres Catégories disponibles du Compartiment.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heure limite	<p>Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, neuf (9) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de conversion (*) :</p> <ul style="list-style-type: none"> avant 16h00 HNEC, neuf (9) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'un autre Compartiment avant 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'autres Catégories disponibles du Compartiment
Jour de valorisation	Tous les vendredis ou le Jour ouvré suivant si ces dates ne correspondent pas à un jour ouvré bancaire complet au Luxembourg, le dernier Jour ouvré de chaque mois, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin
Jour de calcul de la VL	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délai de paiement	<p>Souscription : deux (2) Jours ouvrés après le Jour de valorisation concerné</p> <p>Rachat : quatre (4) Jours ouvrés après le Jour de valorisation concerné</p>

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul de VL différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

8.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission de performance et de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements, (y compris en sa qualité de Distributeur général) qui sera prélevé sur les actifs du Compartiment est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section 3 de la présente Section spéciale sous la dénomination **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale est basée sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

8.2 Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements par délégation recevra, sur les actifs du Compartiment attribuables à certaines Catégories d'Actions, comme décrit à la Section 3 de la présente Section spéciale, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, payée annuellement et basée sur la Valeur liquidative (VL). La Commission de performance sera égale à 12,5 % de la performance de la Valeur liquidative par Action mesurée par rapport au seuil de performance (*high water mark*, tel que défini ci-dessous), au-delà d'un taux critique de rentabilité (*hurdle rate*) de 5 % par an, *pro rata temporis*, telle que calculée depuis le dernier versement d'une Commission de performance.

La commission de performance est calculée sur la base de la VL après déduction de toutes les dépenses, de tous les engagements et de la Commission de gestion globale (hors Commission de performance), puis ajustée pour prendre en compte toutes les souscriptions et tous les rachats.

La Commission de performance est égale à la surperformance de la VL par action, multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera due si la VL par Action avant commission de performance s'avère inférieure au seuil de performance pour la période de calcul concernée.

Le **Seuil de performance** est défini comme la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la dernière VL par Action pour laquelle une Commission de performance a été payée ; ou
- la VL par action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le Seuil de performance sera minoré des dividendes versés aux Actionnaires.

Une provision sera constituée au titre de cette Commission de performance chaque Jour de valorisation. Si la VL par Action diminue pendant la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront diminuées en conséquence. Si ces provisions sont ramenées à zéro, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de

conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

En cas de souscription, le calcul de la Commission de performance est ajusté afin d'éviter que cette souscription ait un impact sur le montant des Commissions de performance cumulées. Aux fins de cet ajustement, la surperformance de la VL par Action par rapport au hurdle rate jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en compte dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal au produit du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le seuil de performance, ajusté du hurdle rate à la date de souscription. Le montant de cet ajustement cumulé sert au calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période concernée et est ajusté en cas de rachats ultérieurs au cours de la période.

Les Commissions de performance sont payables dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul en question.

La formule de calcul de la commission de performance est la suivante :

F	=	0 Si $[(B / E - 1) - T * G / 365] \leq 0$
F	=	$[(B / E - 1) - T * G / 365] * E * C * A$ Si $[(B / E - 1) - T * G / 365] > 0$
Nouveau Seuil de performance	=	si $F > 0$; D si $F = 0$; E
Nbre d'Actions en circulation	=	A
VL par Action avant performance	=	B
Taux de la Commission de performance (12,5 %)	=	C
VL par Action après performance	=	D
Seuil de performance	=	E
Commissions de performance	=	F
Nbre de jours depuis le dernier paiement de Commission de performance	=	G

Hurdle rate (5 %) = T

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL par action performance	Hurdle annuel performance	Perf. cumulée du hurdle ⁽¹⁾	com. perf.	VL après com. perf.
Année 1 :	112,00	100,00	12,00 %	5,00 %	5,00 %	0,88	111,13
Année 2 :	120,00	111,13	7,99 %	5,00 %	5,00 %	0,41	119,59
Année 3 :	117,00	119,59	-2,16 %	5,00 %	5,00 %	0,00	117,00
Année 4 :	121	119,59	1,18 %	5,00 %	10,00 %	0,00	121,00
Année 5 :	140,00	119,59	17,07 %	5,00 %	15,00 %	0,31	139,69

(1) Performance du Hurdle rate depuis le dernier Jour d'évaluation à la fin d'une période de calcul auquel une commission de performance a été calculée.

Avec un taux de commission de performance de 12,5 %.

Année 1 :

La performance de la VL par Action (12 %) est supérieure au Hurdle rate (5 %).

La performance excédentaire est de 7 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,88

Année 2 :

La performance de la VL par Action (7,99 %) est supérieure au Hurdle rate (5 %).

La performance excédentaire est de 2,99 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,41

Année 3 :

La performance de la VL par Action (-2,16 %) est inférieure à la performance du Hurdle rate depuis le dernier paiement de commissions de performance (5 %).

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 4 :

La performance de la VL par Action (1,18 %) est inférieure à la performance du Hurdle rate depuis le dernier paiement de commissions de performance (10 %).

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 5 :

La performance de la VL par Action (17,07 %) est supérieure à la performance du Hurdle rate depuis le dernier paiement de commissions de performance (15 %).

La performance excédentaire est de 2,07 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,31

9. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

10. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment est un compartiment d'actions spécialisé conçu pour investir dans des sociétés basées dans des pays d'Europe de l'Est/ de « Nouvelle » Europe ou y exerçant une activité. Ces sociétés ont souvent offert des rendements élevés aux investisseurs, au prix toutefois d'une moindre liquidité et d'un risque de difficulté financière supérieur à celui des sociétés à grande capitalisation. Par conséquent, les personnes qui investissent dans ce Compartiment doivent être en mesure de tolérer ce potentiel de volatilité supérieur à celui des compartiments d'actions de base axés sur les grandes capitalisations.

De plus, ce Compartiment applique une approche du choix des sociétés fortement orientée « valeur » et la pondération des sociétés, des titres et des secteurs n'est pas déterminée en fonction d'un indice.

De même, les investisseurs doivent savoir que le Compartiment investit dans des marchés qui peuvent être soumis à des risques politiques et économiques supplémentaires et que les actions peuvent subir les effets d'une liquidité réduite, d'une faible transparence et de risques financiers élevés. Les investissements en titres d'émetteurs des pays cibles sont plus spéculatifs et soumis à un risque plus élevé que les investissements en titres de pays développés. Les marchés d'Europe de l'Est / de « Nouvelle » Europe peuvent être volatils et illiquides et les investissements du Compartiment dans ces marchés peuvent être soumis à d'importants retards de règlement. Le risque de fluctuations importantes de la valeur liquidative et de suspension des rachats du Compartiment sera plus élevé que pour des Compartiments investissant dans de grands marchés mondiaux. Les marchés moins développés ou émergents peuvent également présenter un risque plus important d'instabilité politique, économique, sociale et religieuse et d'évolution négative de la législation et de la réglementation nationale. Les actifs du Compartiment, ainsi que le revenu en découlant, peuvent également être défavorablement affectés par les fluctuations des taux de change, le contrôle des changes et les réglementations fiscales et, par conséquent, la valeur liquidative des Actions du Compartiment peut être exposée à une volatilité importante. Certains de ces marchés d'Europe de l'Est / de « Nouvelle » Europe peuvent ne pas être soumis à des normes et pratiques de comptabilité, d'audit et de présentation de l'information financière équivalentes à celles des pays plus développés et leurs marchés des valeurs mobilières peuvent être fermés inopinément. En outre, la surveillance de l'État et la réglementation juridique peuvent être moindres et la législation et les procédures fiscales peuvent être moins bien définies que dans les pays dont les marchés de valeurs mobilières sont plus développés.

Par conséquent, le Compartiment peut convenir à des investisseurs dont l'horizon de placement est d'au moins cinq ans, qui recherchent une stratégie spécialisée d'actions de micro-capitalisations pour compléter un portefeuille de base existant et qui peuvent tolérer un profil de rendement susceptible de s'écarter fortement de celui de la majorité des fonds d'actions européennes.

Les investisseurs doivent savoir que leur investissement peut prendre de la valeur comme en perdre et accepter qu'il n'existe aucune garantie de récupération de l'investissement initial.

11. FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale. Il est également exposé aux facteurs de risque spécifiques suivants :

11.1 Titres à haut rendement

Le Compartiment investira largement en titres à haut rendement. Généralement, ces titres ne sont pas négociés en bourse, mais sur des marchés secondaires plus restreints. De plus, le Compartiment peut investir en obligations d'émetteurs qui n'ont pas de titres de participation négociés en bourse, ce qui rend plus difficile la couverture des risques associés à ces investissements (si le Compartiment choisit de les couvrir). Les titres à haut rendement dont la cote de solvabilité est inférieure à *investment grade* ou qui ne sont pas notés présentent en permanence des incertitudes et une exposition à des conditions

commerciales, financières ou économiques défavorables qui peuvent empêcher l'émetteur de payer les intérêts et le principal en temps voulu. La valeur de marché de certains de ces titres à côté de solvabilité basse ou non notés est plus fortement impactée par l'évolution des sociétés émettrices que celle des titres ayant une cote de solvabilité supérieure, lesquels réagissent principalement aux variations du niveau général des taux d'intérêt, et peut être plus sensible à la situation économique que les titres à cote de solvabilité supérieure. Les Sociétés qui émettent ces titres sont souvent très endettées et peuvent ne pas disposer de méthodes de financement plus traditionnelles. Une forte récession économique peut perturber sérieusement le marché de ces titres et peut avoir un impact défavorable sur leur valeur. De plus, il existe un risque qu'une récession économique ait des conséquences négatives sur la capacité des émetteurs de ces titres à rembourser le principal et les intérêts et augmente le risque de défaut de ces titres. En outre, les titres à haut rendement sont émis principalement par de petites entreprises qui ne sont pas nécessairement cotées en bourse. Ces petites entreprises sont généralement moins transparentes et publient des informations moins solides. Le manque d'informations fait qu'il est plus difficile pour le Gestionnaire d'investissement d'identifier les Risques en matière de Durabilité éventuels et d'en déterminer le caractère matériel. En outre, en fonction de différents facteurs, il est possible que les émetteurs d'obligations à haut rendement soient concentrés sur certains secteurs. Par conséquent, les exclusions liées aux critères ESG (exclusion d'un secteur ou sous-secteur entier) pourraient exacerber cet effet et accroître la concentration du Compartiment. La diversification potentiellement moindre qui en découle pourrait avoir un impact sur le risque de crédit du Compartiment. Enfin, la prise de conscience par le grand public de certains problèmes (par ex. le changement climatique) ou des incidents particuliers liés aux facteurs ESG pourraient en outre réduire la demande pour une obligation spécifique. Cela pourrait avoir des conséquences diverses telles qu'une baisse de liquidité ou une augmentation du risque de défaillance du fait de l'augmentation des coûts de refinancement de l'entreprise, entre autres. Les événements de ce type pourraient avoir une incidence sur le rendement total du Compartiment.

11.2 Titres de créance en difficulté

Le Compartiment peut détenir des Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut en raison d'une baisse de notation des titres détenus. Il existe un risque de défaut de paiement d'intérêts ou de principal pour les titres de créance en défaut ou en difficulté, qui peuvent toutefois présenter d'autres opportunités de rendement positif. Le Compartiment peut détenir des Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut qui sont soumis à un risque élevé d'incapacité de l'émetteur d'honorer ses obligations de paiement de principal et d'intérêts et peuvent aussi être exposés à une volatilité des prix en raison de facteurs tels que la sensibilité aux taux d'intérêt, la perception de la solvabilité de l'émetteur par le marché et la liquidité du marché général. Les titres de qualité inférieure peuvent aussi présenter un risque de perte pour défaut beaucoup plus élevé, parce qu'ils ne sont pas garantis, en général, et sont souvent subordonnés à d'autres créances de l'émetteur.

Les émetteurs de titres de créance peuvent faillir à leurs obligations, que ce soit pour cause d'insolvabilité, de faillite, de fraude ou toute autre cause, et leur défaut de paiement peut infliger au Compartiment des pertes importantes, qui peuvent réduire sa Valeur liquidative.

Par conséquent, le Compartiment sera soumis, notamment, à des risques de crédit, de liquidité et de taux d'intérêt. De plus, l'évaluation du risque de crédit des titres de créance implique une incertitude liée aux différences des normes des agences de notation au niveau mondial, qui rendent difficile une comparaison entre pays. De même, le marché des titres de créance peut être inefficace et illiquide, ce qui permet difficilement d'évaluer les instruments financiers avec précision. L'évaluation des investissements en titres en difficulté est très complexe et rien ne garantit que le Compartiment évaluera correctement la nature et l'importance des différents facteurs qui peuvent affecter les chances de réussite d'une réorganisation ou d'une action similaire.

Les Titres de créance en défaut tendent à perdre une grande partie de leur valeur avant d'être en défaut. Par conséquent, la Valeur liquidative du Compartiment peut subir un impact négatif avant qu'un émetteur soit en défaut. De plus, le Compartiment peut encourir des frais supplémentaires s'il doit tenter de recouvrer des paiements de principal ou d'intérêts sur un titre en défaut ou en difficulté.

11.3 Obligations convertibles contingentes (CoCo)

Le Compartiment peut investir en obligations convertibles contingentes (CoCo), qui sont des titres ou instruments de capitaux propres contingents subordonnés émis par des établissements bancaires / d'assurance aux fins d'augmenter leurs réserves de fonds propres dans le cadre des nouvelles réglementations bancaires / de l'assurance. Selon les conditions d'une CoCo, certains faits déclencheurs, notamment certains faits indépendants de la volonté de la direction de son émetteur, peuvent provoquer la réduction à zéro permanente du principal et/ou des intérêts cumulés d'un investissement, ou sa conversion en actions. Ces faits déclencheurs peuvent comprendre (i) le passage du ratio Core Tier 1/Common Equity Tier 1 (CT1/CET1) (ou d'autres ratios de fonds propres) de la banque émettrice en-dessous d'une limite prédéfinie, (ii) la détermination subjective, par une autorité réglementaire, qu'un établissement est « non viable », c'est-à-dire que le secteur public doit aider la banque émettrice pour l'empêcher de devenir insolvable, de faire faillite, d'être dans l'incapacité de payer une partie importante de ses dettes à l'échéance ou d'exercer autrement ses activités, exigeant ou provoquant ainsi la conversion des CoCo en actions, dans des circonstances qui échappent au contrôle de l'émetteur, ou (iii) la décision d'une autorité nationale d'injecter du capital. En outre, l'investissement en CoCos expose le Compartiment au secteur financier. Ce secteur est de plus en plus réglementé en raison de la sensibilisation aux questions relatives à la protection des données et à la cybersécurité. Les mécanismes qui ne disposent pas de mécanismes adéquats pour traiter et stocker les données personnelles sont exposées à un risque de responsabilité plus important, à un risque de failles de sécurité et d'amendes. Les flux de trésorerie de ces entreprises pourraient être perturbés par le versement de dédommagements et par l'interruption de l'activité. Ces événements pourraient avoir plusieurs effets sur les CoCos, comme indiqué ci-dessus.

Pour en savoir plus sur ce facteur de risque spécifique, veuillez consulter la Section 7.10 de la Section générale.

11.4 Investissements dans les pays émergents

Le Compartiment investit principalement en actions de sociétés basées en Europe de l'Est / « Nouvelle » Europe. Parce qu'il investit en actions, les investisseurs sont exposés aux fluctuations des marchés boursiers et à la performance des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, la valeur des investissements peut augmenter ou baisser chaque jour et les investisseurs peuvent ne pas récupérer la totalité de leur investissement initial.

En outre, les pays émergents sont généralement davantage exposés aux Risques en matière de Durabilité que d'autres. Les risques de gouvernance, par exemple, sont souvent plus prononcés sur les pays émergents en raison d'un manque de maturité ou d'ancienneté des entreprises ou d'un actionnariat souvent plus concentré. En outre, les entreprises de bon nombre de pays émergents sont généralement moins transparentes et communiquent moins d'informations fiables, de sorte que le Gestionnaire d'investissement et les fournisseurs de données externes ont plus de mal à évaluer l'importance des Risques en matière de Durabilité éventuels. Le retard dans les pratiques en matière de droit du travail et de droits de l'homme, le travail des enfants et la corruption sont d'autres exemples de Risques en matière de Durabilité sur les pays émergents qui pourraient nuire à la réputation et aux perspectives de bénéfices d'une entreprise et augmenter le risque de contrôle réglementaire et de restrictions. Les événements de ce type pourraient avoir une incidence significative sur les rendements du Compartiment.

Parce que le portefeuille est investi dans de très petites sociétés, qui tendent à être moins liquides et à comporter un risque financier plus élevé, la volatilité peut être supérieure à celle d'un fonds d'actions européennes type. Les très petites entreprises ont aussi tendance à être moins transparentes et à fournir des informations moins solides que les grandes entreprises. Le manque d'informations fait qu'il est plus difficile pour le Gestionnaire d'investissement d'identifier les Risques en matière de Durabilité éventuels et d'en déterminer le caractère matériel.

11.5 Risques de change

Ce Compartiment est libellé en EUR, mais sera exposé à d'autres monnaies.

Les Actionnaires doivent noter que le portefeuille du Compartiment peut être affecté par un risque de change. Nonobstant le dernier paragraphe de la Section 3 de la présente Section spéciale, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans une monnaie autre que l'euro.

SECTION SPÉCIALE X : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – CHINA

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – China (le **COMPARTIMENT**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement du Compartiment est de générer une croissance du capital à long terme principalement en s'exposant à des actions de société établies, ayant leur siège ou exerçant la majeure partie de leurs activités économiques en Chine («**Actions chinoises**»).

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Cela signifie que le Gestionnaire des investissements est libre de sélectionner des investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice MSCI China 10-40 Net Total Return USD Index (l'«Indice de référence») à des fins de comparaison des performances.

L'Indice de référence n'est pas utilisé pour le calcul de la Commission de performance.

Afin d'atteindre son objectif, le Compartiment investira essentiellement

- directement dans des actions chinoises, telles que des Actions chinoises A, H et B ; et/ou
- dans des titres assimilables à des actions (par exemple, mais sans s'y limiter, des ADR et des GDR et des fonds de placement immobilier (REIT) fermés) et toutes autres valeurs mobilières (par exemple des Produits structurés) liés à la performance des Actions chinoises ou offrant une exposition à ces titres.

Il est entendu que le Compartiment peut :

- investir jusqu'à 100 % de son actif net en actions chinoises A négociées par le biais de Stock Connect et d'un QFI.
- posséder une exposition mineure à des pays asiatiques autres que la Chine.

Le Compartiment peut investir au maximum 20 % de son actif net sur le Marché STAR.

A hauteur d'environ un tiers de son actif net, le Compartiment peut :

- (i) investir dans des actions et des titres liés à des actions autres que des Actions chinoises, des obligations *investment grade* (la notation de l'émission la plus élevée, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P, s'appliquera), et des OPCVM et autres OPC (y compris des ETF) ;
- (ii) à des fins de trésorerie, dans des conditions de marché normales, investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts.

Par ailleurs, à des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Toutefois, le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC.

Hormis la focalisation géographique sur la Chine, le choix des investissements ne sera soumis à aucune restriction en termes de secteur économique ou de devise de libellé des investissements. Cependant, selon les conditions sur les marchés financiers, il peut mettre l'accent sur une seule devise (le renminbi) et/ou un seul secteur économique.

Pour investir en actions chinoises A, le Compartiment peut utiliser le programme Shanghai-Hong Kong Stock Connect, le programme Shenzhen-Hong Kong Stock Connect et/ou tout programme similaire et acceptable de négociation et de compensation de valeurs mobilières, ou tout autre moyen éligible disponible permettant d'accéder au marché des sociétés chinoises.

Si le Gestionnaire des investissements juge que cela sert au mieux les intérêts des Actionnaires, le Compartiment peut également détenir, temporairement et à des fins défensives, jusqu'à 100 % de son actif net en Dépôts, OPC du marché monétaire (dans la limite de 10 % susmentionnée) et instruments du marché monétaire. A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré («OTC») à condition qu'ils soient conclus avec des établissements financiers de premier ordre spécialisés dans ce type d'opérations et soumis à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections 7.4 à 7.10 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser des swaps sur rendement total, des opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou des opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est le dollar américain. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

À l'heure actuelle, dix Catégories, présentant les caractéristiques suivantes, sont disponibles au sein du Compartiment :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – China A1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – China B (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – China C1 (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – China C (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – China D (cap.) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – China D1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – China Z ³ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP USD HKD	EUR CHF GBP USD HKD	EUR CHF GBP USD HKD	EUR CHF GBP USD HKD	EUR CHF GBP USD HKD	EUR CHF GBP USD HKD	EUR CHF GBP USD HKD

Montant minimum de souscription et de participation (USD ou équivalent)	1 000	1 000 000	5 000 000	5 000 000	Néant	500 000	Néant
Commission de souscription	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Maximum 5 % de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 1,5 % par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,25% par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,00% par an de la Valeur liquidative	Maximum 0,75% par an de la Valeur liquidative	Maximum 2,00% par an de la Valeur liquidative	Maximum 1,60% par an de la Valeur liquidative	Néant
Commission de rachat	Maximum 0,5% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 0,5% de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de conversion	Maximum 1% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1% de la Valeur liquidative par Action	Néant	Maximum 1% de la Valeur liquidative par Action	Maximum 1% de la Valeur liquidative par Action	Néant
Commission de performance	15 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un high water mark (voir section 9.2 ci-après)	15 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un high water mark (voir section 9.2 ci-après)	15 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un high water mark (voir section 9.2 ci-après)	Néant	15 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un high water mark (voir section 9.2 ci-après)	15 % au-delà du rendement de l'Indice de référence sous réserve d'un high water mark (voir section 9.2 ci-après)	Néant

¹ (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

² (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

³ Les actions de Catégorie Z sont réservées aux Investisseurs Institutionnels qui ont conclu une convention spécifique avec la Société, le Gestionnaire d'investissement ou avec toute autre entité du Quaero Capital Group.

La Société visera à couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie HKD et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du CHF, de l'EUR, de la GBP, du HKD et de l'USD. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie HKD et de la Sous-catégorie USD recourra à des instruments financiers dérivés et d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR, GBP, HKD et USD contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie HKD et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP, en HKD ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en HKD ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Quant aux demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment, elles devront être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous- Catégorie original, telle que déterminée à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Aux fins de la présente Section spéciale (et de ce Compartiment), on entend par « Jour ouvré » toute journée au cours de laquelle les banques luxembourgeoises et les marchés de Chine et de Hong Kong sont ouverts toute la journée.

Heure limite	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné
Jour de valorisation	Chaque Jour Ouvré
Jour de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital LLP. en tant que gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le **Gestionnaire des investissements par délégation**). Le Gestionnaire des investissements par délégation est une société de droit anglais et gallois dont le siège est sis 2-4 King Street, London, England, SW1Y 6QL, immatriculée OC314014 et réglementée et agréée par la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. À la date du prospectus, le Gestionnaire des investissements par délégation a obtenu le statut de QFI approuvé par la CSRC (la «licence de QFI GSAMI»).

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe et de la Commission de performance) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur mondial), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente

Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment au cours de la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Le Gestionnaire des investissements par délégation est rémunéré sur la Commission de gestion globale.

9.2 Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements par délégation recevra, sur les actifs du Compartiment attribuables à toutes les Catégories d'Actions, à l'exception de la Catégorie Z, une commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, payée annuellement et basée sur la Valeur liquidative (VL). La Commission de performance sera égale au pourcentage fixé pour la Catégorie concernée à la Section 3 de cette Section spéciale (le « Taux de Commission de performance ») de la performance de la valeur liquidative par Action par rapport au high water mark (tel que défini ci-dessous) au-delà de la performance de l'Indice de référence (libellé dans la Devise de référence) depuis le dernier paiement d'une Commission de performance.

Indice de référence	MSCI China 10/40 Net Total Return USD Index.
----------------------------	--

Le Compartiment utilise l'indice de référence susmentionné au sens du Règlement concernant les indices de référence. Par conséquent, la Société de gestion, en coopération avec le Fonds, a adopté des plans d'actions écrits, qu'elle appliquera au cas où l'indice de référence ci-dessus subi des changements importants ou n'est plus fourni (les « Plans d'urgence ») conformément à l'article 28(2) du Règlement concernant les indices de référence. Les investisseurs peuvent consulter le Plan d'urgence sans frais, sur demande au siège de la Société de gestion.

L'Indice de référence est fourni par MSCI Limited, en sa qualité d'administrateur, comme défini au Règlement concernant les indices de référence. N'étant pas situé dans l'UE, cet administrateur bénéficie d'une période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2023 pour introduire une demande de reconnaissance ou d'aval au titre du Règlement concernant les indices de référence.

La Commission de performance est calculée en fonction de la Valeur liquidative, après déduction des dépenses, des engagements et de la Commission de gestion globale (mais pas de la Commission de performance). Elle est ajustée pour tenir compte de l'ensemble des souscriptions et des rachats.

La Commission de performance est égale à la surperformance de la Valeur liquidative par Action multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera payée si la Valeur liquidative par Action avant déduction de la Commission de performance se révèle inférieure au seuil de performance pour la Période de calcul concernée.

Le seuil de performance (« **High Water Mark** ») est défini comme la plus grande des deux valeurs suivantes:

- la Valeur liquidative par Action la plus élevée parmi toutes celles au titre desquelles une Commission de performance a été payée ; ou
- la Valeur liquidative par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le High Water Mark sera minoré des dividendes versés aux Actionnaires.

Si la performance de la Valeur liquidative par Action par rapport au High Water Mark est négative l'issue de la Période de calcul, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si la performance de la Valeur liquidative par Action par rapport au High Water Mark est positive, mais que celle de l'indice de référence est négative, le calcul de la Commission de performance se fondera sur la valeur la moins élevée entre (i) la performance absolue de la Valeur liquidative par Action par rapport au High Water Mark et (ii) 15% au maximum de la surperformance par rapport à l'indice, comme indiqué dans la formule ci-dessous.

La Commission de performance sera provisionnée chaque Jour de valorisation. Si la Valeur liquidative par Action diminue au cours de la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront réduites en conséquence. Si ces provisions sont ramenées à zéro, aucune Commission de performance ne sera exigible.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

Lors d'une souscription d'Actions, le calcul de la Commission de performance est ajusté pour que ladite souscription n'influe pas sur le montant de la provision constituée au titre de la Commission de performance en question. À cette fin, la surperformance de la Valeur liquidative par Action par rapport à l'indice de référence jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en considération dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal à la multiplication du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le seuil de performance à la date de souscription, sous réserve de l'ajustement de l'indice de référence. Ce montant ajusté cumulé est utilisé dans le cadre du calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période concernée et est ajusté en cas de rachats subséquents durant la période.

Les Commissions de performance sont payables dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul concernée. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, payer ou affecter le paiement d'une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

Voici la formule qui permet de calculer la Commission de performance :

$$F = \begin{cases} 0 & \text{Si } [(B / E - 1) - (G / H - 1)] \leq 0 \\ & \text{ou si } B \leq E \end{cases}$$

$$F = [(B / E - 1) - (G / H - 1)] * E * C * A$$

Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$
et si $B > E$
et si $G > H$

$$F = \text{MIN} [(B / E - 1) ; ((B / E - 1) - (G / H - 1)) * C] * E * A$$

Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$
et si $B > E$
et si $G < H$

Le nouveau «High Water Mark» = si $F=0 \Rightarrow E$

si $F>0 \Rightarrow D$

Nombre d'Actions en circulation = A

VNI par Action avant performance = B

% de la Commission de performance = C

VNI par Action après performance = D

«High water mark» = E

Commission de performance = F

Performance de l'indice le Jour de valorisation = G

Performance de l'indice à la date du paiement de la dernière Commission de performance = H

La performance passée par rapport à l'Indice de référence est indiquée dans le KID PRIIP concerné.

Exemples :

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL par action performance	Performance de référence performance	Performance cumulée de l'indice de référence ⁽¹⁾	com. perf.	Com. perf. max. (VL - HWM)	VL après com. perf.
Année 1 :	112,00	100,00	12,00 %	2,00 %	2,00 %	1,50	12,00	110,50
Année 2 :	121,00	110,50	9,50 %	-1,00 %	-1,00 %	1,74	10,50	119,26
Année 3 :	117,00	119,26	-1,89 %	-1,00 %	-1,00 %	0,00	0,00	117,00
Année 4 :	120,00	119,26	0,62 %	4,00 %	3,00 %	0,00	0,00	120,00
Année 5 :	119,45	119,26	0,16 %	-4,00 %	-1,00 %	0,21	0,19	119,26

- (1) *Performance de l'Indice de référence depuis le dernier Jour d'évaluation à la fin d'une période de calcul auquel une commission de performance a été calculée.*

Année 1 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (12 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (2 %).

La performance excédentaire par rapport au HWM au-delà de l'Indice de référence est de 10 %, ce qui entraîne une commission de performance de 1,50

Le HWM est fixé à 110,50 après le paiement de la Commission de performance.

Année 2 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (9,50 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (-1 %).

Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

-La performance absolue par rapport au HWM, soit 10,50 (9,50 % de 110,50)

-15 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 1,74 $[(9,50 \% - (-1 \%)) * 15 \%$ pour 110,50)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 1,74

Le HWM est fixé à 119,26 après le paiement de la Commission de performance.

Année 3 :

La performance de la VL par action par rapport au HWM (-1,89 %) est négative.

Aucune commission de performance n'est versée.

Année 4 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,62 %) est inférieure au rendement de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (3 %), qui est positif.

Aucune commission de performance n'est versée.

Le HWM reste inchangé.

Année 5 :

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,16 %) est supérieure à la performance de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (-1 %).

Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

-La performance absolue par rapport au HWM, soit 0,19 (0,16 % de 119,26)

-15 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 0,21 $[(0,16 \% - (-1 \%)) * 15 \%$ pour 119,26)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 0,19

10. GESTION DU RISQUE

Le compartiment utilisera l'approche par les engagements pour suivre son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment investit principalement dans les marchés émergents d'Asie. S'il est attractif aux yeux des investisseurs en quête de rendements élevés en raison du potentiel de croissance à long terme qu'offre chacun de ces marchés, les investisseurs dans ce Compartiment doivent accepter les risques supplémentaires d'ordre

politique et économique liés aux investissements dans les marchés émergents. Le Compartiment convient idéalement aux investisseurs disposant d'un horizon d'investissement à long terme, dont l'objectif d'investissement est l'obtention d'une croissance de la valeur de leurs économies et qui sont prêts à accepter une stratégie d'investissement impliquant un niveau élevé de volatilité et de risque dans la gestion de leurs économies. Il est recommandé aux investisseurs de n'investir qu'une partie de leurs actifs dans ce Compartiment, qui convient uniquement à ceux disposant déjà d'un portefeuille diversifié au niveau international, envisageant d'acquérir des actifs plus risqués pour éventuellement booster leurs rendements et ayant un horizon d'investissement de 5 à 10 ans.

12. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale. Il est également exposé aux facteurs de risque spécifiques ci-dessous :

12.1 Risque de marché

Ce Compartiment investit essentiellement dans un portefeuille d'actions. Étant donné que le Compartiment investit dans des actions, les investisseurs sont exposés à des fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

12.2 Marchés émergents

Le Compartiment investit dans les marchés émergents, ce qui peut comporter des risques supplémentaires sur le plan politique et économique, tandis que les titres peuvent être défavorablement affectés par une faible liquidité, un manque de transparence et des risques financiers plus importants. Les investissements en titres d'émetteurs des pays émergents sont plus spéculatifs et soumis à un risque plus élevé que les investissements en titres de pays développés. Les marchés émergents peuvent s'avérer volatils et illiquides, ce qui peut entraîner des retards dans les règlements au titre des investissements du Compartiment dans ces marchés. Le risque de fluctuations importantes de la valeur liquidative et de suspension des rachats du Compartiment sera plus élevé que pour des Compartiments investissant dans les grands marchés mondiaux. Les marchés moins développés ou émergents peuvent également présenter un risque plus important d'instabilité politique, économique, sociale et religieuse et d'évolution négative de la législation et de la réglementation nationale. Les actifs du Compartiment, ainsi que le revenu en découlant, peuvent également être défavorablement affectés par les fluctuations des taux de change, le contrôle des changes et les réglementations fiscales et, par conséquent, la valeur liquidative des Actions du Compartiment peut être exposée à une volatilité importante. Certains de ces marchés émergents peuvent ne pas être soumis à des normes et pratiques comptables, d'audit et d'information financière comparables à celles des pays plus développés, et les marchés de valeurs mobilières de ces marchés peuvent faire l'objet d'une fermeture inattendue. De plus, il peut y avoir moins de supervision gouvernementale, de réglementation juridique, et des lois et procédures fiscales moins bien définies que dans les pays où les marchés des valeurs mobilières sont plus développés. En outre, les entreprises de bon nombre de marchés émergents sont généralement moins transparentes et communiquent moins d'informations fiables, de sorte que le Gestionnaire d'investissement et les fournisseurs de données externes ont plus de mal à évaluer l'importance des Risques en matière de Durabilité éventuels. Le retard dans les pratiques en matière de droit du travail et de droits de l'homme, le travail des enfants et la corruption sont des exemples de Risques en matière de Durabilité sur les marchés émergents qui pourraient nuire à la réputation et aux perspectives de bénéfices d'une entreprise et augmenter le risque de contrôle réglementaire et de restrictions. Les événements de ce type pourraient avoir une incidence significative sur les rendements du Compartiment.

Ce Compartiment est libellé en dollar américain, mais aura une exposition significative à d'autres devises, y compris à celles des pays émergents. Les Actionnaires devraient être conscients du risque de change, qui peut

avoir des répercussions sur le portefeuille du Compartiment. La Société, la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements et le Gestionnaire des investissements par délégation n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans des devises différentes du dollar américain.

12.3 Investissement en Chine, Stock Connect et risque lié à Stock Connect, risque lié aux investissements par le biais de QFI et risques liés au Marché STAR

Pour en savoir plus sur ce facteur de risque spécifique, y compris les risques liés à Stock Connect et aux actions chinoises A, veuillez consulter la Section 7.2 de la Section générale.

SECTION SPÉCIALE XI : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – CULLEN ESG US VALUE

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Cullen ESG US Value (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement de ce Compartiment est de générer une croissance du capital à long terme par des investissements responsables en actions d'entreprises principalement américaines présentant des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) favorables. Le Compartiment est considéré comme un **produit relevant de l'article 8 du SFDR**.

Des informations complémentaires sur les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Le Compartiment est géré activement. Cela signifie que le Gestionnaire d'investissement est libre de sélectionner les investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice Russell 1000 Value Index Net Total Return USD à des fins de comparaison des performances uniquement. Cet indice de référence n'est pas aligné sur les caractéristiques ESG promues par le Compartiment, qui sont assurées par le biais d'une gestion active.

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement d'indice sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

Le Compartiment investira essentiellement dans des actions et des titres liés à des actions (comme les certificats de dépôt (ADR, GDR) et les fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur des Marchés Réglementés) de sociétés de toutes capitalisations boursières (i) avec ce que le Gestionnaire des investissements par délégation estime être un rapport cours / bénéfice relativement bas (ii) qui satisfont à une notation minimale sur le système de classement ESG propriétaire de MSCI (ou un autre système de classement équivalent) et (iii) qui sont domiciliées, ont leur siège social ou exercent leur activité principale aux États-Unis.

A hauteur d'environ un tiers de son actif net, le Compartiment peut :

- (i) investir dans des actions et des titres liés aux actions autres que ceux mentionnés ci-dessus et dans des OPCVM et autres OPC (y compris des ETF) ; et
- (ii) à des fins de trésorerie, dans des conditions de marché normales, investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et des Dépôts.

Par ailleurs, à des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Toutefois, le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC.

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 10 % de l'actif net du Compartiment dans des titres de créance de qualité *investment grade* (la notation la plus élevée de l'émission, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P s'appliquera).

Hormis la focalisation géographique sur les Etats-Unis (même si le Compartiment, pour lever toute ambiguïté, peut investir jusqu'à 30 % de son actif net en actions non américaines (au sens défini dans le présent document), y compris jusqu'à 10 % de son actif net en actions d'émetteurs de marchés émergents), le choix des investissements ne sera soumis à aucune restriction en termes de secteur économique ou de devise de libellé des investissements.

Si le Gestionnaire des investissements juge que cela sert au mieux les intérêts des Actionnaires, le Compartiment peut également détenir, temporairement et à des fins défensives, jusqu'à 100 % de son actif net en Dépôts, OPC du marché monétaire (dans la limite de 10 % susmentionnée) et instruments du marché monétaire.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des établissements financiers de premier ordre spécialisés dans ce type d'opérations et soumis à surveillance réglementaire. Les investisseurs doivent consulter les Sections 7.4 à 7.10 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêts et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise ou de prise en pension de titres.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

Ce Compartiment promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 8 du SFDR, mais il ne s'engage pas actuellement à investir dans un quelconque « investissement durable » au sens du SFDR ou du Règlement sur la Taxonomie. Par conséquent, il convient de noter que ce Compartiment ne tient actuellement pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la Taxonomie et que l'alignement de son portefeuille sur la Taxonomie n'est pas calculé. Par conséquent le principe consistant à 'ne pas causer de préjudice important' ne s'applique à aucun des investissements de ce Compartiments.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories du Compartiment est le dollar américain. Cependant, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats dans chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

À l'heure actuelle, dix Catégories, présentant les caractéristiques suivantes, sont disponibles au sein du Compartiment :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – A1 Cullen ESG US Value (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – B Cullen ESG US Value (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – C Cullen ESG US Value (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – D Cullen ESG US Value (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – D1 Cullen ESG US Value (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – X Cullen ESG US Value (cap) ¹ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD
Prix de souscription initiale	100	100	100	100	100	100
Montants minimum de souscription et de détention	10 000	1 000 000	5 000 000	-	1 000	-
Commission de gestion globale	Max. 1,00 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,9 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,75 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 2 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 1,5 % par an de la Valeur liquidative par Action	Max. 0,5 % par an de la Valeur liquidative par Action

¹ (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

² (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

³ La Catégorie X sera partiellement fermée aux nouveaux investisseurs dès la date à laquelle la Valeur liquidative du Compartiment dépassera SUD 100 millions, sauf décision contraire du Conseil d'administration. Les investisseurs seront informés de la fermeture partielle sur <https://quaerocapital.com>

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du franc suisse, de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain. Les coûts et dépenses encourus lors des opérations de couverture seront payés par la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD pourra recourir à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR, GBP et USD contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a, quant à lui, l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée

avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en EUR, en EUR, en CHF, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Quant aux demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment, elles devront être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Aux fins de la présente Section spéciale (et de ce Compartiment), on entend par « Jour ouvré » toute journée au cours de laquelle les banques luxembourgeoises et la Bourse de New York sont ouvertes toute la journée.

Heure limite	Heure limite de souscription : 12h00 HNEC le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 12h00 HNEC le Jour de valorisation concerné
--------------	--

	Heure limite de conversion (*) <ul style="list-style-type: none"> avant 12h00 HNEC le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'un autre Compartiment 12h00 HNEC le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment
Jour de valorisation	Chaque Jour Ouvré
Jour de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Rachat : sous cinq (5) Jours ouvrables après le Jour de valorisation pertinent.

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Cullen Capital Management LLC en tant que gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le **Gestionnaire des investissements par délégation**). Le Gestionnaire des investissements par délégation est une société dont le siège social est sis au 645 Fifth Avenue, Suite 1201, New York, NY10022, Etats-Unis d'Amérique. Il est réglementé et agréé en tant que conseiller en investissements par la Securities and Exchange Commission américaine.

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa qualité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente Section spéciale, sous la dénomination de Commission de gestion globale. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment au cours de la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Le Gestionnaire des investissements verse une partie de la Commission de gestion globale qu'il aura reçue au Gestionnaire des investissements par délégation en guise de rémunération.

10. GESTION DU RISQUE

Le compartiment utilisera l'approche par les engagements pour suivre son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui cherchent une croissance à long terme de leur capital en investissant dans les actions de sociétés américaines (au sens défini dans le présent document) qui se sont engagées à adopter des pratiques commerciales positives du point de vue des critères ESG. Les investisseurs devraient aussi avoir un horizon d'investissement à long terme d'au moins trois à cinq ans.

12. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Le Compartiment est fortement diversifié, et le Gestionnaire d'investissement estime par conséquent que le Compartiment sera exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité qui varieront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront davantage exposés que d'autres aux Risques en matière de Durabilité, mais il n'est pas prévu qu'un Risque en matière de Durabilité isolé ait un impact financier négatif matériel sur la valeur du Compartiment.

En outre, ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale et aux facteurs de risque spécifiques ci-dessous :

12.1 Risque de marché

Ce Compartiment investit essentiellement dans un portefeuille d'actions. Étant donné que le Compartiment investit dans des actions, les investisseurs sont exposés à des fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement diminuer aussi bien qu'augmenter quotidiennement et il est possible qu'ils récupèrent un montant inférieur à celui initialement investi.

12.2 Risque d'investissement ESG

Le risque d'investissement ESG est que, du fait que les investissements sont sélectionnés en partie pour des raisons non financières, le Compartiment pourrait sous-performer le marché général des actions de valeur ou d'autres fonds qui n'appliquent pas de critères ESG pour sélectionner leurs investissements. Cette approche pourrait aussi pousser le Compartiment à vendre, pour des raisons liées aux critères ESG, des actions performantes qui continuent de bien performer par la suite. L'investissement ESG est subjectif dans une certaine mesure, et il n'existe aucune garantie que tous les investissements réalisés par le Compartiment reflèteront les convictions ou les valeurs d'un investisseur donné.

SECTION SPÉCIALE XII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – GLOBAL CONVERTIBLE BONDS

La présente Section spéciale est valable uniquement si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement du Compartiment est de générer une plus-value à long terme. Le Compartiment investira dans le monde entier, sans référence à un indice et sans contraintes d'allocation géographiques ou sectorielles.

Le Compartiment est classé comme un **produit relevant de l'Article 8 du SFDR**. Pour sélectionner les titres éligibles, le Gestionnaire des investissements par délégation réalise une analyse financière et non financière sur la base de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

Des informations complémentaires sur les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Cela signifie que le Gestionnaire des investissements est libre de sélectionner des investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice Refinitiv Global Focus Investment Grade Convertible Bond Hedged Total Return EUR à des fins de comparaison des performances uniquement. Cet indice n'est pas aligné sur les caractéristiques ESG promues par le Compartiment et qui sont réalisées par une gestion active.

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

Le Compartiment investira essentiellement dans des titres de créance convertibles (Obligations convertibles ou échangeables classiques, y compris Instruments du marché monétaire) dont la notation de crédit *Investment grade* (attribuée par au moins une des grandes agences de notation reconnues ou, en l'absence de notation par ces agences, dont la qualité de crédit est considérée équivalente par le Gestionnaire des investissements).

Par ailleurs, le Compartiment peut investir :

- (i) dans des actions et titres liés à des actions (tels que des certificats de dépôt (ADR, GDR) et des OPCVM et autres OPC ;
- (ii) dans des Instruments du marché monétaire autres que ceux mentionnés ci-dessus, des OPC du marché monétaire et des Dépôts à des fins de trésorerie ;
- (iii) dans des fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur des Marchés réglementés.

A des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Toutefois, le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC.

En ce qui concerne les investissements en titres de créance, il est entendu que :

- Le Compartiment n'investira pas plus de 45 % de son actif net dans des obligations de qualité inférieure à *investment grade*.
- Le Compartiment n'investira dans aucun des types d'actifs suivants : titres de créance en difficulté ou en situation de défaut (au moment de l'achat) ; ABS/MBS ; obligations convertibles conditionnelles.
- La notation de crédit moyenne attendue du portefeuille du Compartiment sera BBB- (notation S&P) ou une notation de crédit équivalent attribuée par une autre agence de notation reconnue ou par le Gestionnaire des investissements.

Si un titre de créance ne possède pas de notation attribuée par l'une des grandes agences de notation, (i) la notation d'émissions similaires du même émetteur peut servir de notation représentative, ou (ii) une notation sera attribuée par le Gestionnaire des investissements. L'absence d'attribution d'une notation de crédit est en effet une caractéristique propre au marché international des obligations convertibles.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait qu'un compartiment investissant dans des titres de créance convertibles peut présenter une exposition au risque lié aux actions allant jusqu'à 100 % de son actif, soit par la détention d'actions, soit par la détention de titres de créance convertibles du fait de la conversion d'une obligation vanille convertible ou échangeable ou de toute action d'entreprise sur l'actif concerné. La proportion maximale d'actions ordinaires détenues par le Compartiment est toutefois fixée à 10 % de son actif net. Si la proportion d'actions ordinaire dépasse 10 % par suite d'une conversion ou d'une action d'entreprise, les actions dépassant les 10 % doivent être vendues sans retard en fonction des conditions du marché sous-jacent.

Le choix des investissements ne sera limité ni au niveau géographique (y compris les marchés émergents), ni sur le plan sectoriel, ni sur le plan des devises de libellé. Toutefois, selon les conditions sur les marchés financiers, une attention particulière pourra être accordée à un pays en particulier (ou plusieurs) et/ou un seul secteur économique et/ou une seule devise.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des établissements financiers de premier ordre spécialisés dans ce type d'opérations et soumis à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections 7.4 à 7.10 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Les instruments détenus en portefeuille pouvant être libellés en différentes devises, le Compartiment peut en principe utiliser des techniques de couverture de change et des instruments financiers dérivés (par ex. contrats de change à terme, contrats à terme sur devises) pour atténuer le risque de change des investissements sous-jacents non libellés en EUR.

Si le gestionnaire des investissements estime que cette mesure sert l'intérêt des actionnaires, le Compartiment pourra également détenir, à titre temporaire et à des fins défensives, jusqu'à 100 % de son actif net dans des liquidités et équivalents de liquidités, tels que des dépôts en liquidité, des OPC du marché monétaire et des instruments du marché monétaire.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêts et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Ce Compartiment promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 8 du SFDR, mais il ne s'engage pas actuellement à investir dans un quelconque « investissement durable » au sens du SFDR ou du Règlement sur la Taxonomie. Par conséquent, il convient de noter que ce Compartiment

ne tient actuellement pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la Taxonomie et que l'alignement de son portefeuille sur la Taxonomie n'est pas calculé. Par conséquent le principe consistant à 'ne pas causer de préjudice important' ne s'applique à aucun des investissements de ce Compartiments.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories au sein du Compartiment est l'euro. Toutefois, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats de chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

A l'heure actuelle, les Catégories suivantes sont disponibles dans le Compartiment, avec les caractéristiques suivantes :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds A1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds B (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds B1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds C (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds D (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds D1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Global Convertible Bonds Z (cap) ¹ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP
Montant minimum de souscription et de participation (EUR ou équivalent)	10 000	1 000 000	1 000 000	15 000 000	1 000	Néant	Néant
Commission de souscription	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de gestion globale	Maximum 0,75 % de la Valeur liquidative	Maximum 0,75 % de la Valeur liquidative	Maximum 0,90 % de la Valeur liquidative	Maximum 0,50 % de la Valeur liquidative	Maximum 1,75 % de la Valeur liquidative	Maximum 2,20 % de la Valeur liquidative	Néant
Commission de rachat	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de conversion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de performance	15 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	15 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 9.2 ci-après)	Néant	10 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	15 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	15 % sous réserve d'un <i>high water mark</i> (voir Section 8.2 ci-après)	Néant

¹ (cap.) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

² (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution : le Compartiment distribue le produit net ou les plus-values réalisées au titre de cette (ces) Catégorie(s) par le biais de dividendes ou d'autres distributions.

La Société s'efforcera de couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie USD et de la Sous-catégorie GBP libellés dans une devise différente respectivement du CHF, de l'EUR, de l'USD et de la GBP. Les frais et dépenses encourus dans le cadre d'opérations de couverture seront à la charge de la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie USD et de la Sous-catégorie GBP utilisera des instruments financiers dérivés et d'autres techniques et instruments aux fins de protéger les actifs des Sous-catégories CHF, EUR, USD et GBP des fluctuations de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au moins deux tiers des actifs des Sous-catégories CHF, EUR, USD et GBP.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après l'heure limite de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul de la Valeur liquidative qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après cette heure limite seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie concernée, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Les demandes concernant une conversion en Actions d'une autre Catégorie du Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments dont les Jours de valorisation ou les Jours de calcul de la VL diffèrent ne sont pas autorisées, sauf si elles se produisent un jour qui est un Jour de valorisation ou un Jour de calcul de la VL pour les deux Compartiments.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-catégorie originale, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heure limite	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, deux (2) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné
Jour de valorisation	Chaque Jour Ouvré
Jour de calcul de la VL	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délai de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrables après le Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments dont les Jours de valorisation ou les Jours de calcul de la VL diffèrent ne sont pas autorisées, sauf si elles sont effectuées un jour qui est un Jour de valorisation ou un Jour de calcul de la VL pour les deux Compartiments.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital LLP en tant que nouveau gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le **Gestionnaire des investissements par délégation**). Sis au 2-4 King Street, London, England SW1Y 6QL, le Gestionnaire des investissements par délégation est une société constituée et régie selon le droit d'Angleterre et du Pays de Galles, enregistrée sous le numéro OC314014 et autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni.

Le Gestionnaire des investissements par délégation est rémunéré par le Gestionnaire des investissements sur la Commission de gestion globale.

Le Gestionnaire des investissements par délégation est responsable entre autres, avec le Gestionnaire des investissements, de l'attribution des notations de crédit.

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe et de la Commission de performance) à verser au Gestionnaire des investissements, (y compris en sa qualité de Distributeur général) qui sera prélevé sur les actifs du Compartiment est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section 3 de la présente Section spéciale sous la dénomination **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale est basée sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Le Gestionnaire des investissements par délégation est rémunéré par le Gestionnaire des investissements sur la Commission de gestion globale.

9.2 Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra une Commission de performance, qui sera prélevée sur les actifs du Compartiment attribuables à certaines catégories d'Actions comme indiqué à la Section 3 de la présente Section spéciale. Cette commission de performance sera comptabilisée chaque Jour d'évaluation, payée annuellement sur la base de la Valeur liquidative (VL) et fixée à 15 % de la performance de la VL par Action au-delà du « High water mark » (tel que défini ci-après).

La commission de performance est calculée sur la base de la VL après déduction de toutes les dépenses, de tous les engagements et de la Commission de gestion globale (hors Commission de performance), puis ajustée pour prendre en compte toutes les souscriptions et tous les rachats.

La commission de performance est égale à la surperformance de la VNI par action, multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la période de calcul. Aucune commission de performance ne sera due si la VNI par Action avant commission de performance s'avère inférieure au « High water mark » (seuil de performance) pour la période de calcul en question.

Le « **High water mark** » est défini comme la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la VL par Action la plus élevée pour laquelle une Commission de performance a été payée ; ou
- la VL par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Les dividendes payés aux Actionnaires seront déduits du « High water mark ».

Une provision sera constituée au titre de cette Commission de performance chaque Jour de valorisation. Si la VL par Action diminue pendant la période de calcul, les provisions constituées au titre de la

commission de performance seront diminuées en conséquence. Si ces provisions sont ramenées à zéro, aucune Commission de performance ne sera exigible.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

En cas de souscription, le calcul de la Commission de performance est ajusté afin d'éviter tout impact de cette souscription sur le montant des Commissions de performance acquises. Aux fins de cet ajustement, la performance de la VL par Action par rapport au « High water mark » jusqu'à la date de la souscription n'est pas prise en compte dans le calcul de la Commission de performance. Ce montant d'ajustement est égal au produit du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le « High water mark » à la date de la souscription. Ce montant d'ajustement cumulé est utilisé dans le cadre du calcul de la Commission de performance jusqu'à la fin de la période concernée et est ajusté en cas de rachats ultérieurs durant la période.

Les Commissions de performance sont payables dans un délai de 20 jours ouvrables suivant la fin de la Période de calcul. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, payer ou faire payer une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

La formule de calcul de la Commission de performance est la suivante :

F	=	0 Si $(B / E - 1) \leq 0$
F	=	$(B / E - 1) * E * C * A$ Si $(B / E - 1) > 0$
Nouveau High water mark	=	Si $F > 0$; D Si $F = 0$; E
Nbre d'Actions en circulation	=	A
VL par action avant performance	=	B

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL mensuelle par action performance	VL par action performance / HWM	com. perf.	VL après com. perf.
Mois 1 :	110	100	10,00 %	10,00 %	1,50	108,5
Mois 2 :	115	108,5	5,99 %	5,99 %	0,98	114,03
Mois 3 :	108	114,03	-5,28 %	-5,28 %	0,00	108
Mois 4 :	112	114,03	3,70 %	-1,78 %	0,00	112
Mois 5 :	118	114,03	5,36 %	3,49 %	0,60	117,40

Taux de la Commission de performance = C
(15 %)

VL par Action après performance = D

High water mark = E

Commissions de performance = F

Exemples:

Avec un taux de commission de performance de 15 %.

Année 1 :

La performance de la VL par action est de 10 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 10 %, ce qui entraîne une commission de performance de 1,5

Année 2 :

La performance de la VL par action est de 5,99 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 5,99 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,98

Année 3 :

La performance de la VL par action est de -5,28 %.

La sous-performance par rapport au HWM est de -5,28 %.

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 4 :

La performance de la VL par action est de 3,70 %.

La sous-performance par rapport au HWM est de -1,78 %.

Aucune commission de performance n'est calculée

Année 5 :

La performance de la VL par action est de 5,36 %.

La performance excédentaire par rapport au HWM est de 3,49 %, ce qui entraîne une commission de performance de 0,60

10. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

11. PROFIL TYPE DE L'INVESTISSEUR

Ce Compartiment est destiné aux investisseurs qui souhaitent une croissance du capital. Le Compartiment peut donc convenir aux investisseurs dont l'horizon d'investissement est d'au moins trois ans. Il est conseillé aux investisseurs de n'investir qu'une partie de leurs actifs dans le Compartiment.

Les investisseurs doivent savoir que leur investissement peut prendre de la valeur comme en perdre et accepter qu'il n'existe aucune garantie de récupération de l'investissement initial.

12. FACTEURS DE RISQUE SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale. Il est également exposé aux facteurs de risque spécifiques suivants :

12.1 Risque de crédit – titres de créances de sociétés

En investissant dans des titres de créance émis par des sociétés et autres entités, le Compartiment sera soumis au risque qu'un émetteur donné ne puisse pas satisfaire à ses obligations de paiement ou autres relativement à ces titres de créance. De plus, la situation financière de l'émetteur peut se dégrader, ce qui peut provoquer une baisse de la notation de crédit accordée à cet émetteur et à ses titres de créance par une agence de notation reconnue internationalement, qui peut attribuer une notation inférieure à *Investment grade*. Une telle dégradation de la situation financière ou de la ou des notations de crédit peut accroître la volatilité du cours des titres de créance d'un émetteur et avoir un effet défavorable sur leur liquidité, ce qui rend leur vente plus difficile.

Le Compartiment est exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité. Différents Risques en matière de Durabilité peuvent toucher les flux de trésorerie des emprunteurs obligataires et entraver leur capacité à répondre à leurs obligations concernant leur dette. Pour les entreprises qui émettent des obligations, les risques environnementaux incluent, mais sans s'y limiter, la capacité des entreprises à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, le risque d'augmentation des prix du carbone, l'exposition à une pénurie croissante d'eau et le risque d'augmentation du prix de l'eau, les défis dans la gestion des déchets et l'impact sur les écosystèmes mondiaux et locaux. Les risques sociaux incluent, mais sans s'y limiter, la sécurité des produits, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les normes de droit du travail, la santé et la sécurité et les droits de l'homme, le bien-être des travailleurs, les problèmes de données et de confidentialité et la réglementation technologique croissante. Les risques de gouvernance sont également pertinents. Ils peuvent inclure la composition et l'efficacité du conseil d'administration, les incitations offertes à l'équipe de direction, la qualité de l'équipe de direction et l'alignement des intérêts de la direction sur ceux des actionnaires.

12.2 Risque de change

Les Actionnaires doivent être conscients du risque de change qui peut affecter le portefeuille du Compartiment. Ce Compartiment est libellé en EUR, mais sera exposé à d'autres devises. La Société, la Société de Gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans une autre devise contre l'EUR. En conséquence, l'investisseur supporte le risque d'une perte résultant d'une exposition stratégique sur un marché dont la devise d'échange diffère de la devise de référence de la Sous-catégorie investie.

12.3 Risque de notation *non investment grade*

Certains des titres *non investment grade* détenus dans le Compartiment peuvent impliquer un risque accru de crédit et de marché ; ces titres sont soumis au risque d'incapacité d'un émetteur de respecter les paiements de principal et d'intérêts sur ses obligations (risque de crédit) et peuvent également être soumis à la volatilité des cours en raison de facteurs tels que la sensibilité aux taux d'intérêt, la perception par le marché de la solvabilité de l'émetteur et la liquidité générale du marché (risque de marché). Par ailleurs, la sensibilisation du public à différents facteurs (par ex. changement climatique) ou un incident spécifique lié aux facteurs ESG pourraient réduire la demande pour une obligation donnée. Cela pourrait avoir différentes conséquences, par exemple une baisse de liquidité ou un risque de défaut plus élevé du fait des coûts de refinancement plus élevés de l'entreprise, entre autres. La Valeur liquidative du Compartiment peut être défavorablement affectée. Lors de la sélection de titres, le Compartiment prendra en compte, notamment, le cours des titres ainsi que l'historique financier, la situation, la gestion et les perspectives de l'émetteur. Le Compartiment s'efforcera d'atténuer les risques associés aux titres *non investment grade*, en diversifiant les émetteurs, les secteurs d'activité et la qualité de crédit des participations.

SECTION SPÉCIALE XIII : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – TAIKO JAPAN

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement du Compartiment est de générer une appréciation du capital à long terme par des investissements en actions cotées de sociétés japonaises.

Le Compartiment est géré activement. Cela signifie que le Gestionnaire d'investissement est libre de sélectionner les investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice TOPIX Total Return Index à des fins de comparaison des performances uniquement.

Le Fonds peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Tout changement d'indice sera communiqué aux Actionnaires, et l'indice sera mis à jour dans le Prospectus à la première opportunité.

Il est prévu que le Compartiment détienne à tout moment entre 20 et 30 positions différentes.

Malgré l'absence de parti-pris officiel en faveur de la capitalisation, il est prévu que les émissions de moyenne et petite capitalisation soient typiquement bien représentées dans le portefeuille en raison de la plus grande probabilité d'un décalage de valorisation chez les titres moins bien suivis. Sur l'ensemble du cycle économique, il peut toutefois y avoir des circonstances dans lesquelles ce parti-pris ne sera pas évident et pourrait même être inversé en fonction de l'évolution de la valeur relative et de la dynamique.

Le Gestionnaire des investissements par délégation estime que les cours des actions au Japon sont déterminés par la performance des entreprises et par des variables macro-économiques, mais qu'il peut y avoir des inefficiences considérables dans l'interprétation de l'actualité et des résultats financiers et dans leur incidence sur le cours des titres, ce qui peut engendrer des opportunités d'investissement potentiellement profitables.

Afin d'atteindre cet objectif, le Compartiment investira essentiellement dans des actions et des titres liés aux actions (tels que des certificats de dépôt (ADR, GDR) et des fonds de placement immobiliers (REIT) fermés cotés sur un Marché réglementé) de sociétés domiciliées ou dont le siège social est au Japon, ou qui y exercent la majeure partie de leur activité économique.

A hauteur d'environ un tiers de son actif net, le Compartiment peut :

- (i) investir dans des titres de créance de qualité *investment grade* (la notation la plus élevée de l'émission, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P s'appliquera), et
- (ii) à des fins de trésorerie, dans des conditions de marché normales, investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire (dans la limite de 10 % mentionnée ci-dessous) et des Dépôts.

Par ailleurs, à des fins de trésorerie et le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

- Le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC ;

- Le Compartiment ne peut pas investir dans des Titres de créance en difficulté ou des Titres de créance en défaut. En cas de rétrogradation de la notation d'une obligation au point où ce titre peut être considéré comme en difficulté ou en défaut, le titre sera vendu le plus rapidement possible dans des conditions de marché normales et dans l'intérêt des actionnaires.

Si le Gestionnaire des investissements juge que cela sert au mieux les intérêts des actionnaires, le Compartiment peut détenir, temporairement et à des fins défensives, jusqu'à 100% de son actif net en Dépôts, OPC du marché monétaire (dans la limite de 10% susmentionnée) et Instruments du Marché Monétaire.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré (« OTC ») à condition qu'ils soient conclus avec des établissements financiers de premier ordre spécialisés dans ce type d'opérations et soumis à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections 7.4 à 7.10 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêts et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

Les investissements sous-jacents de ce Compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE relatifs aux activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la taxonomie.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment est le yen. Toutefois, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats de chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

A l'heure actuelle, six Catégories, présentant les caractéristiques suivantes, sont disponibles au sein du Compartiment :

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan A1 (acc) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan B (acc) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan C (acc) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan D (acc) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan D1 (acc) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Taiko Japan Z ³ (cap) ¹ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP GBP (non couverte) USD HKD JPY (non couverte)	EUR CHF GBP GBP (non couverte) USD HKD JPY (non couverte)	EUR CHF GBP GBP (non couverte) USD HKD JPY (non couverte)	EUR CHF GBP GBP (non couverte) USD HKD JPY (non couverte)	EUR CHF GBP GBP (non couverte) USD HKD JPY (non couverte)	EUR CHF GBP GBP (non couverte) USD HKD JPY (non couverte)
Montant minimum de souscription et de participation	1 000	Néant	5 000 000	Néant	500 000	1 000 000

(USD ou équivalent)						
Commission de souscription	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de gestion globale	Max. 1,5% par an de la valeur liquidative.	Max. 0,45% par an de la valeur liquidative.	Max. 0,75% par an de la valeur liquidative.	Max. 1,6% par an de la valeur liquidative.	Max. 2% par an de la valeur liquidative.	Max. 0,3% par an de la valeur liquidative.
Commission de rachat	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de conversion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de performance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

¹ (acc) désigne une Catégorie de capitalisation, étant entendu que chaque année, le Conseil d'administration peut proposer aux détenteurs d'Actions de capitalisation à l'Assemblée générale annuelle le paiement d'un dividende conformément à la loi luxembourgeoise.

² (dist) désigne une Catégorie de distribution; le Compartiment distribuera les revenus nets ou les plus-values réalisées au titre de cette ou ces Catégories sous forme de dividendes ou de distributions.

³ Les actions de Catégorie Z sont réservées aux Investisseurs Institutionnels qui ont conclu une convention spécifique avec la Société, le Gestionnaire d'investissement ou avec toute autre entité du Quaero Capital Group.

La Société visera à couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie HKD, de la Sous-catégorie JPY et de la Sous-catégorie USD libellés dans une monnaie différente respectivement du CHF, de l'EUR, de la GBP, du HKD, du JPY et de l'USD. Les frais et dépenses encourus dans le cadre d'opérations de couverture seront à la charge de la Sous-catégorie concernée. À cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie HKD, de la Sous-catégorie JPY et de la Sous-catégorie USD recourra à des instruments financiers dérivés et d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les Sous-catégories CHF, EUR, GBP, HKD, JPY et USD contre les fluctuations des taux de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au minimum deux tiers des actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie HKD, de la Sous-catégorie JPY et de la Sous-catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP, en HKD, en JPY ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les demandes de rachat reçues après ce délai seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en HKD, en JPY ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie ou Sous-catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Quant aux demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment, elles devront être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Aux fins de la présente section spéciale (et de ce Compartiment), on entend par « Jour ouvré » tout jour complet d'ouverture des banques au Luxembourg et des marchés japonais.

Heure limite	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion (*) : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné
Jour de valorisation	Chaque Jour ouvré.
Jour de calcul de la VL	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délai de paiement	Souscription: sous trois (3) Jours ouvrés après le Jour de valorisation concerné

	Rachat : sous cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné
Jour ouvré	désigne n'importe quel jour jour (autre qu'un samedi ou dimanche) pendant lequel les banques sont généralement ouvertes au Luxembourg et à Tokyo.

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital LLP en tant que gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le **Gestionnaire des investissements par délégation**). Le Gestionnaire des investissements par délégation est une société de droit anglais et gallois dont le siège est sis 2-4 King Street, London, England, SW1Y 6QL, immatriculée OC314014 et réglementée et agréée par la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni.

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements, qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie d'Actions à la Section 3 de la présente Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment au cours de la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Le Gestionnaire des investissements par délégation est rémunéré sur la Commission de gestion globale.

9.2 Coûts de recherche

Le Gestionnaire d'investissement et, le cas échéant, ses délégués agréés, peuvent faire appel à des services de recherches en investissement proposés par des courtiers et des prestataires de services indépendants dans le cadre des politiques d'investissement du Compartiment. Ces services de recherche peuvent inclure, sans s'y limiter, des notes ou rapports de recherche publiés, d'autres documents ou services suggérant ou recommandant une stratégie d'investissement ou des idées de transactions (y compris sous la forme d'outils logiciels, de programmes ou d'autres technologies), d'analyses macroéconomiques et d'accès à des analystes de recherche ou à des experts sectoriels (y compris des réseaux d'experts).

Le Gestionnaire d'investissement peut ouvrir ou maintenir un ou plusieurs Comptes de Paiements pour Recherches afin de faciliter le paiement de services de recherches en investissement dans le respect des règles concernées de la FCA britannique. Chaque Compte de Paiements pour Recherches sera financé par une charge de recherche spécifique prélevée sur le Compartiment concerné, soit par un prélèvement direct, soit au cas par cas. Dans les deux cas, les frais seront basés sur un budget de recherche fixé par le Gestionnaire des investissements par délégation et susceptible d'être modifié de temps à autre.

Les coûts des recherches sont répartis entre le Compartiment et les autres clients du Gestionnaire des investissements par délégation sur la base d'une méthodologie de répartition équitable conformément aux procédures du Gestionnaire des investissements par délégation.

10. GESTION DU RISQUE

Le Compartiment utilisera l'approche par les engagements pour suivre son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment convient aux investisseurs qui prévoient d'investir pour une période d'au moins cinq ans et qui acceptent les risques et la volatilité liés à un investissement actions cotées de sociétés japonaises.

12. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale. Il est également exposé aux facteurs de risque spécifiques ci-dessous :

12.1 Risque de marché

Ce Compartiment investit essentiellement dans un portefeuille d'actions. Etant donné que le Compartiment investit dans des actions, les investisseurs sont exposés à des fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement fluctuer à la baisse comme à la hausse au quotidien, et ils peuvent récupérer un montant inférieur à celui qu'ils avaient investi à l'origine.

12.2 Risque de change

Ce Compartiment est libellé en JPY, mais il sera fortement exposé à d'autres devises. Les Actionnaires doivent être conscients du risque de change qui peut affecter le portefeuille du Compartiment. La Société, la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements et le Gestionnaire des investissements par délégation n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans des devises différentes du JPY.

12.3 Entreprises de petite capitalisation

Ce Compartiment sera exposé à des investissements dans des entreprises de petite capitalisation / des entreprises peu connues, ce qui peut entraîner un risque plus important que les investissements dans des sociétés plus grandes ou mieux connues, de sorte que l'on peut y voir des investissements spéculatifs. Le cours de ces titres peut être plus volatil que celui des titres d'entreprises plus grandes. Etant donné que les petites entreprises ont généralement moins d'actions en circulation que les grandes entreprises, il peut être difficile d'acheter ou de vendre des nombres importants d'actions sans affecter les cours du marché. On trouve typiquement moins d'informations publiques concernant ces entreprises que concernant les grandes entreprises, et cette pénurie d'informations peut faire qu'il est plus difficile, pour le Gestionnaire d'investissement, de déterminer l'importance des éventuels Risques en matière de Durabilité. La plus faible capitalisation de ces entreprises et le fait qu'elles possèdent généralement moins de lignes de produits et qu'elles occupent des parts de marché moins importantes que les grandes entreprises peuvent les rendre plus vulnérables aux fluctuations du cycle économique. Les

investissements dans des petites entreprises / des entreprises moins connues doivent être envisagés à long terme et non comme un véhicule visant les bénéfices à court terme.

SECTION SPECIALE XIV : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – QUAERONAUT SMALL & MID CAP

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid Cap (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif du Compartiment est de maximiser la croissance du capital à long terme en investissant principalement dans un portefeuille d'entreprises européennes de petite et moyenne capitalisations. Le Compartiment promeut certaines caractéristiques environnementales et sociales mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Il est catégorisé comme un **produit relevant de l'article 8 du SFDR**. Pour sélectionner les titres éligibles, le Gestionnaire des investissements réalise une analyse financière et non financière sur la base de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

Des informations complémentaires sur les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Cela signifie que le Gestionnaire des investissements est libre de sélectionner des investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise l'indice MSCI Europe Mid Cap Net Return EUR à des fins de comparaison des performances uniquement. Cet indice n'est pas aligné sur les caractéristiques ESG promues par le Compartiment et qui sont réalisées par une gestion active.

La Société peut modifier l'indice de référence pour la comparaison des performances du Compartiment sans préavis. Un tel changement sera communiqué aux Actionnaires et mis à jour dans le Prospectus à la prochaine opportunité disponible.

Afin d'atteindre cet objectif, le Compartiment investira au minimum 75 % de son actif net, à l'exclusion des Liquidités, en actions et titres liés à des actions (tels que des certificats de dépôt, des fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur des Marchés réglementés) de sociétés cotées sur des bourses de valeurs européennes (Royaume-Uni y compris) ou de sociétés qui sont domiciliées, ont leur siège social ou exercent la majeure partie de leur activité économique en Europe occidentale (Royaume-Uni y compris), en recourant à une approche fortement « ascendante » de sélection des titres.

Le Compartiment visera à exploiter les inefficiences de valorisation sur le marché en recourant à une approche de style fortement « value » et en investissant dans des sociétés qui, au moment de l'achat, sont des sociétés de petite et moyenne capitalisation ou, dans une mesure limitée, dans des actions hors de la gamme des petites et moyennes capitalisations et considérablement sous-valorisées dès lors que le profil risque-rendement présente des opportunités intéressantes. Aux fins de la présente Section spéciale, les sociétés qui, au moment de l'achat, ont une capitalisation boursière comprise entre 1 et 10 milliards d'EUR (inclus) sont considérées comme des sociétés de petite et moyenne capitalisation.

Le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de son actif net dans des OPCVM et autres OPC.

Le Compartiment a la possibilité

- d'investir à titre accessoire dans des titres de créance de qualité *investment grade* (la notation la plus élevée de l'émission, telle que définie par Moody's, Fitch ou S&P s'appliquera), et dans des actions et des titres liés aux actions autres que ceux mentionnés ci-dessus ; et
- d'investir à titre accessoire, à des fins de gestion de la trésorerie (dans des conditions normales de marché), dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire (dans le respect de la limite susmentionnée de 10 %) et des Dépôts.

Par ailleurs, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles et temporaires, cette limite peut être dépassée, à condition que le Gestionnaire des investissements estime agir dans le meilleur intérêt des Actionnaires.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré («OTC») à condition qu'ils soient conclus avec des établissements financiers de premier ordre spécialisés dans ce type d'opérations et soumis à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections 7.4 à 7.13 de la Section générale pour connaître les risques particuliers applicables aux instruments financiers dérivés.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêts et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories au sein du Compartiment est l'euro. Toutefois, la Valeur nette d'inventaire de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats de chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

A l'heure actuelle, dix Catégories sont disponibles dans le Compartiment, dont les caractéristiques sont décrites dans le tableau ci-dessous. Toutes les Catégories du Compartiment sont à fermeture partielle.

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid Cap A1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid CapB (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid Cap C (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid Cap D (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid Cap D1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid Cap X (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut Small & Mid Cap Z (cap) ¹ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD	EUR CHF GBP USD

Montant minimum de souscription et de détention (EUR ou équivalent)	1 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000		Néant
Commission de souscription	Max. 5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Néant	Néant	Max. 5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Néant	Néant
Commission de gestion globale	Max. 1,25% par an de la valeur nette d'inventaire.	Max. 1,00% par an de la valeur nette d'inventaire	Max. 0,75% par an de la valeur nette d'inventaire	Max. 2,00% par an de la valeur nette d'inventaire	Max. 1,35% par an de la valeur nette d'inventaire	Max. 0,50% par an de la valeur nette d'inventaire	Néant
Commission de rachat	Max. 0,5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 0,5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 0,5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 0,5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 0,5% de la valeur nette d'inventaire par action.	Néant	Néant
Commission de conversion	Max. 1% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 1% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 1% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 1% de la valeur nette d'inventaire par action.	Max. 1% de la valeur nette d'inventaire par action.	Néant	Néant
Commission de performance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

¹ (cap) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

² indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette Catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

La Catégorie X sera fermée aux nouveaux investisseurs à compter de la date à laquelle la Valeur liquidative du Compartiment sera supérieure à 100 millions d'EUR, sauf décision contraire du Conseil d'administration. Les investisseurs seront avisés de la Fermeture partielle sur <https://quaerocapital.com>

La Société visera à couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD libellés dans une devise autre que le CHF, l'EUR, la GBP, la SEK et l'USD respectivement. Les frais et dépenses encourus dans le cadre d'opérations de couverture seront à la charge de la Sous-catégorie concernée. A cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD, recourra à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les actifs des Sous-catégories CHF, EUR GBP, SEK et USD des fluctuations de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au moins deux tiers des actifs de la Sous-Catégorie CHF, de la Sous-Catégorie EUR, de la Sous-Catégorie GBP, de la Sous-Catégorie SEK et de la Sous-Catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous- distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 2 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous- distributeur une Demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Les Demandes de rachat reçues après l'Heure limite de rachat seront traitées le Jour de valorisation suivant. Dans des circonstances de marché extraordinaires (devant être déterminées raisonnablement à la discrétion du Conseil d'administration), les demandes de rachat peuvent être retirées par les Actionnaires jusqu'à 18h00 HNEC deux (2) Jours ouvrés avant le Jour de valorisation concerné.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 2 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment, d'une autre Catégorie ou d'une autre Sous-Catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les Actions de Catégorie S ne peuvent pas être converties en Actions d'autres Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie et les Actions d'autres Compartiment, Catégorie ou Sous-catégorie ne peuvent pas être converties en Actions de Catégorie S.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Quant aux demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment, elles devront être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous- Catégorie d'origine, telle que déterminée à la Section 2 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heures limites	<p>Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné</p> <p>Heure limite de conversion(*) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment • 16H00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'autres Catégories disponibles dans le Compartiment
Jour de valorisation	Chaque Jour ouvré.
Jour de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	<p>Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné</p> <p>Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné</p>

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DELEGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital LLP en tant que nouveau gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le Gestionnaire des investissements par délégation). Sis au 2-4 King Street, London, England SW1Y 6QL, le Gestionnaire des investissements par délégation est une société constituée et

régie selon le droit d'Angleterre et du Pays de Galles, enregistrée sous le numéro OC314014 et autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni.

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission de performance et de la Commission fixe) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa capacité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section 2 de la présente Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

10. GESTION DES RISQUES

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Il s'agit d'un compartiment d'actions spécialisé conçu pour offrir une exposition aux entreprises européennes à petite et moyenne capitalisations.

En outre le Compartiment applique une approche fortement axée « valeur » de l'investissement dans les entreprises, et les pondérations de chaque entreprise, action ou secteur ne sont pas déterminées par référence à un indice.

Le Compartiment peut par conséquent convenir aux investisseurs disposant d'un horizon d'investissement d'au moins cinq ans et recherchant une stratégie spécialisée d'actions de petite et moyenne capitalisations en complément d'un portefeuille de base existant, mais qui acceptent un profil de rendement susceptible de s'écarter considérablement de celui de la plupart des fonds d'actions européens.

Les actionnaires sont invités à noter que la valeur de leur investissement peut fluctuer à la hausse comme à la baisse et qu'ils doivent accepter que rien ne permet de garantir qu'ils récupéreront leur investissement initial.

12. FACTEURS DE RISQUES SPECIFIQUES

Ce Compartiment investit principalement dans un portefeuille d'actions de petite et moyenne capitalisations européennes, y compris du Royaume-Uni.

Étant donné que le Compartiment investit dans des actions, les investisseurs sont exposés à des fluctuations des marchés actions et à la performance financière des sociétés détenues dans le portefeuille du Compartiment. Par conséquent, les investisseurs peuvent voir la valeur de leur investissement fluctuer à la baisse comme à la hausse au quotidien, et ils peuvent récupérer un montant inférieur à celui qu'ils avaient investi à l'origine.

Étant donné que le portefeuille peut être investi dans des sociétés situées dans le bas de la fourchette de capitalisation boursière (1-10 milliards d'EUR), la liquidité peut être plus faible et la volatilité plus élevée que dans un fonds d'actions européennes classique.

Ce Compartiment est libellé en EUR, mais il sera exposé à d'autres devises.

Les Actionnaires doivent être conscients du risque de change qui peut affecter le portefeuille du Compartiment. La Société, la Société de Gestion et le Gestionnaire d'investissement n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans une autre devise contre l'euro.

En outre, ce Compartiment est très diversifié et, par conséquent, le Gestionnaire d'investissement estime qu'il sera exposé à un large éventail de risques liés au développement durable, qui différeront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront plus exposés aux Risques en matière de Durabilité que d'autres. Toutefois, le Compartiment est par ailleurs significativement exposé aux petites entreprises, qui sont généralement moins transparentes et fournissent des informations moins détaillées. Le manque d'informations rend plus difficile pour le Gestionnaire des investissements l'identification et l'évaluation du caractère matériel des éventuels Risques en matière de durabilité. Il n'est toutefois pas prévu qu'un Risque en matière de Durabilité isolé ait un impact financier négatif matériel sur la valeur du Compartiment.

SECTION SPECIALE XV : QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – NET ZERO EMISSION

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à Quaero Capital Funds (Lux) – Net zero emission (le **Compartiment**).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement du Compartiment est de contribuer à la décarbonation et à la concrétisation d'émissions nettes nulles d'ici 2050, comme l'exige l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2 degrés. Le Compartiment entend atteindre cet objectif d'investissement en investissant et en jouant un rôle actif dans des sociétés du monde entier qui contribuent de manière significative à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation au changement climatique ou à l'économie circulaire et qui sont chaque cas qualifiées d'investissements durables, tout en surperformant les marchés d'actions mondiaux (moyennes et grandes capitalisations). Le Compartiment est classé comme un **produit relevant de l'article 9 du SFDR**. Il ne saurait être garanti que les objectifs d'investissement du Fonds seront atteints.

Des informations complémentaires sur l'objectif d'investissement durable du Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Cela signifie que le Gestionnaire des investissements est libre de sélectionner des investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Fonds. Le Compartiment utilise l'indice MSCI World Net Total Return libellé dans la Monnaie de référence concernée pour le calcul de la Commission de performance (en combinaison avec un High Water Mark, conformément à la définition et à la description ci-dessous) et pour la définition de son univers d'investissement initial. Cet indice n'est pas aligné sur l'objectif d'investissement durable poursuivi par le Compartiment dans le cadre d'une gestion active. Bien que le Compartiment détienne des actifs qui sont des composants de l'Indice, il peut également investir dans des sociétés, des pays ou des secteurs qui ne sont pas compris dans l'Indice et dont la pondération est différente de celle de l'Indice, afin de tirer parti d'opportunités d'investissement. Il est prévu que, sur de longues périodes, la performance du Compartiment diffère de celle de l'indice. En revanche, sur de courtes périodes, la performance du Compartiment peut être proche de celle de l'indice, en fonction des conditions de marché.

Le Compartiment investira principalement dans des actions et des titres assimilables à des actions (tels que des certificats de dépôt (ADR, GDR)) de sociétés (telles que décrites ci-dessus)

- dont les modèles économiques ont actuellement un impact significatif et direct sur l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique et/ou l'économie circulaire, et
- qui investissent de manière significative dans des bâtiments, des plans ou des équipements, des technologies ou des processus qui contribueront à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation au changement climatique et/ou à une économie circulaire dans le futur.

Hormis l'orientation sectorielle, le choix des investissements ne sera limité ni par zone géographique ni en termes de devises dans lesquelles les investissements seront libellés. Toutefois, en fonction des conditions du marché financier, un objectif particulier peut être placé dans un seul pays (ou dans certains pays) et / ou dans une même devise.

Le Gestionnaire des investissements par délégation n'a pas l'intention d'investir plus de 20% de son actif net sur les marchés émergents. Toutefois, en cas d'opportunités ou de changements dans les secteurs des entreprises impliquées dans l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au climat et/ou l'économie circulaire, le Compartiment peut investir jusqu'à 50 % de son actif net dans les marchés émergents.

Le Compartiment a la possibilité

- d'investir, à titre accessoire, dans des titres de créance (y compris jusqu'à hauteur de 10 % dans des titres de créance *non-investment grade* et de titres de créance à haut rendement), des types d'actions et de titres liés à des actions autres que ceux mentionnés ci-dessus ; et
- d'investir à titre accessoire, à des fins de gestion de la trésorerie (dans des conditions normales de marché), dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire (dans le respect de la limite mentionnée ci-dessous de 10 %) et des Dépôts.

Par ailleurs, le Compartiment peut détenir des Liquidités. La détention de Liquidités est limitée à 20 % de l'actif net du Compartiment dans des conditions normales de marché. La limite de 20 % mentionnée ci-dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des actionnaires.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles et temporaires, cette limite peut être dépassée, à condition que le Gestionnaire des investissements par délégation estime agir dans le meilleur intérêt des Actionnaires.

Le Compartiment peut également investir jusqu'à 10 % de son actif net dans des fonds de placement immobilier (REIT) fermés cotés sur des Marchés Réglementés.

Le Compartiment ne peut investir plus de 10 % de son actif net en actions ou parts d'OPCVM et autres OPC.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés négociés sur un Marché réglementé et/ou de gré à gré («OTC») à condition qu'ils soient conclus avec des établissements financiers de premier ordre spécialisés dans ce type d'opérations et soumis à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections 7.4 à 7.10 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Cependant, dans des conditions de marché normales, le Gestionnaire des investissements compte recourir uniquement à des dérivés de change (tels que des contrats de change à terme).

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser de contrats d'échange sur rendement total, d'opérations de prêts et d'emprunt de titres et/ou d'opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Le Compartiment a le statut de Fonds d'actions en vertu de l'InvStG.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories au sein du Compartiment est l'USD.

Toutefois, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats de chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

A l'heure actuelle, les Catégories suivantes sont disponibles dans le Compartiment, avec les caractéristiques suivantes:

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission A1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission B1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission B (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission C (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission D (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission D1 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission D2 (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission Z (cap) ¹ et (dist) ²	Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero Emission X (cap) ¹ et (dist) ²
Sous-catégories disponibles	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD	EUR EUR (non couverte) CHF GBP SEK USD CAD
Montant minimum de souscription et de détention (USD ou équivalent)	1 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000	Néant	500 000	1 000	Néant	Néant
Commission de souscription	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.	Néant	Max. 3 % de la Valeur liquidative par Action.
Commission de gestion globale	Max. 1,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,90 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1,15 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,75 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 2,00 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1,60 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 2,40 % de la Valeur liquidative par Action.	Néant	Max. 0,75 % de la Valeur liquidative par Action.
Commission de rachat	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.	Néant	Max. 0,5 % de la Valeur liquidative par Action.
Commission de conversion	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.	Néant	Max. 1 % de la Valeur liquidative par Action.
Commission de performance	12 % au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un High Water Mark (voir Section 9.2 ci-dessous)	12 % au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un High Water Mark (voir Section 9.2 ci-dessous)	Néant	Néant	12 % au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un High Water Mark (voir Section 9.2 ci-dessous)	12 % au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un High Water Mark (voir Section 9.2 ci-dessous)	12 % au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un High Water Mark (voir Section 9.2 ci-dessous)	Néant	Néant

¹ (cap) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.

² indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette Catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

La Catégorie X sera fermée aux nouveaux investisseurs à compter de la date à laquelle la Valeur liquidative du Compartiment sera supérieure à 100 millions d'USD, sauf décision contraire du Conseil d'administration. Les investisseurs seront avisés de la Fermeture partielle sur <https://quaerocapital.com>

La Société visera à couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD libellés dans une devise autre que le CHF, l'EUR, la GBP, la SEK et l'USD respectivement. Les frais et dépenses encourus dans le cadre d'opérations de couverture seront à la charge de la Sous-catégorie concernée. A cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie EUR, de la Sous-catégorie GBP, de la Sous-catégorie SEK et de la Sous-catégorie USD, recourra à des instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les actifs des Sous-catégories CHF, EUR GBP, SEK et USD des fluctuations de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au moins deux tiers des actifs de la Sous-Catégorie CHF, de la Sous-Catégorie EUR, de la Sous-Catégorie GBP, de la Sous-Catégorie SEK et de la Sous-Catégorie USD.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous- distributeur.

Les souscriptions d'Actions, exprimées en montant et en nombre d'actions, sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée avant l'Heure limite de souscription, telle qu'indiquée à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul qui suit immédiatement le Jour de valorisation suivant.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en EUR, en CHF, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section 7 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous- distributeur une Demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, telle qu'indiquée à la Section 3 de la présente Section spéciale. Les Demandes de rachat reçues après l'Heure limite de rachat seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en EUR, en CHF, en GBP, en SEK ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, tel qu'indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment, d'une autre Catégorie ou d'une autre Sous-Catégorie conformément à la Section 11 de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Quant aux demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment, elles devront être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous- Catégorie d'origine, telle que déterminée à la Section 3 de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heure limite	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion(*): <ul style="list-style-type: none">• 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment• avant 16 heures HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné pour les demandes de conversion d'Actions d'autres Catégories disponibles dans le Compartiment
Jour de valorisation	Chaque Jour ouvré.
Jour de calcul	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital (France) S.A.S. en tant que nouveau gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le **Gestionnaire des investissements par délégation**). Le Gestionnaire des investissements par délégation est une société sise au 4-8 Rue Daru, 75008 Paris, France, réglementée et agréée sous le numéro GB-14000016 par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe et de la Commission de performance) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa capacité de Distributeur général), qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section 3 de la présente Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra, sur les actifs du Compartiment attribuables à toutes les Catégories d'Actions, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, payée annuellement et basée sur la Valeur liquidative (VL). La Commission de performance sera égale au pourcentage, tel que défini pour la Catégorie concernée à la Section 3 de la présente Section spéciale (le « **Taux de la Commission de performance** »), de la performance de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance (*High Water Mark*) au-delà du rendement de l'Indice de référence (libellé dans la Monnaie de référence concernée), calculée depuis le dernier versement d'une Commission de performance.

Indice de référence	Indice MSCI World Net Total Return
----------------------------	------------------------------------

Le Compartiment utilise l'Indice de référence susmentionné au sens du Règlement concernant les indices de référence. Par conséquent, la Société de gestion, avec la coopération du Fonds, a adopté des plans d'actions écrits, qu'elle appliquera au cas où l'indice de référence ci-dessus subi des changements importants ou n'est plus fourni (les « Plans d'urgence ») conformément à l'article 28(2) du Règlement concernant les indices de référence. Les investisseurs peuvent consulter le Plan d'urgence sans frais, sur demande au siège de la Société de gestion.

L'Indice de référence est fourni par MSCI Limited, en sa qualité d'administrateur, comme défini au Règlement concernant les indices de référence. N'étant pas situé dans l'UE, cet administrateur bénéficie d'une période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2023 pour introduire une demande de reconnaissance ou d'aval au titre du Règlement concernant les indices de référence.

La Commission de performance est calculée sur la base de la VL après déduction de toutes les dépenses, de tous les engagements et de la Commission de gestion globale (hors Commission de performance), puis ajustée pour prendre en compte toutes les souscriptions et tous les rachats.

La Commission de performance est égale à la surperformance de la VL par Action, multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera due si la VL par Action avant Commission de performance s'avère inférieure au seuil de performance (*High Water Mark*) pour la Période de calcul concernée.

Le **Seuil de performance** est défini comme la plus grande des deux valeurs suivantes :

- la dernière VL par Action pour laquelle une Commission de performance a été payée ; ou
- la VL par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le Seuil de performance sera minoré des dividendes versés aux Actionnaires.

Si la performance de la VL par Action est négative par rapport au Seuil de performance à la fin de la Période de calcul, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si la performance de la VL par Action est positive, mais que celle de l'indice de référence est négative, le calcul de la Commission de performance se fondera sur la valeur la moins élevée entre (i) la performance absolue de la VL par Action par rapport au Seuil de performance et (ii) 15 % au maximum de la surperformance par rapport à l'indice, comme le décrit la formule ci-dessous.

Une provision sera constituée au titre de cette Commission de performance chaque Jour de valorisation. Si la VL par Action diminue pendant la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront diminuées en conséquence. Si ces provisions sont ramenées à zéro, aucune Commission de performance ne sera exigible.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autre Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

En cas de souscription, le calcul de la Commission de performance est ajusté afin d'éviter que cette souscription ait un impact sur le montant des Commissions de performance cumulées. Aux fins de cet ajustement, la surperformance de la VL par Action par rapport au rendement de l'Indice de référence jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en compte dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal au produit du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le Seuil de performance, ajusté du rendement de l'Indice de référence à la date de souscription. Le montant de cet ajustement cumulé sert au calcul des

Commissions de performance jusqu'à la fin de la période concernée et il est ajusté en cas de rachats ultérieurs au cours de la période.

Les Commissions de performance sont payables dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, payer ou affecter le paiement d'une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

La formule de calcul de la Commission de performance est la suivante :

F	=	0 Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] \leq 0$ Ou si $B \leq E$
F	=	$[(B / E - 1) - (G / H - 1)] * E * C * A$ Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$ Et si $B > E$ Et si $G > H$
F	=	$\text{MIN} [(B / E - 1) ; ((B / E - 1) - (G / H - 1)) * C] * E * A$ Si $[(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0$ Et si $B > E$ Et si $G < H$
Le nouveau Seuil de performance	=	Si $F=0 \Rightarrow E$ Si $F>0 \Rightarrow D$
Nombre d'Actions en circulation	=	A
VNI par Action avant performance	=	B
Taux de la commission de performance	=	C
VNI par Action après performance	=	D
«High water mark»	=	E
Commission de performance	=	F
Valeur de référence au Jour de valorisation	=	G
Valeur de référence à la dernière date de paiement de Commissions de performance	=	H

La performance passée par rapport à l'Indice de référence est indiquée dans le KID PRIIP concerné.

Exemples:

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL par action performance	Performance de référence performance	Performance cumulée de l'indice de référence ⁽¹⁾	com. perf.	Com. perf. max. (VL - HWM)	VL après com. perf.
Année 1:	112,00	100,00	12,00%	2,00%	2,00%	1,20	12,00	110,80
Année 2:	121,00	110,80	9,21%	-1,00%	-1,00%	1,36	10,20	119,64
Année 3:	117,00	119,64	-2,21%	-1,00%	-1,00%	0,00	0,00	117,00
Année 4:	120,00	119,64	0,30%	4,00 %	3,00%	0,00	0,00	120,00
Année 5:	119,70	119,64	0,05%	-4,00%	-1,00%	0,15	0,06	119,64

(2) Performance de l'Indice de référence depuis le dernier Jour d'évaluation à la fin d'une période de calcul auquel une commission de performance a été calculée.

Année 1:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (12%) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (2%).

La performance excédentaire par rapport au HWM au-delà de l'Indice de référence est de 10%, ce qui entraîne une commission de performance de 1,20

Le HWM est fixé à 110,80 après le paiement de la Commission de performance.

Année 2:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (9,21%) est supérieure à la performance de l'Indice de référence (-1%).

Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre:

-La performance absolue par rapport au HWM, soit 10,20 (9,21 % de 110,80)

-12 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 1,36 $[(9,21 \% - (-1 \%)) * 12 \%$ pour 110,80)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 1,36

Le HWM est fixé à 119,64 après le paiement de la Commission de performance.

Année 3:

La performance de la VL par action par rapport au HWM (-2,21%) est négative.

Aucune commission de performance n'est versée.

Année 4:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,30%) est inférieure au rendement de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (3%), qui est positif.

Aucune commission de performance n'est versée.

Le HWM reste inchangé.

Année 5:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,05%) est supérieure à la performance de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (-1%).

Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

-La performance absolue par rapport au HWM, soit 0,06 (0,05 % de 119,64)

-12 % de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 0,15 $[(0,05 \% - (-1 \%)) * 12 \%$ pour 119,64)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 0,06.

10. GESTION DU RISQUE

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Ce Compartiment convient aux investisseurs qui recherchent une croissance à long terme par la plus-value tout en participant à l'essor de sociétés qui contribuent de manière significative à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation au changement climatique ou à l'économie circulaire. Il convient également aux investisseurs qui souhaitent diversifier leur portefeuille, comprennent et tolèrent les risques de l'investissement sur le marché boursier, ont un horizon d'investissement d'au moins trois à cinq ans et recherchent des opportunités de placement liquides dans le secteur du changement climatique, de l'adaptation au changement climatique ou de l'économie circulaire.

12. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section 7 de la Section générale.

Le Compartiment est fortement diversifié, et le Gestionnaire des investissements estime par conséquent que le Compartiment sera exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité qui varieront d'un émetteur à l'autre. Certains marchés et secteurs seront plus exposés aux Risques en matière de Durabilité que d'autres. Par exemple, ce Compartiment est exposé à des risques spécifiques liés à son exposition au secteur des énergies propres, qui nécessite souvent de grandes quantités de matériaux et qui dépend de métaux tels que le lithium et le cobalt, souvent extraits ou produits dans un petit nombre de pays susceptibles de devenir politiquement instables. L'approvisionnement en matériaux de ce type, le bien-être des travailleurs, la réglementation croissante et la prise de conscience du public, entre autres, sont des éléments susceptibles de perturber la chaîne d'approvisionnement et de provoquer une fluctuation de la valeur des actifs du Compartiment.

SECTION SPÉCIALE XVI: QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – BOND INVESTMENT OPPORTUNITY

La présente Section spéciale est uniquement valable si elle est accompagnée du Prospectus. Elle se rapporte uniquement à **Quaero Capital Funds (Lux) – Bond Investment Opportunity** (le Compartiment).

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif d'investissement du Compartiment est de réaliser une plus-value de capital à long terme. Le Compartiment investira partout dans le monde, mais essentiellement dans des pays de l'OCDE, sans référence à un indice et sans contraintes d'allocation géographique ou sectorielle.

Le Compartiment fait l'objet d'une gestion active. Cela signifie que le Gestionnaire des investissements est libre de sélectionner des investissements dans le but d'atteindre les objectifs du Compartiment. Le Compartiment utilise le €STR+ 2,50% (l'«Indice de référence») à des fins de comparaison de performance et pour le calcul de la Commission de performance.

Le Compartiment est classé comme un **produit relevant de l'Article 8 du SFDR**. Pour sélectionner les titres éligibles, le Gestionnaire des investissements par délégation réalise une analyse financière et non financière sur la base de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Des informations complémentaires sur les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment sont disponibles dans l'Annexe SFDR dédiée.

Analyse financière

Le Compartiment investira essentiellement dans des titres de créance (d'entreprise et souverains, y compris des Instruments du marché monétaire) possédant une notation de crédit investment grade (attribuée par au moins une des grandes agences de notation reconnues ou, en l'absence de notation attribuée par ces agences, présentant une qualité de crédit jugée équivalente par le Gestionnaire des investissements).

En ce qui concerne les investissements en titres de créance, il est entendu que:

- Le Compartiment n'investira pas plus de 40% de son actif net dans des obligations possédant une notation inférieure à investment grade;
- Toutefois, le Compartiment n'investira pas plus de 10% de son actif net dans chacun des actifs suivants: ABS/MBS, titres de créance en difficulté ou en défaut (au moment de l'achat). Le Compartiment peut conserver des titres de créance dont la notation a été revue à la baisse et les vendre à sa discrétion en fonction des conditions du marché concerné et de ses prévisions. La notation de crédit moyenne prévue du portefeuille du Compartiment sera au minimum BBB- (notation S&P) ou une notation de crédit équivalente attribuée par d'autres agences de notation de crédit reconnues ou par le Gestionnaire des investissements.

Si un titre de créance ne possède pas de notation attribuée par l'une des grandes agences de notation, (i) la notation d'émissions similaires du même émetteur peut servir de notation représentative, ou (ii) une notation sera attribuée par le Gestionnaire des investissements. Dans tous les cas, le Compartiment peut être exposé à des émetteurs non notés à hauteur de plus de 10%.

Par ailleurs, le Compartiment peut:

- investir dans des actions et titres apparentés à des actions, des OPCVM et autres OPC, et
- à des fins de trésorerie et dans des conditions de marché normales, investir dans des Instruments du marché monétaire, des OPC du marché monétaire et détenir des dépôts, et
- détenir, dans des conditions de marché normales, des espèces jusqu'à 20% de ses actifs nets le temps nécessaire pour procéder à de nouveaux investissements. La limite de 20 % mentionnée ci-

dessus ne sera enfreinte que de façon temporaire, pour une durée strictement nécessaire, lorsque, en raison de conditions de marché exceptionnellement défavorables, les circonstances l'exigent et lorsque le Gestionnaire des investissements juge que cela est dans l'intérêt des Actionnaires. Le Compartiment n'investira pas plus de 10% de son actif net dans des OPCVM et autres OPC (y compris des OPC du marché monétaire mentionnés ci-dessus).

Toutefois, le Compartiment n'investira pas plus de 10% de son actif net dans des OPCVM et autres OPC ni plus de 10% de son actif net dans des actions et des titres liés à des actions.

A l'exception de l'accent géographique sur les pays de l'OCDE, le choix des investissements ne sera limité ni au niveau géographique (y compris les marchés émergents), ni sur le plan sectoriel, ni sur le plan des devises de libellé. Toutefois, selon les conditions sur les marchés financiers, une attention particulière pourra être accordée à un pays en particulier (ou plusieurs) et/ou un seul secteur économique et/ou une seule devise.

A des fins de couverture et d'investissement, dans les limites exposées à la Section 5 de la Section générale, le Compartiment peut utiliser tous types d'instruments financiers dérivés, y compris des indices de CDS, négociés sur un Marché réglementé et/ou des Instruments dérivés de gré à gré à condition qu'ils soient conclus avec des Institutions de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations et soumises à surveillance réglementaire. Les investisseurs sont invités à se reporter aux Sections 7.4 à 7.13 de la Section générale relatives aux considérations de risques spécifiques applicables aux instruments financiers dérivés et aux Techniques GEP.

Les instruments détenus en portefeuille pouvant être libellés en différentes devises, le Compartiment peut en principe utiliser des techniques de couverture de change et des Instruments financiers dérivés (par ex. contrats de change à terme, contrats à terme sur devises) pour atténuer le risque de change des investissements sous-jacents non libellés en EUR.

Le Compartiment n'a pas l'intention d'utiliser des swaps sur rendement total, des opérations de prêt et d'emprunt de titres et/ou des opérations de mise en pension et de prise en pension de titres.

Si le Gestionnaire des investissements estime que cette mesure est dans l'intérêt des Actionnaires, le Compartiment pourra également détenir, à titre temporaire et à des fins défensives, jusqu'à 100% de son actif net en liquidités, dans des Dépôts, des OPC du marché monétaire et des Instruments du marché monétaire.

2. MONNAIE DE RÉFÉRENCE

La Monnaie de référence du Compartiment et de toutes les Catégories au sein du Compartiment est l'euro. Toutefois, la Valeur liquidative de chaque Sous-catégorie sera calculée et les souscriptions et rachats de chaque Sous-catégorie seront effectués dans la monnaie de la Sous-catégorie concernée.

3. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DISPONIBLES

A l'heure actuelle, les Catégories suivantes sont disponibles dans le Compartiment, avec les caractéristiques suivantes:

Catégorie d'Actions	Quaero Capital Funds (Lux) – Bond Investment	Quaero Capital Funds (Lux) Bond Investment	Quaero Capital Funds (Lux) Bond Investment	Quaero Capital Funds (Lux) Bond Investment	Quaero Capital Funds (Lux) Bond Investment	Quaero Capital Funds (Lux) Bond Investment

	Opportunités B (cap) et (dist)	Opportunités C (cap) et (dist)	Opportunités D (cap) et (dist)	Opportunités D1 (cap) et (dist)	Opportunités X (cap) et (dist)	Opportunités Z (cap) et (dist)
Sous-catégories disponibles	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP	EUR USD CHF GBP
Montant minimum de souscription et de détention (EUR ou équivalent)	1 000 000	1 000 000	Néant	500 000	10 000 0000	0
Commission de souscription	Néant	Néant	Jusqu'à 3%	Jusqu'à 3%	Néant	Néant
Commission de gestion globale	0,75%	0,50%	1,25%	0,75%	0,35%	
Commission de rachat	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de conversion	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de performance	Néant	15% au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i>	15% au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i>	15% au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i>	15% au-delà du rendement de l'indice de référence sous réserve d'un <i>high water mark</i>	Néant

- 1 (cap) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de capitalisation, sous réserve que le Conseil d'administration puisse, chaque année, proposer aux Détenteurs d'Actions de capitalisation le versement d'un dividende, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, conformément au droit luxembourgeois.
- 2 (dist) indique qu'il s'agit d'une Catégorie d'Actions de distribution et que le Compartiment distribuera le revenu net ou les plus-values réalisées pour cette Catégorie sous forme de dividendes ou de distributions.

La Société visera à couvrir les actifs de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie USD et de la Sous-catégorie GBP libellés dans une devise autre que le CHF, l'USD et la GBP respectivement. Les frais et dépenses encourus dans le cadre d'opérations de couverture seront à la charge de la Sous-catégorie concernée. A cette fin, la Société, pour le compte de la Sous-catégorie CHF, de la Sous-catégorie USD et de la Sous-catégorie GBP recourra à des Instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments dans le but de protéger les actifs des Sous-catégories CHF, USD et GBP des fluctuations de change. Le Conseil d'administration a l'intention de couvrir systématiquement au moins deux tiers des actifs des Sous-Catégories CHF, USD et GBP.

4. SOUSCRIPTIONS COURANTES

Les souscriptions d'Actions du Compartiment doivent être réalisées à l'aide des documents disponibles auprès du siège social de la Société, du Distributeur général ou d'un sous-distributeur.

Les souscriptions d'Actions sont acceptées chaque Jour de valorisation. Les Investisseurs éligibles doivent faire parvenir à l'Agent administratif une demande de souscription dûment complétée et signée

avant l'Heure limite de souscription, comme indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale. Toute demande de souscription reçue après le délai de souscription le Jour de valorisation concerné sera reportée au Jour de valorisation suivant et sera traitée sur la base de la Valeur liquidative par Action calculée le Jour de calcul qui suit immédiatement un tel Jour de valorisation.

Le paiement des souscriptions doit être effectué en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, comme indiqué à la Section **Error! Reference source not found.** de la présente Section spéciale.

Une Commission de souscription, telle que décrite à la Section **Error! Reference source not found.** de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors de la souscription d'Actions du Compartiment.

5. RACHAT

Les Actions du Compartiment peuvent être rachetées chaque Jour de valorisation. Les investisseurs doivent faire parvenir à l'Agent administratif, au Distributeur général ou à un sous-distributeur une Demande de rachat dûment complétée et signée avant l'Heure limite de rachat, comme indiqué à la Section **Error! Reference source not found.** de la présente Section spéciale. Les Demandes de rachat reçues après l'Heure limite de rachat seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Le Dépositaire (pour le compte de la Société) procèdera au versement des produits de rachat en CHF, en EUR, en GBP ou en USD, en fonction de la Sous-catégorie, avant le Délai de paiement, comme indiqué à la Section 7 de la présente Section spéciale.

Une Commission de rachat, telle que décrite à la Section **Error! Reference source not found.** de la présente Section spéciale, peut être prélevée lors du rachat d'Actions du Compartiment. Les produits des rachats peuvent être convertis dans toute monnaie librement convertible à la demande d'un Actionnaire et à ses propres frais.

6. CONVERSION

Les Actions du Compartiment peuvent être converties chaque Jour de valorisation.

Les Actionnaires du Compartiment peuvent convertir tout ou partie de leurs Actions en Actions d'un autre Compartiment, d'une autre Catégorie ou d'une autre Sous-Catégorie conformément à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale.

Les demandes de conversion en Actions d'un autre Compartiment doivent être reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de rachat de la Catégorie originale. Quant aux demandes de conversion en Actions d'une autre Catégorie du même Compartiment, elles devront être envoyées à l'Agent administratif avant l'Heure limite de souscription de la Catégorie d'arrivée. Les demandes de conversion reçues après ces délais seront traitées le Jour de valorisation suivant.

Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul de la Valeur liquidative différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul de la Valeur liquidative pour les deux Compartiments concernés.

Une Commission de conversion en faveur du Compartiment, de la Catégorie ou de la Sous-Catégorie d'origine, telle que déterminée à la Section **Error! Reference source not found.** de la présente Section spéciale, peut être prélevée pour couvrir les coûts de conversion.

7. HEURES LIMITES, JOURS DE VALORISATION, JOURS DE CALCUL ET DÉLAIS DE PAIEMENT

Heure limite	Heure limite de souscription : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de rachat : 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné Heure limite de conversion(*): 16h00 HNEC, un (1) Jour ouvré avant le Jour de valorisation concerné
Jour de valorisation	Chaque Jour ouvré.
Jour de calcul de la Valeur liquidative	Le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné
Délais de paiement	Pour les souscriptions : deux (2) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné Pour les rachats : cinq (5) Jours ouvrés à compter du Jour de valorisation concerné

(*) Les conversions d'Actions entre Compartiments présentant des Jours de valorisation ou des Jours de calcul de la Valeur liquidative différents ne sont pas autorisées, sauf dans le cas de conversions réalisées un jour qui est un Jour de valorisation et un Jour de calcul de la Valeur liquidative pour les deux Compartiments concernés.

8. GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS ET GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR DÉLÉGATION

Avec l'accord de la Société et de la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements a nommé Quaero Capital (France) S.A.S. en tant que nouveau gestionnaire des investissements par délégation du Compartiment (le Gestionnaire des investissements par délégation). Le Gestionnaire des investissements par délégation est une société sise au 4-8 Rue Daru, 75008 Paris, France, réglementée et agréée sous le numéro GB-14000016 par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

9. COMMISSION DE GESTION GLOBALE ET COMMISSION DE PERFORMANCE

9.1 Commission de gestion globale

Le montant total des frais (à l'exclusion de la Commission fixe et de la Commission de performance) à verser au Gestionnaire des investissements (y compris en sa capacité de Distributeur général) qui seront prélevés sur les actifs du Compartiment, est mentionné au titre de chaque Catégorie à la Section **Error! Reference source not found.** de la présente Section spéciale sous la dénomination de **Commission de gestion globale**. La Commission de gestion globale se fonde sur la valeur moyenne de la Valeur liquidative du Compartiment sur la période concernée et est payable mensuellement à terme échu.

Le Gestionnaire des investissements par délégation est rémunéré par le Gestionnaire des investissements sur la Commission de gestion globale.

9.2 Commission de performance

Outre la Commission de gestion globale, le Gestionnaire des investissements recevra, sur les actifs du Compartiment attribuables à toutes les Catégories d'Actions, à l'exception des Actions de Catégorie Z, une Commission de performance provisionnée chaque Jour de valorisation, payée annuellement et basée sur la Valeur liquidative (VL). La Commission de performance sera égale au pourcentage, tel que défini pour la Catégorie concernée à la Section 3 de la présente Section spéciale (le « Taux de la Commission de performance »), de la performance de la Valeur liquidative par Action par rapport au seuil de performance (*high water mark*) au-delà du rendement de l'Indice de référence (libellé dans la Monnaie de référence concernée), calculée depuis le dernier versement d'une Commission de performance.

Indice de référence	€STR+ 2,50%
----------------------------	-------------

Le Compartiment utilise l'Indice de référence susmentionné au sens du Règlement concernant les indices de référence. Par conséquent, la Société de gestion, avec la coopération du Fonds, a adopté des plans d'action écrits, qu'elle appliquera au cas où l'indice de référence ci-dessus subit des changements importants ou n'est plus fourni (les « Plans d'urgence ») conformément à l'article 28(2) du Règlement concernant les indices de référence. Les investisseurs peuvent consulter le Plan d'urgence sans frais, sur demande au siège de la Société de gestion. L'Indice de référence est fourni par la Banque centrale européenne, en sa qualité d'administrateur, comme défini au Règlement concernant les indices de référence.

La Commission de performance est calculée sur la base de la VL après déduction de toutes les dépenses, de tous les engagements et de la Commission de gestion globale (hors Commission de performance), puis ajustée pour prendre en compte toutes les souscriptions et tous les rachats.

La Commission de performance est égale à la surperformance de la VL par Action, multipliée par le nombre d'Actions en circulation au cours de la Période de calcul. Aucune Commission de performance ne sera due si la VL par Action avant Commission de performance s'avère inférieure au seuil de performance (*high water mark*) pour la Période de calcul concernée.

Le **Seuil de performance** (*high water mark*) est défini comme la plus grande des deux valeurs suivantes:

- la dernière VL par Action pour laquelle une Commission de performance a été payée ; ou
- la VL par Action initiale.

La période de référence de performance du Compartiment est égale à la durée d'existence complète du Compartiment.

Le Seuil de performance sera minoré des dividendes versés aux Actionnaires.

Si la performance de la VL par Action est négative par rapport au Seuil de performance à la fin de la Période de calcul, aucune Commission de performance ne sera payée.

Si la performance de la VL par Action est positive, mais que celle de l'indice de référence est négative, le calcul de la Commission de performance se fondera sur la valeur la moins élevée entre (i) la performance absolue de la VL par Action par rapport au Seuil de performance et (ii) le taux de Commission de performance appliqué à la surperformance par rapport à l'indice, comme le décrit la formule ci-dessous.

Une provision sera constituée au titre de cette Commission de performance chaque Jour de valorisation. Si la VL par Action diminue pendant la Période de calcul, les provisions constituées au titre de la Commission de performance seront diminuées en conséquence. Si ces provisions sont ramenées à zéro, aucune Commission de performance ne sera exigible.

Si (i) des Actions ont été rachetées ou converties en autres Actions de toute Catégorie de ce Compartiment ou de toute Catégorie d'un autre Compartiment existant de la Société ou d'un autre OPCVM pendant la Période de calcul et qu'une Commission de performance a été acquise pour ces Actions, ou (ii) les actifs de ce Compartiment ou d'une Catégorie d'Actions sont transférés vers ou fusionnées avec ceux d'un autre Compartiment, d'une autre catégorie ou classe d'Actions de cet autre Compartiment au sein de la Société ou d'un autre OPCVM, et qu'une Commission de performance est acquise pour les Actions concernées par cette fusion, la Commission de performance sera cristallisée à la date de rachat ou de conversion ou à la date effective de la fusion et sera réputée payable au Gestionnaire des investissements à la fin de la Période de calcul.

Aucune Commission de performance ne sera toutefois cristallisée si ce Compartiment ou une Catégorie d'Actions de Compartiment est fusionné(e) avec un OPCVM absorbant nouvellement créé ou un Compartiment sans aucun historique de performance et avec une politique d'investissement ne s'écartant pas de manière substantielle de celle de ce Compartiment. Dans ce cas, la période de référence de performance de ce Compartiment continuera de s'appliquer dans l'OPCVM ou le Compartiment absorbant.

En cas de souscription, le calcul de la Commission de performance est ajusté afin d'éviter que cette souscription ait un impact sur le montant des Commissions de performance cumulées. Aux fins de cet ajustement, la surperformance de la VL par Action par rapport au rendement de l'Indice de référence jusqu'à la date de souscription n'est pas prise en compte dans le calcul de la Commission de performance. Le montant de l'ajustement est égal au produit du nombre d'Actions souscrites par la différence positive entre le prix de souscription et le Seuil de performance, ajusté du rendement de l'Indice de référence à la date de souscription. Le montant de cet ajustement cumulé sert au calcul des Commissions de performance jusqu'à la fin de la période concernée et il est ajusté en cas de rachats ultérieurs au cours de la période.

Les Commissions de performance sont payables dans les 20 Jours ouvrés suivant la fin de la Période de calcul. Le Gestionnaire des investissements peut, à son entière discrétion, payer ou affecter le paiement d'une partie de la Commission de performance au Gestionnaire des investissements par délégation.

La formule de calcul de la Commission de performance est la suivante :

$$\begin{aligned}
 F &= 0 \\
 &\quad \text{Si } [(B / E - 1) - (G / H - 1)] \leq 0 \\
 &\quad \text{Ou si } B \leq E \\
 \\
 F &= [(B / E - 1) - (G / H - 1)] * E * C * A \\
 &\quad \text{Si } [(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0 \\
 &\quad \text{Et si } B > E \\
 &\quad \text{Et si } G > H \\
 \\
 F &= \text{MIN} [(B / E - 1) ; ((B / E - 1) - (G / H - 1)) * C] * E * A \\
 &\quad \text{Si } [(B / E - 1) - (G / H - 1)] > 0 \\
 &\quad \text{Et si } B > E \\
 &\quad \text{Et si } G < H
 \end{aligned}$$

Le nouveau Seuil de performance = Si $F=0 \Rightarrow E$
Si $F>0 \Rightarrow D$

Nombre d'Actions en circulation = A

VNI par Action avant performance = B

Taux de la Commission de performance = C

VNI par Action après performance = D

«High water mark» = E

Commission de performance = F

Valeur de référence au Jour de valorisation = G

Valeur de référence à la dernière date de paiement de Commissions de performance = H

La performance passée par rapport à l'Indice de référence est indiquée dans le KID PRIIP concerné.

Exemples:

	VL avant com. perf.	HWM par action	VL par action performance	Performance de référence performance	Performance cumulée de l'indice de référence ⁽¹⁾	com. perf.	Com. perf. max. (VL - HWM)	VL après com. perf.
Année 1:	112,00	100,00	12,00%	2,00%	2,00%	1,50	12,00	110,50
Année 2 :	121,00	110,50	9,50%	-1,00%	-1,00%	1,74	10,50	119,26
Année 3:	117,00	119,26	-1,89%	-1,00%	-1,00%	0,00	0,00	117,00
Année 4:	120,00	119,26	0,62%	4,00%	3,00%	0,00	0,00	120,00
Année 5:	119,45	119,26	0,16%	-4,00%	-1,00%	0,21	0,19	119,26

(2) Performance de l'Indice de référence depuis le dernier Jour de valorisation à la fin d'une période de calcul auquel une commission de performance a été calculée.

Avec un taux de commission de performance de +15%.

Année 1:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (12%) est supérieure au rendement de l'Indice de référence (2%).

La performance excédentaire par rapport au HWM au-delà de l'Indice de référence est de 10%, ce qui entraîne une commission de performance de 1,50.

Le HWM est fixé à 110,50 après le paiement de la Commission de performance.

Année 2:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (9,50%) est supérieure au rendement de l'Indice de référence (-1%). Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre :

- Performance absolue par rapport au HWM, soit 10,50 (9,50 % de 110,50)
- 15% de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 1,74 $[(9,50 \% - (-1 \%)) * 15\%]$ pour 110,50)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 1,74.

Le HWM est fixé à 119,26 après le paiement de la Commission de performance.

Année 3:

La performance de la VL par action par rapport au HWM (-1,89%) est négative. Aucune commission de performance n'est versée.

Année 4:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,62%) est inférieure au rendement de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (3%), qui est positif.

Aucune commission de performance n'est versée.

Le HWM reste inchangé.

Année 5:

La performance de la VL par Action par rapport au HWM (0,16%) est supérieure au rendement de l'Indice de référence depuis le dernier paiement de commissions de performance (-1%). Le rendement de l'Indice de référence est négatif, de sorte que la Commission de performance sera égale à la valeur la moins élevée entre:

- Performance absolue par rapport au HWM, soit 0,19 (0,16% de 119,26)
- 15% de la surperformance par rapport au rendement de l'Indice de référence, soit 0,21 $[(0,16 \% - (-1 \%)) * 15\%]$ pour 119,26)

La performance excédentaire entraîne une commission de performance de 0,19.

10. GESTION DU RISQUE

Le Compartiment aura recours à l'approche par les engagements pour surveiller son exposition globale.

11. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs qui souhaitent générer une croissance du capital. Le Compartiment peut donc convenir aux investisseurs dont l'horizon d'investissement est d'au moins

trois ans. Il est conseillé aux investisseurs d'investir une partie seulement de leurs actifs dans le Compartiment.

Les actionnaires sont invités à noter que la valeur de leur investissement peut fluctuer à la hausse comme à la baisse et qu'ils doivent accepter que rien ne permette de garantir qu'ils récupéreront leur investissement initial.

12. FACTEURS DE RISQUES SPÉCIFIQUES

Ce Compartiment est exposé aux risques décrits à la Section **Error! Reference source not found.** de la Section générale. Le compartiment est également exposé aux facteurs de risque spécifiques suivants:

12.1 Risque de crédit – titres de créance d'entreprise

En investissant dans des titres de créance émis par des sociétés et d'autres entités, le Compartiment s'expose au risque qu'un émetteur particulier ne respecte pas ses obligations de paiement ou autres à l'égard de ces titres de créance. En outre, un émetteur peut subir un changement défavorable de ses conditions financières qui peut se traduire par un abaissement de la note de crédit qui a été octroyée par une Agence de notation à cet émetteur et à ses titres de créance, jusqu'à éventuellement une note inférieure à *Investment grade*. Un tel changement défavorable des conditions financières ou un tel abaissement de note de crédit peut conduire à une volatilité accrue du prix des titres de créance de l'émetteur et avoir un impact négatif sur sa liquidité, ce qui peut rendre ce titre de créance plus difficile à vendre.

Le Compartiment est exposé à un large éventail de Risques en matière de Durabilité. Un large éventail de Risques en matière de Durabilité peut affecter les flux de trésorerie des emprunteurs et modifier leur capacité à honorer leurs titres de créance. Pour les émetteurs d'obligations d'entreprise, les risques environnementaux incluent, sans s'y limiter, la capacité des sociétés à limiter le changement climatique et à s'y adapter, les prix du carbone potentiellement plus élevés, l'exposition à la rareté accrue de l'eau et à son prix potentiellement plus élevé, aux défis de la gestion des déchets et à l'impact sur les écosystèmes locaux et mondiaux. Les risques sociaux incluent, sans s'y limiter, la sécurité des produits, la gestion des chaînes d'approvisionnement et les normes de travail, la santé, la sécurité et les droits humains, le bien-être des employés, les questions liées aux données et à la vie privée et l'empilement de réglementations technologiques. Les risques de gouvernance sont également pertinents et peuvent inclure la composition et l'efficacité du conseil d'administration, l'intéressement de la direction, la qualité de la direction et l'alignement des intérêts de la direction et de ceux des actionnaires.

12.2 Risque de change

Les Actionnaires doivent être conscients du risque de change qui peut affecter le portefeuille du Compartiment. Ce Compartiment est libellé en EUR, mais il sera exposé à d'autres devises. La Société, la Société de gestion et le Gestionnaire des investissements n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans une autre devise contre l'EUR. En conséquence, l'investisseur supporte le risque d'une perte résultant d'une exposition stratégique sur un marché dont la devise d'échange diffère de la monnaie de référence de la Sous-Catégorie investie.

12.3 Risque lié aux titres dont la note est inférieure à *Investment grade*

Certains des titres dont la note est inférieure à *Investment grade* détenus dans le Compartiment peuvent être associés à un risque de crédit et un risque de marché accrus. Ces titres sont soumis au risque d'incapacité d'un émetteur à respecter les paiements de principal et d'intérêts sur ses

obligations (risque de crédit) et peuvent également être soumis à la volatilité des cours en raison de facteurs tels que la sensibilité aux taux d'intérêt, la perception par le marché de la solvabilité de l'émetteur et la liquidité générale du marché. Par ailleurs, la prise de conscience de l'opinion publique sur plusieurs sujets (comme le changement climatique) ou des incidents spécifiques liés aux questions ESG peut réduire la demande d'une obligation spécifique. Ceci peut avoir différents effets comme une réduction de la liquidité ou un risque de défaut plus élevé pour cause de coût de refinancement supérieur pour la société, entre autres. La Valeur liquidative du Compartiment peut en être négativement affectée. Lors de la sélection de titres, le Compartiment prendra en compte, entre autres choses, le cours des titres, l'historique financier, les conditions, la direction et les perspectives de l'émetteur. Le Compartiment s'efforcera de limiter les risques associés aux titres dont la note est inférieure à *Investment grade* en diversifiant ses positions par émetteurs, secteurs et qualité de crédit.

12.4 Investissement dans des titres de créance en difficulté

Le Compartiment peut investir dans des titres de créance en difficulté. L'investissement dans ces titres (qui sont des Valeurs mobilières) suppose l'achat d'obligations de sociétés qui subissent d'importantes difficultés financières ou opérationnelles, dont des sociétés en situation de faillite, ou en procédure de réorganisation et de liquidation. Les investissements achetés peuvent inclure des titres de dette sénior ou junior, des emprunts bancaires, des billets à ordre et d'autres effets attestant de l'endettement, ainsi que des dettes fournisseurs. Même si ces achats peuvent générer des rendements importants pour l'investisseur, ils supposent un niveau de risque important et peuvent ne générer aucun rendement pendant une longue période. En fait, nombre de ces investissements restent généralement impayés à moins et jusqu'à ce que la société soit réorganisée et/ou sorte de la procédure de faillite. Ils doivent donc être détenus pendant une longue période. Le niveau de sophistication analytique, tant financière que juridique, nécessaire pour un investissement réussi dans des sociétés qui connaissent d'importantes difficultés opérationnelles et financières est très élevé. Aucune assurance ne peut être donnée que le Gestionnaire des investissements et le Gestionnaire des investissements par délégation évalueront correctement la nature et l'étendue des différents facteurs qui peuvent modifier les perspectives d'une réorganisation réussie ou d'une action similaire. Dans toute procédure de réorganisation ou de liquidation d'une société dans laquelle le Compartiment investit, un investisseur peut perdre la valeur totale de son investissement et peut être tenu d'accepter des liquidités ou des titres dont la valeur est inférieure à l'investissement initial. Dans de telles circonstances, les rendements générés par l'investissement peuvent ne pas compenser adéquatement un Compartiment pour les risques pris.

12.5 Marchés émergents

Le Compartiment investit sur les marchés émergents, qui peuvent être soumis à des risques politiques et économiques supplémentaires. Parallèlement les titres peuvent souffrir d'une liquidité restreinte, d'une mauvaise transparence et de risques financiers plus élevés. Les investissements dans des titres d'émetteurs de pays émergents sont plus spéculatifs et soumis à un risque plus grand que les titres d'émetteurs de pays développés. Les marchés émergents peuvent être volatils et illiquides, et les investissements d'un Compartiment sur ces marchés peuvent être sujets à des risques significatifs de retard de règlement. Le risque d'importantes fluctuations de la valeur liquidative et de suspension des rachats dans le Compartiment peut être plus élevé que pour les Compartiments qui investissent dans les grands marchés mondiaux. En outre, il peut y avoir un risque d'instabilité politique, économique, sociale et religieuse, de changements défavorables de réglementations gouvernementales et de lois plus élevés que d'habitude sur les marchés moins développés ou émergents. Les actifs du Compartiment, ainsi que le revenu qui en découle, peuvent être également défavorablement impactés par les fluctuations de change et de contrôle des changes ainsi que la réglementation fiscale. Par conséquent, la valeur liquidative des Actions du Compartiment peut connaître une importante volatilité. Les normes et pratiques comptables, de révision d'entreprise et financières de certains de ces marchés émergents peuvent ne pas être

comparables à celles de pays plus développés et les marchés de titres de ces marchés peuvent être fermés de façon inattendue. Par ailleurs, la supervision gouvernementale et la réglementation juridique peuvent être moindres. Les lois et procédures fiscales peuvent être moins précises que dans des pays où les marchés de titres sont plus matures. De même, les sociétés dans de nombreux marchés émergents sont généralement moins transparentes et publient des informations moins fiables, ce qui rend plus difficile pour le Gestionnaire des investissements l'identification et l'évaluation du caractère matériel des éventuels Risques en matière de durabilité. Le retard en termes de pratiques du travail et des droits humains, le travail des enfants, la corruption sont des exemples de Risques en matière de durabilité qui peuvent nuire à la réputation d'une société et à ses perspectives de bénéfices et augmenter le risque d'examen réglementaire et de restrictions. De tels événements peuvent largement affecter le rendement du Compartiment.

Ce Compartiment est libellé en euros, mais il sera largement exposé à d'autres devises, dont des devises de pays émergents. Les Actionnaires doivent être conscients du risque de change qui peut affecter le portefeuille du Compartiment. La Société, la Société de gestion, le Gestionnaire des investissements et le Gestionnaire des investissements par délégation n'ont pas l'intention de couvrir systématiquement les investissements libellés dans une autre devise contre l'euro.

PARTIE C : ANNEXES SFDR

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2bis du Règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, paragraphe 1 du Règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Quaero Capital Funds (Lux) – Argonaut

Identifiant d'entité juridique :
549300WF6E2RM1DSS471

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☐ ☐ **Oui** ☒ ☐ **X Non**

☐ Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif environnemental : ____%

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif social : ____%

☐ Il promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ____% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quelles caractéristiques environnementales et/ou sociales sont promues par ce produit financier ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) en excluant les sociétés qui franchissent systématiquement des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement comme décrit ci-dessous.

Le Compartiment n'a pas désigné d'indice de référence dans le but de réaliser les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées.

- ***Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?***

Les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation des caractéristiques E/S promues sont:

- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique
- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui interviennent dans la fabrication ou la vente d'armes controversées
- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui ont été impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations Unies
- Pourcentage d'émetteurs avec lesquels le Gestionnaire des investissements a noué un dialogue

- ***Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?***

S/O

- ***Dans quelle mesure les Investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

S/O

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

S/O

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

S/O

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

☒ **X** Oui, les principales incidences négatives suivantes sont prises en considération:

- **Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles.** Les sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique sont exclues.
- **Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques).** Les sociétés qui interviennent dans la production ou le développement d'armes controversées sont exclues.
- **Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.** Les sociétés qui sont réputées avoir violé gravement (violations qui ont un impact grave et important sur les parties prenantes) et systématiquement (violations qui sont le résultat de la façon dont est gérée la société plutôt qu'à un événement unique) les principes du Pacte mondial des Nations unies sont exclues du portefeuille du Compartiment.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

Le Compartiment investit principalement dans un portefeuille d'entreprises européennes de microcapitalisation et de petite capitalisation. Ces investissements sont rarement assortis de notations ESG de tiers, ce qui signifie qu'ils peuvent passer, et souvent passent, sous le radar de la communauté de l'investissement durable. L'analyse ESG est effectuée parallèlement à l'analyse financière de nos spécialistes ESG.

L'analyse ESG est prise en considération par l'équipe d'investissement et est intégrée dans la construction du portefeuille. Elle est également utilisée pour formuler un plan d'engagement. Le Compartiment s'engage à dialoguer avec 80% des investissements qui sont alignés sur les caractéristiques E/S, soit par un dialogue direct, soit par le biais de collaborations avec d'autres investisseurs. L'objectif de chaque dialogue se base sur l'analyse ESG, souvent axée sur les publications ESG générales ou sur des cibles spécifiques de réduction d'empreinte carbone.

Pour assurer que les investissements sont alignés sur les caractéristiques E/S décrites ci-dessus, le compartiment applique certaines exclusions afin de ne pas allouer des capitaux à des entreprises qui franchissent gravement ou systématiquement des lignes éthiques ainsi que les entreprises qui ont une incidence négative importante sur le réchauffement climatique.

Nous excluons donc les entreprises :

- Qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes controversées
- Dont une partie significative de l'activité (soit au moins 20% du chiffre d'affaires) est exposée à l'extraction de charbon et à la production d'énergie à base de charbon (sans avoir publiquement annoncé un plan pour réduire cette partie)
- Dont la conduite est considérée violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas, il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies.

● **Quels sont les éléments contraignants de la stratégie utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?**

L'élément contraignant de la stratégie d'investissement utilisé pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre les caractéristiques E/S promues est l'exclusion des émetteurs qui tombent dans la liste d'exclusion décrite ci-dessus.

● **Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?**

S/O

● **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?**

De solides structures de gouvernance sont considérées être de très grande importance. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les bons comportements d'entreprise et l'investissement dans des opportunités et de la croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les bonnes pratiques de gouvernance varient selon les pays et le Compartiment prend en compte les codes de gouvernance nationaux. Si les gestionnaires de fonds veulent avoir

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.

une grande confiance dans l'équipe de direction d'une société, le conseil doit tenir son rôle de supervision et de correction de l'action de la direction lorsque cela est nécessaire. La rémunération des dirigeants est un facteur important pour le Compartiment et elle doit être alignée sur les intérêts des actionnaires à long terme. Elle doit récompenser les solides jugements stratégiques et leur mise en œuvre et non les résultats financiers à court terme.



Quelle est l'allocation des actifs prévue pour ce produit financier ?

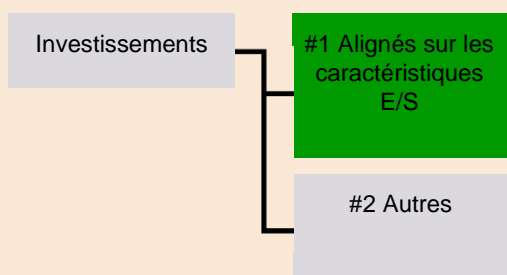
L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Le Compartiment devrait investir au moins 80 % de sa VL dans des émetteurs qui sont considérés comme alignés sur les caractéristiques E/S (#1 Alignés sur les caractéristiques E/S).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20 % de sa VL en espèces et de quasi-espèces et/ou en instruments de couverture (#2 Autres).

Les **activités alignées sur la taxonomie** sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



#1 Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements des produits financiers utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

● Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?

S/O



Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales. N'ayant pas l'intention de réaliser des investissements durables, son engagement à réaliser des « investissements durables » au sens du Règlement sur la taxonomie est fixé à 0 %.

- **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?**

☐ Oui

☐ Dans le gaz fossile ☐ Dans l'énergie nucléaire

☒ Non, 0 %

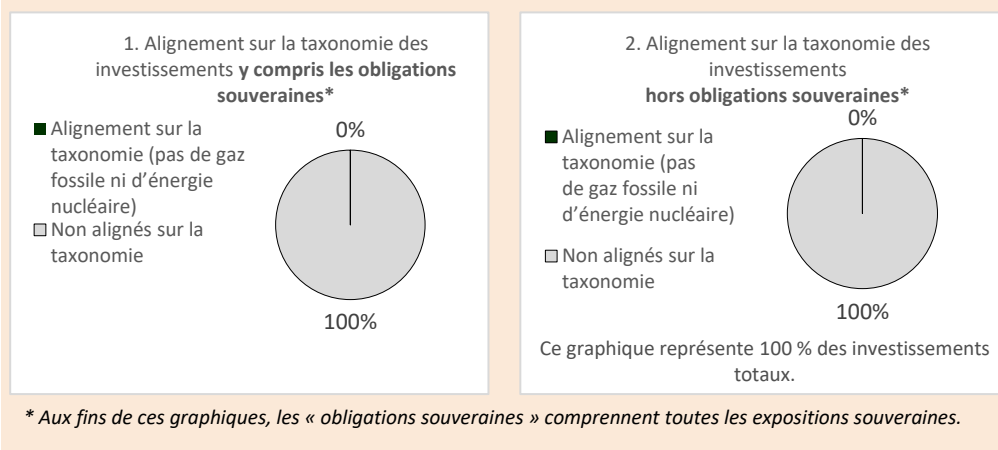
Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



- **Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?**

Le Compartiment ne prévoit pas d'investir dans des investissements durables sur le plan environnemental (y compris des activités habilitantes et transitoires) comme défini par le Règlement sur la taxonomie de l'UE. Ainsi, sa part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes est fixée à 0 %.



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales mais n'a pas pour objectif de réaliser des investissements durables au sens du Règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) ou de la taxonomie de l'UE. Ainsi, la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE est de 0 %.



Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social ?

S/O



Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Le Compartiment peut détenir jusqu'à 20 % d'espèces et quasi-espèces (détenues à des fins de liquidités à titre accessoire) et d'instruments de couverture (#2 Autres). Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements.



Un indice spécifique a-t-il été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut ?

S/O

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut

- ***Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?***

S/O

- ***Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?***

S/O

- ***En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?***

S/O

- ***Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?***

S/O



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU1890151431>

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2bis du Règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, paragraphe 1 du Règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Quaero Capital Funds (Lux) – Infrastructure Securities

Identifiant d'entité juridique :
222100OKRMRD7I8NQN78

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☒ ☐ **Oui**

 ☐ ☒ ☒ **X Non**

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif environnemental** : ___%

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif social** : ___%

☐ Il promeut des caractéristiques **environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ___% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quelles caractéristiques environnementales et/ou sociales sont promues par ce produit financier ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) en excluant les sociétés qui franchissent systématiquement des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement ou la société comme décrit ci-dessous.

Le Compartiment n'a pas désigné d'indice de référence dans le but de réaliser les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées.

- ***Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?***

Le Compartiment suivra les indicateurs de durabilité suivants et ils feront l'objet de déclarations :

- Pourcentage d'investissements notés BBB ou plus sur la base du système de classement ESG propriétaire interne de MSCI
- Pourcentage d'investissements dont la note est supérieure à mauvais sur la base de la méthodologie propriétaire de l'équipe ESG qui est décrite dans la section de la stratégie d'investissement.
- Intensité carbone (TCO2e/million d'USD) des ventes
- Pourcentage d'administratrices
- Pourcentage d'administrateurs indépendants
- Signataire du Pacte mondial des Nations unies
- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique
- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui interviennent dans la fabrication ou la vente d'armes controversées
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations unies.

- ***Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?***

S/O

- ***Dans quelle mesure les Investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

S/O

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

S/O

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

S/O

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

- ☒ **X** Oui, les principales incidences négatives suivantes sont prises en considération:
- **Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles.** Les sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique sont exclues.
 - **Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques).** Les sociétés qui interviennent dans la production ou le développement d'armes controversées sont exclues.
 - **Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.** Les sociétés qui sont réputées avoir violé gravement (violations qui ont un impact grave et important sur les parties prenantes) et systématiquement (violations qui sont le résultat de la façon dont est gérée la société plutôt qu'à un événement unique) les principes du Pacte mondial des Nations unies sont exclues du portefeuille du Compartiment.
 - **Empreinte carbone.** Le Compartiment maintient une intensité carbone moyenne pondérée inférieure à celle de l'univers, qui est composé de sociétés qui détiennent et exploitent des actifs d'infrastructure et dont la capitalisation boursière est supérieure à un milliard d'euros.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

Le Compartiment est un fonds thématique qui investit dans des actions cotées du secteur des infrastructures. Son objectif est de soutenir les entreprises qui font la preuve d'un niveau élevé de responsabilité et d'intendance environnementale et sociale. La nature à long terme des investissements d'infrastructure fait qu'une attention particulière est portée à la stratégie climatique de l'organisation. Nous souhaitons que ces entreprises décarbonent leurs activités. Par ailleurs, les gestionnaires de fonds estiment que les sociétés qui présentent des normes élevées de gouvernance sont généralement mieux gérées et ont donc de meilleures perspectives de surperformance financière.

Pour assurer que les investissements sont alignés sur les caractéristiques E/S décrites ci-dessus, certaines exclusions sont appliquées afin de ne pas allouer des capitaux à des entreprises qui franchissent gravement ou systématiquement des lignes éthiques ainsi que les entreprises qui ont une incidence négative importante sur le réchauffement climatique.

Nous excluons donc les entreprises :

- Qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes controversées
- Qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la production d'électricité à partir de charbon thermique (sauf s'il existe des engagements crédibles de réduction de l'intensité carbone d'ici 2035).
- Qui sont situées dans des pays au régime autoritaire
- Dont la conduite est considérée violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas, il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies.
- Qui sont situées dans des pays au régime autoritaire

Ces exclusions s'appliquent aux étapes initiales du processus d'investissement, car la liste des sociétés exclues est révisée par l'équipe ESG lorsqu'une idée d'investissement fait l'objet d'une discussion. Par ailleurs, elle est utilisée lors des vérifications avant et après transaction pour s'assurer qu'aucun investissement qui viole la politique d'exclusion ne soit effectué.

Les sociétés dont la note ESG est inférieure à BBB, selon MSCI, sont également exclues. En l'absence de notation ESG attribuée par MSCI, l'équipe ESG note l'investissement selon une méthode propriétaire qui classe les entreprises sur une échelle à 5 niveaux (de Très mauvais à Excellent). Le Compartiment exclut les sociétés de son univers d'investissement qui se situent dans les deux derniers classements (Très mauvais et Mauvais). Les classements sont basés sur une évaluation de la pertinence de l'approche de l'entreprise à l'égard des enjeux environnementaux et sociaux importants et du positionnement de la société pour profiter des opportunités liées à la durabilité.

Le Compartiment se réfère aux notes MSCI lors de la conception d'une idée, via des échanges avec l'équipe ESG. Par ailleurs, la règle ESG qui s'appuie sur les données MSCI est utilisée lors des vérifications avant et après transaction pour s'assurer qu'aucun investissement qui viole la politique d'exclusion ne soit effectué.

Enfin, le Compartiment s'engage à maintenir une intensité carbone inférieure à celle de l'univers et un pourcentage d'administrateurs indépendants supérieur à celui de l'univers. Les données sont collectées via un prestataire tiers.

- **Quels sont les éléments contraignants de la stratégie utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?**

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre les caractéristiques E/S promues sont :

- L'exclusion des émetteurs qui tombent dans la liste d'exclusion décrite ci-dessus.
- L'exclusion des émetteurs dont la note est inférieure à BBB selon MSCI ou Très mauvais ou Mauvais selon la méthodologie propriétaire décrite en détail ci-dessus.
- L'intensité carbone et le pourcentage d'administrateurs indépendants du portefeuille doivent être meilleurs que ceux de l'univers, qui est composé de sociétés qui détiennent et exploitent des actifs d'infrastructure et dont la capitalisation boursière est supérieure à un milliard d'euros.

- **Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?**

Le Compartiment s'engage à réduire l'univers d'investissement d'au moins 20 % sur la base des exclusions ESG. L'univers est composé de sociétés qui détiennent et exploitent des actifs d'infrastructure et dont la capitalisation boursière est supérieure à un milliard d'euros.

Si les politiques d'exclusion en place ne réduisent plus l'univers d'au moins 20 %, le Compartiment renforcera les exclusions afin de satisfaire à cet élément contraignant.

- **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?**

De solides structures de gouvernance sont considérées être de très grande importance. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les bons comportements d'entreprise et l'investissement dans des opportunités et de la croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les bonnes pratiques de gouvernance varient selon les pays et le Compartiment prend en compte les codes de gouvernance nationaux. Si les gestionnaires de fonds veulent avoir une grande confiance dans l'équipe de direction d'une société, le conseil doit tenir son rôle de supervision et de correction de l'action de la direction lorsque cela est nécessaire. La rémunération des dirigeants est un facteur important pour le Compartiment et elle doit être alignée sur les intérêts des actionnaires à long terme. Elle doit récompenser les solides jugements stratégiques et leur mise en œuvre et non les résultats financiers à court terme.

Quelle est l'allocation des actifs prévue pour ce produit financier ?

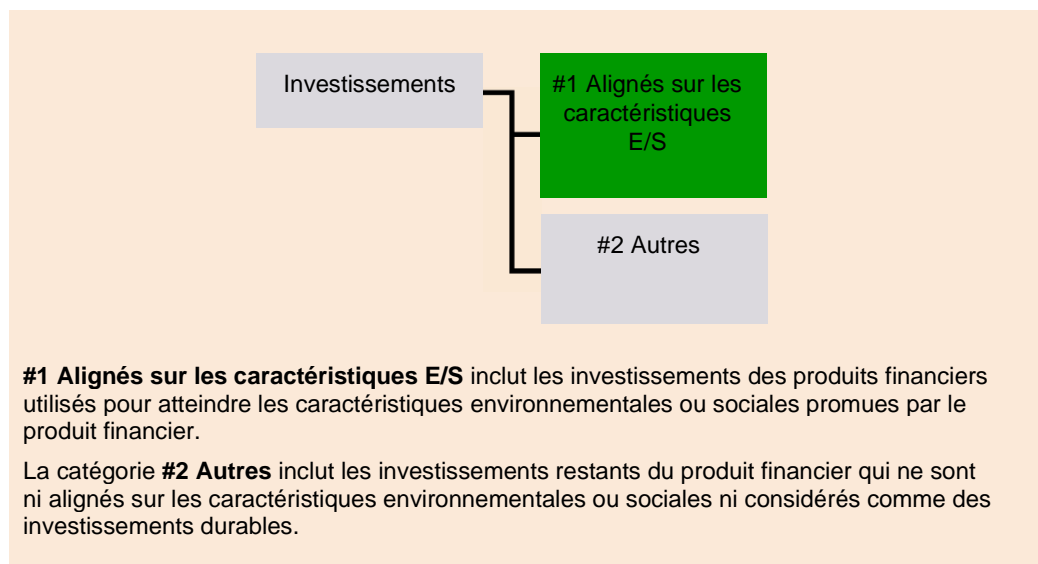
Le Compartiment devrait investir au moins 80 % de sa VL dans des émetteurs qui sont considérés comme alignés sur les caractéristiques E/S (#1 Alignés sur les caractéristiques E/S).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20 % de sa VL en espèces et quasi-espèces, en instruments de couverture et/ou dans des sociétés dont nous pensons qu'elles sont incorrectement valorisées ou qu'elles sont sur la voie d'une amélioration engagée (#2 Autres).

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.



L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



Les **activités alignées sur la taxonomie** sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

- **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

S/O



- **Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?**

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales. N'ayant pas l'intention de réaliser des investissements durables, son engagement à réaliser des « investissements durables » au sens du Règlement sur la taxonomie est fixé à 0 %.

- **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?**

☐

Oui

☐

Dans le gaz fossile

☐

Dans l'énergie nucléaire

☒

Non, 0 %

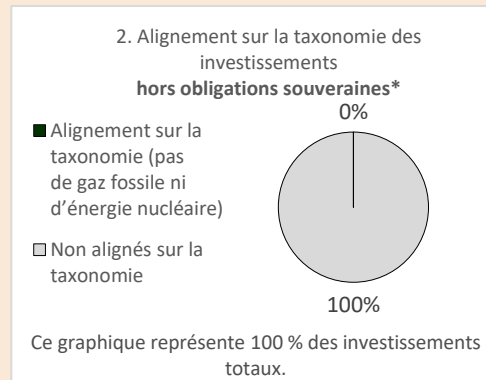
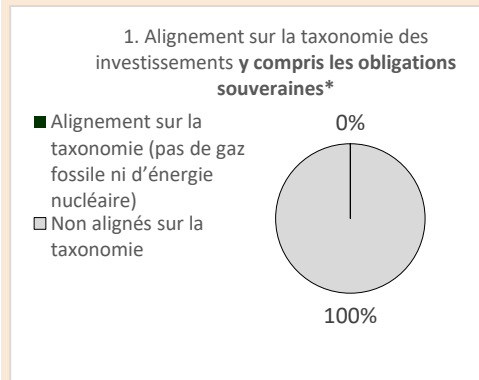
¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

● Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

Le Compartiment ne prévoit pas d'investir dans des investissements durables sur le plan environnemental (y compris des activités habilitantes et transitoires) comme défini par le Règlement sur la taxonomie de l'UE. Ainsi, sa part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes est fixée à 0 %.



● Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales mais n'a pas pour objectif de réaliser des investissements durables au sens du Règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) ou de la taxonomie de l'UE. Ainsi, la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE est de 0 %.



● Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social ?

S/O



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE



Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Le Compartiment peut détenir jusqu'à 20 % d'espèces et quasi-espèces (détenues à des fins de liquidités à titre accessoire) et d'instruments de couverture et/ou dans des sociétés dont nous pensons qu'elles sont incorrectement valorisées ou qu'elles sont sur la voie d'une amélioration engagée (#2 Autres). Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements.



Un indice spécifique a-t-il été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut ?

S/O

- ***Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?***

S/O

- ***Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?***

S/O

- ***En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?***

S/O

- ***Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?***

S/O



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU1136190664>

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphes 1 à 4bis du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Quaero Capital Funds (Lux) – Accessible
Clean Energy

Identifiant d'entité juridique :
222100RMTDFAE27XXO79

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☒ **X** Oui

☐ ☐ Non

X Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif environnemental : 80 %

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

X dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif social : ____ %

☐ Il promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ____ % d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☐ Il promeut des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quel est l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?

L'objectif d'investissement du Compartiment est de contribuer à la décarbonisation en investissant et en jouant un rôle actif tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie propre.

L'objectif de contribution à la décarbonisation est poursuivi par l'investissement dans des entreprises qui contribuent directement à l'atténuation du changement climatique, par le biais d'entreprises dont les produits et services jouent un rôle clé dans les chaînes d'approvisionnement pour permettre aux produits et services finaux d'atténuer le changement climatique, ou d'entreprises qui investissent de manière significative dans des produits et services qui auront un impact important sur l'atténuation du changement climatique à l'avenir.

Par ailleurs, le Compartiment exclut les sociétés qui franchissent des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement ou la société comme décrit ci-dessous.

Le Compartiment n'a désigné aucun indice de référence dans le but de réaliser son objectif d'investissement durable. Il ne suit pas de méthodologie définie dans le Règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission, mais se concentre sur les émissions potentielles évitées du produit.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées.

● ***Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?***

Les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable sont :

- L'intensité des émissions de carbone de niveau 1 et 2 (mt de CO2 par million d'USD), la part du chiffre d'affaires qui contribue à la chaîne de valeur de l'énergie propre et les émissions potentielles évitées (en mt de CO2) ;
- Pourcentage des investissements dans des entreprises actives dans le secteur du charbon ;
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans la fabrication ou la vente d'armes controversées ; et
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations unies.

● ***Dans quelle mesure les investissements durables ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

Le Compartiment s'assure de comprendre le profil complet de l'entreprise du point de vue des enjeux ESG avant d'investir afin de n'investir que dans des entreprises qui tiennent compte de la durabilité dans l'ensemble de l'organisation et qui ne font subir aucun dommage significatif à un objectif environnemental ou social.

– ***Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?***

Les indicateurs d'incidence négative sont pris en considération au niveau de l'investissement individuellement, et au niveau du portefeuille. Nous ne définissons pas de seuils pour chaque PIN au niveau de l'entreprise en raison de différences entre secteurs et régions, ainsi que pour des questions de qualité et de disponibilité des données. Lorsque les données sont disponibles, elles sont prises en considération activement dans notre analyse ESG et sont incorporées dans le processus de décision d'investissement. Lorsque les données ne sont pas disponibles, le Compartiment analyse les informations disponibles sur la société, par exemple des engagements durables, des engagements de gouvernance et de supervision, et l'existence de politiques de durabilité ainsi que leurs ambitions. Celles-ci sont prises en considération par rapport aux incidences négatives. L'application de notre liste d'exclusion nous empêchera d'investir dans des entreprises qui causent des dommages importants à des objectifs environnementaux et sociaux.

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

Le compartiment investit selon les principes du Pacte mondial des Nations unies qui sont étroitement liés aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et à la déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail et à la Charte internationale des droits de l'homme. Les principes du Pacte mondial des Nations unies couvrent les enjeux les plus importants de la protection des droits de l'homme, des normes du travail et de l'environnement ainsi que de l'élimination de la corruption. Ils sont intégrés par la politique d'exclusion du Compartiment qui exclut les entreprises qui sont impliquées dans des violations graves et systématiques des principes du Pacte mondial des Nations unies et par la prise en compte de l'analyse ESG qui reprend activement ces enjeux.

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

☒ Oui, les principales incidences négatives suivantes sont prises en considération:

- **Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles.** Les sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique sont exclues.
- **Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques).** Les sociétés qui interviennent dans la production ou le développement d'armes controversées sont exclues.
- **Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.** Les sociétés qui sont réputées avoir violé gravement (violations qui ont un impact grave et important sur les parties prenantes) et systématiquement (violations qui sont le résultat de la façon dont est gérée la société plutôt qu'à un événement unique) les principes du Pacte mondial des Nations unies sont exclues du portefeuille du Compartiment.
- **Empreinte carbone.** Nous réalisons ceci via notre stratégie d'investissement active, en cherchant des entreprises qui ont un impact positif sur l'empreinte carbone mondiale.
- **Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable.** La stratégie du Compartiment inclut l'investissement dans des fournisseurs d'énergie qui ont investi ou investissent dans les énergies renouvelables.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

L'objectif d'investissement du Compartiment est de contribuer à la décarbonisation en investissant et en jouant un rôle actif tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie propre. Ceci est réalisé via l'investissement dans des entreprises principalement actives dans la chaîne de valeur des énergies propres, en ce compris : (i) le développement et la production de technologies dans les énergies propres, y compris l'énergie solaire, éolienne, la bioénergie, l'énergie hydraulique et géothermique ; (ii) la transmission et la distribution d'énergie renouvelable ; (iii) la gestion de réseaux intelligents ; (iv) les technologies de stockage de l'énergie, y compris l'hydrogène et les batteries ; (v) la capture du carbone et les services d'énergies renouvelables ; (vi) les matières premières utilisées dans la chaîne de valeur des énergies propres ; (vii) et l'efficacité énergétique, y compris les produits, systèmes et processus à haut rendement énergétique.

Le Compartiment n'investit que dans des entreprises dont le chiffre d'affaires présente une exposition positive aux activités vertes identifiées. Ceci donne une première indication de la participation de la société à la chaîne de valeur de l'énergie verte.

L'approche du Compartiment pour sélectionner les investissements avec une contribution significative envers l'atténuation du changement climatique suit les étapes suivantes :

1. Identification des thèmes clés
 - a) Quelles sont les tendances technologiques les plus convaincantes qui contribueront à la réduction des coûts de l'énergie propre et qui accéléreront la tendance à la décarbonisation.
 - b) La technologie identifiée est-elle perturbatrice ?
 - c) Quel est son niveau de maturité ?
 - d) Peut-elle être étendue et adoptée mondialement ?
2. Sélection des bonnes technologies
 - a) Evaluation politique - quels sont les risques gouvernementaux et réglementaires ?
 - b) Evaluation technologique - consultation scientifique, évaluation des changements
 - c) Evaluation économique - quelle est la capacité de cette technologie à concurrencer la technologie existante et en quoi les chiffres diffèrent-ils
3. Sélection des entreprises qui auront un impact important
 - a) La direction a-t-elle une vision claire et durable en ligne avec la transition énergétique ?
 - b) Le chiffre d'affaires vert est-il en hausse ?

Cette évaluation quantitative permet de conclure si la société peut avoir un impact important sur l'atténuation du changement climatique.

Chaque position est réexaminée annuellement afin de mettre à jour le pourcentage de chiffre d'affaires provenant d'activités vertes. Avant tout nouvel investissement, le même calcul est effectué et le seuil fixé sera surveillé.

Pour assurer l'atteinte de l'objectif d'investissement défini ci-dessus, nous sommes aussi engagés sur une approche basée sur des principes pour les questions d'investissement durable, et par conséquent nous appliquons certaines exclusions afin de ne pas allouer des capitaux à des entreprises qui franchissent régulièrement ou systématiquement des lignes éthiques ainsi que les entreprises qui ont une incidence négative importante sur le réchauffement climatique.

Nous excluons donc les entreprises :

- Qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes controversées, et
- Qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la production d'électricité à partir de charbon thermique (sauf s'il existe des engagements crédibles de réduction de l'intensité carbone d'ici 2035).
- Dont la conduite est déterminée violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies.

● ***Quels sont les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre l'objectif d'investissement durable ?***

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre l'objectif d'investissement durable sont les suivants :

- Le Compartiment n'investit que dans des entreprises dont le chiffre d'affaires présente une exposition positive aux activités vertes identifiées.
- Le Compartiment consacre au moins 50 % des actifs investis à des actions émises par des entreprises qui tirent plus de 50 % de leur chiffre d'affaires d'activités contribuant à la chaîne de valeur des énergies vertes.
- L'exclusion des émetteurs qui tombent dans la liste d'exclusion décrite ci-dessus.

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.

● **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?**

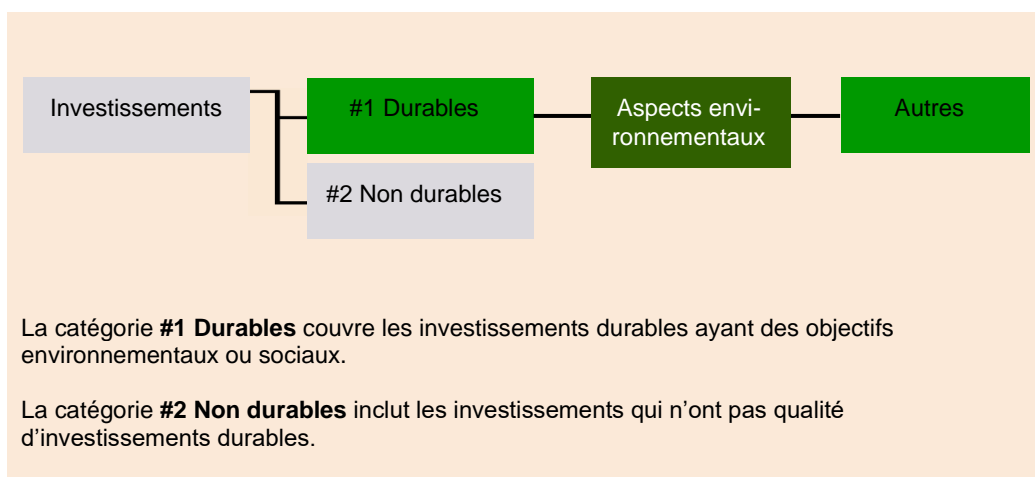
De solides structures de gouvernance sont considérées être de très grande importance. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les bons comportements d'entreprise et l'investissement dans des opportunités et de la croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les bonnes pratiques de gouvernance varient selon les pays et le Compartiment prend en compte les codes de gouvernance nationaux. Si les gestionnaires de fonds veulent avoir une grande confiance dans l'équipe de direction d'une société, le conseil doit tenir son rôle de supervision et de correction de l'action de la direction lorsque cela est nécessaire. La rémunération des dirigeants est un facteur important pour le Compartiment et elle doit être alignée sur les intérêts des actionnaires à long terme. Elle doit récompenser les solides jugements stratégiques et leur mise en œuvre et non les résultats financiers à court terme.



● **Quelle est l'allocation des actifs et la part minimale d'investissements durables ?**

Le Compartiment devrait investir au moins 80 % de sa VL dans des investissements durables (#1 Durables). Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20 % de sa VL en espèces et quasi-espèces et en instruments de couverture (#2 Non durables).



● **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle l'objectif d'investissement durable ?**

S/O



● **Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?**

Le Compartiment n'a pas de seuil minimal d'investissement avec un objectif environnemental aligné sur la taxonomie de l'UE en raison de données incomplètes et non auditées publiées par les entreprises et à la mauvaise estimation des données de la part de fournisseurs de données tiers. Par ailleurs, le Compartiment cherche à investir dans des sociétés qui permettent à leurs clients de réduire significativement les émissions de carbone, ce qui peut ne pas être reflété dans un calcul d'alignement sur la taxonomie. Avec la fourniture de données plus précises, le Compartiment pourra éventuellement se fixer à l'avenir un seuil pour

Les **activités alignées sur la taxonomie** sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

le chiffre d'affaires aligné sur la taxonomie ou les dépenses d'investissement alignées sur la taxonomie.

● **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?**

Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

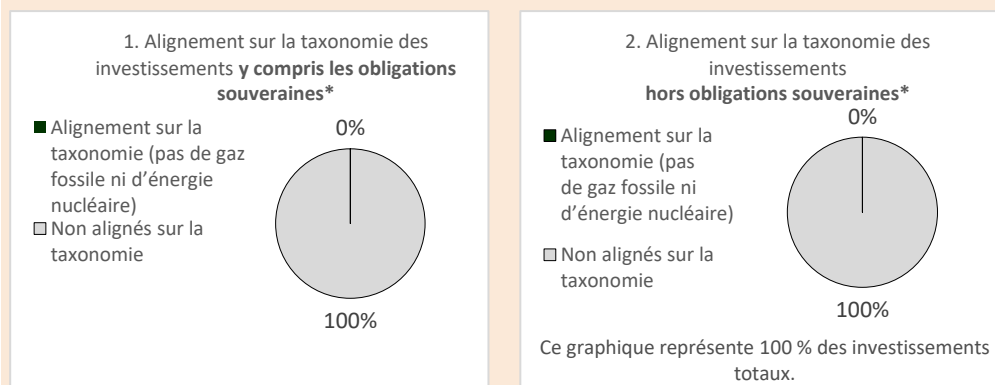
Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

- ☐ Oui
- ☐ Dans le gaz fossile ☐ Dans l'énergie nucléaire
- ☒ Non, 0 %

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

● **Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?**

Le Compartiment investira au minimum 0 % des investissements dans des activités transitoires et habilitantes.



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment engage un minimum de 80 % dans des investissements durables ayant un objectif environnemental alignés sur le Règlement SFDR. Ces investissements peuvent être alignés sur la taxonomie de l'UE, mais le Gestionnaire des investissements n'est pas actuellement en position de spécifier la proportion exacte des investissements sous-jacents du Compartiment qui tiennent compte des critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Toutefois, la position sera revue au fur et à mesure que les règles sous-jacentes seront finalisées et que la disponibilité de données fiables augmentera.



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif social ?

S/O



Quels sont les investissements inclus dans la catégorie « #2 Non durables », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Le Compartiment peut détenir jusqu'à 20 % d'espèces et quasi-espèces (détenues à des fins de liquidités à titre accessoire) et d'instruments de couverture (#2 Non durables). Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements.



Un indice spécifique est-il désigné comme indice de référence pour atteindre l'objectif d'investissement durable ?

S/O

- **Comment l'indice de référence tient-il compte des facteurs de durabilité afin d'être constamment aligné sur l'objectif d'investissement durable ?**

S/O

- **Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?**

S/O

- **En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?**

S/O

- **Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?**

S/O

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU1633832339>

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2bis du Règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, paragraphe 1 du Règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
 Quaero Capital Funds (Lux) – Cullen ESG
 US Value

Identifiant d'entité juridique :
 222100HP4PWKUORJOP25

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☐ ☐ **Oui**

 ☐ ☒ ☒ **X Non**

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif environnemental** : ___%

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif social** : ___%

☐ Il promeut des **caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ___% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ **X** Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quelles caractéristiques environnementales et/ou sociales sont promues par ce produit financier ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) en excluant les sociétés qui franchissent systématiquement des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement comme décrit ci-dessous.

Le Compartiment n'a pas désigné d'indice de référence dans le but de réaliser les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées.

- **Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

Le Compartiment suivra les indicateurs de durabilité suivants et ils feront l'objet de déclarations :

- Pourcentage d'investissements notés BBB ou plus sur la base du système de classement ESG propriétaire interne de MSCI
- Pourcentage d'investissements dont la note est supérieure à Mauvais sur la base de la méthodologie propriétaire de l'équipe ESG qui est décrite dans la section de la stratégie d'investissement.
- Pourcentage d'émetteurs avec lesquels le Gestionnaire des investissements a noué un dialogue
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la production d'énergie à base de charbon.
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans la production de sables bitumineux
- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui interviennent dans la fabrication ou la vente d'armes controversées
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations unies.
- Pourcentage des investissements dans des entreprises qui fabriquent du tabac et des produits à base de tabac
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans la fabrication de matériel de jeux de hasard, qui exploitent des établissements de jeux de hasard ou qui promeuvent des services à des activités de jeux de hasard
- Pourcentage d'investissements impliqués dans la production ou la conception d'armes à feu et de munitions

- **Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?**

S/O

- **Dans quelle mesure les Investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

S/O

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

S/O

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

S/O

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

- ☒ **X** Oui, les principales incidences négatives suivantes sont prises en considération:
- **Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles.** Les sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique sont exclues.
 - **Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques).** Les sociétés qui interviennent dans la production ou le développement d'armes controversées sont exclues.
 - Exposition à des entreprises impliquées dans la production ou la conception d'armes à feu et de munitions
 - Exposition à des entreprises qui fabriquent du tabac et des produits à base de tabac
 - **Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.** Les sociétés qui sont réputées avoir violé gravement (violations qui ont un impact grave et important sur les parties prenantes) et systématiquement (violations qui sont le résultat de la façon dont est gérée la société plutôt qu'à un événement unique) les principes du Pacte mondial des Nations unies sont exclues du portefeuille du Compartiment.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

Le Compartiment se concentre sur l'investissement dans les meilleures entreprises dans la gestion des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance et il est prévu qu'il surperforme sur le long terme. La recherche du Compartiment d'entreprises de grande qualité est étayée par l'accent qu'il porte aux entreprises aux structures de gouvernance solides et par la grande attention qu'il porte aux incidences à long terme sur les enjeux environnementaux et sociaux du succès durable de l'entreprise.

Le Compartiment n'investit que dans des entreprises qui atteindront la réussite financière de façon durable. Pour assurer que les investissements sont alignés sur les caractéristiques E/S décrites ci-dessus, certaines exclusions sont appliquées afin de ne pas allouer des capitaux à des entreprises qui franchissent gravement ou systématiquement des lignes éthiques ainsi que les entreprises qui ont une incidence négative importante sur le réchauffement climatique. Nous excluons donc les entreprises :

- Qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes controversées
- Qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon, de la production d'électricité à partir de charbon thermique (sauf s'il existe des engagements crédibles de réduction de l'intensité carbone d'ici 2035).
- Qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes à feu et de munitions
- Qui fabriquent du tabac et des produits à base de tabac
- Qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de sables bitumineux
- Dont la conduite est déterminée violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies.
- Dont la note ESG est inférieure à BBB, selon MSCI. En l'absence de notation ESG attribuée par MSCI, l'équipe ESG note l'investissement selon une méthode propriétaire qui classe les entreprises sur une échelle à 5 niveaux (de Très mauvais à Excellent). Le Compartiment exclut les sociétés de son univers d'investissement qui se situent dans les deux derniers classements (Très mauvais et Mauvais). Les classements sont basés sur une évaluation de la pertinence de l'approche de l'entreprise à l'égard des enjeux environnementaux et sociaux importants et du positionnement de la société pour profiter des opportunités liées à la durabilité.

● **Quels sont les éléments contraignants de la stratégie utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?**

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre les caractéristiques E/S promues sont :

- L'exclusion des émetteurs qui tombent dans la liste d'exclusion décrite ci-dessus.
- L'exclusion des émetteurs dont la note est inférieure à BBB selon MSCI ou Très mauvaise ou Mauvaise selon la méthodologie propriétaire décrite en détail ci-dessus.

- ***Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?***

Le Compartiment s'engage à réduire l'univers d'investissement d'au moins 20 % sur la base des exclusions ESG. L'univers d'investissement est composé d'entreprises incluses dans l'indice Russell 1000 Value.

Si les politiques d'exclusion en place ne réduisent plus l'univers d'au moins 20 %, le Compartiment renforcera les exclusions afin de satisfaire à cet élément contraignant.

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.

- ***Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?***

De solides structures de gouvernance sont considérées être de très grande importance. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les bons comportements d'entreprise et l'investissement dans des opportunités et de la croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les bonnes pratiques de gouvernance varient selon les pays et le Compartiment prend en compte les codes de gouvernance nationaux. Si les gestionnaires de fonds veulent avoir une grande confiance dans l'équipe de direction d'une société, le conseil doit tenir son rôle de supervision et de correction de l'action de la direction lorsque cela est nécessaire. La rémunération des dirigeants est un facteur important pour le Compartiment et elle doit être alignée sur les intérêts des actionnaires à long terme. Elle doit récompenser les solides jugements stratégiques et leur mise en œuvre et non les résultats financiers à court terme.



Quelle est l'allocation des actifs prévue pour ce produit financier ?

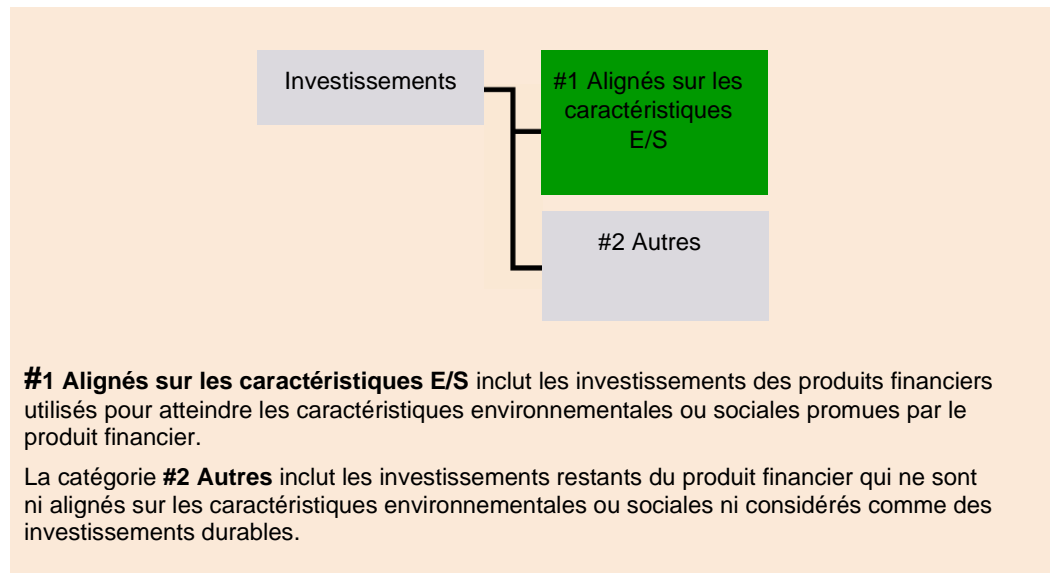
L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Le Compartiment devrait investir au moins 80 % de sa VL dans des émetteurs qui sont considérés comme alignés sur les caractéristiques E/S (#1 Alignés sur les caractéristiques E/S).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20 % de sa VL en espèces et quasi-espèces, en instruments de couverture et/ou dans des sociétés dont nous pensons qu'elles sont incorrectement valorisées ou qu'elles sont sur la voie d'une amélioration engagée (#2 Autres).

Les activités alignées sur la taxonomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



- **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

S/O



Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales. N'ayant pas l'intention de réaliser des investissements durables, son engagement à réaliser des « investissements durables » au sens du Règlement sur la taxonomie est fixé à 0 %.

- **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?**

☐ Oui

☐ Dans le gaz fossile

☐ Dans l'énergie nucléaire

☒ Non, 0 %

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

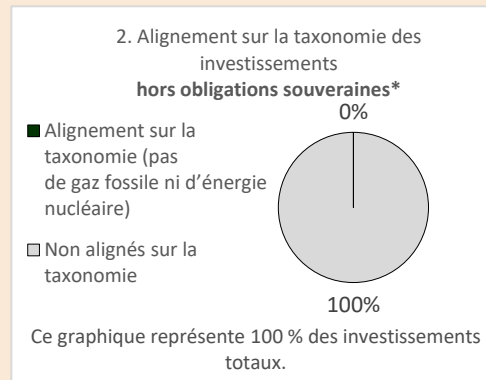
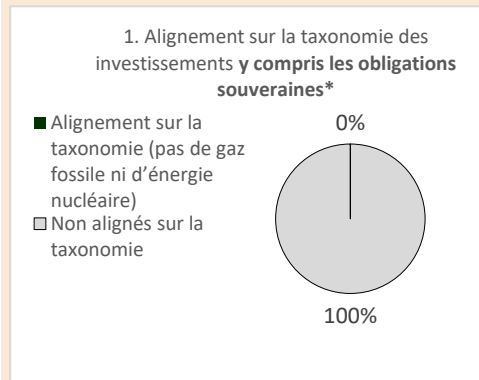
Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

● Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

Le Compartiment ne prévoit pas d'investir dans des investissements durables sur le plan environnemental (y compris des activités habilitantes et transitoires) comme défini par le Règlement sur la taxonomie de l'UE. Ainsi, sa part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes est fixée à 0 %.



● Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales mais n'a pas pour objectif de réaliser des investissements durables au sens du Règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) ou de la taxonomie de l'UE. Ainsi, la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE est de 0 %.



● Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social ?

S/O



● Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Le Compartiment peut détenir jusqu'à 20 % d'espèces et quasi-espèces (détenues à des fins de liquidités à titre accessoire), d'instruments de couverture et/ou dans des sociétés dont nous pensons qu'elles sont incorrectement valorisées ou qu'elles sont sur la voie d'une amélioration engagée (#2 Autres). Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements.



Un indice spécifique a-t-il été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut ?

S/O

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut

- ***Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?***

S/O

- ***Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?***

S/O

- ***En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?***

S/O

- ***Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?***

S/O



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU2004858150>

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2bis du Règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, paragraphe 1 du Règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
 Quaero Capital Funds (Lux) – Global
 Convertible Bonds

Identifiant d'entité juridique :
 2221004142PZPPUNQ105

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☐ ☐ **Oui**

 ☐ ☒ ☒ **X Non**

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif environnemental** : ___%

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif social** : ___%

☐ Il promeut des **caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ___% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quelles caractéristiques environnementales et/ou sociales sont promues par ce produit financier ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) en excluant les sociétés qui franchissent systématiquement des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement comme décrit ci-dessous.

Le Compartiment n'a pas désigné d'indice de référence dans le but de réaliser les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées.

- **Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

Les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation des caractéristiques E/S promues sont:

- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique
- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui interviennent dans la fabrication ou la vente d'armes controversées
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations unies.
- Note ESG du portefeuille selon MSCI par rapport à l'univers, qui est composé d'entreprises incluses dans le SPDR Refinitiv Global Convertible Bond UCITS ETF

- **Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?**

S/O

- **Dans quelle mesure les Investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

S/O

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

S/O

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

S/O

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

- ☒ Oui, les principales incidences négatives suivantes sont prises en considération:
- **Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles.** Les sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique sont exclues.
 - **Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques).** Les sociétés qui interviennent dans la production ou le développement d'armes controversées sont exclues.
 - **Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.** Les entreprises réputées violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies sont exclues.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

Le Compartiment inclut des notes ESG de sociétés tierces dans la valorisation des obligations convertibles, ce qui affecte directement et systématiquement la note du Compartiment et dicte la pondération de chaque obligation dans le portefeuille. Par conséquent, le portefeuille devrait être tourné vers des entreprises aux profils ESG plus solides.

Le Compartiment intègre activement l'analyse ESG de MSCI, ou en l'absence de notation ESG attribuée par MSCI, l'équipe ESG notera l'investissement selon une méthode propriétaire qui classe les entreprises sur une échelle à 5 niveaux (de Très mauvais à Excellent). Le Compartiment vise à maintenir à tout moment une notation ESG globale du Compartiment supérieure à celle du SPDR Refinitiv Global Convertible Bond UCITS ETF sur la base du système de notation ESG MSCI.

Puis, pour assurer que les investissements sont alignés sur les caractéristiques E/S décrites ci-dessus, certaines exclusions sont appliquées afin de ne pas allouer des capitaux à des entreprises qui franchissent régulièrement ou systématiquement des lignes éthiques ainsi que les entreprises qui ont une incidence négative importante sur l'environnement.

Nous excluons donc les entreprises :

- qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes controversées
- qui tirent plus de 20 % de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la production d'électricité à partir de charbon thermique (sauf s'il existe des engagements crédibles de réduction de l'intensité carbone d'ici 2035).
- dont la conduite est déterminée violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies.

● **Quels sont les éléments contraignants de la stratégie utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?**

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre les caractéristiques E/S promues sont :

- L'exclusion des émetteurs qui tombent dans la liste d'exclusion décrite ci-dessus.
- La note ESG du portefeuille telle que déterminée par MSCI doit être supérieure à celle de l'univers.

● **Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?**

S/O

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.

● **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?**

De solides structures de gouvernance sont considérées être de très grande importance. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les bons comportements d'entreprise et l'investissement dans des opportunités et de la croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les bonnes pratiques de gouvernance varient selon les pays et le Compartiment prend en compte les codes de gouvernance nationaux. Si les gestionnaires de fonds veulent avoir une grande confiance dans l'équipe de direction d'une société, le conseil doit tenir son rôle de supervision et de correction de l'action de la direction lorsque cela est nécessaire. La rémunération des dirigeants est un facteur important pour le Compartiment et elle doit être alignée sur les intérêts des actionnaires à long terme. Elle doit récompenser les solides jugements stratégiques et leur mise en œuvre et non les résultats financiers à court terme.



Quelle est l'allocation des actifs prévue pour ce produit financier ?

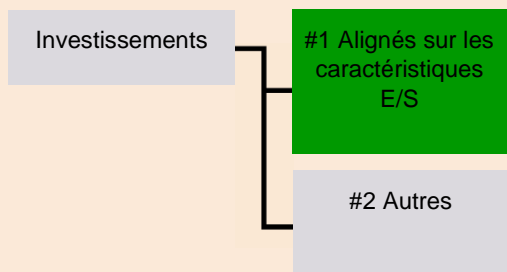
L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Le Compartiment devrait investir au moins 80 % de sa VL dans des émetteurs qui sont considérés comme alignés sur les caractéristiques E/S (#1 Alignés sur les caractéristiques E/S).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20 % de sa VL en espèces et de quasi-espèces et/ou en instruments de couverture (#2 Autres).

Les **activités alignées sur la taxonomie** sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



#1 Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements des produits financiers utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

● **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

S/O



Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales. N'ayant pas l'intention de réaliser des investissements durables, son engagement à réaliser des « investissements durables » au sens du Règlement sur la taxonomie est fixé à 0 %.

● Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?

☐

Oui

☐

Dans le gaz fossile

☐

Dans l'énergie nucléaire

☒

Non, 0 %

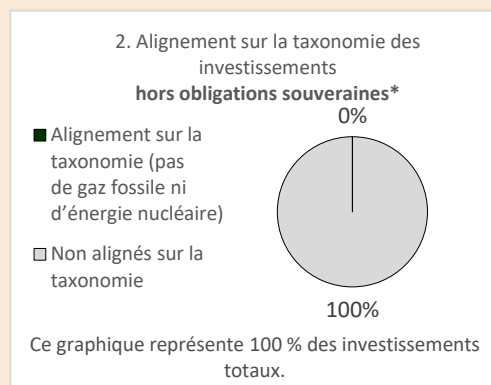
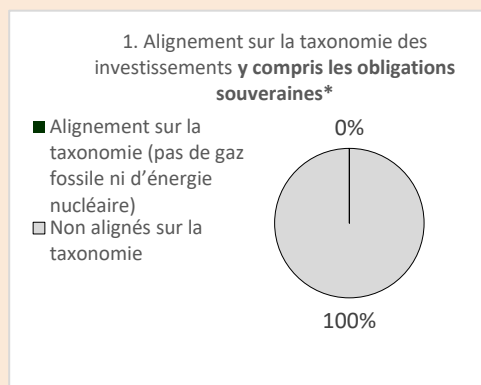
Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

- **Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?**

Le Compartiment ne prévoit pas d'investir dans des investissements durables sur le plan environnemental (y compris des activités habilitantes et transitoires) comme défini par le Règlement sur la taxonomie de l'UE. Ainsi, sa part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes est fixée à 0 %.



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE



- **Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?**

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales mais n'a pas pour objectif de réaliser des investissements durables au sens du Règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) ou de la taxonomie de l'UE. Ainsi, la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE est de 0 %.



- **Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social ?**

S/O



- **Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?**

Le Compartiment peut détenir jusqu'à 20 % d'espèces et quasi-espèces (détenues à des fins de liquidités à titre accessoire) et d'instruments de couverture (#2 Autres). Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements.



- **Un indice spécifique a-t-il été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut ?**

S/O

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut

- **Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

S/O

- **Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?**

S/O

- **En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?**

S/O

- **Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?**

S/O



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU2114351864>

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphes 1 à 4bis du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Quaero Capital Funds (Lux) – Net Zero
Emission

Identifiant d'entité juridique :
2138003P68MA94JCV353

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☒ **X** Oui

☐ ☐ Non

X Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif environnemental : 80 %**

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

X dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif social : ___ %**

☐ Il promeut des caractéristiques **environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ___ % d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☐ Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quel est l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?

L'objectif d'investissement du Compartiment est de contribuer à la décarbonation et à la concrétisation d'émissions nettes nulles d'ici 2050, comme l'exige l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2 degrés. Le Compartiment entend atteindre cet objectif d'investissement en investissant et en jouant un rôle actif dans des sociétés du monde entier qui contribuent de manière significative à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation au changement climatique ou à l'économie circulaire.

Par ailleurs, le Compartiment exclut les sociétés qui franchissent des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement ou la société comme décrit ci-dessous. Le Compartiment n'a désigné aucun indice de référence dans le but de réaliser son objectif d'investissement durable. Il ne suit pas de méthodologie définie dans le Règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission, mais se concentre, si possible, sur l'impact de la société mesuré par les émissions potentielles évitées du produit.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées.

● ***Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?***

Les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable sont :

- L'intensité des émissions de carbone de niveau 1 et 2 (mt de CO2 par million d'USD)
- La part du chiffre d'affaires venant d'activités écologiques (dont, sans s'y limiter, les énergies renouvelables, le stockage des batteries, l'hydrogène, les biocarburants, l'agriculture de précision, la gestion des déchets et l'efficacité énergétique des bâtiments).
- Les émissions potentielles évitées (mt de CO2)
- Le taux de recyclage (% de déchets recyclés)
- La contribution des matériaux recyclés à la demande de matériaux bruts (% de demande de matériaux bruts satisfaite par des matériaux recyclés)
- Note ESG du portefeuille selon MSCI par rapport à l'univers
- Pourcentage des investissements dans des entreprises actives dans le secteur du charbon;
- Pourcentage d'investissements dans des sociétés qui interviennent dans la fabrication ou la vente d'armes controversées
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations unies.

● ***Dans quelle mesure les investissements durables ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

Le Compartiment s'assure de comprendre le profil complet de l'entreprise du point de vue des enjeux ESG avant d'investir afin de n'investir que dans des entreprises qui tiennent compte de la durabilité dans l'ensemble de l'organisation et qui ne font subir aucun dommage significatif à un objectif environnemental ou social.

– ***Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?***

Les indicateurs d'incidence négative sont pris en considération au niveau de l'investissement individuellement, et au niveau du portefeuille. Nous ne définissons pas de seuils pour chaque PIN au niveau de l'entreprise en raison de différences entre secteurs et régions, ainsi que pour des questions de qualité et de disponibilité des données. Lorsque les données sont disponibles, elles sont prises en considération activement dans notre analyse ESG et sont incorporées dans le processus de décision d'investissement. Lorsque les données ne sont pas disponibles, le Compartiment analyse les informations disponibles sur la société, par exemple des engagements durables, des engagements de gouvernance et de supervision, et l'existence de politiques de durabilité ainsi que leurs ambitions.

L'application de notre liste d'exclusion nous empêchera d'investir dans des entreprises qui causent des dommages importants à des objectifs environnementaux et sociaux.

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

Le Compartiment investit selon les principes du Pacte mondial des Nations unies qui sont étroitement liés aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et à la déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail et à la Charte internationale des droits de l'homme. Les principes du Pacte mondial des Nations unies couvrent les enjeux les plus importants de la protection des droits de l'homme, des normes du travail et de l'environnement ainsi que de l'élimination de la corruption. Ils sont intégrés par la politique d'exclusion du Compartiment qui exclut les entreprises qui sont impliquées dans des violations graves et systématiques des principes du Pacte mondial des Nations unies et par la prise en compte de l'analyse ESG qui reprend activement ces enjeux.

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

- ☒ Oui, les principales incidences négatives suivantes sont prises en considération:
- **Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles.** Les sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique sont exclues.
 - **Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques).** Les sociétés qui interviennent dans la production ou le développement d'armes controversées sont exclues.
 - **Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.** Les sociétés qui sont réputées avoir violé gravement (violations qui ont un impact grave et important sur les parties prenantes) et systématiquement (violations qui sont le résultat de la façon dont est gérée la société plutôt qu'à un événement unique) les principes du Pacte mondial des Nations unies sont exclues du portefeuille du Compartiment.
 - **Empreinte carbone.** Nous réalisons ceci via notre stratégie d'investissement active, en cherchant des entreprises qui ont un impact positif sur l'empreinte carbone mondiale.
 - **Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable.** La stratégie du Compartiment inclut l'investissement dans des fournisseurs d'énergie qui ont investi ou investissent dans les énergies renouvelables.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

Le Compartiment n'investit que dans des entreprises qui contribuent de manière significative à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique et/ou à l'économie circulaire. Ces entreprises doivent être actives dans des activités économiques qui incluent, entre autres, les énergies renouvelables, le stockage des batteries, l'hydrogène, les biocarburants, l'agriculture de précision, la gestion des déchets et l'efficacité énergétique des bâtiments (les « activités écologiques »).

Ceci donne une première indication de la participation de la société à des activités alignées sur les objectifs mentionnés ci-dessus.

L'approche du Compartiment pour sélectionner les investissements avec une contribution significative envers l'atténuation du changement climatique suit les étapes suivantes :

1. Identification des secteurs clés
 - a) Quelles sont les industries qui contribuent le plus aux émissions de GES dans le monde ?
 - b) Quelle partie de la chaîne de production contribue le plus aux émissions ?
 - c) Quelles sont les solutions pour décarboner ?
2. Sélection des bons produits, technologies et services
 - a) Evaluation de la maturité
 - b) Evaluation du potentiel de montée en puissance et des barrières à l'entrée
3. Sélection des entreprises qui auront un impact important
 - a) La direction a-t-elle une vision claire et durable en ligne avec les objectifs durable ?
 - b) Le chiffre d'affaires des activités écologique est-il en hausse ?

Cette évaluation quantitative permet de conclure si la société peut avoir un impact important sur l'atténuation du changement climatique, l'adaptation à celui-ci et/ou l'économie circulaire.

Le Compartiment exclura les secteurs pétroliers et financiers en raison de leur manque de contribution aux objectifs fixés.

Pour assurer l'atteinte de ses objectifs d'investissement définis ci-dessus, le Compartiment est engagé sur une approche basée sur des principes pour les questions d'investissement durables, et par conséquent applique certaines exclusions afin de ne pas allouer des capitaux à des entreprises qui franchissent régulièrement ou systématiquement des lignes éthiques ainsi que les entreprises qui ont une incidence négative importante sur le réchauffement climatique. Ainsi, le Compartiment exclut les entreprises :

- Qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes controversées, et
- Qui tirent plus de 20 % de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la production d'électricité à partir de charbon thermique (sauf s'il existe des engagements crédibles de réduction de l'intensité carbone d'ici 2035).
- Dont la conduite est déterminée violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies.
- Le Compartiment intègre activement l'analyse ESG de MSCI, ou en l'absence de notation ESG attribuée par MSCI, l'équipe ESG notera l'investissement selon une méthode propriétaire qui classe les entreprises sur une échelle à 5 niveaux (de Très mauvais à Excellent). Le Compartiment exclura les entreprises notées CCC selon la méthodologie de notation ESG de MSCI.

● **Quels sont les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre l'objectif d'investissement durable ?**

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre l'objectif d'investissement durable sont :

- Le Compartiment n'investit que dans des entreprises qui contribuent de manière significative à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique et/ou à l'économie circulaire. Ces sociétés doivent avoir des activités écologiques. Le Compartiment consacre donc au moins 50 % des actifs investis à des actions émises par des entreprises qui tirent plus de 50 % de leur chiffre d'affaires d'activités écologiques. Chaque position est réexaminée annuellement afin de mettre à jour le pourcentage de chiffre d'affaires provenant d'activités écologiques au sens de la définition du compartiment.
- Le Compartiment exclura les secteurs pétroliers et financiers en raison de leur manque de contribution aux objectifs fixés.
- Le Compartiment exclura les sociétés pour lesquelles une controverse très grave a été révélée par l'analyse interne faite par l'équipe ESG.
- Le Compartiment exclura les émetteurs qui tombent dans la liste d'exclusion décrite ci-dessus.

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.

● **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?**

De solides structures de gouvernance sont considérées être de très grande importance. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les bons comportements d'entreprise et l'investissement dans des opportunités et de la croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les bonnes pratiques de gouvernance varient selon les pays et le Compartiment prend en compte les codes de gouvernance nationaux. Si les gestionnaires de fonds veulent avoir une grande confiance dans l'équipe de direction d'une société, le conseil doit tenir son rôle de supervision et de correction de l'action de la direction lorsque cela est nécessaire. La rémunération des dirigeants est un facteur important pour le Compartiment et elle doit être alignée sur les intérêts des actionnaires à long terme. Elle doit récompenser les solides jugements stratégiques et leur mise en œuvre et non les résultats financiers à court terme.

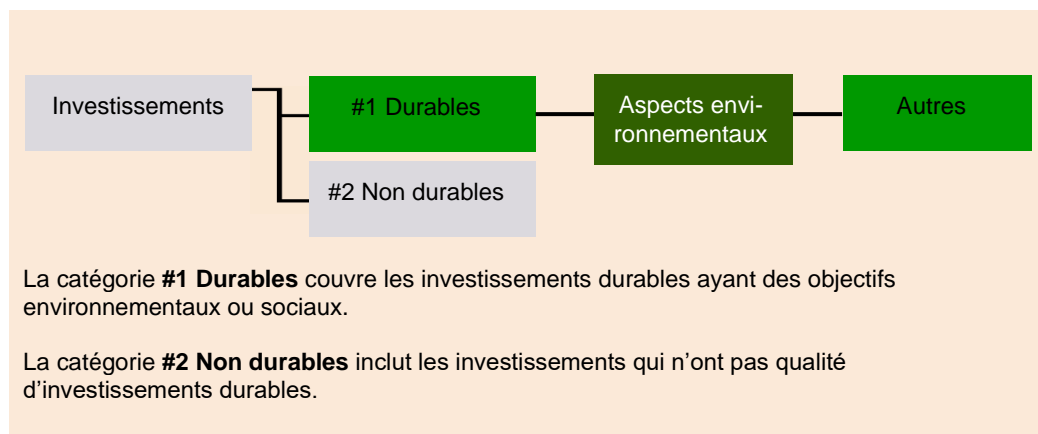


Quelle est l'allocation des actifs et la part minimale d'investissements durables ?

Le Compartiment devrait investir au moins 80 % de sa VL dans des investissements durables (#1 Durables).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20 % de sa VL en espèces et quasi-espèces et en instruments de couverture (#2 Non durables).

L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



Les **activités alignées sur la taxonomie** sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

- **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle l'objectif d'investissement durable ?**

S/O



Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment n'a pas de seuil minimal d'investissement avec un objectif environnemental aligné sur la taxonomie de l'UE en raison de données incomplètes et non auditées publiées par les entreprises et à la mauvaise estimation des données de la part de fournisseurs de données tiers. Par ailleurs, le Compartiment cherche à investir dans des sociétés qui permettent à leurs clients de réduire significativement les émissions de carbone, ce qui peut ne pas être encore reflété dans un calcul d'alignement sur la taxonomie. Avec la fourniture de données plus précises, le Compartiment pourra éventuellement se fixer à l'avenir un seuil pour le chiffre d'affaires aligné sur la taxonomie ou les dépenses d'investissement alignées sur la taxonomie.

● **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?**

☐ Oui

☐ Dans le gaz fossile

☐ Dans l'énergie nucléaire

☒ Non, 0 %

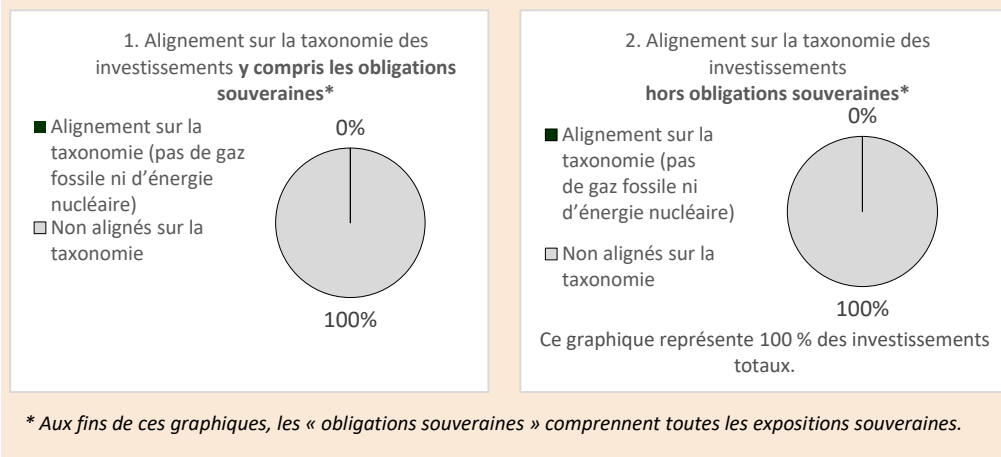
Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



● **Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?**

Le Compartiment investira au minimum 0 % des investissements dans des activités transitoires et habilitantes.



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment engage un minimum de 80 % dans des investissements durables ayant un objectif environnemental alignés sur le Règlement SFDR. Ces investissements peuvent être alignés sur la taxonomie de l'UE, mais le Gestionnaire des investissements n'est pas actuellement en position de spécifier la proportion exacte des investissements sous-jacents du Compartiment qui tiennent compte des critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Toutefois, la position sera revue au fur et à mesure que les règles sous-jacentes seront finalisées et que la disponibilité de données fiables augmentera.



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif social ?

S/O



Quels sont les investissements inclus dans la catégorie « #2 Non durables », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Le Compartiment peut détenir jusqu'à 20 % d'espèces et quasi-espèces (détenues à des fins de liquidités à titre accessoire) et d'instruments de couverture (#2 Non durables). Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements.



Un indice spécifique est-il désigné comme indice de référence pour atteindre l'objectif d'investissement durable ?

S/O

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut

- **Comment l'indice de référence tient-il compte des facteurs de durabilité afin d'être constamment aligné sur l'objectif d'investissement durable ?**

S/O

- **Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?**

S/O

- **En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?**

S/O

- **Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?**

S/O



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU2539422233>

Informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2bis du Règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, paragraphe 1 du Règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
 Quaero Capital Funds (Lux) – Quaeronaut
 Small & Mid Cap

Identifiant d'entité juridique :
 21380069KPMKDDDO9V71

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?



Oui



X Non

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif environnemental** : ____%

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif social** : ____%

☐ Il promeut des caractéristiques **environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ____% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

X Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quelles caractéristiques environnementales et/ou sociales sont promues par ce produit financier ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) en excluant les sociétés qui franchissent systématiquement des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement comme décrit ci-dessous.

Le Compartiment n'a pas désigné d'indice de référence dans le but de réaliser les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées.

● **Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

Les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation des caractéristiques E/S promues sont :

- Pourcentage d'investissements dans des entreprises qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou du charbon thermique
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans la fabrication ou la vente d'armes controversées
- Pourcentage d'investissements dans des entreprises impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations unies
- Pourcentage d'émetteurs avec lesquels le Gestionnaire des investissements a noué un dialogue
- Pourcentage d'investissements avec une note supérieure ou égale à BBB (notation MSCI) ou supérieure ou égale au classement Correct établi selon la méthodologie propriétaire, et
- Pourcentage de sociétés assorties d'une notation CCC selon MSCI ou Très mauvais selon la méthodologie propriétaire.

● **Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?**

S/O

● **Dans quelle mesure les Investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

S/O

- Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

S/O

- Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?

S/O

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

- ☒ **X** Oui, les principales incidences négatives suivantes sont prises en considération:
- **Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles.** Les sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la génération d'électricité à partir de charbon thermique sont exclues.
 - **Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques).** Les sociétés qui interviennent dans la production ou le développement d'armes controversées sont exclues.
 - **Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.** Les entreprises réputées violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies sont exclues.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

Pour assurer que les investissements sont alignés sur les caractéristiques E/S décrites ci-dessus, certaines exclusions sont appliquées afin de ne pas allouer des capitaux à des entreprises qui franchissent gravement ou systématiquement des lignes éthiques ainsi que les entreprises qui ont une incidence négative importante sur le réchauffement climatique. Nous excluons donc les entreprises :

- Qui sont impliquées dans la production ou la conception d'armes controversées
- Qui tirent plus de 20 % de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la production d'électricité à partir de charbon thermique (sauf s'il existe des engagements crédibles de réduction de l'intensité carbone d'ici 2035), et
- Dont la conduite est considérée violer gravement ou systématiquement (dans ce second cas, il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies.

Le Compartiment intègre activement l'analyse ESG de MSCI, ou en l'absence de notation ESG attribuée par MSCI, l'équipe ESG notera l'investissement selon une méthode propriétaire qui classe les entreprises sur une échelle à 5 niveaux (de Très mauvais à Excellent). Au moins 80 % des investissements devront afficher une note supérieure ou égale à BBB (notation MSCI) ou supérieure ou égale au classement Correct établi selon la méthodologie propriétaire. Les sociétés assorties d'une notation CCC selon MSCI ou Très mauvais selon la méthodologie propriétaire seront exclues.

Le Compartiment mène systématiquement un dialogue continu et actif avec les équipes de direction des entreprises en portefeuille afin de mieux intégrer les Risques en matière de Durabilité correspondant à ces actifs. Le Compartiment interviendra pour chaque investissement assorti d'une notation inférieure à BBB (MSCI) ou à Correct selon la méthodologie propriétaire, dans le but de promouvoir une meilleure gestion des défis de Durabilité. Sur la base de son analyse ESG externe et interne et de ses priorités d'investissement, le Compartiment identifiera par ailleurs les domaines préoccupants et les opportunités d'engagement pour chaque entreprise et, si possible, soulèvera la question directement auprès de l'équipe de direction de l'entreprise concernée. Le Compartiment s'efforce notamment d'encourager une plus grande transparence de la part des entreprises en portefeuille en ce qui concerne leurs stratégies ESG et la communication de KPI afin de faciliter l'identification des Risques en matière de Durabilité auxquelles ces sociétés en portefeuille sont exposées.

● **Quels sont les éléments contraignants de la stratégie utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?**

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre les caractéristiques E/S promues sont :

- L'exclusion des émetteurs qui tombent dans les exclusions décrites ci-dessus.
- Au moins 80 % des investissements devront afficher une note supérieure ou égale à BBB (notation MSCI) ou supérieure ou égale au classement Correct établi selon la méthodologie propriétaire.

- Les sociétés assorties d'une notation CCC selon MSCI ou Très mauvais selon la méthodologie propriétaire seront exclues, et
- Le Compartiment interviendra pour chaque investissement assorti d'une notation inférieure à BBB (MSCI) ou à Correct selon la méthodologie propriétaire, dans le but de promouvoir une meilleure gestion des défis de Durabilité. Risques en matière de durabilité et opportunités

- ***Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?***

S/O

- ***Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?***

De solides structures de gouvernance sont considérées être de très grande importance. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les bons comportements d'entreprise et l'investissement dans des opportunités et de la croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les bonnes pratiques de gouvernance varient selon les pays et le Compartiment prend en compte les codes de gouvernance nationaux. Si les gestionnaires de fonds veulent avoir une grande confiance dans l'équipe de direction d'une société, le conseil doit tenir son rôle de supervision et de correction de l'action de la direction lorsque cela est nécessaire. La rémunération des dirigeants est un facteur important pour le Compartiment et elle doit être alignée sur les intérêts des actionnaires à long terme. Elle doit récompenser les solides jugements stratégiques et leur mise en œuvre et non les résultats financiers à court terme.

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.

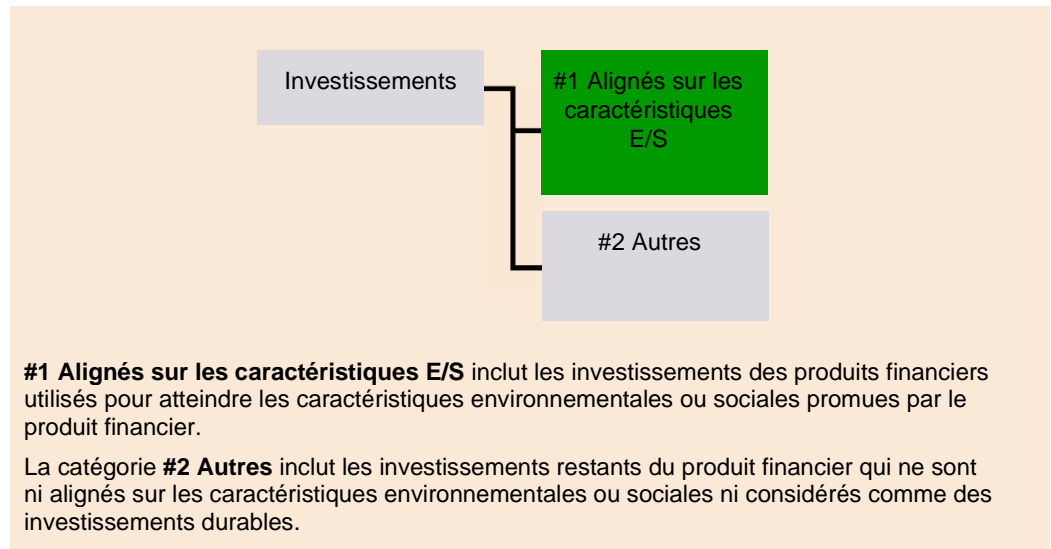


Quelle est l'allocation des actifs prévue pour ce produit financier ?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Le Compartiment devrait investir au moins 80 % de sa VL dans des émetteurs qui sont considérés comme alignés sur les caractéristiques E/S (#1 Alignés sur les caractéristiques E/S).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20 % de sa VL en espèces et de quasi-espèces et/ou en instruments de couverture (#2 Autres).



- **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

S/O



Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales. N'ayant pas l'intention de réaliser des investissements durables, son engagement à réaliser des « investissements durables » au sens du Règlement sur la taxonomie est fixé à 0 %.

- **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?**

☐ Oui

☐ Dans le gaz fossile

☐ Dans l'énergie nucléaire

☒ Non, 0 %

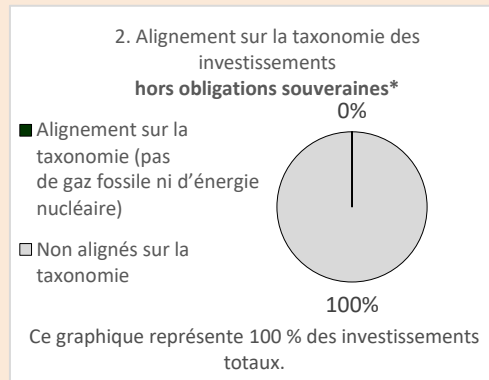
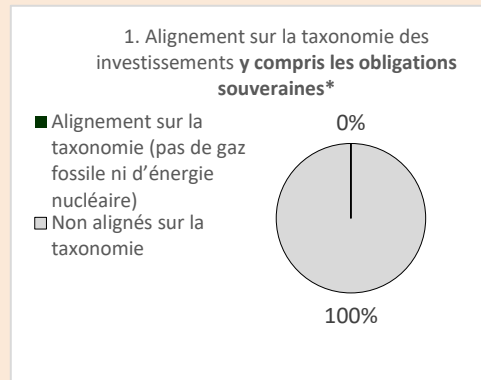
¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

● Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

Le Compartiment ne prévoit pas d'investir dans des investissements durables sur le plan environnemental (y compris des activités habilitantes et transitoires) comme défini par le Règlement sur la taxonomie de l'UE. Ainsi, sa part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes est fixée à 0 %.



● Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales mais n'a pas pour objectif de réaliser des investissements durables au sens du Règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) ou de la taxonomie de l'UE. Ainsi, la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE est de 0 %.



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE



● Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social ?

S/O



● Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Le Compartiment peut détenir jusqu'à 20 % d'espèces et quasi-espèces (détenues à des fins de liquidités à titre accessoire) et d'instruments de couverture (#2 Autres). Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements.



Un indice spécifique a-t-il été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut ?

S/O

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut

- *Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?*

S/O

- *Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?*

S/O

- *En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?*

S/O

- *Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?*

S/O



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU2539423041>

Modèle de communications précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2a du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit : **Quaero Capital
Funds (Lux) – Bond Investment
Opportunity (le « Compartiment »)**

Identifiant d'entité juridique :
[compléter]

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs, et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

☒ ☐ ☐ **Oui** ☒ ☐ **X** **Non**

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif environnemental**: ____%

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ Il réalisera un minimum d'**investissements durables ayant un objectif social**: ____%

☐ Il promeut des **caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ____% d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ Il promeut des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**



Quelles caractéristiques environnementales et/ou sociales sont promues par ce produit financier ?

Le Compartiment promeut une large gamme de caractéristiques environnementales et sociales (E/S) par l'intégration d'une évaluation ESG et la prise en compte d'autres externalités comme l'empreinte environnementale, la mixité, l'engagement en faveur de normes internationales et une prise en compte équilibrée de toutes les parties prenantes.

Ceci est réalisé en incluant des investissements dans des sociétés / des émetteurs qui affichent un bon profil ESG et en excluant les sociétés qui franchissent des lignes éthiques ou qui ont un impact négatif sur l'environnement ou la société comme décrit ci-dessous.

Le Compartiment s'engage également à investir au moins 30% de sa VL dans des Obligations vertes, soit «tout type d'instrument obligataire pour lequel les produits seront exclusivement destinés à des projets environnementaux éligibles et des projets sociaux éligibles ou à des projets éligibles combinant les deux dimensions» et/ou des obligations liées au développement durable, soit «tout type d'instrument obligataire dont les caractéristiques financières et/ou structurelles peuvent varier selon que l'émetteur réussisse ou non à atteindre des objectifs ESG / de durabilité prédéfinis» (selon la définition de l'ICMA (International Capital Market Association)).

Le Compartiment n'a pas désigné d'indice de référence dans le but de réaliser les caractéristiques environnementales et sociales promues par le Compartiment.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont réalisées

- ***Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?***

Le Compartiment suivra les indicateurs de durabilité suivants et ils feront l'objet de déclarations:

- Pourcentage d'investissements avec une note supérieure ou égale à BBB (notation MSCI) ou supérieure ou égale au classement Correct établi selon la méthodologie propriétaire,
- Intensité carbone (TCO_{2e}/million d'USD) des ventes,
- Pourcentage d'administratrices,
- Pourcentage d'investissements signataires du Pacte mondial des Nations unies,
- Ratio salarial entre le CEO et les employés,
- Pourcentage des investissements en obligations vertes,
- Pourcentage des investissements en obligations sociales,
- Pourcentage des investissements en obligations durables,

- ***Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?***

S/O

- ***Dans quelle mesure les Investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

S/O

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en lien avec les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

S/O

- *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

S/O

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important à des objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

- ☒ **X** Oui, le Gestionnaire des investissements prend en considération les principales incidences négatives suivantes:
- Empreinte carbone. Le Compartiment réalise ceci via une stratégie d'investissement active, en cherchant des entreprises qui ont un impact positif sur l'empreinte carbone mondiale.
 - Exposition aux entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles. Le Compartiment réalise ceci via l'exclusion des sociétés qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon, de la génération d'électricité à partir de charbon thermique.
 - Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable. Le Compartiment réalise ceci via une stratégie d'investissement active et l'investissement dans des fournisseurs d'énergie qui ont investi ou investissent dans les énergies renouvelables.
 - Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques). Le Compartiment réalise ceci via notre exclusion des sociétés qui interviennent dans la production ou la conception d'armes controversées
 - Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales. Le Compartiment réalise ceci via notre exclusion des entreprises réputées avoir violé gravement ou systématiquement (dans ce second cas il s'agit de violations qui sont le résultat de la façon dont l'entreprise est gérée plutôt que d'un seul événement, dans le premier cas, il s'agit de violations qui ont un impact très grave et important sur les parties prenantes) les Principes du pacte mondial des Nations unies sont également exclues du portefeuille du Compartiment.

Des informations sur la prise en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité seront mises à disposition dans les rapports périodiques du Compartiment.

☐ Non



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La stratégie d'investissement guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

L'objectif du Compartiment est de chercher à obtenir la performance de ses actifs via une sélection de titres («gestion de la valeur») sur les marchés internationaux du revenu fixe, en préférant, sans aucune allocation sectorielle ou géographique prédéfinie, la recherche d'actifs décotés sur les marchés à revenu fixe, tout en appliquant un filtre ESG (environnemental, social et de gouvernance) à cette sélection. En particulier, le Compartiment combinera systématiquement des considérations ESG avec l'objectif de performance financier, afin de générer intentionnellement un avantage extra-financier, environnemental ou sociétal mesurable. Pour sélectionner des titres, le Compartiment allie une approche opportuniste, hors indice, sur un large spectre de la classe d'actifs obligataire à une approche d'investisseur responsable.

Pour assurer que les investissements sont alignés sur les caractéristiques E/S décrites ci-dessus, certaines exclusions sont appliquées afin de ne pas allouer de capitaux à des sociétés qui franchissent gravement ou systématiquement des directives éthiques ainsi que des sociétés qui ont une incidence négative importante sur le réchauffement climatique.

Le Compartiment exclura également les investissements dans des émetteurs / sociétés:

- qui interviennent dans la production ou la conception d'armes controversées,
- qui tirent plus de 20% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon et/ou de la production d'électricité à partir de charbon thermique (sauf s'il existe des engagements crédibles de réduction de l'intensité carbone d'ici 2035),
- qui sont impliquées dans des violations graves et systémiques des principes du Pacte mondial des Nations unies,
- qui sont situés dans des pays au régime autoritaire et des territoires qui ne coopèrent pas et qui présentent un risque de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et d'évasion fiscale,
- qui sont actifs dans les secteurs suivants: casinos et jeux de hasard, croisières, boissons alcoolisées, tabac, cannabis, secteur pétrolier intégré, exploration et production, activités intermédiaires (pétrole et gaz), raffinage et commercialisation, forage et support au forage, services et équipement pour les champs pétrolifères, extraction de minéraux et de gemmes,
- dont la note ESG est inférieure à BBB, selon MSCI. En l'absence de notation ESG attribuée par MSCI, l'équipe ESG note l'investissement selon une méthode propriétaire qui classe les entreprises sur une échelle à 5 niveaux (de Très mauvais à Excellent). Le Compartiment exclut les sociétés de son univers d'investissement qui se situent dans les deux derniers classements (Très mauvais et Mauvais). Les classements sont basés sur une évaluation de la pertinence de l'approche de l'entreprise à l'égard des enjeux environnementaux et sociaux importants et du positionnement de la société pour profiter des opportunités liées à la durabilité.

Par ailleurs, le Compartiment investira dans des «Obligations vertes». Les Obligations vertes se déclinent en 4 catégories:

- Obligations vertes: les produits de ces obligations sont utilisés pour financer ou refinancer (en tout ou en partie) des projets nouveaux ou existants qui auront un impact environnemental positif, comme les projets impliqués dans l'atténuation du réchauffement climatique, la préservation des ressources naturelles et la prévention de la pollution. Ces investissements contribuent à l'ODD 13 des Nations Unies «Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques».
- Obligations sociales: les produits de ces obligations sont utilisés pour financer ou refinancer (en tout ou en partie) des projets nouveaux ou existants qui auront un impact social positif. Les projets sociaux peuvent être ceux qui visent à atténuer une problématique sociale spécifique (par ex. des infrastructures de base abordables, l'accès à la santé et aux services d'enseignement) pour une population cible (mais pas exclusivement). Ces investissements contribuent à un ou plusieurs des objectifs sociaux des ODD des Nations Unies, par ex. l'ODD 5 «Egalité entre les sexes», l'ODD 10 «Inégalités réduites».

- Obligations durables: les produits de ces obligations sont utilisés pour financer une combinaison de projets à la fois verts et sociaux susmentionnés qui ont tous un impact social environnemental et positif.
- Obligations liées au développement durable: les caractéristiques financières et/ou structurelles de ces obligations varieront selon que l'émetteur réussit ou non à atteindre des objectifs de durabilité prédéfinis qui couvrent des objectifs verts et/ou sociaux.

● **Quels sont les éléments contraignants de la stratégie utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?**

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre les caractéristiques E/S promues sont :

- l'exclusion des émetteurs qui tombent dans la liste d'exclusion décrite ci-dessus.
- l'exclusion des émetteurs dont la note ESG est inférieure à BBB selon MSCI ou Très mauvais ou Mauvais selon la méthodologie propriétaire décrite en détail ci-dessus.
- l'intensité carbone du portefeuille doit être inférieure à celle de l'univers d'investissement et le pourcentage de signataires du Pacte mondial des Nations Unies doit lui être supérieur. L'univers d'investissement est composé de toutes les obligations non arrivées à échéance, y compris les obligations d'entreprise, les titres souverains, les obligations de prédilection et les obligations vertes, selon Bloomberg.
- l'engagement d'investir au moins 30% de la VL dans des émetteurs d'Obligations vertes.

● **Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?**

Le Compartiment s'engage à réduire l'univers d'investissement d'au moins 20% sur la base des exclusions ESG.

Si les politiques d'exclusion en place ne réduisent plus l'univers d'au moins 20%, le Compartiment renforcera les exclusions afin de satisfaire à cet élément contraignant.

● **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?**

De solides structures de gouvernance sont considérées être très importantes. La structure doit aligner les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires à long terme, en encourageant les émetteurs à adopter de bons comportements et à investir dans des opportunités et une croissance à long terme. Elle ne doit pas mettre l'accent sur la performance financière à court terme, souvent aux dépens de considérations environnementales et sociales.

Les pratiques de bonne gouvernance diffèrent selon les régions et la Société de gestion tient compte des codes de gouvernance des différents pays. La Société de gestion s'appuie en particulier sur des critères comme la rémunération des dirigeants par rapport à celles des employés, la gestion du capital humain, l'indépendance et la diversité du conseil d'administration, la conformité fiscale, l'éthique des affaires et/ou l'absence de controverses liées aux droits humains au travail.

Les pratiques de **bonne gouvernance** comprennent des structures de gestion, des relations avec le personnel, une rémunération du personnel et une conformité fiscale saines.

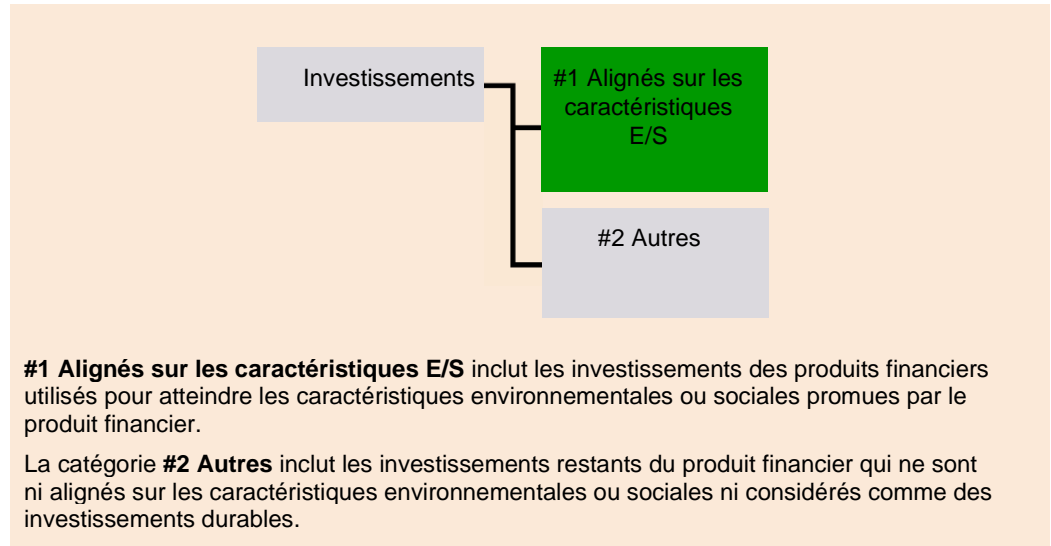


L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle est l'allocation des actifs prévue pour ce produit financier ?

Le Compartiment devrait investir au moins 80% de sa VL dans des émetteurs qui sont considérés comme alignés sur les caractéristiques E/S (#1 Alignés sur les caractéristiques E/S).

Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à 20% de sa VL en titres de créance qui ne sont pas alignés sur les caractéristiques E/S promues, en espèces et de quasi-espèces et/ou en instruments financiers dérivés (#2 Autres).



- **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?**

S/O



Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales, mais ne cherche pas à effectuer des investissements ayant un objectif environnemental aligné sur la Taxonomie de l'UE.

- **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE¹ ?**

☐ Oui

☐ Dans le gaz fossile ☐ Dans l'énergie nucléaire


☒ Non

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire ne seront alignées sur la Taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent pas de préjudice important à aucun objectif de la Taxonomie de l'UE - voyez la note explicative dans la marge de gauche. Les différents critères applicables aux activités économiques liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire alignées sur la Taxonomie de l'UE sont énoncés dans le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

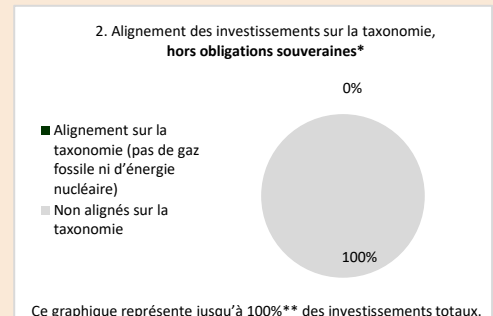
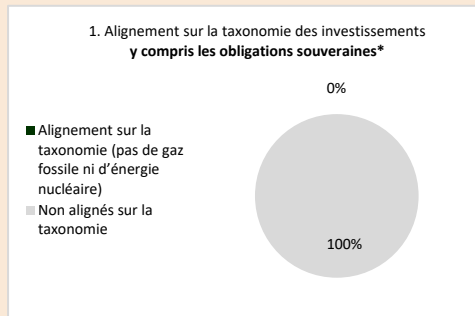
Pour respecter la Taxonomie de l'UE, les critères pour le **gaz fossile** incluent des limites d'émissions et le passage à des énergies totalement renouvelables ou des carburants sobres en carbone d'ici fin 2035. Pour l'**énergie nucléaire**, les critères incluent des règles exhaustives de sûreté et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à l'atteinte d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore d'alternatives à faible intensité de carbone et qui, entre autres, présentent des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

Le symbole  représente des investissements durables sur le plan environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

** Etant donné que le Compartiment ne s'engage pas à faire des investissements durables alignés sur la Taxonomie de l'UE, la proportion de titres souverains dans le portefeuille du Compartiment n'affectera pas la proportion d'investissement durables alignés sur la Taxonomie de l'UE inclus dans le graphique

● Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

Le Compartiment ne prévoit pas d'investir dans des investissements durables sur le plan environnemental (y compris des activités habilitantes et transitoires) comme défini par le Règlement sur la taxonomie de l'UE.



● Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales mais n'a pas pour objectif de réaliser des investissements durables au sens du Règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) ou de la taxonomie de l'UE.



● Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social?

S/O



● Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

La portion « #2 Autres » des actifs inclut les espèces (à vue) et les quasi-espèces (dépôts à terme, instruments du marché monétaire, fonds d'investissement du marché monétaire) utilisés à des fins de trésorerie et les instruments financiers dérivés (par ex. contrats de change à terme, contrats à terme sur devises).

Aucune garantie sociale et environnementale minimale n'est appliquée à ces investissements. Elle peut également inclure des investissements dans des titres de créance qui ne respectent pas les caractéristiques E/S définies ci-dessus.



Un indice spécifique a-t-il été désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier est aligné sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales qu'il promeut ?

S/O

Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?

S/O

Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?

S/O

En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?

S/O

Où trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?

S/O



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet :

<https://assetservices.group.pictet/asset-services/esg-disclosures?isin=LU2539423041>

INFORMATIONS POUR LES INVESTISSEURS EN SUISSE

1. Représentant

Le représentant en Suisse est FundPartner Solutions (Suisse) S.A., 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73, Suisse.

2. Service de paiement

Le service de paiement en Suisse est Banque Pictet & Cie S.A., 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73.

3. Lieu où les documents déterminants peuvent être obtenus

Le Prospectus, la feuille d'information de base, les statuts ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant.

4. Publications

1. Les publications concernant les placements collectifs de capitaux étrangers sont effectuées en Suisse sur www.fundinfo.com.
2. Les prix d'émission et de rachat et/ou la valeur nette d'inventaire, avec la mention "commissions non comprises", sont publiés à chaque émission et rachat de parts sur www.fundinfo.com. Les prix sont publiés au moins deux fois par mois.

Pour tous les Compartiments ci-dessous, le jour de calcul de la valeur d'inventaire est le premier Jour ouvré suivant le Jour de valorisation concerné. Le Jour de valorisation pour chaque Compartiment est indiqué ci-dessous :

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – ARGONAUT

Le dixième, le vingtième Jour ouvré de chaque mois ou le Jour ouvré suivant si ces deux dates ne sont pas des jours ouvrés bancaires complets au Luxembourg, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – WORLD OPPORTUNITIES

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – BAMBOO

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – INTERNATIONAL EQUITIES

Tous les vendredis, ou le Jour ouvré suivant si ces dates ne correspondent pas à un jour ouvré bancaire complet au Luxembourg, le dernier Jour ouvré de chaque mois, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – GLOBAL BALANCED

Tous les vendredis, ou le Jour ouvré suivant si ces dates ne correspondent pas à un jour ouvré bancaire complet au Luxembourg, le dernier Jour ouvré de chaque mois, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – INFRASTRUCTURE SECURITIES

Tous les Jours ouvrés

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – YIELD OPPORTUNITIES

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – ACCESSIBLE CLEAN ENERGY

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – QUAERONAUT SMALL & MID CAP

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – NET ZERO EMISSION

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – NEW EUROPE

Tous les vendredis ou le Jour ouvré suivant si ces dates ne correspondent pas à un jour ouvré bancaire complet au Luxembourg, le dernier Jour ouvré de chaque mois, ainsi que toute autre date pouvant être fixée par le Conseil d'administration en tant que de besoin

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – CHINA

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – CULLEN ESG US VALUE

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – GLOBAL CONVERTIBLE BONDS

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – TAIKO JAPAN

Chaque Jour ouvré

QUAERO CAPITAL FUNDS (LUX) – BOND INVESTMENT OPPORTUNITY

Chaque Jour ouvré

5. Paiement de rétrocessions et de rabais

1. La Société et ses mandataires peuvent verser des rétrocessions afin de rémunérer l'activité d'offre de parts de la SICAV en Suisse.

Les rétrocessions ne sont pas considérées comme des rabais, même si elles sont en fin de compte intégralement ou partiellement reversées aux investisseurs.

L'information sur la réception de rétrocessions est régie par les dispositions de la LSFfin s'y rapportant.

2. La Société et ses mandataires n'accordent aucun rabais lors de l'offre en Suisse pour réduire les commissions et coûts revenant aux investisseurs et imputés au fonds.

6. Lieu d'exécution et for

Pour les parts de fonds proposées en Suisse, le lieu d'exécution se situe au siège du représentant. Le for judiciaire est au siège du représentant, ou au siège ou au lieu de domicile de l'investisseur.